





7.6.156









**BIBLIOTHÈQUE**  
**DES FAMILLES.**

La première Série  
**DE LA BIBLIOTHÈQUE DES FAMILLES**  
 se compose des ouvrages suivans :

|                                                    | VOL.          |
|----------------------------------------------------|---------------|
| LE ROBERTSON DE LA JEUNESSE.                       | 1             |
| VOYAGES AUTOUR DU MONDE.                           | 2             |
| • LE ROBINSON SUISSE.                              | 2             |
| CONTES POPULAIRES de miss Edgeworth.               | 1             |
| CONTES MORAUX, de la même.                         | 2             |
| CONTES DES FAMILLES, de la même.                   | 1             |
| ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DES CROISADES.                | 1             |
| AVENTURES ET VOYAGES de Cook.                      | 1             |
| AVENTURES ET VOYAGES de Christophe Colomb.         | 1             |
| ROBINSON CRUSOË.                                   | 2             |
| HISTOIRE DE LA GRÈCE ANCIENNE.                     | 1             |
| HISTOIRE D'ANGLETERRE, abrégée de Hume et Smollet. | 1             |
| HISTOIRE NATURELLE DES QUADRUPÈDES.                | 1             |
| TÉLÉMAQUE.                                         | 1             |
| LA MORALE EN ACTION.                               | 1             |
| VOYAGES AU PÔLE NORD.                              | 1             |
|                                                    | <hr/> 20 vol. |

—  
 Chaque ouvrage se vend séparément.  
 —



Frontispice.



de Jannet del.

*Charles II dans le Bois royal.*

# HISTOIRE D'ANGLETERRE

ABRÉGÉ

DE HUME ET SMOLLET

DEPUIS LA DOMINATION ROMAINE JUSQU'À LA RÉFORME ÉLECTORALE  
DE 1832;

PAR F. VALENTIN,

AUTEUR DE L'ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DES CROISADES.

Ornée de quatre Vignettes gravées d'après les dessins  
de M. DE SAINSON.



BRUXELLES

MELINE, CANS ET C<sup>ie</sup>,

LIBRAIRIE, IMPRIMERIE, FONDRIE.

1837



# HISTOIRE D'ANGLETERRE.

---

## CHAPITRE I.

Les Bretons. — Les Romains. — Les Saxons. — L'Heptarchie.

Tous les anciens historiens s'accordent à représenter les premiers habitans de la Bretagne comme une tribu de Gaulois ou de Celtes, qui avaient quitté le continent pour venir peupler cette île. Ils avaient en effet le même langage, les mêmes mœurs, le même gouvernement et la même religion. Les Gaulois, surtout ceux qui habitaient la contrée contiguë à l'Italie, avaient acquis, par leurs rapports avec leurs voisins du Midi, une certaine perfection dans les arts; mais ces progrès ne s'étaient pas étendus jusqu'à la Bretagne. Aussi les navigateurs ou les marchands grecs et romains faisaient-ils, à leur retour dans leur patrie, les relations les plus choquantes sur la barbarie des Bretons, qu'ils exagéraient encore pour exciter davantage l'étonnement de leurs compatriotes. Quoi qu'il en soit, la partie sud-est de la Bretagne avait déjà fait, même avant le siècle de César, les premiers pas vers une forme de gouvernement civil, et la population s'y était accrue à mesure que le goût de l'agriculture s'était développé. Les autres habitans de l'île ne possédaient que des pâturages; ils se revêtaient de peaux de bêtes, et vivaient dans des

huttes construites au milieu des forêts et des marais dont leur pays était couvert. La convenance de pâturages pour leurs troupeaux était souvent pour eux un motif de passer d'un lieu dans un autre; et, dans l'ignorance où ils vivaient des jouissances de la vie, leurs besoins étaient aussi bornés que leur fortune.

Les Bretons étaient partagés en plusieurs petites nations ou tribus; et, comme ils formaient un peuple essentiellement guerrier, ne possédant que des armes et des troupeaux, dès qu'ils eurent acquis le goût de la liberté, il devint impossible à leurs princes ou chefs de leur imposer l'esclavage. Leur gouvernement, quoique monarchique, était libre. Chaque État était divisé en factions intérieures, et toujours agité par la jalousie et la haine que lui inspiraient les États voisins. La religion était la partie la plus importante de leur gouvernement, et les Druides, leurs prêtres, possédaient l'autorité la plus étendue. Les Druides immolaient des victimes humaines sur leurs autels; souvent ils offraient les dépouilles de la guerre à leurs divinités, et prononçaient les peines les plus sévères contre quiconque osait détourner la moindre partie des offrandes consacrées. Ces trésors se conservaient dans les bois et les forêts, sans autre garde que la terreur de la religion. Jamais culte idolâtre n'eut autant d'ascendant sur l'esprit humain que celui des anciens Gaulois et des Bretons.

Les Bretons vivaient depuis long-temps dans cet état de barbarie et d'indépendance, lorsque César, jaloux de porter les armes romaines dans un nouveau monde, alors tout-à-fait inconnu, profita d'un court intervalle que lui laissa la guerre des Gaules, pour envahir la Bretagne (an 55 avant J. C.). Les naturels de l'île, instruits des projets du conquérant, et sentant l'inégalité de leurs forces, tentèrent de l'apaiser par une soumission qui n'arrêta cependant pas l'exécution de son dessein. Après avoir



éprouvé quelque résistance, César débarqua à Deal; il remporta plusieurs avantages, obligea les Bretons à lui donner des otages comme garans de leur fidélité, et se vit forcé, par la nécessité de ses affaires et l'approche de l'hiver, de ramener les siens dans les Gaules. Les Bretons, revenus de la terreur que leur inspiraient ses armes, négligèrent l'accomplissement du traité conclu avec le général romain; et, le printemps suivant, le fier vainqueur résolut d'aller les punir de leur manque de foi. Il débarqua avec une armée plus formidable; et, malgré la résistance plus régulière que lui opposèrent les Bretons réunis sous les ordres de Cassivelaunus, un de leurs chefs, il les battit dans toutes les rencontres. Il s'avança dans l'intérieur du pays, passa la Tamise en face de l'ennemi, prit et brûla la capitale de Cassivelaunus, donna la souveraineté des Trinobantes à Mandubratius, son allié; puis, après avoir forcé les Bretons à une nouvelle soumission, il repassa dans les Gaules, laissant la Bretagne soumise à l'autorité romaine, plus en apparence qu'en réalité.

Les guerres civiles qui s'allumèrent ensuite dans l'empire romain sauvèrent les Bretons du joug qu'ils étaient sur le point de subir; et, depuis près d'un siècle, ils jouissaient tranquillement de leur liberté, lorsque, sous le règne de Claude, les Romains songèrent sérieusement à les soumettre à leur domination. Sans chercher à justifier leur agression par un motif équitable, ils envoyèrent en Bretagne une armée sous le commandement de Plautius, général habile, qui remporta plusieurs victoires (l'an 43 de notre ère). Lorsque Claude jugea l'entreprise assez avancée, il se transporta lui-même en Bretagne pour en achever la conquête, et reçut la soumission de plusieurs peuples qui habitaient le sud-est de l'île. Les autres Bretons, sous le commandement de Caractacus, opposèrent une résistance opiniâtre, et arrêtaient les progrès des

Romains, jusqu'à l'époque où Ostorius Scapula vint remplacer Plautius. Ce nouveau général pénétra dans le pays des Silures, peuple belliqueux, habitant les bords de la Severn; défit Caractacus dans une grande bataille, et l'envoya prisonnier à Rome (an 50).

Malgré ces revers, les Bretons n'étaient pas domptés. Sous le règne de Néron, Suetonius Paulinus reçut le commandement de l'armée romaine, et pénétra dans l'île de Mona (aujourd'hui Anglesey), principale retraite des Druides. Il battit les insulaires, brûla les Druides dans les feux qu'ils avaient allumés pour leurs ennemis captifs, et détruisit tous les bois et les autels consacrés. Après avoir triomphé de la religion des Bretons, Suetonius se flatta qu'il lui serait facile de les subjuguier. Mais les Bretons, sous la conduite de Boadicea, reine des Iconi, qui avait essuyé les traitemens les plus outrageans de la part des tribuns romains, attaquèrent avec succès plusieurs établissemens de leurs insolens vainqueurs. Londres, qui était déjà une colonie florissante des Romains, fut réduite en cendres, et ses habitans furent impitoyablement massacrés. Suetonius se vengea de cette cruauté, dans une bataille sanglante où périrent, dit-on, quatre-vingt mille Bretons.

Julius Agricola, qui gouverna la Bretagne sous les règnes de Vespasien, de Titus et de Domitien, conçut un plan régulier pour subjuguier l'île, et pour rendre cette nouvelle possession utile aux conquérans (an 86). Il porta ses armes victorieuses du côté du nord, défit les Bretons dans toutes les rencontres, s'avança jusque dans les forêts et les montagnes de la Calédonie (l'Écosse), et soumit toute la partie septentrionale de l'île. Il établit ensuite, entre les golfes de Clyde et de Forth, une ligne de forts, qui mit les provinces romaines à l'abri des incursions de leurs barbares voisins.

Ce fut aussi dans le but d'assurer les frontières de l'empire contre les invasions des Calédoniens qu'Adrien fit

construire plus tard une forte muraille entre la rivière de Tyne et le détroit de Solway. Sévère ajouta de nouvelles fortifications au boulevard d'Adrien; et, sous les autres empereurs, la tranquillité de la Bretagne fut telle, que les historiens font à peine mention de ce qui s'y passa. Les naturels, désarmés et soumis, avaient perdu jusqu'au souvenir de leur première indépendance.

Mais l'empire romain, qui avait porté l'esclavage et la civilisation dans la plus grande partie de l'univers, approchait de sa dissolution. L'Italie et le centre de l'empire, plongés depuis si long-temps dans le repos, avaient entièrement oublié le métier des armes, et n'étaient peuplés que d'une race d'hommes efféminés, également disposés à recevoir un joug étranger ou à subir la tyrannie de leurs propres chefs. Les barbares du Nord attaquèrent en même temps toutes les frontières romaines. Au lieu d'armer le peuple pour sa défense, les empereurs rappelèrent les légions qui tenaient garnison dans les contrées éloignées, et dans lesquelles ils avaient plus de confiance. Celles qui défendaient la Bretagne furent employées à protéger l'Italie et la Gaule. Dès que les Pictes et les Écossais virent cette île abandonnée à elle-même, ils commencèrent leurs incursions sur les frontières de leurs pacifiques voisins, renversèrent la muraille d'Adrien, et poussèrent leurs ravages jusque dans le cœur du pays. Les Bretons implorèrent le secours des Romains; mais ceux-ci, réduits à l'extrémité dans leurs propres foyers, et fatigués d'ailleurs d'expéditions lointaines, leur déclarèrent qu'ils ne devaient plus compter sur leur appui, et les engagèrent à s'armer pour recouvrer leur ancienne indépendance. Dès ce moment, les Romains ne reparurent plus dans la Bretagne, qu'ils avaient possédée, en grande partie, pendant le cours d'environ quatre siècles.

Les lâches Bretons, aussi inaccoutumés aux fatigues de

la guerre qu'aux soins du gouvernement civil, se trouvèrent hors d'état de repousser les attaques des barbares. Après s'être adressés de nouveau à Rome, qui ne put répondre à leurs supplications, parce qu'elle était alors pressée par les armes d'Attila, le plus terrible ennemi qu'elle eût jamais eu, ils suivirent les conseils de Vortigern, prince de Dumnonium, et envoyèrent une députation en Germanie, pour inviter les Saxons à les protéger et à les secourir (an 449). Les Saxons, à cette époque, étaient regardés comme la plus belliqueuse des nations barbares, et ils étaient devenus la terreur de leurs voisins. Sortis du nord de la Germanie, ils s'étaient rendus maîtres de toutes les côtes de la mer, depuis l'embouchure du Rhin jusqu'au Jutland. Deux frères, Hengist et Horsa, qui exerçaient la plus grande influence sur leurs compatriotes, à cause de leur valeur et de leur naissance, persuadèrent aux Saxons d'accepter l'invitation des Bretons, et de tenter une entreprise où ils pourraient signaler leur courage et satisfaire leur désir de s'enrichir. Ils embarquèrent leurs troupes sur trois vaisseaux, et transportèrent seize cents hommes sur les côtes de la Bretagne, d'où ils marchèrent contre les Pictes et les Écossais qu'ils vainquirent facilement.

Hengist et Horsa, jugeant, par la victoire facile qu'ils venaient de remporter sur les Pictes et les Écossais, qu'il leur serait aisé de subjuguier les Bretons eux-mêmes, résolurent de continuer la guerre pour leur propre agrandissement, et non pour la défense de leurs alliés. Ils instruisirent leurs compatriotes des richesses et de la fertilité de la Bretagne, et la perspective d'une conquête certaine leur valut un renfort de cinq mille hommes. Les Saxons s'allièrent alors avec les Pictes et les Écossais, et commirent ouvertement des hostilités contre les insulaires qu'ils étaient venus défendre.

Les Bretons, indignés de la perfidie de leurs alliés, pri-

rent les armes; et, après avoir déposé Vortigern, qui leur était devenu odieux par ses vices et par les maux que leur avaient attirés ses conseils, ils choisirent pour chef son fils Vortimer. Ils livrèrent à leurs ennemis plusieurs batailles dans lesquelles ils furent constamment vaincus. Horsa ayant perdu la vie en combattant, le commandement de l'armée confédérée resta à son frère Hengist, qui, recevant sans cesse de nouvelles troupes de la Germanie, marcha de victoire en victoire. Jaloux d'étendre la terreur de ses armes, il n'épargna ni l'âge, ni le sexe, ni la condition. Un grand nombre de Bretons, pour se soustraire à la cruauté et à l'avarice de leurs vainqueurs, abandonnèrent leur patrie, et allèrent chercher une retraite dans l'Armorique, sur le continent. Ils furent bien accueillis par un peuple dont les mœurs et la langue leur étaient communes, et auquel ils donnèrent le nom de leur pays.

Après la mort de Vortimer, Ambrosius régna sur les Bretons, et réussit à les unir contre les Saxons. Hengist n'en garda pas moins toutes ses possessions dans la Bretagne; il fit venir une nouvelle tribu de Saxons, sous le commandement de son frère Octa, et l'établit dans le Northumberland; il fonda lui-même le royaume de Kent, qu'il légua à sa postérité.

Les succès d'Hengist excitèrent l'avidité des autres habitants du nord de la Germanie. Les Bretons méridionaux, obligés de se retirer devant ces nouveaux conquérans, se réfugièrent dans le Cornouailles et le pays de Galles, et Ælla, chef saxon, jeta les fondemens du royaume de Sussex.

Le royaume des Saxons occidentaux, ou de Wessex, fut formé par Cardic et son fils Kenric, des provinces de Hants, de Dorset, de Wits, de Berk et de l'île de Wight; mais ce ne fut qu'après une suite de combats sanglans que ces aventuriers jouirent paisiblement de leurs conquêtes; ils eurent pour adversaires Arthur, prince des Silures,

dont la valeur héroïque soutint long-temps le sort chancelant de sa patrie, et que les chants des bardes bretons ont rendu si célèbre.

Tandis que les Saxons s'établissaient ainsi vers le sud, un grand nombre de leurs compatriotes, conduits par plusieurs chefs, descendaient sur les côtes de la Bretagne. Uffa prit le titre de roi des Estangles, ou Anglais occidentaux, en 574; Crida, celui de roi de Mercie, en 585; et Erkewin, celui de roi des Saxons orientaux, ou d'Essex, à peu près vers le même temps.

Quoique les Saxons se fussent rendus maîtres du Northumberland aussitôt après le débarquement d'Hengist, ils y éprouvèrent une résistance si obstinée de la part des habitans, que pendant long-temps aucun de leurs princes n'osa prendre le titre de roi. A la fin, en 547, Ida soumit entièrement le comté, l'évêché de Durham, quelques-unes des provinces méridionales de l'Ecosse, et prit alors le nom de roi de Bernicie. A peu près à la même époque, Ælla, autre prince saxon, ayant conquis le Lancashire et la plus grande partie du Yorkshire, fut proclamé roi de Deira. Ces deux couronnes se réunirent sur la tête d'Ethelfrid, petit-fils d'Ida, qui, ayant épousé Acca, fille d'Ælla, et chassé son beau-frère Edwin, prit le titre de roi de Northumberland. C'est ainsi que s'établit en Bretagne l'Heptarchie, ou les sept royaumes saxons, et que toute la partie méridionale de l'île, excepté les pays de Galles et de Cornouailles, changea absolument d'habitans, de langage, de coutumes et d'institutions politiques. Le christianisme, religion des vainqueurs, fut substitué au culte des Druides dans toutes les provinces conquises.

Lorsque les Bretons furent relégués dans les arides contrées de Galles et de Cornouailles, et qu'ils n'inquiétèrent plus leurs vainqueurs, l'alliance qui unissait les princes de l'Heptarchie ne tarda pas à se rompre : les troubles, la

guerre et les révolutions furent les conséquences naturelles de cette rupture. Enfin, environ quatre cents ans après la première irruption des Saxons en Bretagne (827), tous les royaumes de l'Heptarchie se réunirent et ne formèrent plus qu'une vaste monarchie régulière, sous Egbert, dont la prudence et la politique achevèrent ce qui avait été inutilement tenté par plusieurs princes avant lui. Ses possessions avaient à peu près la même étendue que ce qu'on appelle aujourd'hui l'Angleterre proprement dite.

Les Saxons, à cette époque, n'étaient pas plus avancés que les Germains, leurs ancêtres, dans les arts, les sciences et la soumission aux lois. Le christianisme même n'avait pu jusqu'alors bannir leur ignorance, ni adoucir leurs mœurs; chez eux cette religion était entachée de superstition et de cruauté; la vénération pour les saints et pour les reliques semblait avoir pris la place du culte de l'Être-Suprême; le merveilleux des miracles était substitué à la connaissance des causes naturelles, et la charité envers l'Église expiait les mauvaises actions contre la société; surtout l'habit ecclésiastique était, pour ainsi dire, le seul respecté; la noblesse préférait la sûreté et l'oisiveté du cloître au tumulte de la guerre et à la gloire des armes, et ne s'occupait que de l'administration des monastères qu'elle avait fondés.

---

## CHAPITRE II.

Depuis la réunion des royaumes de l'Heptarchie sous Egbert  
jusqu'à la conquête des Normands.

827 — 1066.

La réunion des royaumes de l'Heptarchie en un seul  
État fit concevoir aux habitans des différentes provinces

l'espérance d'un avenir plus prospère; mais cette espérance ne tarda pas à être détruite par l'apparition des Danois. Cinq ans après qu'Egbert eut établi sa domination sur l'Angleterre, ces hommes du Nord (Normands) descendirent dans l'île de Shephey, qu'ils pillèrent impunément. L'année suivante, ils débarquèrent dans le Dorsetshire, et furent attaqués par Egbert, à Charmouth, où ils perdirent un grand nombre des leurs. Ils s'allièrent ensuite avec les Bretons de Cornouailles, et deux ans après furent encore battus par le vaillant Saxon à Hingedown. Mais la mort d'Egbert vint bientôt ranimer leurs espérances.

Ethelwolf, fils et successeur d'Egbert, n'avait ni l'habileté ni le courage de son père. Il commença son règne (838), en donnant à son fils aîné, Athelstan, les provinces d'Essex, de Kent et de Sussex. Les Danois renouvelèrent leurs incursions. Quoique repoussés quelquefois, ils remplirent toujours leur principal objet, qui était de piller le pays et d'emporter le butin. Ils finirent même par s'établir dans les îles de Thanet et de Shephey, d'où ils étendaient constamment leurs ravages sur les côtes voisines.

La situation mal affermie de l'Angleterre n'empêcha pas Ethelwolf de faire un pèlerinage à Rome. Il y séjourna un an, pendant lequel il se livra aux exercices de piété et combla l'Eglise de ses largesses. En revenant dans ses États, il épousa Judith, fille de l'empereur Charles-le-Chauve; mais lorsqu'il débarqua en Angleterre, il y rencontra une opposition à laquelle il ne s'attendait pas. Son fils aîné, Athelstan, était mort, et le second, Ethelbald, après s'être emparé du gouvernement, avait formé le projet d'exclure son père du trône. Le faible Ethelwolf céda à la plus grande partie des prétentions du rebelle; il lui abandonna la souveraineté des provinces occidentales de



son royaume, et ne se réserva que la portion située à l'orient, qui était la moins considérable.

Ethelwof ne vécut que deux ans après avoir fait cette concession. Par son testament il partagea le royaume entre ses deux fils aînés, Ethelbald et Ethelbert (857). Le premier eut la partie occidentale, et la partie orientale échut au second. Ethelbald, qui épousa Judith sa belle-mère, et dont le règne fut court, était un prince de mœurs corrompues. Sa mort réunit toute l'autorité entre les mains d'Ethelbert, qui régna pendant cinq ans avec justice et prudence, et laissa le sceptre à son frère Ethered.

Le règne d'Ethered fut sans cesse inquiété par les incursions des Danois, qui descendirent dans l'Estanglie, pénétrèrent dans le Northumberland et s'emparèrent de la ville d'York (866). Ethered fut secondé, dans toutes ses entreprises, par Alfred, son plus jeune frère. Les Danois, défaits dans une action, se fortifièrent dans Reading, d'où ils infestèrent les provinces voisines. Peu de temps après, il y eut à Aston, dans le Berkshire, une affaire où, grâce à la bravoure du jeune Alfred, les Anglais obtinrent l'avantage. Il se donna ensuite une autre bataille à Basing, où les Danois furent plus heureux. Au milieu de ces troubles, Ethered mourut d'une blessure qu'il avait reçue, et laissa son royaume et le soin de le défendre à Alfred, qui n'était alors âgé que de vingt-deux ans.

Ce prince, dès sa jeunesse, avait révélé les vertus et l'habileté qui, dans les temps les plus difficiles, sauvèrent son pays d'une ruine complète. La lecture d'un poëme saxon avait exalté son génie ; il avait étudié avec succès la langue latine, et avait fait le voyage de Rome avec son père. A peine avait-il achevé les funérailles de son frère, qu'il fut obligé de se mettre en campagne pour repousser

les Danois, qui s'étaient emparés de Wilton et qui ravageaient le pays environnant (871); il leur livra bataille et remporta le premier avantage; mais ayant voulu pousser trop loin sa victoire, il fut accablé par la supériorité du nombre et obligé d'abandonner le champ de bataille. La terreur de son nom força cependant les Danois à traiter avec lui et à promettre l'évacuation du royaume. Mais ces barbares, se jouant de leurs sermens, n'en continuèrent pas moins leurs brigandages. Alfred rassembla de nouvelles troupes, leur livra huit batailles dans une année (875), et les réduisit à la dernière extrémité. Il consentit alors à ce qu'ils s'établissent dans quelques parties de l'Angleterre, à la condition qu'ils s'engageraient à ne point ouvrir l'entrée du royaume à leurs compatriotes; mais pendant qu'il attendait l'exécution de ce traité, il apprit tout-à-coup qu'un nouveau corps de Danois venait de débarquer, et que ces brigands, réunis aux autres troupes de leur nation, s'étaient emparés de Chippenham.

Ce dernier événement réduisit les Anglo-Saxons au désespoir. Se croyant abandonnés du ciel, les uns se retirèrent dans le pays de Galles, ou s'enfuirent au-delà des mers; les autres se soumirent aux conquérans, dans l'espoir de désarmer leur cruauté par une obéissance servile. Alfred fit en vain les derniers efforts pour relever leur courage; il fut obligé, pour échapper à la poursuite de ses ennemis, de quitter les insignes de la royauté, et de se retirer dans la cabane d'un pâtre, où il travailla quelque temps comme esclave.

Lorsque les recherches de ses ennemis se furent ralenties, Alfred réunit quelques partisans et se retira dans un marais, au milieu de la province de Somerset; il trouva deux acres de terre ferme, sur laquelle il bâtit une habitation qu'il fortifia, et d'où il fit plusieurs sorties sur les Danois, qui sentirent souvent la force de son bras, sans se

douter d'où le coup pouvait partir. Un jour il apprit qu'Oddune, comte du Devonshire, avait battu et tué Hunna, chef des Danois, et s'était emparé du fameux étendard magique, dans lequel les barbares plaçaient toute leur confiance, et qu'ils appelaient *Reafen*, parce qu'il représentait la figure d'un corbeau. A la nouvelle de cette résistance de la part de ses sujets, Alfred quitta sa retraite; mais, avant de rassembler ses partisans sous les armes, il résolut de s'assurer par lui-même des forces de l'ennemi. Déguisé en joueur de harpe, il s'introduisit dans le camp des Danois; son chant et sa gaieté lui ouvrirent la tente de Guthrum, leur prince, et là il put se convaincre de leur indolente sécurité et du mépris qu'ils professaient pour les Anglais. Encouragé par ces apparences favorables, il dépêcha secrètement des émissaires auprès de ses partisans les plus considérables, et leur enjoignit de se rendre, avec leurs vassaux, à Brixton, sur la lisière de la forêt de Selwood. Les Anglais accoururent avec transport se ranger sous la bannière d'un monarque qu'ils croyaient mort depuis long-temps. Alfred les conduisit immédiatement contre les Danois, qui, surpris de voir une armée anglaise, n'opposèrent qu'une faible résistance et furent taillés en pièces. Ceux qui échappèrent au massacre implorèrent la générosité du vainqueur. Alfred sut se faire, de ces ennemis acharnés, des sujets et des alliés fidèles. Il leur proposa de repeupler les royaumes d'Estanglie et de Northumberland; mais il stipula que, pour gage de leur soumission, ils embrasseraient le christianisme. Les Danois y consentirent, et Guthrum, adopté comme fils par Alfred, reçut le nom d'Athelstan.

Après cet arrangement, l'Angleterre jouit de plusieurs années de tranquillité. Alfred en profita pour doter son royaume d'institutions civiles et militaires, et pour le garantir du retour des calamités qu'il avait souffertes. Il re-

bâtit les villes ruinées, éleva plusieurs forteresses et créa une milice régulière. Persuadé qu'une bonne marine est la meilleure défense d'une île, il augmenta le nombre de ses vaisseaux, et encouragea ses sujets à s'exercer aux combats sur mer.

Cependant Hastings, le célèbre capitaine danois, après avoir ravagé toutes les provinces de France, le long de la Loire et de la Seine, parut sur la côte de Kent avec trois cent trente voiles (893). La plus grande partie de ses soldats débarquèrent et s'emparèrent du fort d'Apuldore. Lui-même, à la tête d'une escadre de quatre-vingts vaisseaux, entra dans la Tamise, et fortifiant Milton, il répandit ses troupes dans la contrée et y commit les plus affreux ravages. Alfred, à la première nouvelle de cette descente, rassembla les milices et entra en campagne avec des forces supérieures à celles de l'ennemi. Les Danois, maîtres d'Apuldore, levèrent aussitôt leur camp, dans l'intention de marcher vers la Tamise et de pénétrer dans le cœur du royaume; mais Alfred, à la vigilance duquel ils ne purent échapper, les atteignit et les battit à Farnham. Ils se réfugièrent alors sur leurs vaisseaux qui les transportèrent à Mersey dans l'Essex, où ils se fortifièrent de nouveau. Hastings, dans le même temps, fit un mouvement semblable : il abandonna Milton, et se retira à Bamsflete, près de l'île de Canvey, où il éleva aussi des fortifications.

Un nouvel ennemi éveilla bientôt l'attention d'Alfred. Guthrum venait de mourir, et les Danois de l'Estanglie et du Northumberland, enhardis par la présence d'un corps nombreux de leurs compatriotes, se révoltèrent; ils s'embarquèrent sur deux cent quarante vaisseaux, et parurent devant Exeter, dans l'ouest de l'Angleterre. Alfred marcha aussitôt contre les rebelles, les défit et les poursuivit jusqu'à leurs vaisseaux en en faisant un grand carnage. Dé-

couragés par cet échec, ils se rembarquèrent et retournèrent dans leurs colonies. En même temps, les Danois qui s'étaient fortifiés dans l'Essex se joignirent au corps commandé par Hastings et se livrèrent à leurs brigandages accoutumés. L'armée anglaise laissée à Londres par Alfred attaqua leurs retranchemens à Bamflete, défit la garnison et enleva la femme et les deux fils d'Hastings. Alfred ne rendit ses prisonniers au chef danois qu'à condition qu'il abandonnerait l'Angleterre.

Mais un grand nombre de barbares refusèrent de retourner dans leur patrie. Après le départ d'Hastings, ils se réunirent, prirent et fortifièrent Shobury, à l'embouchure de la Tamise, et s'avancèrent jusqu'à Boddington dans le Gloucester. Alfred les y bloqua avec toutes ses forces. Réduits à la dernière extrémité par le manque de vivres, ils firent une sortie désespérée sur les Anglais, et le plus grand nombre d'entre eux parvint à s'échapper; mais plusieurs ayant été faits prisonniers, Alfred les fit conduire à Winchester, où ils furent pendus comme des ennemis du genre humain.

Cet acte de sévérité assura pour l'avenir la tranquillité de l'Angleterre. L'autorité d'Alfred fut reconnue non-seulement par les Danois de l'Estanglie et du Northumberland, mais encore par les Gallois. Sa domination s'étendait sur toute la partie méridionale de l'île, depuis le canal jusqu'aux frontières de l'Ecosse, lorsqu'il fut surpris par la mort dans la vigueur de son âge, après un règne glorieux de vingt-neuf ans et demi (901). Sa justice et sa valeur lui méritèrent le surnom de Grand et le titre de fondateur de la monarchie anglaise. Pour réparer le désordre dans lequel les guerres continuelles avec les Danois avaient plongé l'Angleterre, Alfred créa plusieurs institutions relatives à la justice; il divisa tout le royaume en *counties* ou comtés; ceux-ci en *hundreds* ou cantons, et les hun-

dreds en *tithings* ou dizaines de familles. Dix maîtres de maisons, réunis ensemble, formaient une communauté et répondaient réciproquement de leur conduite et de celle de leurs enfans, de leurs esclaves, de leurs hôtes mêmes. Les crimes commis dans le hundred étaient jugés par douze *free-holders* (francs-tenanciers), qui se réunissaient tous les mois sous la présidence du *hundreder* (chef du canton), et prêtaient serment d'administrer une justice impartiale. C'est là qu'il faut voir l'origine de l'institution du jury, cette admirable garantie des justiciables. La cour, d'où relevait immédiatement celle des cantons, était la *county-court* (assemblée de comté), qui se tenait deux fois l'an; elle se composait de tous les francs-tenanciers de la province, et était présidée par l'évêque et par l'*alderman* ou comte, qui possédait en même temps l'autorité civile et militaire. Alfred, pour contrebalancer la puissance de ce dernier, lui adjoignit un *sheriff*, qui était chargé de faire respecter les droits de la couronne et de surveiller l'emploi des impôts. Afin de guider plus sûrement les lumières et l'équité des magistrats, le monarque coordonna et rédigea un corps de lois sages, qu'on regarde généralement comme la source de ce que nous appelons le *droit commun*. Le soin qu'il prit d'exercer ses sujets à cultiver les sciences et les arts mérite les plus grands éloges; il attira auprès de lui les hommes les plus savans de l'Europe; il établit des écoles, fonda ou plutôt releva l'université d'Oxford, qu'il combla de privilèges, et donna des emplois dans l'Église et dans l'État à tous ceux qui possédaient les plus légères connaissances. Il ne crut point au-dessous de sa dignité de cultiver lui-même les lettres; il composa des apologues et des allégories en vers, traduisit en saxon les fables d'Esopé, les deux historiens Bède et Orose et les *Consolations de la Philosophie* par Boëce. Il ne négligea pas davantage l'encou-

agement des arts mécaniques. Il appela en Angleterre les étrangers les plus industrieux. Il introduisit et favorisa les manufactures de toute espèce, et consacrait habituellement la septième partie de son revenu à rebâtir les villes ruinées, des châteaux, des palais et des monastères. Enfin, de son vivant et après sa mort, Alfred fut regardé, aussi bien par les étrangers que par ses propres sujets, comme un des plus grands princes qui aient jamais régné sur le monde.

Edouard, l'aîné des fils qu'Alfred laissa après sa mort, hérita de la couronne et des talens militaires de son père. Ethelwald, son cousin-germain, voulut lui disputer la souveraineté les armes à la main; mais il prit la fuite à l'approche de son adversaire, et, après avoir lié ses intérêts à ceux des colonies danoises, il rentra en campagne. Une action s'engagea près de Bury, dans laquelle les peuples de Kent repoussèrent vigoureusement les Danois, qui perdirent leurs chefs les plus braves, et entre autres Ethelwald (911). Le règne d'Edouard fut une suite continuelle de victoires remportées sur les Northumbres, les Estangles et les Danois; il mourut (925) après avoir occupé le trône pendant vingt-quatre ans, et son royaume passa sous l'administration d'Athelstan, son fils naturel, que son âge et son mérite firent préférer à l'héritier légitime encore dans l'enfance.

Athelstan sut résister aux invasions étrangères et aux factions intérieures. Il dompta Alfred, puissant seigneur anglais, qui avait conspiré contre lui, entra en Ecosse avec une armée, et força Constantin, roi de ce pays, à se soumettre; il réduisit à l'obéissance les turbulens Northumbres, et battit complètement les Danois et les Gallois. C'est à l'esprit élevé de ce prince que l'Angleterre

dut la loi remarquable qui conférait le titre de *thane*, c'est-à-dire de gentilhomme, à tout négociant qui aurait exécuté à ses frais deux longs voyages sur mer. Il mourut à Gloucester (941) après un règne de seize ans, et eut pour successeur son frère Edmond.

Le règne d'Edmond fut court et sa mort violente. Après avoir remporté de nouvelles victoires sur les Danois du Northumberland, qui ne laissaient échapper aucune occasion de se révolter, il périt assassiné (946) par un certain Leof, scélérat connu, contre lequel il avait rendu une sentence de bannissement à cause de ses crimes.

Edred, frère et successeur d'Edmond, ne fut pas plus tôt monté sur le trône, qu'il eut, comme ses prédécesseurs, à réprimer la révolte et l'invasion des Danois northumbres. Ce prince, qui ne manquait cependant pas de courage, était asservi à l'empire de la superstition la plus vulgaire; il abandonna aveuglément sa conscience à Dunstan, abbé de Glastonbury, qui, sous l'apparence de la sainteté, cachait l'ambition la plus excessive. Le directeur prit un tel ascendant sur l'esprit du roi dévot, qu'il se vit bientôt placé à la tête des finances du royaume. Convaincu qu'il devait son avancement à l'austérité de ses mœurs, il se montra rigide observateur des règles monastiques. Le célibat, à cette époque, était recommandé par l'Église de Rome comme le devoir le plus indispensable des prêtres, et le pape avait entrepris de faire renoncer le clergé des églises occidentales au mariage. Dunstan seconda ses efforts en Angleterre, et introduisit la réforme dans les couvens de Glastonbury et d'Abingdon; mais le clergé séculier, riche et nombreux, défendit vigoureusement ses privilèges. Edred mourut au milieu des troubles violens qu'excitaient ces controverses religieuses (955).



Les fils d'Edred étaient dans un âge si tendre, que son neveu Edwy leur fut préféré et monta sur le trône. Ce jeune prince était doué de la plus belle figure, et possédait toutes les qualités qui font concevoir les plus grandes espérances. Malheureusement il épousa, malgré les avis de ses plus sages ministres, Elgiva, jeune et belle princesse du sang royal et sa parente au quatrième degré. Ce mariage alluma le courroux des moines, et Edwy n'eut que trop tôt lieu de se repentir d'avoir irrité de si redoutables ennemis. Le jour du couronnement, Dunstan, accompagné d'Odo, archevêque de Cantorbery, força l'appartement des nouveaux époux, accabla Edwy des reproches les plus amers, et après avoir prodigué à la reine les épithètes les plus outrageantes, il arracha son époux de ses bras. Pour se venger de cette insulte, Edwy accusa Dunstan de malversation dans l'administration des finances, et le bannit de son royaume. Mais les partisans du proscrit ne restèrent pas inactifs pendant son absence; ils ne cessèrent de déclamer contre l'impiété du roi et de la reine, et se livrèrent même aux attentats les plus hardis contre l'autorité royale. L'archevêque Odo, à la tête d'une troupe de soldats, enleva la reine, lui brûla le visage avec un fer rougi au feu, et l'entraîna de force en Irlande. Edwy, reconnaissant qu'il lui serait impossible de résister, consentit à son divorce. Plus tard, le même archevêque fit horriblement mutiler la malheureuse Elgiva, qui mourut dans les douleurs les plus aiguës.

Non contents de cette vengeance, les moines encouragèrent Edgar, le plus jeune des frères d'Edwy, à se révolter contre lui, et le mirent en possession de la Mercie, du Northumberland et de l'Estanglie. Dunstan revint en Angleterre protéger Edgar et son parti, et fut installé, après la mort d'Odo, sur le siège de Cantorbery. Le malheureux Edwy fut excommunié et persécuté avec fureur;

mais sa mort vint bientôt assurer à son adversaire la paisible possession du trône (959).

Edgar déploya une capacité rare pour l'administration des affaires, et son règne est un des plus fortunés des annales anglaises. En se tenant toujours prêt pour la guerre, il assura la paix publique; il tint en respect les Danois du dehors et de l'intérieur, et reçut la soumission de la plupart des princes voisins. Un des principaux moyens dont il se servit pour assurer son autorité, fut de ménager Dunstan et les moines auxquels il devait la couronne. Mais malgré les éloges que lui ont prodigués ceux qu'il combla de faveurs, on doit dire que ses mœurs furent excessivement dépravées; il eut plusieurs concubines, et ne craignit pas de forcer la clôture d'un couvent pour enlever Edith, une des religieuses, qui avait excité ses désirs. Pour l'expiation d'une action aussi sacrilège, Dunstan se contenta de l'obliger à rester sept ans sans ceindre son front du diadème. C'est à Edgar que l'Angleterre est redevable d'être débarrassée des loups; il parvint à leur extinction complète en changeant le tribut imposé par son prédécesseur aux princes du pays de Galles en un tribut annuel de trois cents têtes de ces animaux voraces. Il mourut après un règne de seize années, et eut pour successeur son fils Edouard (975), né d'un premier mariage qu'il avait contracté avec la fille du comte Ordmer.

Edouard fut couronné par Dunstan à Kingston, et ne vécut que quatre ans après son avènement. Aucun événement important ne se passa sous son règne. Un jour qu'il était à la chasse, il fut assassiné par un domestique, instrument de la haine de sa belle-mère Elfrida; sa mort tragique et son extrême jeunesse lui firent donner le nom de *Martyr* (978).

Ethelred, fils d'Edgar et d'Elfrida, recueillit le fruit du crime de sa mère, et monta sur le trône : c'était un prince faible et irrésolu, auquel l'histoire donne le surnom d'*In-dolent*. Sous son règne, les Danois recommencèrent leurs ravages; mais il ne montra ni assez de courage ni assez de capacité pour repousser un si formidable ennemi. Il fit un traité honteux avec Sweyn, roi de Danemark, et fut assez lâche pour consentir à lui payer un tribut. Désireux de s'allier avec les pirates du Nord pour prévenir leurs invasions, il demanda en mariage Emma, sœur de Richard II, duc de Normandie, dont la famille descendait de l'aventurier danois Rollon.

Cependant les Danois, quoique depuis long-temps établis en Angleterre, n'avaient rien perdu de leur ancienne férocité; ils étaient toujours prêts à se joindre aux brigands de leur nation et à seconder leurs violences et leur pillage. Pour satisfaire la haine des Anglais, Ethelred prit l'horrible résolution de faire massacrer tous les Danois qui se trouveraient dans ses États. Des ordres secrets furent donnés pour que l'exécution eût lieu partout le même jour (1002), et ces ordres furent si bien exécutés, que la rage de la multitude, autorisée par le souverain, ne distingua point l'innocent du coupable, et n'épargna ni sexe ni âge.

Cette politique barbare ne resta pas long-temps sans vengeance. Sweyn et ses Danois, qui n'attendaient qu'un prétexte pour faire une nouvelle invasion en Angleterre, parurent bientôt sur les côtes occidentales. Ils s'emparèrent d'abord d'Exeter, et répandirent ensuite la désolation dans les campagnes. Une famine vint mettre le comble à la misère des habitants, et Ethelred fut obligé d'acheter une paix momentanée, en payant à l'ennemi une somme de 30,000 livres. Toutefois les Danois, profitant des haines intestines qui divisaient les Anglais, recommencèrent bientôt leurs déprédations, et se firent donner une nouvell

somme de 88,000 livres pour se retirer. La noblesse anglaise, réduite au désespoir, fit alliance avec le roi Sweyn et lui demanda des otages comme garans de sa fidélité. Ethelred, également épouvanté de la violence de l'ennemi et de la trahison de ses propres sujets, s'enfuit en Normandie auprès de son beau-frère. Il y était depuis six semaines à peine lorsqu'il apprit la mort de Sweyn (1014). Les prélats et la noblesse d'Angleterre l'invitèrent alors à revenir dans son royaume. Mais l'adversité ne l'avait point corrigé ; il se montra à son retour aussi incapable et aussi indolent que précédemment.

Les Anglais trouvèrent dans Canute, fils et successeur de Sweyn, un ennemi non moins redoutable que son père. Ce prince, après avoir ravagé les côtes orientales et méridionales, fondit sur les comtés de Dorset, de Wits et de Somerset, où une armée anglaise se rassembla contre lui sous le commandement d'Edmond, l'ainé des fils d'Ethelred. En vain les troupes réclamaient-elles à grands cris la présence de leur souverain ; rien ne put lui faire quitter Londres sa capitale, et son refus les découragea tellement qu'elles abandonnèrent insensiblement leur camp. Après quelques expéditions infructueuses dans le nord, Edmond se retira à Londres qu'il trouva dans le trouble et la confusion à cause de la mort du roi. Ethelred venait de terminer son règne de trente-cinq ans, sans avoir acquis aucune espèce de gloire. Edmond recueillit sa succession (1016).

Edmond II, à qui sa bravoure avait mérité le surnom de *Côte de Fer*, n'avait pas assez d'habileté pour relever sa patrie de l'état déplorable où elle était tombée. Il livra aux Danois deux grandes batailles dans lesquelles la trahison d'Edric, duc de Mercie, lui fit perdre les avantages que son intrépidité lui avait d'abord procurés. Ses ressources lui permettaient cependant encore de tenir la campagne

lorsque les nobles anglais et danois, également épuisés par les fatigues de la guerre, obligèrent leurs rois à en venir à un accommodement et à se partager le royaume. Par ce traité qui fut signé à Glocester, Canute se réserva le nord et laissa le midi à Edmond, qui ne survécut qu'un mois à cette transaction. Il fut assassiné à Oxford par deux de ses chambellans, complices d'Edric. La route du trône d'Angleterre se trouva ainsi ouverte au Danois Canute (1017).

Canute, avant de s'emparer de l'héritage qui appartenait aux deux jeunes fils d'Edmond, voulut voiler son usurpation sous des prétextes plausibles. Il convoqua une assemblée générale des États du royaume pour disposer de la succession ouverte. Quelques nobles qu'il avait gagnés attestèrent que dans le traité de Glocester, il avait été convenu qu'à la mort d'Edmond, il lui succéderait, et ce témoignage, joint à la crainte qu'inspirait sa puissance, lui fit décerner la couronne. Il ne fut pas plus tôt parvenu au faite de son ambition, qu'il se débarrassa des jeunes princes qu'il venait de dépouiller, en les envoyant au roi de Suède son allié. Il fit ensuite mourir plusieurs seigneurs anglais, dont la fidélité lui était suspecte, et dans le nombre se trouva le traître Edric qui avait osé lui reprocher les services qu'il lui avait rendus. Ainsi affermi sur le trône, Canute, en prince sage, pensa à rendre son joug tolérable aux Anglais. Il tint une assemblée générale des États, et rétablit les coutumes saxonnes; il ne mit aucune différence, dans la distribution de la justice, entre les Danois et les Anglais, et les vainqueurs s'incorporèrent insensiblement avec les vaincus. Effrayé des préparatifs que faisait Richard, duc de Normandie, pour rétablir sur le trône de leurs ancêtres, ses neveux, alors à la cour de Hongrie, où les avait envoyés le roi de Suède, Canute résolut d'acquérir l'amitié d'un prince aussi puissant, et lui

demanda sa sœur Emma en mariage. Richard y consentit, et la veuve d'Ethelred donna sa main à l'ennemi mortel de son premier époux, à condition que, s'il naissait des enfans de cette union, le trône leur appartiendrait.

Après avoir repoussé les attaques du roi de Suède, Canute, qui tenait toujours le Danemark, envahit et subjuga la Norwège, qu'il conserva jusqu'à sa mort. Ce fut alors que n'ayant plus de guerre à soutenir, il commença à jeter les yeux sur son existence future, et crut pouvoir racheter les actes de violence qu'il avait à se reprocher en bâtissant des églises, fondant des monastères, et en faisant un pèlerinage à Rome. Ce prince était ennemi de la flatterie. On rapporte qu'un de ses courtisans s'étant un jour écrié devant lui que rien ne devait être impossible à un si grand monarque, Canute fit dresser son trône sur le bord de la mer et s'y assit dans le moment du reflux. Lorsque les eaux s'approchèrent, il leur ordonna de se retirer et d'obéir à la voix du maître de l'Océan. Mais les vagues continuant d'avancer et ayant déjà mouillé ses pieds, il se retourna du côté de ses flatteurs et leur fit observer que toutes les créatures de l'univers étaient faibles et impuissantes, comparées à l'Être suprême qui tenait tous les élémens dans ses mains et qui pouvait dire à l'Océan : « Tu n'iras pas plus loin ! » Canute mourut à Shaftsbury, la dix-neuvième année de son règne (1031), laissant trois fils, Sweyn, Harold et Hardicanute. Sweyn fut couronné roi de Norwège; Harold régna en Angleterre, et Hardicanute, qu'il avait eu d'Emma, eut le Danemark en partage.

Le règne d'Harold, qui ne dura que quatre ans, se passa sans aucun événement mémorable. Ce prince ne se distingua que par sa légèreté à la course qui lui fit donner le surnom de *Pied de lièvre*. Il mourut peu regretté de ses su-

jets et laissant la succession ouverte à son frère Hardicanute (1035).

Hardicanute s'empessa de quitter le Danemark et fut reçu avec des transports de joie en arrivant en Angleterre; il fut aussitôt reconnu roi par les Danois et les Anglais. Mais sa mauvaise conduite lui fit bientôt perdre l'affection de ses sujets. Il mourut aux noces d'un seigneur danois, et sa mort offrit aux Anglais l'occasion de secouer le joug du Danemark (1039).

Les descendants d'Edmond Côte de Fer, héritiers légitimes de la maison saxonne, se trouvaient alors à la cour de Hongrie. Tout délai pouvant devenir dangereux, la couronne fut offerte à Edouard, fils d'Ethelred et d'Emma. Comme son avènement pouvait éprouver de grands obstacles de la part de Godwin, comte de Wessex, qui avait épousé une fille de Canute et auquel son crédit, ses alliances et son habileté procuraient une grande influence, il fut convenu que le nouveau roi épouserait la fille du comte. Le long séjour d'Edouard en Normandie lui avait fait contracter des liaisons intimes avec les seigneurs de ce pays; il en appela plusieurs à sa cour, et leur langue, leurs coutumes et leurs lois furent bientôt à la mode dans le royaume. Les faveurs dont le roi les combla excitèrent la jalousie des Anglais, et surtout celle du comte Godwin, qui leva l'étendard de la révolte. Mais, incapable de résister aux forces de son souverain, à cause de l'abandon de ses adhérens, il se réfugia en Flandre. Le comte de cette province lui ayant permis d'armer une flotte nombreuse dans ses ports, Godwin reparut sur les côtes d'Angleterre; un accommodement eut lieu entre lui et le roi, et la plupart des Normands furent renvoyés.

A la mort de Godwin, arrivée peu de temps après, le

gouvernement de Wessex passa à son fils Harold, aussi ambitieux que son père, mais plus habile et plus vertueux. Le roi Edouard, épuisé par l'âge et les infirmités, et n'ayant pas de postérité, songea à se désigner un successeur; il jeta les yeux sur son parent, Guillaume de Normandie. Ce fameux Guillaume était fils naturel de Robert, duc de Normandie, et de Harlote, fille d'un tanneur de Falaise. Son illégitimité n'avait pas empêché les Normands de le reconnaître comme leur duc; et les talens qu'il déploya bientôt pour la guerre et pour le conseil encouragèrent ses partisans et consternèrent ses ennemis. Il ne fut pas plus tôt instruit des intentions d'Edouard en sa faveur, que son imagination s'ouvrit à cette ambitieuse perspective, tandis qu'Harold, de son côté, redoublait d'efforts pour se frayer le chemin du trône. Mais le faible et incertain Edouard changea bientôt de résolution. Au milieu de ces incertitudes, il fut surpris par la mort dans la vingt-cinquième année de son règne. Ce prince, surnommé *le Confesseur*, fut le dernier de la ligne saxonne qui gouverna l'Angleterre.

Harold monta aussitôt sur le trône sans aucune opposition. Dès que le duc de Normandie apprit son élévation, il ressentit l'indignation la plus vive. A peine eut-il fait connaître sa résolution d'entreprendre la conquête de l'Angleterre, qu'il lui fut moins difficile de compléter ses levées que de refuser les offres de tous les hommes d'armes qui aspiraient à l'honneur de servir sous ses ordres. Il se trouva bientôt à la tête d'une flotte de trois mille bâtimens de toutes grandeurs, portant une armée de soixante mille hommes. Parmi ces guerriers se comptaient les noms les plus célèbres de la noblesse de Normandie, de France, de Bretagne et de Flandre. Guillaume promit à ces vaillans capitaines les dépouilles de l'Angleterre pour prix de leur bravoure. L'armement arriva sans aucune perte impor-



tante à Pevensey, en Sussex, où les troupes opérèrent leur débarquement. Au moment où Guillaume mettait le pied sur le rivage, il fit un faux pas et tomba; mais il eut la présence d'esprit d'interpréter cette chute à son avantage, en s'écriant qu'il prenait possession du pays (1066).

Harold venait de remporter une victoire signalée sur les Norwégiens qui avaient envahi son royaume, lorsqu'il apprit le débarquement de Guillaume. Il résolut aussitôt de lui livrer bataille en personne, et se rapprocha à cet effet des Normands qui avaient établi leur camp à Hastings. Les deux partis se préparèrent alors à une bataille décisive. Dès le matin, Guillaume rassembla ses principaux officiers et les harangua pour stimuler leur courage. Il donna ensuite le signal du combat, et toute l'armée, entonnant l'hymne guerrier de Roland, fameux pair du temps de Charlemagne, s'avança avec joie vers l'ennemi.

Harold, ayant l'avantage du terrain, se tenait sur la défensive. Accompagné de ses deux vaillans frères, Gurth et Leofwin, il descendit de cheval, se mit à la tête de son infanterie et annonça la résolution de vaincre ou de mourir. La première attaque des Normands fut impétueuse, et les Anglais la soutinrent avec bravoure; les soldats de Guillaume commençaient à plier, lorsqu'il accourut à leur secours avec une troupe d'élite. Sa présence rétablit le combat, et les Anglais furent, à leur tour, obligés de reculer; mais, protégés par l'avantage du terrain, ils continuèrent la plus vigoureuse résistance. Guillaume eut alors recours à un stratagème : il simula une fuite. Les Anglais poursuivirent les Normands dans la plaine; mais ceux-ci, faisant bientôt volte-face, repoussèrent leurs ennemis dont ils firent un carnage affreux. L'intrépide Harold fut tué d'un coup de flèche, en combattant à la tête des siens, et ses deux frères éprouvèrent le même sort. Les Anglais, découragés par la mort de leurs princes, s'enfuirent de tous

les côtés, et l'obscurité de la nuit seule sauva ceux qui échappèrent au fer des vainqueurs. Ainsi fut gagnée par Guillaume de Normandie la mémorable et décisive bataille de Hastings, qui dura depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. Les Normands ne quittèrent point le lieu du combat sans rendre au ciel de solennelles actions de grâces, et leur duc se disposa à poursuivre ses avantages.

---

### CHAPITRE III.

Règles de Guillaume le Conquérant, de Guillaume le Roux,  
de Henri I<sup>er</sup> et d'Étienne.

1066 — 1154.

Aussitôt que Guillaume eut passé la Tamise à Wallingford, le primat Stegand vint lui faire sa soumission, et, avant qu'il fût en vue de Londres, les principaux nobles se rendirent à son camp, et le supplièrent d'accepter la couronne. Guillaume parut d'abord délibérer sur cette offre, et répondit qu'il désirait obtenir un consentement plus formel de la nation anglaise; mais il comprit bientôt le danger du moindre délai, et se rendit au vœu de la noblesse. Il fut sacré dans l'abbaye de Westminster, par Alfred, archevêque d'York. Ce prince introduisit en Angleterre cette stricte exécution de la justice qui avait signalé son administration en Normandie; il confirma les libertés et les franchises de Londres et de plusieurs autres villes; en un mot sa manière de gouverner ressembla plutôt à celle d'un souverain légitime qu'à celle d'un conquérant. Mais au milieu des démonstrations de confiance et d'amitié dont il comblait les Anglais, il eut soin de placer le pouvoir réel entre les mains des Normands; il fit bâtir des ci-

tadelles à Londres, à Winchester, à Hereford et dans les villes les mieux situées, pour commander le royaume, et laissa dans toutes des garnisons normandes. Par ce mélange de vigueur et de mansuétude, il pacifia tellement l'esprit des Anglais, qu'il crut pouvoir en sûreté aller revoir son pays natal et recevoir les félicitations de ses anciens sujets.

Pendant son absence, les affaires d'Angleterre prirent une tournure peu favorable. Les Normands, méprisant un peuple qu'ils avaient soumis si facilement à leur joug et convoitant ses richesses, ne cherchaient qu'à le pousser à la révolte. Leur arrogance provoqua le mécontentement et les murmures. La désaffection des Anglais devint bientôt générale, et on forma secrètement dans tout le royaume une conspiration qui devait éclater par le massacre des Normands, semblable à celui qu'on avait fait autrefois des Danois. Le retour du roi en Angleterre déconcerta le plan des conjurés. La confiscation de leurs biens le mit à même de satisfaire la cupidité des Normands; il profita de l'occasion pour ressusciter l'impôt du *Danegelt*, aboli par Edouard le Confesseur, et qui avait toujours été odieux à la nation. Les Anglais furent alors convaincus que celui qu'ils s'étaient donné pour roi ne voulait se reposer que sur le secours et l'affection des étrangers, et ne s'attendirent plus qu'à de nouvelles persécutions. Las d'une situation si fâcheuse, plusieurs d'entre eux prirent le parti de se réfugier en pays étranger, principalement en Ecosse, où ils devinrent la souche de ces grandes familles qui furent plus tard si célèbres dans cette contrée (1068).

Guillaume introduisit en Angleterre la féodalité qui régissait déjà la Normandie et la France. Il divisa toutes les terres de l'Angleterre, excepté les domaines de la couronne, en baronnies, qu'il conféra aux principaux des siens, avec la réserve de service militaire et de redevances

en argent. Ces hauts barons, de leur côté, aliénèrent une grande partie de leurs terres à d'autres étrangers qui, sous la dénomination de chevaliers ou vassaux, s'engagèrent envers eux à une obéissance semblable à celle qu'ils devaient eux-mêmes au souverain. Tout le royaume contenait sept cents principaux tenanciers, et soixante mille deux cent quinze vassaux. Comme aucun Anglais ne faisait partie de la première classe, le petit nombre de ceux auxquels resta la propriété de leurs terres s'estimaient heureux d'être reçus dans la seconde, sous la protection de quelque seigneur normand.

Le pape Alexandre, qui avait aidé Guillaume dans sa conquête, s'attendait avec assez de vraisemblance que ce prince continuerait de professer en Angleterre le respect qu'il avait toujours montré pour son caractère sacré, et qu'il anéantirait l'indépendance spirituelle des Saxons. Aussi, dès qu'il le vit affermi sur son trône, il lui envoya Ermenfroy, évêque de Sion, en qualité de légat. Guillaume, pour donner une marque de soumission au Saint-Siège, dégrada les prélats anglais qui lui étaient suspects. Toutefois son habileté arrêta l'esprit de superstition qui devint si funeste à quelques-uns de ses successeurs. Il défendit à ses sujets de reconnaître pour pape quiconque n'aurait pas été reconnu auparavant par lui, et exigea que toutes les bulles et lettres de Rome ne fussent produites qu'après son approbation.

Guillaume mettait tous ses soins à opprimer les Anglais; il conçut même le projet d'anéantir entièrement leur langue, et, pour y parvenir, il ordonna que dans toutes les écoles on n'enseignât que le français, et que les actes et les lois fussent rédigés dans cette langue. De là ce mélange de français qui se trouve encore aujourd'hui dans la langue anglaise.

Guillaume, avant d'entreprendre la conquête de l'An-

gleterre, avait désigné, pour son successeur en Normandie, Robert, son fils aîné, et avait exigé que les barons de ce duché lui prêtassent serment de fidélité, comme à leur futur souverain. Le jeune prince, qui était avide de gloire et d'indépendance, ne vit pas plus tôt son père maître de l'Angleterre, qu'il réclama l'exécution de ses engagements; mais il essuya un refus. Robert fit alors éclater son mécontentement et prit de l'ombrage contre ses deux frères, Guillaume et Henri. Irrité d'une injure qu'il prétendait avoir reçue, il quitta la cour, et, après avoir tenté inutilement de surprendre la citadelle de Rouen, il se réfugia auprès de Hugues de Neufchâtel, puissant seigneur normand, et déclara ouvertement la guerre à son père. Après une lutte de plusieurs années, les deux adversaires finirent par se réconcilier, et Guillaume ramena avec lui son fils en Angleterre.

Lorsque Guillaume eut assuré la tranquillité de ses nouveaux Etats, il s'occupa d'une entreprise qui fait honneur à sa mémoire (1081). Il nomma des commissaires pour faire un état de toutes les terres du royaume, de leur étendue dans chaque district, de leurs propriétaires, de leurs redevances, de leur valeur, de la quantité de prairies, de pâturages, de bois et de terres labourables qu'elles contenaient. Ce monument, appelé *Domesday Book*, fut achevé dans l'espace de six années, et se conserve encore dans les archives de l'Echiquier <sup>1</sup>.

Guillaume fut entraîné dans une guerre avec la France (1087), à l'occasion de quelques incursions faites en Normandie par les barons français établis sur la frontière. Une raillerie sur sa personne, échappée à Philippe, roi de France, augmenta encore son mécontentement. Il était

<sup>1</sup> On donne en Angleterre le nom d'*échiquier* à une juridiction qui règle toutes les affaires de finances.

devenu d'une corpulence excessive, et une indisposition l'ayant obligé de garder le lit quelques jours, Philippe l'apprit et s'écria en plaisantant qu'il était surpris que son frère d'Angleterre restât si long-temps en conches. Guillaume, instruit de la plaisanterie, fit dire à Philippe que dès qu'il serait relevé, il irait présenter tant de cierges à Notre-Dame de Paris, qu'il n'aurait pas lieu de s'en réjouir; faisant allusion à la cérémonie des relevailles, pratiquée par les femmes en pareil cas. En effet, immédiatement après sa guérison, il conduisit une armée dans l'Ile-de-France, qu'il mit à feu et à sang; il prit aussi et réduisit en cendres la ville de Mantes. Mais ses progrès furent arrêtés par un accident qui mit fin à ses jours : son cheval, en s'élançant, lui donna une telle secousse, qu'il lui ouvrit le ventre sur le pommeau de sa selle. Dans ses derniers momens, le souvenir des cruautés qu'il avait exercées sur les Anglais excita ses remords; il voulut alors racheter ses crimes par des legs pieux aux églises et aux monastères. Il laissa la Normandie et le Maine à Robert, son fils aîné, et écrivit à Lanfranc, évêque de Cantorbéry, pour lui marquer qu'il désirait que son fils Guillaume fût couronné roi d'Angleterre : quant à Henri, auquel il ne laissait que les biens de sa mère Mathilde, il lui prédit qu'il surpasserait un jour ses frères en puissance et en richesses. Ces dispositions faites, il expira dans la soixante-troisième année de son âge, après avoir régné vingt-un ans sur l'Angleterre (1087).

Guillaume, surnommé *le Roux*, à cause de la couleur de ses cheveux, fut solennellement couronné roi d'Angleterre par le primat Lanfranc, et Robert reconnu successeur de son père en Normandie. Mais les barons qui possédaient des fiefs dans les deux pays se montrèrent mécontents de cette séparation. Ils regardaient comme plausibles

les prétentions de Robert au trône d'Angleterre, et préféraient son caractère franc et généreux à la morgue et aux formes despotiques de son frère. Une conspiration fut donc ourdie contre Guillaume, qui, instruit du danger qui le menaçait, essaya de se concilier l'affection des Anglais natifs par quelques concessions. Il entra, à la tête d'une armée, dans le comté de Kent, et y reprit les forteresses de Pevensey et de Rochester, dont ses oncles s'étaient emparés. Ce succès, joint au caractère indolent de Robert, détruisit toutes les espérances des rebelles; quelques-uns d'entre eux obtinrent leur grâce; mais le plus grand nombre virent leurs biens confisqués.

Robert partagea le dévot et belliqueux enthousiasme des croisades, qui commençait alors à agiter les principales nations de l'Europe. Comme il manquait d'argent, pour subvenir aux frais de son armement, il engagea son duché de Normandie à son frère Guillaume, moyennant la modique somme de dix mille mares. Le marché fut bientôt conclu; et tandis que Robert se mettait en route pour la Terre-Sainte, suivi du cortège le plus brillant, Guillaume prenait possession de la Normandie et du Maine, et réunissait ainsi les vastes domaines de son père.

Guillaume, comte de Poitiers et duc de Guyenne, enflammé du désir de la gloire, suivit l'exemple de Robert et voulut aussi se joindre aux Croisés. Le besoin d'argent lui fit également engager ses Etats au roi d'Angleterre. Sa proposition fut acceptée, et Guillaume avait déjà préparé une flotte pour escorter l'argent et aller prendre possession des riches provinces du Poitou et de la Guyenne, lorsqu'un accident vint mettre fin à ses projets ambitieux (1100). Il était à la chasse, accompagné de Gautier Tyriel, gentilhomme français, renommé pour sa supériorité à tirer de l'arc. Le roi venait de mettre pied à terre; Tyriel, jaloux de montrer son adresse, lança une flèche contre un

cerf, qui s'élança tout-à-coup devant lui. La flèche, repoussée par un arbre, frappa le roi dans le sein et le tua sur-le-champ. Tyriel, redoutant les suites que pourrait avoir pour lui son crime involontaire, se hâta de gagner les bords de la mer, s'embarqua pour la France et se joignit aux croisés qui partaient pour Jérusalem. Guillaume fut perfide et tyrannique; sa prodigalité et son avidité lui avaient aliéné le cœur de ses sujets. Les principaux monumens que lui doit l'Angleterre sont la Tour, la salle de Westminster et le pont de Londres.

Le prince Henri était à la chasse avec son frère lorsque celui-ci fut tué; il se rendit sur-le-champ à Winchester où il s'empara du trésor royal; il se dirigea ensuite sur Londres, et ayant rassemblé quelques-uns des seigneurs et des prélats que son adresse et ses libéralités avaient gagnés à sa cause, il fut proclamé roi et couronné par Maurice, évêque de Londres.

Pour affermir sur sa tête la couronne qu'il venait d'usurper, Henri résolut de gagner du moins par de belles protestations l'affection de ses sujets. Il publia une charte qui remédiait à la plupart des abus dont on s'était plaint sous les règnes de son père et de son frère. Robert, de retour de Palestine, arriva en Normandie un mois environ après la mort de son frère. Il rétablit sans peine son autorité dans ce duché, et fit aussitôt ses préparatifs pour recouvrer le royaume d'Angleterre dont il avait été si injustement dépouillé. Les armées des deux rivaux restèrent plusieurs jours en présence sans en venir aux mains. Il fut à la fin convenu que Robert recevrait 3,000 marcs pour se désister de ses prétentions au trône d'Angleterre, et que si l'un des deux frères mourait sans postérité, l'autre succéderait à ses États.

S'abandonnant tour à tour aux plaisirs les plus dissolus



et aux pratiques les plus minutieuses de dévotion, Robert négligea l'administration de son duché, qui fut bientôt en proie à la violence et à la déprédation de ses serviteurs. Pour faire cesser ces désordres, Henri envahit la Normandie à la tête d'une armée nombreuse, prit Bayeux et fut reçu à Caen par les habitans qui lui ouvrirent leurs portes. Robert, sortant enfin de sa léthargie, s'avança contre lui et résolut de terminer leurs différends dans une bataille décisive; mais la trahison et la fuite d'un de ses généraux amena la défaite complète de ses troupes (1106). Il fut lui-même fait prisonnier avec dix mille de ses plus braves défenseurs. La Normandie se soumit au vainqueur. Cet infortuné prince fut emmené par son frère en Angleterre, et renfermé le reste de sa vie dans le château de Cardiff.

Henri, maître de la Normandie, vit sa longue prospérité troublée par un malheur domestique (1120). Guillaume, son fils unique, parvenu à sa dix-huitième année, venait d'être fiancé à la fille de Foulque, duc d'Anjou. Son père, l'ayant fait reconnaître pour son successeur en Angleterre, l'avait amené en Normandie afin qu'il y reçût l'hommage des barons. Pour repasser la mer, Henri profita d'un vent favorable, partit de Barfleur et perdit bientôt la côte de vue. Le jeune prince, retenu quelques heures à terre, ne put mettre à la voile en même temps que lui. Le capitaine et l'équipage du vaisseau qu'il montait, ayant employé cet intervalle à boire, se pressèrent tellement de rejoindre le roi, qu'ils firent porter leur bâtiment sur un rocher où il se brisa. Guillaume sauta aussitôt dans une chaloupe, et gagnait déjà le large, lorsqu'il fut rappelé vers le vaisseau par les cris de la comtesse du Perche, sa sœur naturelle, qu'il voulut sauver. Mais la foule des passagers se jeta alors avec tant de précipitation dans la chaloupe, qu'elle coula à fond, et le prince périt avec toute sa suite, qui se

composait de plus de cent quarante jeunes gentilshommes des premières familles d'Angleterre et de Normandie. Lorsque Henri reçut la nouvelle de ce fatal événement, il s'abandonna au désespoir, et on remarqua que dès-lors il ne recouvra plus sa gaieté ordinaire.

Henri se trouvait alors sans autre postérité légitime que sa fille Mathilde, qu'il avait accordée à l'empereur Henri V. Comme l'alliance de cette princesse à une maison étrangère mettait sa succession en danger d'être envahie après sa mort, il épousa en secondes noccs Adélaïde, fille de Godefroy, duc de Louvain; mais il n'eut pas d'enfans de cette princesse, et sa fille étant devenue veuve, il la donna en mariage à Geoffroy Plantagenet, fils du comte d'Anjou.

Henri mourut à Saint-Denis-le-Ferment, d'une indigestion de lamproie, dans la soixante-septième année de son âge et la trente-cinquième de son règne (1135), laissant par son testament sa fille Mathilde héritière de tous ses domaines. Il fut un des princes les plus accomplis qui aient monté sur le trône d'Angleterre. Ses connaissances dans les lettres lui méritèrent le surnom de *Beau Clerc*, c'est-à-dire de savant.

Le défaut d'héritier mâle semblait laisser la couronne de Henri à la comtesse d'Anjou sa fille; mais à peine avait-il rendu le dernier soupir, qu'Etienne, petit-fils de Guillaume le Conquérant par sa mère, et comte de Blois, se hâta de se rendre à Londres où il fut salué roi par la populace. Son frère, évêque de Winchester, lui ayant procuré ensuite l'appui du clergé, il fut solennellement couronné par l'archevêque de Cantorbery. Cependant Mathilde ne tarda pas à réclamer ses droits. Profitant d'une altercation survenue entre l'usurpateur et quelques membres du clergé, elle débarqua en Angleterre avec Robert, comte de Gloucester, et suivie de cent quarante chevaliers.

Elle s'établit au château d'Arundel, d'où elle excita ses partisans à prendre les armes. La guerre se trouva bientôt allumée dans tous les comtés. Une bataille se livra entre Etienne et le duc de Glocester. Après un choc violent, l'armée royale fut mise en fuite; Etienne lui-même fut fait prisonnier (1141).

L'autorité de Mathilde semblait donc établie sur tout le royaume; mais les affaires changèrent bientôt de face. Mathilde était emportée, impérieuse, et ne savait pas tempérer par l'affabilité l'amertume d'un refus. L'épouse d'Étienne, secondée par plusieurs nobles, sollicita la liberté de son mari, en promettant qu'il renoncerait à la couronne et s'enfermerait dans un couvent. Mathilde refusa cette grâce avec hauteur. Une conspiration se forma pour se saisir de sa personne; mais elle eut le temps de se sauver à Oxford. La guerre civile se ralluma alors avec plus de furie que jamais. Glocester fut pris et échangé avec Étienne, et Mathilde, alarmée des dangers qu'elle courait sans cesse, se retira en Normandie avec son fils Henri (1143).

Dès que ce jeune prince eut atteint sa seizième année, il voulut ressaisir l'héritage paternel. Informé des dispositions favorables du peuple à son égard, il fit une invasion en Angleterre, et se prépara à livrer une bataille décisive à Étienne; mais, des deux côtés, les grands, prévoyant les suites fatales qui en résulteraient, s'interposèrent pour faire conclure un arrangement entre les deux rivaux. Il fut convenu qu'à la mort d'Étienne, Henri succéderait à la couronne d'Angleterre. Cette mort ne se fit pas long-temps attendre; elle eut lieu l'année suivante (1154), et mit fin à tous les différends. Etienne semblait né pour assurer la prospérité de ses sujets. Si l'histoire peut lui reprocher l'injustice de son usurpation, elle a, en revanche, à louer son activité, son courage et son humanité.

## CHAPITRE IV.

Règnes de Henri II, premier des Plantagenets, de Richard Cœur de Lion et de Jean sans Terre. — Établissement de la grande Charte.

1154 — 1216.

Les premiers actes de l'administration de Henri donnèrent une haute idée de son habileté ; il congédia les troupes mercenaires d'Étienne, révoqua tous les dons faits par ses prédécesseurs, régla le titre de l'argent monnayé, qui avait été fort altéré pendant le règne précédent, et se montra rigoureux à dispenser la justice et à faire cesser la violence.

Ses nombreuses possessions en faisaient un des rois les plus puissans de la chrétienté. Outre son royaume d'Angleterre, il avait hérité, du chef de son père, de l'Anjou et de la Touraine ; il était maître, par les droits de sa mère, de la Normandie et du Maine, et, par ceux de sa femme Éléonore, répudiée par Louis le Jeune, roi de France, de la Guyenne, du Poitou, de la Saintonge, de l'Auvergne, du Périgord, de l'Angoumois et du Limousin. Peu de temps après, il ajouta encore la Bretagne à ses vastes États.

Les empiétemens multipliés de la puissance ecclésiastique sur la puissance civile fixèrent particulièrement l'attention de Henri. Décidé à les réprimer, il donna l'archevêché de Cantorbéry à Becket, son chancelier, sur la complaisance duquel il croyait pouvoir compter. Mais celui-ci n'eut pas plus tôt reçu la mitre, qu'il déserta la cause du souverain pour soutenir les prétentions du clergé. Henri n'en persista pas moins dans son intention de le réduire, et convoqua une assemblée générale de la noblesse et des prélats du royaume à Clarendon. Cette assemblée vota,

sans opposition, les lois connues sous le nom de *Constitution de Clarendon*, qui spécifiaient avec précision les limites des puissances civile et ecclésiastique, et qui mettaient une barrière aux usurpations de l'Église. De tous les prélats, Becket fut le seul qui refusa son assentiment à ces constitutions. Ses collègues parvinrent cependant à triompher de sa résistance : il jura de les observer loyalement, de bonne foi et sans fraude ou réserve; » mais le pape Alexandre les condamna et les rejeta dans les termes les plus expressifs.

Dès que Becket apprit la détermination du pontife romain, il se repentit de sa soumission et tâcha d'engager tous les autres évêques à soutenir leurs droits communs. Cette conduite excita la colère de Henri, qui commença contre son adversaire un système de persécution violente. Il le fit condamner par un conseil des barons et des évêques, comme ayant violé le serment qu'il avait prêté à son souverain, et confisqua tous ses biens et ses châteaux; il l'obligea ensuite à rendre compte de son administration comme chancelier, et voulut le forcer à restituer une somme de 44,000 marcs, qu'il l'accusait d'avoir détournée. Becket, déterminé à braver sa vengeance, revêtit ses habits pontificaux, prit sa crosse, entra dans l'appartement du roi, et lui déclara qu'il se mettait, lui et son siège, sous la protection du pontife romain. Ayant vainement demandé la permission de quitter Northampton, il partit secrètement, et s'embarqua pour la France, où il fut reçu avec toutes sortes d'égards (1164), et d'où il lança plusieurs fois l'anathème contre les actes du roi.

Les deux adversaires finirent cependant par en venir à un accommodement, et le roi permit à Becket de revenir en Angleterre, à des conditions qui pouvaient être regardées comme avantageuses à ce prélat (1170). Mais Becket n'en persévéra pas moins dans ses projets et dans sa haine.

A l'époque où Henri s'attendait chaque jour à voir l'interdit jeté sur ses États, il avait jugé à propos d'associer son fils Henri à la royauté, et de le faire sacrer par l'archevêque d'York. Becket, fier de la victoire qu'il venait de remporter sur son souverain, ne fut pas plus tôt de retour en Angleterre, qu'il suspendit l'archevêque d'York et excommunia les évêques de Londres et de Salisbury, qui avaient assisté au couronnement du prince. Lorsque les prélats excommuniés arrivèrent à Bayeux, où le roi résidait alors, et qu'ils se plaignirent du procédé violent de Becket, Henri, emporté par un mouvement de colère, s'écria qu'il était bien malheureux qu'il ne se trouvât personne qui voulût le délivrer de ce prélat audacieux et ingrat. Quatre gentils-hommes de sa maison, prenant ces paroles d'emportement pour un ordre de le débarrasser de Becket, partirent secrètement de la cour, et arrivèrent à Sudwood, près de Cantorbery, d'où ils se rendirent précipitamment au palais archiépiscopal. Ils trouvèrent le primate qu'ils accablèrent de reproches, et qui, malgré leurs menaces, se rendit sur-le-champ à l'église de Saint-Benoît pour entendre les vêpres. Les quatre assassins l'y suivirent, l'attaquèrent devant l'autel, et, lui ayant fendu la tête de plusieurs coups, se retirèrent sans obstacle. La nouvelle de ce meurtre jeta Henri dans la plus grande consternation. Pour prévenir les suites terribles qu'il pourrait avoir, il envoya à Rome une ambassade chargée de convaincre le pape de son innocence et de l'assurer de son humble soumission. Deux ans après sa mort, Becket fut canonisé par le pontife romain, et on fit des pèlerinages à Cantorbery, pour obtenir son intercession auprès de Dieu.

Aussitôt que Henri n'eut plus à redouter les foudres du Vatican, il entreprit une expédition contre l'Irlande (1172). Dès le commencement de son règne, il avait rêvé la conquête de cette île, et il n'attendait qu'une circonstance fa-

vorable pour exécuter son projet. Une guerre allumée entre les divers souverains du pays lui fournit un prétexte. Débarqué à la tête de cinq cents chevaliers, il trouva les Irlandais si découragés par les calamités que leur avaient causées les guerres civiles, qu'en s'avancant dans l'île, il n'eut pas autre chose à faire que de recevoir leur soumission. Ce fut ainsi que toute l'Irlande se trouva pour toujours annexée à la couronne d'Angleterre. Henri, après avoir accordé la commission de sénéchal du pays au comte Strigul, retourna triomphant dans ses États. Cette conquête est remarquable, parce qu'une bulle du pape Alexandre autorisa Henri à l'entreprendre.

Parvenu au faîte de la grandeur, le roi désigna Henri, son fils aîné, pour lui succéder au royaume d'Angleterre, au duché de Normandie et aux comtés d'Anjou, du Maine et de Touraine; Richard, son second fils, fut investi du duché de Guyenne et du comté de Poitou; Geoffroy, son troisième fils, hérita, du chef de sa femme, du duché de Bretagne, et les nouvelles conquêtes de l'Irlande furent destinées à former l'apanage de Jean, son quatrième fils. Mais tant d'élévation excita l'envie de tous ses voisins, qui rendirent ces mêmes fils les artisans des amertumes du reste de sa vie.

Le jeune Henri, ayant fait un voyage en France, se laissa persuader par Louis VII, son beau-père, qu'il avait acquis un droit à l'exercice de la souveraineté, parce qu'il avait été sacré pendant la vie de son père. A son retour, il demanda au roi de lui céder ou le royaume d'Angleterre ou le duché de Normandie. Mécontent du refus qu'il essuya, il revint à Paris, et le monarque français se déclara son protecteur. Un nouveau malheur vint bientôt affliger Henri. La reine Eléonore, prétendant avoir des griefs contre son second époux, persuada aussi à ses deux fils les plus jeunes, Geoffroy et Richard, qu'ils étaient en

droit de réclamer la possession des Etats qu'on leur avait assignés, et les engagea à se retirer secrètement à la cour de France. Henri, après les avoir fait excommunier par la cour de Rome, prit à son service une troupe d'aventuriers connus sous le nom de *Brabançons* ou de *Cotte-reaux*. A la tête de vingt mille de ces bandits, et de quelques autres troupes qu'il avait amenées d'Irlande, il attaqua et battit l'armée française et écrasa les rebelles dans la Bretagne. Malgré sa victoire, il entra en négociation et fit les propositions les plus avantageuses à Louis, son ennemi mortel qu'accompagnaient ses trois fils; mais il eut la mortification de les voir rejeter.

Après avoir défait ses ennemis en France, et mis ses frontières en état de défense, Henri revint dans son royaume pour faire tête au roi d'Ecosse, autre allié de ses fils, qui venait d'envahir les provinces du nord de l'Angleterre avec une armée de quatre-vingt mille hommes. Mais, avant de rien entreprendre, il se rendit à Cantorbéry pour faire pénitence sur le tombeau de Thomas Becket. Arrivé en vue de l'église, il descendit de cheval, marcha pieds nus, se prosterna devant la châsse du saint, jeûna et pria un jour entier, et passa la nuit auprès des reliques. Il assembla ensuite le chapitre des moines, se dépouilla devant eux de ses vêtemens, mit un fouet à la main de chacun d'eux, et présenta ses épaules nues aux coups que ces ecclésiastiques jugèrent à propos de faire tomber sur elles. Le lendemain il reçut l'absolution, et partit pour Londres où il apprit l'agréable nouvelle que ses généraux venaient de remporter une grande victoire sur les Ecossais, ce qui fut regardé comme une preuve certaine de sa complète réconciliation avec le ciel et avec Thomas Becket (1174).

La victoire obtenue sur le roi d'Ecosse fut décisive en faveur de Henri, et détruisit les espérances des Anglais



rebelles. Toute l'Angleterre fut pacifiée en quelques semaines. Le roi de France fut alors obligé de consentir à une suspension d'armes et d'en venir à un accommodement. Henri accorda à ses fils des conditions beaucoup moins avantageuses que celles qu'il avait offertes précédemment, et reçut leur soumission. Quelques années après cependant (1183), son fils aîné s'engagea encore dans une conspiration contre lui, et se prépara à prendre les armes; mais tandis que ce jeune prince poursuivait l'exécution de ses desseins criminels, il fut saisi d'une fièvre violente à Martel, château près de Turenne, où il mourut en se reprochant l'horreur de sa conduite envers son père. Bientôt Philippe-Auguste, alors roi de France, entraîna Richard dans une nouvelle rébellion. Le jeune prince voulut forcer son père à le faire sacrer roi de son vivant, et à consentir à son mariage avec la sœur du roi de France. Henri rejeta d'abord ces prétentions et prit les armes; mais un revers qu'il essuya le fit tomber dans un tel découragement, qu'il accepta toutes les conditions rigoureuses qu'on voulut lui imposer. Le chagrin qu'il éprouva dans cette circonstance s'accrut encore, lorsqu'ayant demandé la liste des complices de Richard, il vit en tête le nom de Jean, son quatrième fils, qui avait toujours été son favori. Ce malheureux père, désespéré de voir ses plus chères affections trompées, se répandit en imprécations contre le sort, et prononça contre ses fils ingrats et rebelles une malédiction que rien ne put lui faire rétracter. Ce dernier coup lui causa une fièvre lente dont il mourut au château de Chinon, près de Saumur (1189). Il était âgé de cinquante-huit ans et en avait régné trente-cinq. Henri fut le plus grand prince de son temps par la sagesse et l'habileté, et, par l'étendue de ses Etats, le plus puissant de ceux qui eussent jamais occupé le trône d'Angleterre.

Le remords qu'éprouva Richard de sa conduite criminelle envers son père influa sur le choix de ses ministres et des gens de sa maison, à son avènement au trône. Ceux qui avaient favorisé sa révolte ne reçurent de lui que des marques de mépris, tandis que les ministres fidèles de Henri, qui s'étaient vigoureusement opposés aux entreprises de ses fils, furent maintenus dans leurs emplois. Animé par l'amour de la gloire militaire, le nouveau roi, dès le commencement de son règne, agit comme si le seul but de son gouvernement eût été de délivrer la Terre-Sainte et d'arracher Jérusalem aux Sarrasins. Ce zèle contre les infidèles se communiqua à ses sujets, et fit explosion à Londres le jour de son couronnement. Quelques juifs s'étant, contrairement à l'ordre du monarque, approchés de la salle où il dinait, furent assaillis par la populace et mis à mort; ceux qui étaient restés chez eux essuyèrent le même sort; leurs maisons furent pillées et brûlées. Les autres villes du royaume suivirent cet exemple barbare. Cinq cents malheureux juifs d'York, ne se trouvant pas en état de défendre le château dans lequel ils s'étaient réfugiés, égorgèrent eux-mêmes leurs femmes et leurs enfans, mirent le feu à leurs maisons et périrent dans les flammes.

Pour subvenir aux dépenses d'une expédition aussi lointaine que celle de la Palestine, Richard ne songea qu'à se procurer de l'argent par tous les expédiens possibles. Il aliéna les revenus et les domaines de la couronne, ainsi que les principales charges de l'Etat. Il vendit, pour la modique somme de 10,000 marcs, le vasselage de l'Ecosse. Quelques-uns de ses ministres ayant voulu lui faire des représentations, il leur répondit qu'il vendrait Londres même s'il trouvait un acquéreur. Lorsque ses préparatifs furent achevés, il confia l'administration du royaume à Hugh, évêque de Durham, et à Longchamp, évêque

d'Elly. Il partit ensuite accompagné de tout ce qu'il y avait en Angleterre de jeunesse fougueuse et animée de l'ardeur guerrière, et se rendit sur les frontières de la Bourgogne où l'appelaient ses engagements avec le roi de France.

Les deux alliés passèrent leurs troupes en revue dans la plaine de Vézelay, et trouvèrent qu'elles se montaient à plus de cent mille hommes; ils se réitérèrent les protestations d'une amitié mutuelle, et se séparèrent pour aller s'embarquer, Philippe à Gênes, et Richard à Marseille (1190). Après avoir passé l'hiver en Sicile, où la saison orageuse les contraignit de relâcher, les deux monarques arrivèrent précisément assez tôt pour partager la gloire du siège d'Acre (Ptolémaïs), attaquée depuis plus de deux ans par les forces réunies des Croisés en Palestine. L'arrivée des Français et des Anglais redoubla l'ardeur des chrétiens; mais les vues opposées de Philippe et de Richard détruisirent bientôt l'harmonie qui régnait entre eux et répandirent la dissension dans l'armée. Malgré ces disputes, les Sarrasins qui défendaient Acre, réduits enfin à la dernière extrémité, se rendirent prisonniers de guerre, et abandonnèrent la ville aux chrétiens (1191).

Aussitôt après la reddition d'Acre, Philippe, fatigué de l'ascendant que Richard prenait sur lui, déclara sa résolution de retourner en France et eolora sa désertion du prétexte de sa mauvaise santé. Il laissa cependant dix mille hommes de ses troupes à Richard sous le commandement du duc de Bourgogne, et s'engagea par serment à ne commettre aucune hostilité contre les États de ce monarque pendant son absence, serment qu'il ne devait pas tenir long-temps.

Après le départ de son allié, le roi d'Angleterre marcha de victoire en victoire. Il gagna la célèbre bataille d'Arsur, dans laquelle quarante mille infidèles mordirent la poussière.

Il reprit Ascalon et s'avança en vue de Jérusalem, seul objet de son entreprise; mais les fatigues, les maladies et la disette, avaient abattu le courage des Croisés. Tous, excepté le monarque anglais, exprimèrent le désir de retourner en Europe. Richard, obligé de céder à leurs instances, conclut une trêve dans laquelle il fut stipulé que les Croisés resteraient en possession d'Acre, de Jaffa et des autres villes maritimes de la Palestine, et que tous les chrétiens auraient la liberté de faire des pèlerinages à Jérusalem sans courir de dangers.

La nouvelle que reçut Richard des intrigues de son frère Jean et du roi de France le détermina à hâter son retour en Europe. Arrivé en Italie, il ne voulut point se hasarder à traverser la France : il aima mieux s'embarquer sur l'Adriatique; mais il fit naufrage près d'Aquilée, et prit le costume de pèlerin pour pouvoir continuer secrètement sa route par l'Allemagne. Il fut arrêté à Vienne par les ordres de Léopold, duc d'Autriche, et livré à l'empereur Henri VI, qui le regardait comme son ennemi parce qu'il était l'allié de Tancrède, usurpateur du trône de Sicile. Ainsi le monarque qui avait rempli le monde entier de sa renommée se vit précipiter dans un cachot et charger de chaînes (1192).

A la nouvelle de la captivité de son rival, le roi de France se prépara à en tirer avantage; il fit un traité avec le prince Jean, et stipula qu'une grande partie de la Normandie lui serait livrée, à condition qu'il accorderait au parjure l'investiture de toutes les autres possessions de son frère au-delà des mers. En conséquence de ce traité, Philippe entra en Normandie (1193), où la trahison le rendit maître de plusieurs forteresses; mais il vit ses efforts contre Rouen repoussés par la bravoure du comte de Leicester. Le prince Jean fut encore moins heureux dans son entreprise en Angleterre; partout les grands s'élevèrent contre lui et il fut obligé de repasser en France.

Cependant Richard, après avoir comparu devant la diète de l'Empire, et s'être justifié des accusations portées contre lui, obtint sa liberté en promettant de payer à l'empereur une rançon de cent cinquante mille marcs (environ trois cent mille livres de notre monnaie actuelle). La joie des Anglais fut extrême en revoyant leur monarque. Dès que Philippe-Auguste apprit sa délivrance, il écrivit à son allié le prince Jean : « Prenez garde à vous ; le diable a brisé sa chaîne. » Jean abandonna bientôt le parti du roi de France, se jeta aux genoux de son frère et implora sa clémence. « Je vous pardonne, lui dit Richard, et j'espère que j'oublierai aussi facilement vos torts que vous oublierez mon pardon. »

Le roi de France était le principal objet du ressentiment et de l'animosité de Richard. Pendant les cinq ans qui suivirent son retour, ce ne fut qu'hostilités reprises et traités rompus entre les deux rivaux. Le cardinal de Sainte-Marie, légat du pape, était cependant parvenu à engager les parties belligérantes à conclure une paix durable; mais la mort de Richard termina la négociation (1199).

Vidomer, vicomte de Limoges et vassal de la couronne d'Angleterre, avait trouvé un trésor, dont Richard réclama la possession. Le vicomte ayant fait quelques difficultés, le roi vint l'assiéger dans le château de Chalus. Comme il s'approchait de la forteresse pour la reconnaître, un arbalétrier lui perça l'épaule d'un coup de flèche. La blessure n'était pas dangereuse; mais la maladresse du chirurgien la rendit mortelle. Richard mourut dans la dixième année de son règne et la quarante-deuxième de son âge. Sa valeur et son intrépidité lui firent donner le surnom de *Cœur de Lion*. Il aima passionnément la poésie, et plusieurs pièces de vers de sa composition sont parvenues jusqu'à nous. Du reste, il s'attacha plutôt à courir après la gloire qu'à rendre ses sujets heureux; et ceux-ci eurent souvent à gé-

mir sous son gouvernement oppressif. Richard ne laissa pas de postérité en mourant, et, par son testament, il déclara son frère Jean héritier de tous ses domaines, quoique, par un acte formel fait avant son départ pour la Terre-Sainte, il eût nommé pour lui succéder son neveu Arthur, duc de Bretagne, et fils de son frère Geoffroy.

Aussitôt après la mort de Richard, les barons des provinces de l'autre côté de la mer, telles que l'Anjou, le Maine et la Touraine, se déclarèrent en faveur d'Arthur, et implorèrent la protection du roi de France. Philippe, qui ne désirait qu'une occasion d'embarrasser Jean et de démembrer ses États, embrassa la cause du jeune duc de Bretagne. Jean, après s'être fait reconnaître comme roi en Normandie et en Angleterre, revint en France pour conduire lui-même la guerre contre Philippe-Auguste. Mais Constance, mère d'Arthur, se défiant des intentions du monarque français, trouva le moyen de faire sortir secrètement son fils de Paris, et le remit entre les mains de son oncle auquel il rendit hommage du duché de Bretagne en lui livrant les provinces qui avaient pris les armes en sa faveur. Philippe comprit par cet événement qu'il n'avait aucun succès à espérer dans sa guerre avec l'Angleterre; il entra aussitôt en négociation avec Jean, et ils conclurent un traité qui fixa les limites de leurs territoires (1200).

Jean n'avait l'art de s'attacher ses barons ni par l'affection ni par la crainte. Le comte de la Marche, mettant à profit le mécontentement général que provoquait la violence du caractère du roi, excita des soulèvemens en Poitou et en Normandie. Jean appela alors tous les barons d'Angleterre à son aide, et les requit de passer la mer sous ses étendards pour aller châtier les rebelles. Mais les barons répondirent unanimement qu'ils ne voulaient point le servir dans cette expédition, à moins qu'il ne s'engageât à ré-

tablir leurs privilèges. Il parvint cependant à les désunir en les menaçant et à en emmener plusieurs en Normandie. Ses forces étaient de beaucoup supérieures à celles des mécontents. Fier de sa puissance, il affecta des prétentions qui alarmèrent ses vassaux et augmentèrent le mécontentement. Les barons français s'adressèrent alors au roi de France qui promit de les protéger.

Le duc de Bretagne, parvenu à l'adolescence, se joignit au roi de France et aux barons révoltés. Ce jeune prince, avide de gloire militaire, entra dans le Poitou à la tête d'une petite armée. Il se disposait à faire le siège de Mirebeau, lorsque Jean attaqua son camp, dispersa son armée et le fit prisonnier. Après lui avoir représenté la folie de ses prétentions, il le pressa de renoncer à son alliance avec la France. Mais le courageux prince, sans se laisser abattre par l'infortune, soutint la justice de sa cause, et défendit ses droits non-seulement sur les provinces de France, mais encore sur la couronne d'Angleterre. Jean, d'après cette fermeté, jugeant qu'Arthur pourrait avec le temps devenir un ennemi redoutable pour lui, donna l'ordre de le faire mourir; mais instruit que ses ordres n'avaient point été exécutés, le cruel tyran se rendit lui-même dans la prison de son neveu et le poignarda de sa propre main; après avoir attaché une pierre au cadavre, il le fit jeter dans la Seine (1203).

A la nouvelle de cet acte de barbarie, les États de Bretagne, frappés d'horreur, portèrent plainte à Philippe-Auguste et demandèrent justice contre Jean. Philippe reçut leur requête avec plaisir, et somma Jean de comparaître devant sa cour des pairs comme son vassal; ce prince ayant fait défaut, il fut déclaré coupable de félonie, et tous ses fiefs en France furent confisqués. Philippe forma dès lors le projet d'expulser les Anglais de la France. Il étendit ses conquêtes le long de la Loire, tandis que Jean passait à Rouen son temps au milieu des fêtes et des plaisirs. Ce

prince à la fois indolent et présomptueux, au lieu de sortir de son inaction, sollicita la médiation du pape Innocent III. Le souverain pontife, flatté de cette déférence, ordonna à Philippe de mettre bas les armes et de faire la paix avec le roi d'Angleterre. Philippe ne tint aucun compte du bref d'Innocent, et après s'être emparé de Château-Gaillard, la plus considérable forteresse des frontières de la Normandie, il vint mettre le siège devant Rouen qui lui ouvrit ses portes; il porta ensuite ses armes victorieuses dans les provinces occidentales, et rangea bientôt l'Anjou, le Maine, la Touraine et une partie du Poitou sous son obéissance (1205). Jean fit une tentative pour recouvrer ses États; il quitta l'Angleterre avec une armée nombreuse et descendit à La Rochelle. Mais l'approche de Philippe lui rendit ses premières terreurs; il abandonna ses troupes, et repassa la mer, chargé d'un nouvel opprobre et d'une nouvelle disgrâce. La médiation du pape lui procura enfin une trêve de deux ans; mais presque toutes ses provinces françaises lui furent enlevées.

Innocent mit bientôt à profit la faiblesse de Jean, et donna une nouvelle preuve du désir qu'avaient les souverains pontifes, à cette époque, de convertir en une domination réelle la prééminence que tous les princes chrétiens leur accordaient. Le siège primatial de Cantorbery étant devenu vacant, le pape prescrivit l'élection du cardinal Langton, né en Angleterre, mais attaché à la cour de Rome par ses intérêts et ses sentimens. Jean s'irrita de l'attentat du Saint-Siège sur son autorité, et chassa de leur couvent les moines de l'église du Christ, qui soutenaient l'élection de Langton. Le pape lança alors l'interdit sur le royaume d'Angleterre. L'appareil qui accompagnait l'exécution de cette sentence était combiné pour agir avec force sur l'esprit superstitieux des peuples d'alors. La nation se voyait tout-à-coup privée de tout exercice extérieur de



religion; on dépouillait les autels de leurs ornemens; on n'enterrait plus les morts en terre sainte, on les jetait dans les fossés, ou on les enterrait dans les champs; les mariages se célébraient dans les cimetières. Tout annonçait la tristesse la plus profonde et l'effroi des vengeances célestes.

Pour opposer la puissance temporelle à la puissance spirituelle, Jean confisqua les biens de tous les ecclésiastiques qui obéirent à l'interdit, et traita avec la dernière rigueur les adhérens de Langton. Le pape, voyant que sa sentence n'avait pas produit l'effet qu'il en attendait, se disposa à recourir à l'excommunication. Jean s' alarma alors de sa situation dangereuse. Dans une conférence qu'il eut à Douvres avec Langton, il offrit de le reconnaître pour primat et de se soumettre au pape; mais Langton ayant demandé la restitution des biens confisqués sur le clergé, le roi rompit tout-à-coup la conférence. Innocent releva aussitôt les Anglais de leur serment de fidélité et d'obéissance, déclara Jean déchu du trône, et offrit la couronne au roi de France. Philippe, séduit par l'offre du Saint-Père, leva une armée nombreuse, et rassembla une flotte de dix-sept cents voiles dans les ports de la Normandie et de la Picardie. De son côté, Jean réunit tous ses vassaux militaires à Douvres; mais ils manifestaient tant d'horreur pour l'anathème dont il avait été frappé et pour la tyrannie de son gouvernement, qu'il devait peu compter sur leurs efforts pour sauver la patrie. Intimidé par sa situation désespérée, il se remit à la discrétion de Pandolf, légat du pape, et souscrivit à toutes les conditions qu'il plut à ce dernier de lui imposer. Il reconnut Langton pour primat, s'engagea à transmettre la propriété de son royaume à l'Eglise, et rendit hommage à Pandolf avec les formalités les plus humiliantes : il parut, désarmé, devant le légat qui était assis sur un trône, se prosterna à ses genoux, fit serment de fidélité au souverain pontife, et paya

une partie du tribut qu'il reconnaissait devoir pour son royaume, comme étant le patrimoine de saint Pierre(1213).

Philippe-Auguste n'apprit la soumission de Jean qu'avec fureur ; et, malgré la défense et les menaces de Pandolf, qui déclarait impie toute tentative qui serait désormais faite contre l'Angleterre, il résolut de poursuivre son entreprise ; mais la flotte anglaise, sous les ordres du comte de Salisbury, frère naturel du roi, attaqua les vaisseaux français dans leurs ports, en détruisit la plus grande partie, et contraignit ainsi le monarque à abandonner son projet de conquête.

L'introduction du gouvernement féodal en Angleterre, par Guillaume le Conquérant, avait anéanti les libertés dont jouissaient les Anglo-Saxons, et avait réduit le peuple entier à l'état de vasselage, sous le roi ou sous les barons. La nécessité de confier un pouvoir très-étendu à un prince obligé de maintenir un gouvernement militaire sur une nation vaincue, avait aussi forcé les barons normands à se soumettre à une autorité plus absolue que celle qui était ordinairement établie sur la noblesse ; et, pendant plus de cent cinquante ans, les Anglais eurent à gémir sous une tyrannie inconnue dans les autres royaumes fondés par les conquérans du Nord. Henri 1<sup>er</sup>, pour se faire préférer à son frère Robert, leur avait accordé une charte assez favorable à leurs anciennes libertés ; Étienne l'avait renouvelée ; Henri II la confirma ; mais les concessions de tous ces princes ne furent qu'une lettre-morte, jusqu'à l'époque où la conduite de Jean, également odieux et méprisable dans sa vie publique et privée, décida les grands et le peuple à réclamer la restitution de leurs privilèges.

Rien ne favorisa autant cette confédération du peuple et des grands contre le souverain que le concours de Langton, archevêque de Cantorbery, dont les Anglais devraient à jamais révéler la mémoire. Ce prélat, animé par son

amour pour le bien public , conçut le projet de réformer le gouvernement ; il eut à cet effet une conférence avec les principaux barons de Londres, leur montra une charte de Henri 1<sup>er</sup>, qu'il prétendait avoir trouvée dans un monastère, et les exhorta à en demander le renouvellement. Les barons jurèrent qu'ils perdraient plutôt la vie que de se désister d'une demande aussi juste. La confédération commença dès-lors à s'étendre. Langton convoqua une nouvelle assemblée à Saint-Edmond'sbury. Les grands, enflammés par son éloquence et par le souvenir des outrages qu'ils avaient essuyés , jurèrent solennellement, en face des saints autels , de rester étroitement unis et de faire une guerre incessante au roi jusqu'à ce qu'il eût rétabli la charte (1214).

Au jour fixé pour présenter leur requête, ils se réunirent à Londres et supplièrent le roi de remettre en vigueur la charte de Henri 1<sup>er</sup>. Jean, alarmé d'une prière faite par un corps aussi puissant , demanda, pour réfléchir, un délai qui lui fut accordé. Ce délai expiré, les barons s'assemblèrent à Stamford, accompagnés de plus de deux mille chevaliers, outre leurs vassaux et une multitude de gens d'une condition inférieure (1215). Ils s'avancèrent en corps à Bruckeley, à quinze milles d'Oxford, lieu où la cour résidait alors, et où ils reçurent un message du roi, pour savoir quelles étaient ces libertés qu'ils réclamaient avec tant d'ardeur. Les barons remirent aux ambassadeurs une cédula contenant les principaux articles de leurs demandes. Le roi ne l'eut pas plus tôt vue qu'il entra en fureur, et jura qu'il n'accorderait jamais des privilèges qui le réduiraient à la servitude.

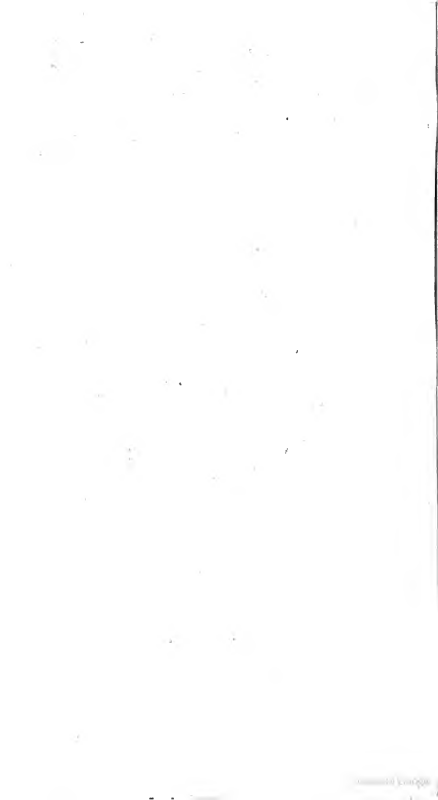
Dès que les confédérés connurent le refus de Jean, ils commencèrent la guerre contre le roi, et entrèrent dans Londres sans rencontrer de résistance. Tous les barons qui jusque-là s'étaient montrés attachés au parti royaliste

embrassèrent avec joie une cause qu'ils avaient toujours favorisée secrètement. La défection fut si générale que Jean se vit abandonné, à Odiham dans le Hampshire, avec sept chevaliers pour tout cortège. En vain essaya-t-il divers expédiens, et offrit-il de s'en rapporter au pape pour la décision des différends; il fut réduit à recevoir la loi des mécontents. Après quelques jours de débats, il signa la charte qu'on exigeait de lui. Cet acte fameux, appelé communément *la grande Charte*, accorda des privilèges importants au clergé, à la noblesse et au peuple. Ses principaux articles adoucissaient les rigueurs de la loi féodale; renfermaient tous les élémens d'un gouvernement loyal et régulier, et pourvoyaient à la distribution égale de la justice et à la jouissance libre de la propriété. Les barons obligèrent le roi à consentir que Londres restât entre leurs mains et que la Tour fût confiée au primat jusqu'à l'exécution des différens articles de cette charte. Ils obtinrent, en outre, de nommer vingt-cinq d'entre eux, comme conservateurs des libertés publiques, et de les investir d'un pouvoir sans bornes.

Jean parut se soumettre sans réserve à tous ces réglemens; mais il n'attendait qu'une occasion propice d'annuler ses concessions. Il se retira dans l'île de Wight, fit secrètement engager les avides Brabançons à son service, et dépêcha un courrier à Rome, pour se plaindre, devant ce tribunal sacré, de la violence qui lui avait été faite. Innocent, se regardant comme seigneur suzerain du royaume d'Angleterre, publia une bulle par laquelle il annulait toute la charte, comme injuste en elle-même, extorquée par la force, et dérogoire à la dignité du siège apostolique. Jean, à qui des troupes étrangères arrivèrent en même temps que la bulle, essaya, sous la protection du décret du pape, de lever le masque. Les barons, endormis dans une imprudente sécurité, n'avaient pris aucune mesure



*Confirmation de la Grande-Charte.*



pour rassembler leurs troupes. Jean resta maître de la campagne; ses avides et féroces mercenaires ravagèrent impunément les terres, les fermes, les maisons et les parcs de la noblesse, et tout fut mis à feu et à sang d'une extrémité à l'autre de l'Angleterre, depuis Douvres jusqu'à Berwick.

Les barons, réduits à cette situation désespérée, employèrent un remède non moins désespéré : ils s'adressèrent au roi de France et lui offrirent de reconnaître pour roi, Louis, son fils aîné, s'il consentait à les protéger contre les violences de leur tyran. Philippe-Auguste, décidé à ne pas laisser échapper la riche proie qui venait s'offrir à lui, ne tint aucun compte des menaces du légat du pape; mais avant de confier son fils aux barons anglais, il exigea d'eux vingt-cinq otages des plus illustres maisons. Après avoir pris cette précaution, il fit partir le jeune Louis à la tête d'une armée nombreuse. A l'apparition des Français en Angleterre, les troupes étrangères de Jean abandonnèrent ses châteaux, tombèrent journellement entre les mains de ses ennemis, et Douvres fut bientôt la seule place qui échappa aux armes triomphantes de Louis. Toutefois l'union entre les Français et les Anglais ne fut pas de longue durée. Les préférences accordées aux premiers par Louis excitèrent la jalousie des seconds, et le prince français eut lieu de craindre un revers de fortune. Jean rassembla une armée considérable, dans l'intention de décider du sort de sa couronne dans une bataille rangée; il se mit en route le long des bords de la mer, encore inondés par les hautes marées. Comme le temps n'était pas convenable pour une pareille marche, il perdit dans les eaux ses chariots, son bagage et son trésor. Le chagrin de ce désastre acheva d'épuiser sa santé, déjà dérangée. Il mourut au château de Newark dans la quarante-neuvième année de son âge et la dix-huitième de son règne (1216). Il laissait

deux fils légitimes, Henri et Richard, le premier âgé de neuf ans, et l'autre de sept.

---

## CHAPITRE V.

Règnes de Henri III, d'Édouard I<sup>er</sup> et d'Édouard II. — Admission des communes au Parlement. — Conquête du pays de Galles et de l'Écosse.

1216 — 1327.

Le comte de Pembroke, qui était toujours resté attaché à Jean, et qui, par sa charge de maréchal d'Angleterre, était à la tête des armées, fut nommé régent pendant la minorité du jeune Henri. Afin de gagner les esprits au gouvernement de son pupille, Pembroke renouvela et confirma la grande Charte en y introduisant des modifications importantes. La plupart des barons commencèrent dès-lors à rentrer dans le devoir, et la défiance que Louis de France laissa entrevoir sur leur compte acheva de les séparer tout-à-fait de sa cause. Son armée fut mise dans une déroute complète près de Lincoln, et sa flotte battue avec une perte considérable sur la côte de Kent. Après ce double désastre, Louis se hâta de conclure la paix avec le régent à des conditions honorables. Il promit d'évacuer le royaume et stipula seulement qu'on accorderait une amnistie à ceux qui avaient suivi son parti, et qu'on leur rendrait leurs biens et leurs dignités.

Pembroke ne survécut pas long-temps à la pacification que l'on devait principalement à sa sagesse et à sa valeur. Après lui, la régence fut confiée à Pierre Des Roches, évêque de Winchester, et à Hubert de Bourg, grand-justicier. Les conseils de ce dernier furent principalement



suivis, et il paraissait digne à tous égards de remplacer le vertueux Pembroke. Quand Henri eut atteint l'âge de majorité, il montra par son caractère combien il était peu fait pour gouverner une noblesse turbulente. Doux, humain, indulgent même jusqu'à l'excès, il recevait les impressions des gens qui l'entouraient. Sans vigueur et sans activité, il était incapable de conduire une guerre; sans politique et sans art, il était encore moins capable d'entretenir la paix. Quoiqu'il fût prompt et violent, on ne redoutait point son courroux, parce qu'il s'apaisait promptement; on appréciait peu son amitié, parce qu'elle n'était ni basée sur un choix réfléchi, ni suivie avec constance. Le plus habile et le plus intègre de ses ministres, Hubert de Bourg, fut victime de la versatilité de son caractère, et se vit exposé aux persécutions les plus violentes; il fut chassé du royaume, y revint, rentra en faveur, mais ne voulut jamais reprendre la direction des affaires (1231).

Hubert fut remplacé dans le gouvernement du roi et de l'État par Pierre des Roches, Poitevin de naissance, non moins remarquable par ses principes de despotisme et sa conduite violente, que par son courage et son habileté. Par ses conseils, Henri appela près de lui un grand nombre de Poitevins et d'autres étrangers, auxquels il croyait pouvoir se fier plutôt qu'aux Anglais. Toutes les charges furent accordées à ces étrangers qui épuisèrent le trésor royal et accablèrent le peuple de vexations. Une ligue des barons formée contre cet odieux ministère, fut déjouée par l'adresse de Pierre des Roches, et les plus coupables virent leurs biens confisqués sans aucune sentence légale ni aucun jugement (1233).

Une administration aussi violente que celle de l'évêque de Winchester ne pouvait durer long-temps, et sa chute fut encore l'ouvrage de l'Eglise. Le primat Edmond, soutenu par plusieurs autres prélats, fit des représentations au roi

sur la conduite odieuse de son ministre, en demandant son renvoi et celui de ses créatures, sous peine d'excommunication. Henri se soumit à cette injonction; mais les Anglais ne furent pas long-temps délivrés de la domination des étrangers. Le roi, ayant épousé Eléonore, fille du comte de Provence (1236), fut entouré d'un grand nombre de Provençaux qu'il combla d'honneurs et de richesses.

Les entreprises de Henri hors du royaume ne dédommagèrent pas les Anglais de sa mauvaise administration intérieure. Dans la guerre qu'il soutint contre Louis IX, roi de France, il fut dépouillé de ce qui lui restait en Poitou. Son défaut d'économie et sa libéralité malentendue le forcèrent à vendre sa vaisselle plate et ses bijoux. Lorsque cet expédient lui fut proposé, il demanda où il trouverait des acquéreurs : on lui répondit que ce serait parmi les citoyens de Londres. « Comment ! dit-il, ces rustres qui prennent le titre de barons abondent de tout, tandis que nous sommes réduits aux dernières privations ! » Dès-lors il se fit beaucoup moins de scrupule de vexer les habitants de Londres.

La conduite imprudente de Henri fournit un prétexte à Simon de Montfort, comte de Leicester, de tenter d'arracher le sceptre à la faible main qui le soutenait (1258). Ce seigneur, fils du fameux Simon de Montfort qui avait dompté les Albigeois, avait épousé Eléonore veuve de Guillaume, comte de Pembroke, et sœur du roi. Son adresse lui avait gagné l'affection de tous les ordres de l'État. Trop grand pour se plier sans cesse à l'humeur inconstante de son maître et pour être subordonné aux autres favoris, il trouva plus avantageux de faire servir le mécontentement public à ses intérêts. Il sema partout des plaintes sur les atteintes portées à la grande Charte, et une querelle qu'il eut avec Guillaume de Valence, beau-frère du roi et son principal favori, le détermina à donner l'essor à son ambition,

Il convoqua secrètement une assemblée des barons les plus considérables; il leur retraça l'oppression où le tiers-état languissait et la violation des privilèges de la noblesse, rappela le généreux courage de leurs ancêtres, qui au prix de leur sang, avaient arraché la grande Charte à la couronne, et déplora la honte d'une postérité assez dégénérée pour se laisser dépouiller d'un si grand avantage par un prince faible et d'insolens étrangers.

Ces argumens eurent l'effet que Leicester en attendait. Les barons résolurent de remédier aux maux publics en s'emparant de l'administration. Henri ayant convoqué un parlement, ils s'y présentèrent armés de pied en cap et l'épée au côté. Le roi, frappé de cet appareil inusité, leur demanda s'ils avaient dessein d'attenter à sa liberté. Roger Bigod lui répondit au nom de tous qu'il n'était pas leur prisonnier, mais leur souverain; qu'ils voulaient seulement le prier de conférer l'autorité à ceux qui étaient capables et résolus de guérir les plaies de l'État. Henri, intimidé par cette union de la noblesse, souscrivit à leur demande, et promit de convoquer un autre parlement à Oxford, pour y rédiger un nouveau plan de gouvernement. Ce parlement, qui, à cause des troubles qu'il occasiona, fut appelé depuis le *parlement insensé*, nomma un conseil de vingt-quatre membres qui fut investi d'une autorité sans bornes pour réformer le gouvernement. Leicester fut mis à la tête de ce conseil, et suggéra toutes les mesures qu'on y prit. Dès-lors le pouvoir de l'État se trouva entre les mains des barons, la monarchie fut totalement renversée. Le roi et son fils Edouard se soumirent aux décisions des vingt-quatre.

Le conseil publia enfin un nouveau code d'ordonnances pour la réformation de l'État; mais lorsque la nation vit que ces ordonnances ne consistaient qu'en quelques changemens dans les lois municipales, elle rendit sa faveur à la

couronne. Il ne resta plus guère aux vingt-quatre d'autre appui que le crédit de leurs propres familles. La rivalité éclata entre les comtes de Leicester et de Gloucester. Le dernier, plus modéré dans ses vues, désirait arrêter ou suspendre les usurpations des barons; mais le premier, furieux de l'opposition qu'il rencontrait dans son propre parti, affecta de ne plus prendre intérêt aux affaires d'Angleterre et se retira en France.

A la mort du comte de Gloucester qui s'était réuni au parti du roi, Leicester, revenu de France, forma une nouvelle ligue avec Llewellyn, prince de Galles (1263). Il recommença l'insurrection avec la coopération de trente mille Gallois. Les excès de la faction furent tels dans toutes les provinces de l'Angleterre, que le roi consentit à confirmer de nouveau les réglemens d'Oxford, et les barons se retrouvèrent encore une fois en possession du royaume. Malgré la sage décision de saint Louis, roi de France, à l'arbitrage duquel les deux partis soumirent leurs différends, les hostilités continuèrent. Leicester battit l'armée royale à Lewes, dans le comté de Sussex (1264), fit le roi et son fils Edouard prisonniers et les envoya sous une garde sûre au château de Douvres.

Dès que Leicester vit toute la famille royale en son pouvoir, il n'agit plus qu'en maître du royaume; il convoqua un parlement composé en entier de ses partisans, qui décida que le pouvoir royal serait exercé par un conseil de neuf personnes choisies ou changées à la pluralité de trois autres, Leicester lui-même, le nouveau duc de Gloucester et l'évêque de Chichester. A la faveur de ce plan de gouvernement, le sceptre se trouva réellement entre les mains de Leicester. Il convoqua un nouveau parlement à Londres (1265). Outre les barons de sa faction et plusieurs ecclésiastiques, il voulut que deux chevaliers de chaque comté y siégeassent, et, ce qui est encore plus

remarquable, qu'il y eût des députés des bourgs, qui jusque-là n'avaient jamais été représentés dans le conseil national. C'est à cette époque qu'on doit faire remonter l'origine de la chambre des communes en Angleterre.

Cependant Leicester lassa les barons par sa tyrannie. Le nouveau comte de Gloucester l'abandonna et se retira dans ses terres. L'audacieux Montfort le suivit avec une armée jusqu'à Hereford, conduisant avec lui le roi et son fils. Ce fut là qu'Edouard, qui avait concerté sa fuite avec Gloucester, s'évada en sautant sur un cheval d'une vitesse extraordinaire. Les royalistes, secrètement préparés à cet événement, coururent aussitôt aux armes. Leicester, se trouvant tout-à-coup environné d'ennemis dans une province éloignée, écrivit à son fils, Simon de Montfort, de hâter son départ de Londres et d'accourir à son secours avec des troupes. Simon s'avança jusqu'à Kenilworth, où Edouard surprit son camp et dispersa son armée. Leicester, ignorant le sort de son fils, passa la Severn en bateau, et alla camper à Evesham, dans l'espoir d'être joint d'un moment à l'autre par ses amis de Londres. Edouard, attentif à profiter de chaque moment favorable, parut bientôt à sa vue. Le combat commença aussitôt. L'armée des rebelles fut promptement culbutée. Leicester lui-même, ayant vainement demandé quartier, fut tué dans la chaleur de l'action avec son fils Henri. Le vieux roi, placé exprès par les barons au front de la bataille, et ne pouvant être reconnu des siens sous l'armure qui le couvrait, reçut une blessure et courut le danger de perdre la vie; mais il s'écria : « Je suis Henri de Winchester, votre roi. » Son fils vola alors à son secours, et le tira de la mêlée. La victoire d'Evesham et la mort de Leicester furent décisives pour les royalistes. La douceur naturelle du roi et la prudence de son fils empêchèrent toute réaction après le triomphe; il y eut am-

nistie générale, excepté pour la maison de Montfort, et la grande Charte fut respectée.

Lorsque la tranquillité fut rétablie dans le royaume, le prince Edouard, entraîné par son amour pour la gloire et par les pressantes sollicitations de saint Louis, tenta une expédition contre les infidèles dans la Terre-Sainte (1270). Mais son absence fut la cause de nouveaux malheurs en Angleterre. Les lois cessèrent d'être exécutées; les barons opprimèrent le peuple avec impunité, et la populace de Londres reprit sa licence accoutumée. Le vieux roi, embarrassé des rênes d'un gouvernement au-dessus de ses forces, pressa le retour de son fils. Accablé du poids des affaires et des infirmités de la vieillesse, il déclina de jour en jour, et expira à Edmond'sbury, dans la soixante-quatrième année de son âge et la cinquante-sixième de son règne. Il laissa deux fils : Edouard, son successeur, et Edmond, comte de Lancastre.

Edouard, en revenant de la Terre-Sainte, où il avait soutenu la gloire du nom anglais, s'arrêta en Sicile; ce fut là qu'il apprit la mort de son père. Il se remit aussitôt en route, traversa la France où il rendit hommage à Philippe-le-Hardi pour les Etats qu'il possédait dans son royaume, et arriva en Angleterre. Il fut reçu de son peuple avec des acclamations de joie, et couronné solennellement à Westminster par l'archevêque de Cantorbery (1272).

Le roi s'appliqua d'abord à faire cesser les désordres que les discordes civiles avaient introduites dans toutes les parties de l'administration. Il leva ensuite une armée pour réduire à l'obéissance Llewellyn, prince de Galles, qui était entré dans toutes les conspirations contre la couronne, et qui refusait de lui rendre hommage (1276). Llewellyn se retira dans les montagnes de Snowdon; Edouard pénétra jusque dans le cœur du pays et le contraignit à

se rendre à discrétion. Quelques années après, les Gallois, indignés des insultes qu'ils recevaient de leurs vainqueurs, coururent de nouveau aux armes. Édouard se remit en campagne avec une armée formidable. Llewellyn fut surpris et tué avec deux mille des siens. Son frère David, après avoir erré de montagne en montagne, fut pris et envoyé chargé de chaînes à Shrewsbury, où les pairs du royaume le condamnèrent à être pendu. Les *bardes*, dont les chants entretenaient le génie belliqueux des Gallois, furent impitoyablement massacrés. La principauté fut dès-lors tout-à-fait annexée à la couronne, et depuis cette époque les fils aînés des rois d'Angleterre prirent le titre de princes de Galles (1284).

Après avoir soumis les Gallois, Édouard voulut s'emparer de l'Écosse. La postérité de Guillaume, roi de ce pays, celui-là même que Henri II avait fait prisonnier, étant éteinte, Bruce et Baliol, parens du dernier souverain à des degrés différens, se disputaient la possession du trône. Chacun des concurrens avait un grand nombre de partisans. Pour éviter les fureurs d'une guerre civile, ils convinrent de s'en rapporter à l'arbitrage du roi d'Angleterre. La tentation était trop grande pour que la vertu d'Édouard pût y résister. Accompagné d'une nombreuse armée, il s'avança vers les frontières, et invita le parlement d'Écosse et les compétiteurs à venir le trouver au château de Norham, sur la Tweed. Là, il leur déclara qu'il se proposait de rendre la justice la plus exacte aux deux parties, et qu'il était autorisé à les juger, non en vertu du choix qu'elles avaient fait de lui pour arbitre, mais en qualité de seigneur suzerain et lige du royaume. Les barons écossais, quoiqu'indignés de l'injustice de cette prétention inattendue, se trouvaient dans l'impossibilité de défendre l'indépendance de leur patrie. Ils ne répondirent rien. Édouard, interprétant leur silence comme un consente-

ment, exigea alors des concurrens qu'avant qu'il rendit son jugement, ils reconnussent sa suzeraineté. Après une année de débats, il se prononça en faveur de Baliol, qui se reconnut vassal de l'Angleterre (1294). Celui-ci, malgré la flexibilité de son caractère, ne put supporter long-temps le joug de son suzerain; il résolut, à tout hasard, de recouvrer son indépendance, et la guerre qui s'alluma bientôt entre la France et l'Angleterre lui en fournit l'occasion.

Une querelle entre un matelot normand et un matelot anglais fut la cause de cette guerre qui embrasa une partie de l'Europe. De particulière, la querelle devint générale entre les deux nations, et bientôt la mer fut le théâtre des plus sanglantes représailles. On réunit, de part et d'autre, un si grand nombre de vaisseaux, que les Anglais tuèrent, dit-on, dans une seule action, plus de quinze mille hommes aux Normands et aux Français réunis. Le roi de France, Philippe-le-Bel, demanda une réparation à la cour d'Angleterre, et, ne l'ayant pas obtenue, il somma Édouard de comparaitre, comme son vassal, à la cour de ses pairs, à Paris. Édouard refusa, et le duché de Guyenne fut confisqué et annexé à la couronne de France (1294). Une armée anglaise essaya vainement de reconquérir la Guyenne; elle fut battue et forcée de se rembarquer. Bientôt l'Angleterre se vit menacée d'être envahie par la France et l'Écosse, dont les rois s'étaient alliés secrètement.

Édouard, après avoir obtenu des subsides du parlement, fit ses préparatifs contre les hostilités de ses voisins du nord (1296). Il entra en campagne avec trente mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux, pour châtier son vassal rebelle. Il traversa la Tweed sans obstacle, prit Berwick d'assaut, et détacha le comte de Warrenne avec dix mille hommes pour assiéger Dunbar. Le principal corps de l'armée écossaise s'avança pour arrêter la marche de



Warrenne ; mais il fut battu , et Dunbar se rendit immédiatement. Les châteaux d'Édimbourg et de Stirling ouvrirent leurs portes au vainqueur , après une courte résistance. Toute la partie méridionale de l'Écosse se trouva ainsi au pouvoir des Anglais , et le découragement s'empara de la nation. Le faible Baliol se hâta alors de faire sa soumission , et résigna solennellement sa couronne entre les mains d'Édouard. Ce monarque pénétra jusqu'à Aberdeen et Elgin ; et , après avoir établi une tranquillité apparente dans tout le royaume , il y laissa le comte de Warrenne comme régent et retourna en Angleterre. Baliol fut emmené à Londres et renfermé pendant deux ans dans la Tour. Il se soumit ensuite à un exil volontaire en France , où il mourut dans la vie privée.

La tentative que fit Édouard , à peu près vers le même temps , pour recouvrer la Guyenne , ne fut pas aussi heureuse. Les deux rois , fatigués d'une guerre qui ne servait qu'à distraire leurs forces d'entreprises plus importantes , résolurent de soumettre leurs différends à l'arbitrage du pape (1298). Boniface , qui occupait alors la chaire de saint Pierre , les amena à cimenter leur réconciliation par un double mariage , celui d'Édouard même , qui était veuf alors , avec Marguerite , sœur de Philippe , et celui du prince de Galles avec Isabelle , fille de ce monarque. Philippe convint aussi de rendre la Guyenne aux Anglais. Édouard , de son côté , promit d'abandonner son allié le comte de Flandre , à condition que le roi de France traiterait de même son allié le roi d'Écosse.

Warrenne , obligé de se retirer en Angleterre pour rétablir sa santé délabrée , laissa l'administration de l'Écosse entre les mains du justicier Ormesby. Les rapines et l'injustice du nouveau régent ulcérèrent bientôt les cœurs les plus fiers et les plus généreux de la nation. William Wallace , homme de courage , descendant d'une ancienne

maison, conçut alors le projet de délivrer sa patrie de la domination des étrangers. Exposé lui-même aux rigueurs d'Ormesby, il se réfugia dans les bois, et s'offrit pour chef à tous les mécontents. En commençant par de légères tentatives, il se hasarda par degrés aux entreprises les plus importantes, et résolut de frapper un coup décisif, en attaquant Ormesby à Scone. Le grand-justicier, informé de ce plan, s'enfuit précipitamment en Angleterre. Warrenne mit sur pied une armée de quarante mille hommes, s'avança à Stirling, et trouva Wallace campé sur les bords de la Forth. Le général anglais fit passer cette rivière à ses troupes sur un pont; mais, sans leur laisser le temps de se former, Wallace les attaqua, en culbuta la plus grande partie dans la rivière, et défit le reste à la pointe de l'épée. Warrenne fut obligé de s'en retourner en Angleterre, et Wallace, révérend universellement comme libérateur de sa patrie, reçut, du consentement unanime de ses compagnons d'armes, le titre de régent.

A la nouvelle de ces événemens, Édouard réunit toutes les forces militaires d'Angleterre, de Galles et d'Irlande, et marcha à la tête d'environ cent mille hommes vers les frontières septentrionales. L'Écosse était déjà déchirée par les haines et les factions. L'élévation de Wallace avait excité la jalousie de la noblesse; ce héros, pour désarmer l'envie, se dépouilla volontairement de la régence, et ne garda que le commandement du corps de troupes accoutumé à vaincre sous ses ordres. L'autorité passa alors entre les mains du grand-maître d'Écosse et de Cummin de Badenoch, hommes d'une naissance illustre, qui établirent leur camp à Falkirk, où l'ennemi les attaqua bientôt. L'armée écossaise fut entièrement rompue et chassée du champ de bataille avec un carnage effroyable. Au milieu de cette déroute générale, Wallace parvint seul à contenir ses troupes et à se retirer en bon ordre. (1298).

Les Écossais, malgré cette défaite, n'étaient pas domptés. Ils choisirent Cummin pour régent. Ils surprirent l'armée anglaise (1299), et la mirent en fuite après un combat opiniâtre. Édouard fut obligé de recommencer la conquête du royaume; il s'y prépara avec sa vigueur et son habileté ordinaires, marcha victorieusement d'une extrémité de la contrée à l'autre, et força Cummin à se soumettre. Afin de rendre sa conquête durable, il abrogea les lois et les coutumes écossaises, rasa ou détruisit les divers monumens qui pouvaient rester des anciens temps, et s'efforça, par tous les moyens, d'abolir le nom écossais. L'intrépide Wallace, qui, au milieu de l'esclavage de sa patrie, s'obstinait à lui conserver sa liberté, fut livré au roi d'Angleterre par sir John Monteith, son ami (1305). Il fut conduit à Londres, chargé de chaînes, jugé comme traître et rebelle, quoiqu'il n'eût jamais fait de serment de fidélité à l'Angleterre, et exécuté à Tower-Hill.

Les Écossais s'indignèrent du traitement injuste et cruel éprouvé par le protecteur de leur indépendance, et bientôt un chef plus heureux se présenta pour les conduire à la victoire et à la vengeance. Robert Bruce, fils de ce Robert qui avait disputé la couronne à Baliol, résolut de faire revivre les prétentions de son père, et de s'emparer du trône vacant. Après s'être évadé de Londres, où il avait suivi Édouard, il arriva en peu de jours à Dumfries, où il trouva un grand nombre de gentilshommes réunis, entre autres Cummin, avec lequel il avait précédemment vécu dans une étroite intimité. Bruce leur apprit qu'il venait vivre ou mourir avec eux pour le salut de sa patrie. Ces sentimens magnanimes, soutenus des grâces de sa jeunesse et de son maintien assuré, firent une profonde impression sur l'assemblée. Tous les gentilshommes jurèrent de faire les derniers efforts pour seconder sa valeur. Cummin seul, qui avait de secrètes intelligences avec Édouard, s'opposa à

cette noble résolution. Mais le traltre n'attendit pas longtemps le châtimement de son crime; lorsque l'assemblée se fut séparée, Bruce le suivit et lui passa son épée au travers du corps.

Après le meurtre de Cummin, le génie national sortit de son abattement, et Bruce fut couronné et sacré solennellement à Scone par l'évêque de Saint-Andrews. Les Anglais furent de nouveau chassés de l'Ecosse. Edouard assembla aussitôt une armée nombreuse, et se prépara à envahir une troisième fois les frontières; mais il tomba subitement malade à Carlisle et mourut (1307), dans la soixante-neuvième année de son âge et la trente-cinquième de son règne, recommandant à son fils et successeur de poursuivre son entreprise, et de ne pas laisser reposer l'Ecosse qu'il ne l'eût subjuguée.

Edouard II, âgé de vingt-deux ans quand il monta sur le trône, était d'une figure agréable et d'un caractère doux. Au lieu de suivre le conseil de son père, il ne fit que se montrer en Ecosse, revint sur ses pas et congédia son armée. A ce seul trait de conduite, les barons comprirent que l'autorité royale était tombée en de faibles mains et qu'il leur serait facile de la braver avec impunité. A peine Edouard fut-il maître de ses volontés, qu'il rappela auprès de lui Pierre Gaveston, gentilhomme gascon, que le feu roi avait exilé à cause de l'ascendant qu'il avait pris sur son fils; il lui donna le comté de Cornouailles, lui fit épouser sa nièce et parut n'apprécier la puissance suprême que parce qu'elle le mettait à même d'élever au faite de la grandeur l'objet de ses affections. La fierté des barons se révolta de la haute fortune d'un favori dont ils méprisaient la naissance, et il se forma contre ni une ligue que soutint secrètement la reine Isabelle.

Thomas, comte de Lancastre, cousin-germain du roi, se

mit à la tête du parti qui méditait la chute de l'insolent étranger. Il se rendit au parlement, accompagné de ses adhérens armés, et demanda le bannissement de Gaveston (1308). Édouard consentit aux conditions qu'on lui imposa; mais, au lieu de renvoyer le favori dans sa patrie, il le nomma son lieutenant en Irlande : quand il crut l'indignation générale apaisée, il se hasarda à le rappeler. Les barons se rendirent de nouveau au parlement, escortés d'une suite nombreuse de gens armés, forcèrent le roi à transférer à une junte toute l'autorité de la couronne et du parlement, et exigèrent que Gaveston fût à perpétuité banni du royaume.

Edouard souscrivit à tout; mais, dès qu'il fut délivré de la crainte dont la puissance des barons l'avait frappé, il rappella Gaveston de la Flandre où il s'était retiré. Les barons, exaspérés, prirent les armes, le comte de Lancastre à leur tête. Gaveston, renfermé dans le fort de Scarborough, se vit forcé de capituler et de se rendre prisonnier : ses ennemis, au mépris des lois militaires et de la capitulation, lui firent trancher la tête par la main du bourreau (1312). Lorsqu'Edouard apprit la nouvelle du meurtre de son favori, il jura d'exercer sa vengeance sur tous ceux qui avaient pris part à cette scène sanglante; mais, plus capable de persévérance dans ses amitiés que dans ses ressentimens, il écouta des propositions d'accommodement, et accorda aux barons le pardon de tout ce qui s'était passé.

Depuis le départ des Anglais, presque toute l'Écosse avait reconnu l'autorité de Robert Bruce. Edouard, mettant sur pied toutes les forces militaires de son royaume pour frapper un coup décisif, marcha vers les frontières et rejoignit l'armée de Bruce à Bannockburn à deux milles de Stirling (1314). Après deux jours d'un combat opiniâtre, les Anglais furent mis dans une déroute complète.

Les Écossais, outre un butin immense, firent plusieurs prisonniers de distinction et plus de quatre cents gentils-hommes, dont la rançon fut un nouvel accroissement de richesses pour l'armée victorieuse. La journée de Bannockburn rendit l'indépendance à l'Ecosse et affermit Bruce sur le trône.

Après la mort de Gaveston, le principal favori d'Edouard fut Hugh Spenser, jeune homme issu d'une maison ancienne et illustre. Il réunissait tous les talens et tous les agrémens extérieurs, mais il était dépourvu de modération et de prudence. Edouard ne lui eut pas plus tôt accordé ses préférences, qu'il devint odieux; le fougueux Lancastre et la plupart des autres seigneurs conspirèrent sa perte. Suivant leur habitude, ils prirent les armes et demandèrent le renvoi de Spenser; mais cette fois Lancastre fut vaincu. Il fut pris et conduit à Edouard qui, malgré la douceur de son caractère, céda dans cette circonstance au désir de la vengeance: on plaça le prisonnier sur un mauvais cheval; et, après l'avoir ainsi exposé aux huées de la populace, on lui fit trancher la tête (1322).

Des différends s'étaient élevés entre Édouard et Charles-le-Bel, roi de France, au sujet de l'hommage de la Guyenne (1320). La reine Isabelle vint à Paris pour tâcher d'accommoder cette affaire avec son frère; elle trouva en France un grand nombre d'Anglais réfugiés, débris de la faction de Lancastre, et, parmi eux, le jeune baron Mortimer, dont les grâces personnelles captivèrent tellement le cœur de la princesse, qu'elle oublia bientôt tout sentiment d'honneur et de fidélité à son époux. Édouard, instruit de cette circonstance, pressa la reine de revenir promptement en Angleterre avec son jeune fils, qui l'avait accompagnée; mais au lieu d'obéir à cette injonction, elle déclara hautement qu'elle ne retournerait auprès de son mari que lorsqu'il aurait banni Spenser de ses conseils.

Cette déclaration acquit à Isabelle une grande popularité en Angleterre; elle résolut dès-lors la perte du roi et de son favori. Après avoir fiancé son jeune fils avec Philippa, fille du comte de Hollande et de Hainault, elle enrôla près de trois mille hommes d'armes à son service, fit voile du port de Dortrecht, et descendit sans obstacle sur la côte de Norfolk (1326) : un grand nombre des plus puissans barons la joignirent immédiatement. Édouard, après avoir essayé vainement de réveiller le sentiment de leur devoir dans le cœur des citoyens de Londres, partit pour les provinces occidentales, et fut poursuivi jusqu'à Bristol par le comte de Kent, son propre frère. N'y trouvant pas plus de fidélité qu'à Londres, il passa dans la province de Galles, et laissa le commandement du château de Bristol au père de son favori Spenser; mais la garnison se révolta et livra son gouverneur à ses ennemis. Ce vénérable vieillard, âgé de près de quatre-vingt-dix ans, fut sur-le-champ condamné à mort par les barons rebelles, et eut la tête tranchée. Le roi s'embarqua alors pour l'Irlande; mais les vents contraires l'ayant repoussé sur la côte, il fut découvert, arrêté, et confiné, sous la garde du nouveau comte de Lancastre, dans le château de Kenilworth. Le jeune Spenser tomba aussi au pouvoir de ses ennemis, et fut, comme son père, exécuté sans aucune formalité légale. Isabelle convoqua un parlement à Westminster. Le roi fut déposé d'une voix unanime, comme incapable de régner, et son fils fut placé sur le trône (1327).

Mais il était impossible que le peuple anglais restât longtemps sans ouvrir les yeux sur la conduite d'une reine qui avait détrôné son époux. Les preuves qu'on acquit chaque jour de son commerce criminel avec Mortimer excitèrent l'aversion générale. A mesure qu'elle devint l'objet de la haine publique, le monarque inspira de la pitié et du respect. Le comte de Lancastre, à qui sa per-

sonne était confiée, fut bientôt pénétré de ces sentimens généreux. Mortimer lui fit aussitôt retirer la garde de son prisonnier pour la donner à deux surveillans qui lui étaient vendus, et qui eurent ordre de hâter sa fin. Un jour, ils se saisirent de l'infortuné monarque, le jetèrent sur un lit, et au travers d'une corne lui introduisirent un fer rouge dans les entrailles. Telle fut la fin tragique d'Édouard, que la douceur de son caractère rendait incapable de gouverner un peuple remuant.

---

## CHAPITRE VI.

Règne d'Édouard III. — Invasions en France,  
1327 — 1376.

Le même parlement qui avait déposé Édouard II nomma un conseil de régence, composé de cinq prélats et sept pairs laïcs, et choisit le comte de Lancastre pour tuteur et protecteur du jeune roi Édouard III. Mortimer sut rendre ce conseil inutile en usurpant lui-même toute l'autorité souveraine. Lorsque le jeune roi fut parvenu à l'âge de dix-huit ans, il ne put supporter d'être dominé par cet audacieux ministre, et prépara secrètement sa chute. Il communiqua son intention à plusieurs gentilshommes, qui promirent de seconder ses vues. Mortimer fut surpris, sans défense, au château de Nottingham, et arrêté dans un appartement voisin de celui de la reine. On assembla aussitôt, pour lui faire son procès, un parlement qui le condamna sur la prétendue notoriété des faits. Il fut pendu à un gibet dans les environs de Londres : la reine fut confinée dans sa maison, à Rising, et elle ne put jamais recouvrer ni crédit ni influence.



Lorsqu'Édouard eut pris les rênes du gouvernement, il s'occupa de corriger les abus qui s'étaient introduits sous les précédentes administrations. Cherchant partout l'occasion d'exercer son génie ambitieux, il porta ses armes en Écosse pour soutenir un descendant de Baliol (1332). Il battit les Écossais; mais sa victoire ne lui procura aucun avantage. Son esprit ardent se tourna ensuite vers la France. Ayant fait valoir vainement ses prétentions à la couronne de ce royaume, qu'il réclamait comme neveu de Charles-le-Bel, et que les pairs placèrent sur la tête de Philippe de Valois, il s'allia avec le comte de Hainault, son beau-père, avec l'empereur d'Allemagne, et avec le brasseur Arteveld, chef des Flamands révoltés. Après avoir obtenu l'approbation du parlement pour cette grande entreprise, il fit voile pour la Flandre, suivi d'un corps considérable d'Anglais et d'une grande partie de sa noblesse. Comme les Flamands, vassaux de la France, montraient quelque scrupule à marcher contre leur seigneur lige, Édouard s'arrogea le titre de roi de France. Ses premières tentatives ne furent pas heureuses; mais il était d'un caractère trop entreprenant pour se décourager dès les premiers obstacles. La confirmation des anciennes chartes et des privilèges des bourgs lui fit accorder des sommes considérables par le parlement. Il se rembarqua pour le continent, avec une flotte de deux cent quarante voiles, et rencontra, à la hauteur de l'Écluse, les forces navales de Philippe, qui s'élevaient à quatre cents vaisseaux. Le combat fut terrible et meurtrier (1340); mais la supériorité des archers et des matelots anglais procura la victoire à Édouard. Les Français perdirent deux cent trente de leurs vaisseaux, trente mille hommes et deux amiraux. Après ce succès éclatant, Édouard, qui avait réuni ses alliés, vint, à la tête d'une armée de plus de cent mille hommes, mettre le siège devant Tournay. Philippe de

Valois accourut au secours de cette place avec toutes ses forces. Les deux armées s'observèrent pendant quelque temps sans oser en venir aux mains, et une trêve de douze mois suspendit les hostilités.

Edouard eut beaucoup de peine à recouvrer son autorité dans l'intérieur de son royaume, où les événemens de la guerre avec la France l'avaient affaibli. Cette entreprise offrait d'ailleurs si peu de chances de succès, qu'il y aurait renoncé, si une révolution arrivée en Bretagne ne lui eût ouvert une perspective plus favorable. Jean III, duc de Bretagne, n'ayant pas d'enfans, et voulant prévenir les troubles auxquels sa succession exposerait ses sujets lorsqu'il ne serait plus, avait marié sa nièce à Charles de Blois, neveu du roi de France, et tous ses vassaux avaient juré fidélité aux nouveaux époux comme à leurs futurs souverains. Mais, à la mort du bon prince, son frère le comte de Montfort passa en Angleterre, et offrant de rendre hommage du duché de Bretagne à Edouard, en le reconnaissant roi de France, il lui proposa une étroite alliance entre eux pour soutenir mutuellement leurs prétentions. Edouard aperçut au premier coup-d'œil tous les avantages de ce traité et s'empressa de le conclure. Montfort, à son retour, commença aussitôt les hostilités contre le comte de Blois; mais, dès le commencement, il tomba entre les mains de ses ennemis; il fut conduit à Paris et renfermé dans la tour du Louvre (1342).

La comtesse de Montfort, la femme la plus extraordinaire de son siècle, n'eut pas plus tôt appris cette fatale nouvelle qu'elle assembla les habitans de Rennes, déplora les malheurs de leur souverain et les conjura de s'unir à elle contre l'usurpateur qui leur avait été imposé par les armes de la France. Animée par l'exemple de la noble princesse, les États de Bretagne jurèrent avec acclamation de vivre et de mourir pour la défense des droits de sa maison.

Édouard résolut de venir en personne au secours de la comtesse. Il débarqua près de Vannes avec une armée de douze mille hommes. Philippe de Valois envoya contre lui le duc de Normandie, son fils aîné, à la tête de trente mille hommes d'infanterie et de quatre mille chevaux. Édouard, obligé de tirer toutes ses provisions d'Angleterre, n'osa rien entreprendre contre une armée si supérieure à la sienne, et accepta volontiers la médiation des légats du pape; une suspension d'armes de trois ans fut conclue entre les deux royaumes.

Quoique la trêve fut convenue pour un temps assez long, sa durée fut très-courte. Le parlement anglais qui avait embrassé la cause du duc de Montfort avec chaleur accorda de nouveaux subsides à Édouard pour recommencer la guerre. Le comte de Derby fut envoyé en Guyenne avec une armée; mais les succès du duc de Normandie décidèrent bientôt le roi à venir en personne secourir cette province. Il s'embarqua à Southampton, accompagné de son fils le prince de Galles et de l'élite de la noblesse anglaise. Les vents contraires le forcèrent à changer la destination de son entreprise, et, par les conseils de Geoffroy d'Harcourt, il débarqua au cap de La Hague, sur la côte de Normandie. L'armée anglaise, ravageant les villes et les villages qu'elle rencontra sur sa route, s'avança jusqu'à Rouen; mais elle trouva le pont de cette ville rompu, ainsi que tous ceux qui étaient sur la Seine jusqu'à Paris. Édouard s'aperçut alors que le projet des Français était de l'enfermer chez eux; il retourna promptement sur ses pas, fit réparer le pont de Poissy avec une diligence incroyable, y passa son armée et gagna la Flandre à marches forcées. Lorsqu'il s'approcha de la Somme, il se trouva dans le même embarras qu'auparavant; tous les ponts de cette rivière étaient ou rompus, ou fortement gardés; cependant, un paysan qui, dans cette circonstance, ne craignit pas de

trahir les intérêts de sa patrie pour une récompense pécuniaire, lui ayant indiqué un gué au-dessous d'Abbeville, il y marcha aussitôt, et passa la rivière en présence même d'un corps français. Il choisit ensuite un terrain avantageux près du village de Crécy, disposa son armée dans un ordre excellent et attendit tranquillement l'ennemi. Philippe de Valois, se reposant sur l'avantage de sa supériorité numérique, partit d'Abbeville à la hâte et sans ordre; son immense armée arriva en présence de l'ennemi, mal formée sur trois lignes et déjà fatiguée. Le combat fut terrible pendant quelques momens, et le comte de Warwick, inquiet de l'événement, dépêcha un officier au roi, qui s'était placé sur une hauteur d'où il examinait l'action, pour lui dire d'envoyer du secours au prince de Galles. La première question d'Edouard fut de demander à l'officier si le prince était tué ou blessé. On lui répondit que non. « Eh bien! allez dire à mon fils, reprit-il, que je lui réserve la gloire de la journée; je compte qu'il se montrera digne de l'honneur que je viens de lui faire en l'armant chevalier, et qu'il achèvera de repousser l'ennemi sans mon secours. » Ces paroles, rapportées au prince et à sa troupe, redoublèrent leur courage; ils revinrent à la charge contre les Français avec une nouvelle vigueur. Le comte d'Alençon fut tué dans cette attaque. Le roi de France s'avança vainement avec l'arrière-garde pour soutenir le corps d'armée de son frère. Toute l'armée française prit la fuite; les Anglais la poursuivirent et en firent un horrible carnage, jusqu'à ce que la nuit en dérobât les débris à leurs coups. Selon le calcul le plus modéré, il périt, dans cette funeste journée, plus de quarante mille Français. Un grand nombre de personnages de distinction, les ducs de Lorraine et de Bourbon, les comtes de Flandre, de Blois, de Vaudémont, d'Aumale, restèrent étendus sur le champ de bataille (1346). La bataille de Crécy fut la première ba-

1.6.1



*Les Colaciens devant Edouard III.*

taille rangée où les Anglais firent usage des canons nouvellement inventés, et dont on ne s'était encore servi que dans les sièges des places fortes.

Edouard, loin d'être enivré de ses succès jusqu'à se flatter de conquérir la France entière, borna son ambition à se rendre maître de Calais, qui lui servirait de pied à terre dans ce royaume. Après avoir donné quelques jours au soin d'enterrer les morts, il marcha avec son armée victorieuse, et se présenta devant cette place bien approvisionnée et défendue par Jean de Vienne, vaillant chevalier, né en Bourgogne. Voyant qu'il tenterait vainement de l'emporter d'assaut, il résolut de la réduire par la famine. Philippe de Valois s'efforça inutilement de secourir les assiégés. Après un siège de douze mois, Jean de Vienne sentit la nécessité de rendre une place dont les habitans étaient réduits aux abois par la famine et la fatigue. Il demanda alors à capituler; mais Edouard exigea que six des citoyens les plus considérables lui fussent envoyés pour qu'il en disposât comme bon lui semblerait, et qu'ils lui apportassent les clefs de la ville, tête et pieds nus, avec la corde au cou. Cette nouvelle, rapportée dans la ville, augmenta la consternation des habitans. A la fin, Eustache de Saint-Pierre, dont le nom mérite d'être transmis à la postérité, déclara qu'il se dévouait pour le salut de ses amis et de ses compatriotes. D'autres, entraînés par son exemple, firent la même offre généreuse; et le nombre des victimes fut bientôt complet. Ces héroïques citoyens parurent en présence d'Edouard comme des malfaiteurs; ils déposèrent à ses pieds les clefs de leur ville, et entendirent leur arrêt de mort. Mais la reine, à force de supplications, parvint à leur sauver la vie, et ils furent renvoyés avec des présens (1347).

Le roi prit possession de Calais, qu'il fit évacuer par les habitans et qu'il repeupla d'Anglais. Par le moyen des

négociations des légats du pape, il conclut, peu de temps après, une trêve avec la France. De retour en Angleterre, il institua l'ordre de la Jarretière (1349), pour exciter l'esprit d'émulation parmi les grands. Le nombre des chevaliers de cet ordre était de vingt-quatre, sans compter le souverain. Voici l'origine que l'on attribue vulgairement à cette institution. Dans un bal de la cour, la maîtresse du roi, la comtesse de Salisbury, laissa tomber sa jarretière; le roi la ramassa; et, voyant quelques courtisans sourire, il s'écria à haute voix : **HONNI SOIT QUI MAL Y PENSE !** En mémoire de cet événement, il institua l'ordre de la Jarretière, et lui donna pour devise les mots que nous venons de rapporter.

Philippe de Valois mourut pendant la trêve entre la France et l'Angleterre, et fut remplacé sur le trône par son fils Jean, qui vit son royaume déchiré par les troubles intérieurs et accablé par les guerres du dehors. La principale cause de ses calamités fut Charles de Navarre, surnommé *le Mauvais*. Ce prince, issu, par sa mère, du sang royal de France, n'aspirait à rien moins qu'à s'emparer du trône, et se forma un parti considérable dans tout le royaume. Le roi, informé de ses intrigues, l'attira à Rouen, le fit arrêter et conduire à Paris sous bonne escorte. Aussitôt Philippe, frère du roi de Navarre, prit les armes et eut recours à la protection de l'Angleterre. Comme la trêve venait d'expirer, Edouard était libre de soutenir les Français mécontents. Le jeune prince de Galles, le vainqueur de Crécy, appelé communément le *Prince-Noir*, de la couleur de son armure, fut envoyé en Guyenne, et y cominit impunément toutes sortes de ravages. Avec une armée qui ne s'élevait pas à plus de douze mille hommes, il se hasarda à pénétrer dans le cœur de la France. Jean, averti de l'invasion d'Edouard, mit plus de soixante mille hommes sur pied, et s'avança en



toute hâte pour arrêter la marche de l'ennemi. Les deux armées se trouvèrent en présence à Maupertuis, près de Poitiers. Edouard se prépara au combat avec le courage d'un héros et la prudence d'un général expérimenté. Sa perte eût été certaine, si le roi de France avait su profiter de ses avantages, et se fût contenté de le cerner et d'intercepter ses convois. Le prince anglais, sentant tout le danger de sa position, demanda la paix, et offrit d'acheter sa retraite en restituant toutes les conquêtes qu'il avait faites pendant la campagne, et en s'engageant à ne pas servir de sept ans contre la France. Jean exigea qu'il se rendît prisonnier avec cent personnes de sa suite. Le prince rêjeta cette condition avec dédain, et déclara que, quelque fût le sort qui l'attendit, jamais l'Angleterre n'aurait à payer sa rançon. Cette réponse fière détruisit tout espoir d'accommodement, et la bataille se livra le lendemain 19 septembre 1356. Elle fut longue et opiniâtre. Deux corps de l'armée française, saisis d'une terreur panique, ayant pris la fuite, le roi resta, avec sa division, exposé à toute la furie des Anglais. Épuisé de fatigue et accablé par le nombre, il eût été aisément tué, si tous les gentilshommes anglais, jaloux de la gloire de le prendre vif, ne l'avaient épargné dans l'action, en l'invitant à se rendre, et en lui promettant de respecter sa vie. Mais il ne cessait de crier : « Où est mon cousin le prince de Galles ? » et semblait ne vouloir être le prisonnier de qui que ce fût d'inférieur à lui. Cependant, lorsqu'on lui eut dit que le prince était éloigné du champ de bataille, il jeta son gantelet et se rendit à Denis de Morbec, chevalier d'Arras. Son fils, blessé, fut pris avec lui.

La modération que montra le prince de Galles dans cette circonstance fait le plus grand honneur à son caractère. Dans un repas qu'il fit préparer sous sa tente pour les prisonniers, il servit lui-même le roi comme s'il eût été

un de ses officiers; et se tint debout derrière son fauteuil. Toutes les prétentions de son père à la couronne de France semblaient oubliées, et Jean recevait dans sa captivité les honneurs qu'on lui contestait sur le trône. Edouard conduisit son prisonnier en Angleterre. Il débarqua à Southwark (1357), où un concours immense de personnes de tout rang se trouva sur son passage. Le prisonnier, magnifiquement vêtu, montait un coursier blanc, remarquable par la richesse de son harnais; le vainqueur marchait à son côté dans un appareil moins brillant, et monté sur un cheval noir. Le cortège traversa ainsi les rues de Londres, et le prince de Galles présenta le roi de France à son père, qui, s'étant avancé à la rencontre du monarque, l'accueillit avec autant de courtoisie que s'il fût venu lui rendre une visite d'amitié.

La captivité de Jean occasiona en France les troubles les plus funestes. Edouard fit bientôt une nouvelle invasion, saccagea plusieurs provinces et bloqua Paris. S'apercevant enfin qu'il lui serait difficile de se faire reconnaître roi de France, il entama des négociations avec le Dauphin, qui exerçait l'autorité royale en l'absence de son père, et la paix se conclut à Bretigny, près de Chartres, par des commissaires français et anglais (1360). En vertu de ce traité, le roi d'Angleterre renonçait à ses prétentions sur la couronne de France et sur les provinces de Normandie, du Maine, de la Touraine et de l'Anjou, et devenait souverain, sous charge d'hommage, des provinces voisines de la Guyenne, telles que le Poitou, la Saintonge, l'Agenois, le Périgord, le Limousin, etc. Jean s'engageait à payer pour sa rançon 3,000,000 d'écus d'or (environ 40 millions de francs), et à livrer quarante otages. Après la ratification du traité, Jean fut rendu à la liberté et revint en France. Quelque dures que fussent les conditions qui lui étaient imposées, ce prince, naturelle-

ment plein d'honneur, voulut les observer à quelque prix que ce fût. Ayant appris que son fils le duc d'Anjou, l'un des otages envoyés à Londres, s'était évadé, il voulut, malgré les représentations de son conseil, retourner en Angleterre pour traiter de la rançon du fugitif. Mais il tomba malade peu de temps après son arrivée, et mourut en laissant la couronne au Dauphin, qui prit le nom de Charles V.

Charles commença son règne en remédiant aux désordres dont la France gémissait. Après la paix de Bretagne, les aventuriers qui avaient suivi la fortune d'Édouard sous le nom de *Grandes Compagnies* ou de *Compagnons*, refusèrent de mettre bas les armes, et, continuant leur vie de rapine, devinrent la terreur des paisibles habitants des provinces. Charles, pour débarrasser ses États de ce fléau, les enrôla à son service, et chargea le vaillant Duguesclin de les conduire contre Pierre le Cruel, qui avait usurpé le trône de Castille. Pierre se sauva de ses États, se réfugia en Guyenne et implora la protection du prince de Galles. Édouard promit son secours au monarque détrôné, et reprit à son service les Grandes Compagnies qui venaient de placer la couronne de Castille sur la tête de Henri de Transtamare. Le prince anglais attaqua le nouveau roi à Najara, le battit et lui tua plus de vingt mille hommes. Pierre remonta sur le trône; mais l'ingrat tyran refusa de payer les sommes qu'il avait promises, et le Prince-Noir, voyant ses soldats périr tous les jours de maladie, fut obligé de s'en retourner en Guyenne sans avoir obtenu satisfaction (1367).

Pour subvenir aux frais de cette expédition peu sage, le fils d'Édouard avait contracté des dettes si considérables, qu'à son retour il fut obligé d'imposer une nouvelle taxe sur la province de Guyenne. La noblesse, refusant de payer, porta ses plaintes à Charles V, comme à son seigneur suzé-

rain. Charles reçut l'appel de ses sous-vassaux, et somma le prince de Galles de comparaitre en la cour de ses pairs à Paris (1369). Le prince répondit qu'il viendrait à Paris, mais que ce serait à la tête de soixante mille hommes. Charles tomba d'abord sur le Ponthieu, tandis que ses frères, les ducs de Berry et d'Anjou, secondés par Du-guesclin, envahissaient les provinces méridionales. Leurs progrès furent rapides; l'état de déperissement où était le prince de Galles ne lui permettait plus de monter à cheval et d'agir avec son activité ordinaire; il fut bientôt obligé d'abandonner le commandement et de retourner dans son pays natal. Les affaires de l'Angleterre dans le midi de la France parurent alors tout-à-fait désespérées. Edouard, pressé par la nécessité, fut contraint de conclure une trêve avec l'ennemi, après que toutes ses anciennes possessions en France lui eurent été enlevées, excepté Bordeaux et Bayonne, et toutes ses conquêtes, excepté Calais (1370).

La fin de la carrière du monarque était obscurcie par des nuages qui ne répondaient guère à l'éclat qui en avait marqué le commencement. Outre la perte de ses possessions étrangères, il sentit tous les jours la décadence de son autorité dans l'intérieur de son royaume. Dans la vigueur de l'âge, il s'était principalement livré à l'amour de la gloire et aux projets de l'ambition; mais vers la fin de sa vie, il s'abandonna à l'attrait du plaisir. Après une longue maladie de langueur, son fils le prince de Galles mourut dans la quarante-sixième année de son âge (1376), et laissa une mémoire immortalisée par les plus éminentes qualités et par une vie sans reproche. Le roi ne survécut qu'un an à ce fatal événement; il expira dans la soixante-cinquième année de son âge et la cinquante-unième de son règne. Le peuple ne sentit que plus tard la perte irréparable qu'il venait de faire.

## CHAPITRE VII.

Règnes de Richard II, de Henri IV, premier de la branche  
de Lancastre, et de Henri V.

1376 — 1422.

Richard II, fils du Prince-Noir, n'était âgé que de onze ans à la mort de son grand-père. Comme le dernier roi n'avait pris aucun soin de former un plan d'administration pour le temps de la minorité de son petit-fils, il convenait que le parlement y pourvût à sa place. Dans cette circonstance, la chambre des communes prit l'initiative. A sa requête, la chambre des lords forma un conseil de neuf personnes, qui fut chargé de la direction des affaires publiques et de surveiller l'éducation du jeune prince; tout se fit au nom du roi mineur, et il n'y eut point de régence expressément établie.

Edouard avait laissé à son petit-fils des guerres dangereuses à soutenir. Les prétentions du duc de Lancastre à la couronne de Castille entretenaient toujours la lutte de ce royaume contre l'Angleterre. L'Ecosse était si étroitement alliée à la France que la guerre avec l'un de ces deux pays l'allumait nécessairement avec l'autre. Charles V était mort, et son fils Charles VI était mineur. Le duc de Lancastre conduisit une armée en Bretagne, et le duc de Gloucester, à la tête d'un corps de dix mille hommes, pénétra dans le cœur de la France (1380); mais cette expédition n'eut aucun résultat.

Les frais de ces armemens avaient épuisé le trésor. Pour y remédier, le parlement imposa une taxe de trois *groats* (douze sous) sur chaque personne au-dessus de l'âge de quinze ans. Cette imposition excita une révolte parmi le peuple. Le premier mouvement fut occasioné par un for-

geron du comté d'Essex. Les collecteurs vinrent à la forge de cet homme, et demandèrent la capitation de sa fille, qu'il assurait n'avoir pas encore l'âge fixé par le statut. Un des collecteurs s'offrit à prouver le contraire et se saisit de la jeune fille; le père irrité de tant d'audace lui cassa la tête d'un coup de marteau. Les spectateurs applaudirent à cette action et s'écrièrent qu'il était temps que le peuple se vengeât de ses tyrans. On courut aux armes, et le feu de la sédition s'étendit en un instant dans les comtés voisins (1381). Les rebelles, au nombre de cent mille, s'assemblèrent sous leurs chefs, Wat Tyler et Straw, à Blackheath, fondirent sur Londres, et exigèrent du jeune roi l'abolition de la servitude, et la liberté du commerce sans aucun droit ni impôt; on satisfit à leurs demandes et on dressa une charte telle qu'ils la voulaient. Une de leurs bandes n'en continua pas moins ses ravages dans la Cité, força la Tour, et égorga plusieurs personnes de distinction. Mais le roi parvint à les calmer en leur parlant avec douceur, et les emmena dans la campagne pour prévenir de nouveaux désordres. Bientôt la haute noblesse et les gentilshommes ayant appris le danger que Richard avait couru, se rendirent à Londres avec leurs amis et leurs partisans, et le roi se mit en campagne à la tête d'une armée de quarante mille hommes. Les rebelles furent obligés de se soumettre; le parlement révoqua les chartes d'affranchissement et d'amnistie, et plusieurs chefs de la révolte furent punis sévèrement.

Richard s'abandonna, comme Edouard II, à ses favoris. Robert de Vère, comte d'Oxford, jeune homme de grande maison et d'une figure agréable, mais de mœurs très-corrompues, avait pris tant d'ascendant sur lui, qu'il régna pour ainsi dire en son nom. Un des oncles du roi, Gloucester, prince entreprenant et ambitieux, se mit à la tête d'une ligue contre le favori et l'obligea de se réfugier dans les Pays-Bas. La chambre des communes renversa les minis-

tres du jeune roi, et prononça même une sentence de mort contre sir Nicolas Brember, l'un d'eux, qui fut exécuté. L'autorité souveraine fut confiée à un conseil de douze personnes. Mais l'année suivante (1389), Richard, qui avait atteint sa vingt-troisième année, déclara qu'étant parvenu à l'âge de majorité, il prétendait exercer ses droits. Personne n'osa contredire une résolution si légitime. Richard usa modérément de l'autorité qu'il venait de ressaisir; mais il s'attira le mépris de la nation par sa conduite personnelle. Indolent, dissipateur, il passait sa vie dans la débauche et épuisait en prodigalités envers d'obscurs favoris les revenus qu'il aurait dû employer à des entreprises utiles ou honorables pour son peuple.

Glocester aperçut bientôt tous les avantages que lui donnait la conduite dépravée du roi. Il s'allia secrètement avec tous ceux que des griefs ou des mécontentemens particuliers indisposaient contre l'administration. Richard, instruit des dangereux complots de son oncle, le fit inopinément arrêter (1397) et donna ordre qu'on le conduisit à Calais pour y être retenu prisonnier. Les comtes d'Arundel et de Warwick furent arrêtés en même temps; ils furent jugés et condamnés par le parlement; Arundel fut exécuté, et Warwick banni à perpétuité. Le gouverneur de Calais reçut ensuite l'ordre d'amener le duc de Glocester à Londres, pour que son procès lui fût fait; mais le gouverneur répondit que ce prince venait de mourir dans sa forteresse d'une attaque d'apoplexie, et l'opinion générale fut qu'il avait péri par les ordres secrets de son neveu.

Le duc de Lancastre étant mort, Henri d'Hereford, son fils, vit ses biens confisqués par Richard qui l'avait précédemment exilé pour dix ans, à la suite d'un différend qu'il avait eu avec le duc de Norfolk. Hereford avait, depuis long-temps, conquis l'estime publique par sa conduite et son habileté. Comme l'injure qu'il avait reçue du roi inté-

ressait, pour ainsi dire, tous les grands, il lui fut aisé de les associer à son ressentiment. On plaignit ses malheurs, on murmura des injustices qu'il avait éprouvées, et tous les yeux se tournèrent vers lui, comme vers le seul homme capable de relever l'honneur de la nation et de redresser les abus du gouvernement.

Au milieu de cette disposition des esprits, Richard eut l'imprudence de s'embarquer pour l'Irlande, afin de venger la mort de son cousin Roger, comte de March, qui venait d'être tué par les habitans de l'île dans une escarmouche, et de laisser son royaume ouvert aux entreprises de son ennemi outragé. Hereford s'embarqua à Nantes, suivi de soixante personnes, et descendit à Ravenspore en Yorkshire, où il fut joint par les comtes de Westmoreland et de Northumberland, les deux plus puissans barons d'Angleterre. Le mouvement devint bientôt général (1399); les mécontents coururent aux armes de toutes parts, et l'armée de Henri, se grossissant chaque jour, pendant sa marche, s'éleva en peu de temps à soixante mille hommes. Les troupes du duc d'York, qui avait été nommé régent pour le temps de l'absence du roi, ayant passé du côté des rebelles, le duc de Lancastre se vit entièrement maître du royaume.

Richard, informé de cette révolte, revint précipitamment de l'Irlande avec un corps de vingt mille hommes. Mais cette armée, déjà si inférieure à celle des ennemis, déserta de jour en jour, et six mille hommes à peine restèrent fidèles à leur drapeau. Se voyant ainsi abandonné, le roi se réfugia dans l'île d'Anglesea, où le comte de Northumberland, à force d'adresse et de faux sermens, se rendit maître de sa personne, et le livra à son ennemi. Richard fut conduit à Londres par Lancastre, que la populace révoltée reçut avec acclamation. Le roi captif fut mis en accusation devant le parlement et déposé, sous le prétexte de sa prétendue tyrannie et de sa mauvaise conduite. Le



trône ayant été déclaré vacant, le duc de Lancastre en prit possession au nom de la sainte Trinité. Quant au prince déposé, l'histoire rapporte qu'il languit quinze jours dans sa prison, privé de toute nourriture, avant d'arriver au terme de ses malheurs. Il mourut dans la trente-quatrième année de son âge et la vingt-troisième de son règne, sans laisser d'enfans, ni légitimes, ni naturels.

Le nouveau roi, qui prit le nom de Henri IV, eut lieu de se convaincre, dans le premier parlement qu'il assembla, du danger attaché au rang où il était monté et des obstacles qu'il trouverait à gouverner une aristocratie sans frein et toujours divisée par les factions. Dès le commencement de la session, les pairs, qui faisaient et défaisaient les rois, s'abandonnèrent au plus fougueux emportement : dans un seul jour, quarante gantelets, ce signal de la fureur de se battre, furent jetés sur le plancher de la chambre haute par des lords qui se défiaient mutuellement au combat ; les noms de *menteur* et de *traltre* retentirent de tous côtés. Le roi parvint cependant à empêcher toutes voies de fait entre ces illustres champions, mais il lui fut impossible de les réconcilier complètement.

La révolution arrivée en Angleterre et les troubles qui l'accompagnèrent enhardirent les Ecossais à renouveler leurs incursions. Henri, animé du désir de châtier leur audace, partit à la tête des barons qui l'avaient placé sur le trône et s'empara d'Edimbourg. Mais ne trouvant les Ecossais disposés ni à se soumettre, ni à recevoir la bataille, il reprit, après trois semaines, le chemin de ses Etats, et licencia son armée.

Quoique Henri, à son avènement à la couronne, eût créé le comte de Northumberland connétable à vie, et comblé sa famille de toutes les faveurs, l'ambitieux comte regardait ces faveurs comme dues, et les moindres refus qu'il essayait

étaient à ses yeux des injures. Il forma bientôt le projet de renverser le trône qu'il avait élevé. Il entra en correspondance avec Owen Glendour, chef des Gallois révoltés, avec Douglas, brave seigneur écossais, et fit prendre les armes à ses partisans (1403). Au moment où la guerre allait commencer, il tomba tout-à-coup malade à Berwick; le jeune Harry Percy prit alors le commandement des troupes, pour joindre ses forces à celles de Glendour. Le roi avait heureusement une petite armée sur pied. Il se hâta de marcher à la rencontre des rebelles et les atteignit à Shrewsbury, avant que Glendour se fût joint à eux. Une action générale s'engagea sur-le-champ. Jamais combat ne fut plus terrible, ni plus opiniâtre. Henri exposa sa personne au plus fort de la mêlée; son valeureux fils, qui faisait alors ses premières armes, marcha sur les traces de son père, et persista, malgré la blessure d'une flèche qu'il avait reçue au visage, à rester sur le champ de bataille. Percy, de son côté, soutint la réputation qu'il s'était acquise dans plusieurs combats sanglans. Douglas fit des actes de bravoure presque incroyables. Tandis qu'on combattait avec un tel acharnement, une main inconnue décida la victoire en donnant la mort à Percy, et les royalistes triomphèrent. Tant d'un côté que de l'autre, plus de deux mille gentilshommes succombèrent dans la mêlée. Les comtes de Worcester et de Douglas furent faits prisonniers : le premier eut la tête tranchée; le second fut traité avec les égards dus à son rang et à sa valeur.

Le comte de Northumberland, après sa guérison, avait levé une armée et s'était mis en marche pour rejoindre les rebelles; en apprenant la bataille de Shrewsbury, il congédia ses troupes et vint trouver le roi à York. Il prétendit n'avoir pris les armes que pour se rendre médiateur entre les deux partis. Henri feignit de se contenter de cette excuse, et lui pardonna. Deux ans après cependant (1407),

Le comte se mit à la tête d'un nouveau soulèvement, et fut tué dans une action à Bramham en Yorkshire. Cet événement, joint à la mort de Glendour, délivra Henri de ses ennemis intérieurs; et ce prince, parvenu au trône par des moyens si illégitimes, sut, à force de prudence, de valeur et d'adresse, prendre l'ascendant sur ses alliés barons.

Si, pendant le règne de Henri, les communes soutinrent avec ardeur les libertés de la nation dans toutes leurs transactions avec la couronne, leurs efforts contre l'Église ne furent pas moins extraordinaires. Pressées d'accorder des subsides au roi, elles lui proposèrent de s'emparer de tout le temporel du clergé. Le roi désapprouva la proposition, et la chambre haute rejeta le bill qu'elles avaient formulé pour dépouiller l'Église de ses revenus. La chambre basse ne se laissa point décourager par ce refus. Henri, dans la onzième année de son règne, eut recours à elle pour de nouveaux subsides. Elle fit alors le calcul de tous les revenus ecclésiastiques, qui se montaient à 85,000 mares par an, et proposa de partager ces richesses entre quinze nouveaux comtes, quinze cents chevaliers, dix mille écuyers et cent hôpitaux. Cette requête fut accompagnée d'une autre pour obtenir un adoucissement aux statuts dressés contre les *lollards*, réformateurs wiclefites<sup>1</sup>, qu'on accusait d'hérésie. Le roi, qui craignait de se brouiller avec le clergé, répondit durement aux communes; et pour donner satisfaction à l'Église, il fit brûler un lollard avant la dissolution du parlement (1412).

Henri fut trop occupé à défendre sa couronne au dedans, pour avoir le loisir de porter ses vues au-dehors. Sa

<sup>1</sup> Jean Wiclef, prêtre séculier, élevé à Oxford, avait commencé, vers les derniers temps d'Edouard III, à répandre, par ses prédications et ses écrits, le germe d'une réforme religieuse, et s'était fait plusieurs disciples de tous rangs et de tous états.

santé s'affaiblit sensiblement plusieurs mois avant sa mort; et quoiqu'il fût encore à la fleur de l'âge, sa fin paraissait prochaine. Il mourut en effet à Westminster (1413), âgé de quarante-six ans, après en avoir régné treize. Il laissa quatre fils : Henri, son successeur au trône; Thomas, duc de Clarence; Jean, duc de Bedford; et Humphrey, duc de Gloucester.

Henri V, après les égaremens d'une jeunesse dissipée, sentit, en montant sur le trône, la nécessité de réparer ses torts et de réformer sa conduite. Il assembla les compagnons de sa vie licencieuse, et les exhorta à suivre son exemple; mais il leur défendit de paraître devant lui jusqu'à ce que leur changement de mœurs fût complet, et les congédia en les comblant de bienfaits. Les ministres sages, qui du temps de son père s'étaient le plus élevés contre ses dérèglemens, n'éprouvèrent de sa part que des témoignages de sa confiance et de sa faveur. La surprise de ceux qui s'attendaient à une conduite différente augmenta leur satisfaction, et le mérite du jeune prince parut plus éclatant que s'il n'eût jamais été obscurci par ses erreurs.

A cette époque, les lollards se multiplièrent de jour en jour dans le royaume; ils avaient pour chef sir John Oldcastle, lord Cobham, seigneur distingué par sa valeur. Son rang et son zèle pour la nouvelle secte le signalèrent comme une victime à la sévérité du clergé. L'archevêque de Cantorbery demanda la permission à Henri de dénoncer lord Cobham; ce prince, qui ne pouvait approuver ce mode sanguinaire de conversion, s'efforça de ramener Cobham à la foi catholique, dans une conversation particulière; mais il le trouva obstinément attaché à ses opinions, et se vit contraint d'abandonner l'hérétique à la rigueur ecclésiastique. Le primat dénonça Cobham et le fit condamner au feu; mais il s'évada de la Tour de Londres,

où il était renfermé, avant le jour de l'exécution, et son fanatisme, animé par la persécution, l'entraîna dans les entreprises les plus criminelles. Il assigna un rendez-vous général à ses partisans, dans le but de s'emparer de la personne du roi et de passer tous ses persécuteurs au fil de l'épée. Henri, informé à temps du complot, se mit lui-même en campagne et se saisit de tous les conjurés à mesure qu'ils se présentèrent. On en exécuta un grand nombre. Cobham échappa d'abord à son châtiment par la fuite; mais il fut arrêté quatre ans après; on le condamna à la potence comme traître, et au bûcher comme hérétique. Il subit sa sentence, et le peuple le regarda comme un martyr.

Les affaires de France vinrent faire diversion à ces querelles religieuses. La funeste maladie du roi Charles VI et les troubles occasionés, par les factions des Armagnacs et des Bourguignons parurent à l'Angleterre des circonstances favorables pour porter la guerre dans le sein déchiré de ce royaume. Henri fit demander en mariage Catherine, fille du roi de France, avec la pleine souveraineté de toutes les provinces que les armes de Philippe-Auguste avaient enlevées à l'Angleterre. Quelque exorbitante que fût cette demande, l'état de la France était si déplorable alors, que la cour consentit à accorder Catherine et la moitié des provinces. Henri refusa, et aussitôt il rassembla une flotte et une armée formidable à Southampton. Après avoir déjoué une conspiration formée contre lui, et fait exécuter le comte de Cambridge, fils du duc d'York, qui en était le chef, il mit à la voile et débarqua à Harfleur, dont il s'empara (1415). Mais bientôt les fatigues et la chaleur immodérée de la saison affaiblirent tellement son armée, qu'il ne put tenter d'autre expédition, et qu'il fut contraint de se diriger sur Calais pour trouver un lieu de sûreté. Arrivé sur les bords de la Somme, il se proposa de

passer cette rivière au même endroit où Édouard III s'était sauvé des mains de Philippe de Valois. Mais le comte d'Albret, commandant de l'armée française, avait eu la précaution de rendre le gué impraticable. Henri remonta alors la rivière et fut assez heureux pour surprendre un passage mal gardé, près de Saint-Quentin, où il fit passer son armée. Après avoir traversé la petite rivière de Ternois, à Blangi, il aperçut l'armée française rangée en bataille dans la plaine d'Azincourt, et postée de manière qu'il ne pouvait continuer sa marche sans engager le combat. Sa situation était exactement semblable à celles d'Édouard à Crécy, et du Prince-Noir à Poitiers. Il se fortifia et attendit l'attaque de l'ennemi. Les archers français à cheval et leurs hommes d'armes s'avancèrent en rangs pressés sur les archers anglais; mais le sol naturellement gras, et trempé par des pluies récemment tombées, opposa un obstacle invincible à l'impétuosité de leur choc. Toute l'armée ne fut bientôt qu'une scène de confusion et de terreur, et les Anglais, avec leurs haches d'armes, tombèrent sur les Français, qui, dans la position où ils se trouvaient, ne pouvant ni fuir ni se défendre, furent mis en pièces sans résistance. Jamais bataille ne fut plus fatale à la France, par la grande quantité de princes et de gens de distinction qui furent tués ou faits prisonniers. Le comte de Nevers et le duc de Brabant, frères du duc de Bourgogne, furent au nombre des morts; les ducs d'Orléans et de Bourbon furent pris.

Après la journée d'Azincourt, Henri continua sa marche sur Calais et conclut une trêve avec la France; les fureurs de la guerre civile continuèrent à déchirer ce malheureux royaume, et les différens partis qu'elle nourrissait dans son sein devinrent chaque jour plus acharnés les uns contre les autres. Henri descendit de nouveau en Normandie (1417), à la tête de vingt-cinq mille hommes, et

vint assiéger Rouen qu'il prit après une résistance opiniâtre de la part des habitants. Maître de Gisors et de Pontoise, il menaça bientôt Paris et obligea la cour à se réfugier à Troyes. Au lieu de se réunir contre lui pour la défense commune, ses ennemis se montrèrent disposés à le choisir pour l'instrument de leur vengeance les uns contre les autres. Ainsi une ligue offensive fut conclue à Arras entre l'Angleterre et le jeune duc de Bourgogne, qui acquiesça à toutes les demandes qui lui furent faites. Henri se rendit à Troyes pour terminer cet étrange traité, dont les principaux articles étaient que Charles VI jouirait pendant sa vie du titre et des honneurs de roi de France; que Henri serait reconnu et déclaré héritier de cette couronne, et prendrait, dès ce moment, les rênes du gouvernement; que ce royaume passerait à ses héritiers quelconques; et que les troupes anglaises se joindraient immédiatement à celles du roi Charles VI et du duc de Bourgogne; pour soumettre les adhérens de Charles, prétendu Dauphin. Ce traité, qui livrait la France aux Anglais, fut autorisé par la reine Isabeau de Bavière, d'odieuse mémoire.

Peu de jours après, Henri épousa la princesse Catherine, emmena son beau-père à Paris, et prit possession de cette capitale. Il tourna aussitôt ses armes avec succès contre le Dauphin, qui avait pris le titre de régent dès qu'il avait eu connaissance du traité de Troyes (1420). Ce prince, repoussé au-delà de la Loire par les armées combinées d'Angleterre et de Bourgogne, paraissait menacé d'une ruine complète. Pour combler la prospérité de Henri, la reine accoucha d'un fils, qui reçut le nom de son père, et dont la naissance fut célébrée par de pompeuses réjouissances à Paris et à Londres.

Mais, à la veille de parvenir au faite de la gloire, Henri fut arrêté dans sa carrière. Il fut attaqué de la fistule, ma-

ladié que la médecine, dans ces temps reculés, n'était pas encore parvenue à guérir. Sentant sa fin approcher, il consacra ses derniers instans aux affaires de son royaume et de sa famille, et aux devoirs de la religion. Il laissa la régence du royaume de France à l'aîné de ses frères, le duc de Bedford; celle de l'Angleterre au plus jeune, le duc de Gloucester; et confia l'éducation de son fils au duc de Warwick. Il expira dans la trente-quatrième année de son âge, et la dixième de son règne (1422).

---

## CHAPITRE VIII.

Règnes de Henri VI, d'Edouard IV, premier de la branche d'York, et d'Edouard V. — Guerres de la Rose rouge et de la Rose blanche.

1422 — 1482.

Loin d'avoir égard aux dispositions de Henri V, les lords et les communes s'arrogèrent le pouvoir de donner une nouvelle forme à l'administration. Ils nommèrent le duc de Bedford *protecteur* ou *gardien* du royaume, investirent le duc de Gloucester de la même autorité pendant l'absence de son frère, et, pour limiter la puissance de ces deux princes, ils formèrent un conseil, sans l'approbation duquel ils ne devaient prendre aucune mesure importante. La personne et l'éducation du jeune roi furent confiées à Henri de Beaufort, évêque de Winchester, son grand-oncle.

La conquête de la France fut le premier objet dont s'occupa le nouveau gouvernement. Le duc de Bourgogne continuait à poursuivre de son ressentiment le Dauphin, dont le père venait de mourir et qui s'était déclaré roi sous le nom de Charles VII. Bedford, afin de retenir le duc



dans le parti anglais et de resserrer l'union nationale par des nœuds particuliers, épousa la princesse de Bourgogne. Il parvint ensuite à faire entrer le duc de Bretagne dans la ligue contre Charles, et reprit les opérations militaires. Il gagna en 1424 la bataille de Verneuil en Normandie, qui coûta au roi de France l'élite de ses troupes et de la noblesse du royaume, et après laquelle sa situation parut tout-à-fait désespérée. Mais une suite d'événemens imprévus vint arrêter le cours des triomphes du régent. Jacqueline, comtesse de Hainaut et de Hollande, ayant abandonné son mari, le duc de Brabant, cousin du duc de Bourgogne, pour se réfugier en Angleterre où elle épousa le duc de Glocester, la désunion commença entre les Anglais et les Bourguignons. Le duc de Bretagne se détacha de la ligue formée contre le roi de France, et le brave Dunois, bâtard d'Orléans, à la tête de trois mille hommes seulement, battit complètement le duc de Warwick devant Montargis (1426).

Le régent, indigné de la conduite du duc de Bretagne, l'attaqua avec une armée, et le força à renoncer à l'alliance de Charles et à rendre hommage de son duché au roi Henri. Après s'être ainsi délivré d'un ennemi dangereux, le prince anglais résolut de s'emparer de la ville d'Orléans, située entre les provinces conquises par le roi d'Angleterre et celles que Charles possédait encore. Le comte de Salisbury s'approcha de la place avec une armée de dix mille hommes, et fut tué dans une reconnaissance par un boulet de canon. Le comte de Suffolk lui succéda dans le commandement des troupes, et investit complètement Orléans. Charles, désespérant de pouvoir mettre sur pied une armée qui osât s'approcher des retranchemens de l'ennemi, pensa à se retirer, avec les débris de ses forces, en Languedoc et en Dauphiné; mais il fut détourné de cette funeste résolution par les instances de Marie d'Anjou, son

épouse, princesse d'un mérite et d'une prudence rares, et par les représentations de la belle Agnès Sorel, sa maîtresse.

Dans cette terrible extrémité, une jeune paysanne du village de Domremi en Lorraine, que l'histoire nomme Jeanne d'Arc, fut appelée par la Providence à relever le trône de son souverain (1429); elle eut des rêves, elle entendit des voix qui lui révélèrent que la France ne pouvait être sauvée que par le bras d'une femme. Une intrépidité rare lui fit mépriser tous les périls qui pouvaient accompagner une entreprise si hardie. Elle se rendit à Chinon, où la cour de France résidait alors. Elle offrit au roi, au nom du suprême Créateur, de faire lever le siège d'Orléans, et de conduire Sa Majesté à Reims, pour y être sacrée et couronnée. Charles et ses ministres, ayant fait examiner la mission de Jeanne par une assemblée de docteurs et de théologiens, qui déclarèrent qu'elle était surnaturelle, résolurent de profiter de l'enthousiasme guerrier et religieux de l'héroïne. Elle fut envoyée à Blois, où l'on avait préparé un convoi considérable destiné à secourir Orléans, et une armée de dix mille hommes l'accompagna. La sainte fille, à laquelle on donna dès-lors le surnom de Pucelle, prit et déploya une bannière bénie, où l'Être-Suprême était représenté tenant dans ses mains le globe de la terre entouré de fleurs de lys. Les Anglais affectèrent d'abord de se moquer de la Pucelle et de sa mission divine. Suffolk n'osa cependant pas attaquer les Français qui la suivaient; elle entra dans Orléans, revêtue de son costume guerrier et déployant son étendard, et fut reçue comme un libérateur céleste. Dès ce moment, les habitants et la garnison se crurent invincibles sous sa protection sacrée, et les Anglais consternés furent successivement chassés de toutes les fortifications qu'ils avaient élevées autour de la ville. Suffolk, sentant qu'il serait dangereux pour lui de

rester plus long temps en présence d'un ennemi si courageux, leva le siège et se retira sur Gergeau où il fut attaqué par les Français. Jeanne combattit en cette occasion avec son intrépidité ordinaire. Suffolk fut pris. Peu de jours après, les restes de l'armée anglaise, sous les ordres de Falstaf, furent défaits et mis en déroute au village de Patay. Deux mille hommes périrent dans l'action; Talbot et Scales furent faits prisonniers.

La Pucelle avait acquitté une partie de sa promesse; elle insista pour que Charles se pressât d'exécuter la seconde entreprise, son couronnement à Reims. Cette ville, située dans une province reculée du royaume, était au pouvoir d'un ennemi victorieux, et la route qui y conduisait était couverte de troupes anglaises. Charles résolut cependant de suivre les exhortations de sa guerrière prophétesse; il se mit en route à la tête de douze mille hommes. Troyes et Châlons lui ouvrirent leurs portes, et il fut reçu dans Reims, où s'accomplit la cérémonie de son couronnement.

Après le sacre de Charles VII, la Pucelle déclara que sa mission était remplie; mais le comte de Dunois l'engagea à persévérer jusqu'à l'entière expulsion des Anglais. En conséquence de ce conseil, elle pénétra dans la ville de Compiègne, qu'assiégeait alors le duc de Bourgogne, secondé des comtes d'Arundel et de Suffolk. Elle se trouva, dans une sortie, si entourée d'ennemis, qu'elle fut prise par les Bourguignons (1430). Le duc de Bedford, imaginant que la perte de cette femme extraordinaire qui avait arrêté tous ses succès, le mettrait à même de reprendre son ascendant sur la France, racheta la captive de Jean de Luxembourg, et lui fit faire son procès; elle fut jugée par une cour ecclésiastique, comme sorcière, impie et idolâtre, et fut condamnée à être brûlée vive sur la place du marché de Rouen. L'infâme sentence fut exécutée (1431),

et la malheureuse victime expia par son supplice les services signalés qu'elle avait rendus à son roi et à sa patrie.

Cet acte de cruauté, loin d'avancer les affaires des Anglais en France, rendit leur joug plus odieux. L'habileté de Bedford fut impuissante contre le penchant qui entraînait tous les Français à rentrer sous l'obéissance de leur souverain légitime. Le duc de Bourgogne lui-même, fatigué des hauteurs du régent, se détermina à se réunir à la maison royale de France, dont la sienne descendait. Un congrès fut assemblé à Arras, où les prétentions de Charles VII et de Philippe le Bon furent discutées et définitivement réglées (1435). Le duc de Bedford mourut à Rouen peu de jours après la conclusion de ce traité si funeste aux intérêts de l'Angleterre. Le duc d'York, envoyé par la cour pour lui succéder, trouva, à son arrivée, la capitale de la France déjà perdue.

Le cardinal de Winchester avait toujours appuyé toutes les propositions d'accommodement avec la France, et représenté l'impossibilité d'accomplir la conquête de ce royaume; mais le duc de Gloucester, naturellement fier et présomptueux, ne pouvait renoncer à l'espoir de le subjuguier. Malgré son opposition, le comte de Suffolk, dévoué depuis long-temps au parti du cardinal, fut envoyé à Tours pour négocier avec les ministres français. On ne put s'entendre sur les conditions d'une paix durable; mais on conclut une trêve de vingt mois (1443).

Henri VI était parvenu à sa vingt-troisième année, et son caractère ne paraissait plus douteux aux diverses factions du royaume : il était aisé de prévoir que son règne serait une minorité perpétuelle. Comme il s'agissait de lui trouver une épouse, le duc de Gloucester proposa la fille du comte d'Armagnac; mais les intrigues de Winchester et de Suffolk l'emportèrent et firent agréer Marguerite, fille de René d'Anjou, princesse douée d'un courage mâle et d'un

esprit entreprenant. A peine le mariage fut-il conclu, que Marguerite se lia avec le cardinal et son parti, qui, fortifiés d'un patronage aussi puissant, résolurent la perte de Gloucester. Pour exécuter ce projet, on convoqua un parlement, non à Londres, que l'on supposait trop affectionnée au duc, mais à Saint-Edmund'sbury (1447). Gloucester, s'étant présenté à l'assemblée, fut accusé de trahison et arrêté; peu de jours après, on le trouva mort dans son lit; quoique son corps ne portât aucune marque de violence, on ne douta point qu'il n'eût été sacrifié à la haine de ses ennemis.

Le cardinal de Winchester mourut six semaines après son neveu, dont le meurtre lui fut attribué, ainsi qu'à Suffolk, que la reine avait fait duc et premier ministre. Charles VII trouva le moment favorable pour expulser les Anglais de son royaume. La Normandie fut envahie à la fois par quatre fortes armées : l'une sous les ordres du roi même; l'autre ayant le duc de Bretagne pour chef; la troisième, commandée par le duc d'Alençon, et la quatrième par le comte de Dunois. Charles acheva en un an la conquête de cette province importante (1449). Ses armes eurent le même succès en Guyenne, et les Anglais furent définitivement chassés d'une contrée qu'ils avaient possédée pendant trois siècles.

L'incapacité et la faiblesse de Henri se faisaient sentir tous les jours de plus en plus. Un concurrent à la couronne s'éleva : c'était Richard, duc d'York, premier prince du sang et fils du comte de Cambridge, décapité sous Henri V, et d'Anne Mortimer. Richard était vaillant et habile, et avait eu occasion de déployer ses excellentes qualités pendant son gouvernement de France et dans la répression d'une révolte en Irlande. Il possédait une fortune immense, grossie par la réunion des successions de Cambridge et d'York d'un côté, et de celle des Mortimer de

l'autre. Ce dernier héritage s'était encore accru des terres de Clarence et d'Ulster, et du patrimoine de la maison de March. Son mariage avec la fille de Ralph Nevil, comte de Westmoreland, avait étendu considérablement son crédit parmi le corps formidable de la noblesse. Il était principalement lié avec le comte de Warwick, non moins puissant et non moins brave, et qui s'était rendu populaire par la franchise de son caractère.

La fougue populaire, excitée à l'occasion de l'administration despotique de Suffolk, que ses ennemis parvinrent à faire bannir, et dont ils se débirent ensuite par un meurtre, se déclina et produisit plusieurs séditions qui furent aussitôt réprimées; mais il en éclata une dans le comté de Kent, qui eut les plus dangereuses conséquences. Un certain John Cade, aventurier irlandais, profita du mécontentement public pour concevoir les projets les plus criminels. Il prit le nom de John Mortimer, rassembla plus de vingt mille partisans et marcha vers Londres. Arrivé à Blackheath, il adressa à la cour un manifeste, dans lequel il développait les griefs de la province de Kent, et promettait de mettre bas les armes aussitôt qu'on y aurait remédié. Personne n'étant disposé à combattre des prétentions si raisonnables, le roi partit pour Kenilworth, et Londres ouvrit ses portes à Cade. Il lui devint bientôt impossible de contenir l'humeur séditieuse de ses troupes; elles fondirent sur les maisons les plus riches qu'elles pillèrent; les citoyens, alarmés, fermèrent leurs portes, et, secondés, par un détachement que leur envoya lord Scales, gouverneur de la Tour, ils chassèrent les rebelles et en firent un grand carnage. On mit à prix la tête de Cade, et il fut tué par un gentilhomme de Sussex.

La cour s'imagina que le duc d'York avait été l'instigateur de la tentative de Cade, et les ministres prirent contre lui toutes sortes de précautions. Le duc vit alors l'impossi-

bilité de rester dans sa condition de sujet et la nécessité d'aller en avant. Soutenu par la chambre des communes, il quitta l'Irlande, et vint, à la tête d'une armée de dix mille hommes, demander à la cour la réforme du gouvernement et le renvoi de Somerset, qui avait succédé à Suffolk dans le poste de premier ministre. Mais ayant trouvé les portes de la ville fermées, il se retira dans la province de Kent, où le roi le poursuivit avec une armée supérieure en nombre à la sienne, et le força à rentrer dans le devoir. Le duc vivait donc dans la retraite, lorsque Henri fut attaqué d'une maladie qui augmenta tellement son incapacité naturelle, qu'il lui devint même impossible de soutenir les apparences de la majesté souveraine (1454). La reine et le conseil, se trouvant trop faibles pour résister au parti d'York, furent obligés de céder au torrent. Ils envoyèrent Somerset à la Tour, et nommèrent Richard lieutenant du royaume : le parlement lui confirma en même temps le titre de *protecteur*.

Cependant Henri se rétablit assez de sa maladie pour que les ennemis du duc d'York l'excitassent à reprendre l'exercice de sa souveraineté, à faire sortir Somerset de la Tour, et à lui confier de nouveau les soins de l'administration. Richard, convaincu du danger de sa situation, leva une armée. Il se livra une bataille à Saint-Albans (1455), où les Yorkistes tuèrent plus de cinq mille royalistes. Le roi lui-même tomba au pouvoir de son rival, qui le traita avec le plus grand respect, et l'obligea seulement à se dessaisir de son autorité. Ce fut le premier sang versé dans cette querelle entre les maisons d'York et de Lancastre, qui dura au moins trente ans, qui coûta la vie à quatre-vingts princes du sang, et qui extermina presque entièrement toute l'ancienne noblesse d'Angleterre. Le caractère irrésolu de Richard l'empêcha de profiter de sa victoire. Marguerite, suppléant à la faiblesse de sa puis-

sance par sa vigueur et son génie, rétablit son mari sur le trône. Une fausse réconciliation s'opéra entre les deux partis, par l'entremise de l'archevêque de Cantorbery; mais il était évident qu'une querelle allumée pour la possession d'une couronne ne s'accommoderait pas si facilement, et que des flots de sang couleraient encore avant que la nation jouît d'un gouvernement fixe et affermi.

Bientôt, en effet, les deux factions reprirent les armes pour une insulte faite par un homme de la suite du roi à un des gens du comte de Warwick. Dans cette nouvelle lutte, chacun des deux partis prit un signe de ralliement : les Yorkistes adoptèrent une rose blanche, et les Lancastriens une rose rouge. Les Yorkistes, sous le commandement des comtes de Salisbury et de Warwick, remportèrent deux grandes victoires, l'une à Blore-Heath, et l'autre à Northampton (1460). Henri, cette ombre de roi, fut une seconde fois fait prisonnier. Un parlement fut convoqué à Westminster, où le duc d'York se rendit. Ce prince établit devant la chambre des pairs ses droits à la couronne, et les exhorta à rendre justice à l'héritier légitime. Les pairs, après quelques hésitations, déclarèrent enfin que les titres de Richard étaient indestructibles; mais ils décidèrent en même temps que Henri garderait la couronne sa vie durant; que l'administration des affaires resterait entre les mains de Richard, et qu'il serait reconnu héritier naturel et légitime de la monarchie.

Mais l'opiniâtre Marguerite n'abandonna point les droits de la maison de Lancastre. Après la défaite de Northampton, elle s'était enfuie avec son fils, encore enfant, dans les provinces septentrionales, où son affabilité, ses insinuations et son adresse, séduisirent les barons et lui procurèrent une armée de vingt mille hommes. Le duc d'York, instruit qu'elle se disposait à rentrer en Angleterre, se hâta de marcher à sa rencontre avec un corps de



cinq mille hommes. Il la rejoignit à Wakefield, et ne prenant conseil que de sa bravoure, il lui présenta la bataille. L'inégalité du nombre suffisait seule pour assurer la victoire à la reine. L'armée du duc fut culbutée, et lui-même périt dans l'action. Son corps ayant été trouvé parmi les morts, Marguerite ordonna d'en séparer la tête et de la planter sur une des portes d'York, avec une couronne de papier, en dérision de ses prétendus droits à la couronne d'Angleterre.

Après cette victoire, la reine divisa son armée et marcha en personne, à la tête de la plus forte division, vers Londres, où le comte de Warwick commandait les Yorkistes. Les deux armées en vinrent aux mains près de Saint-Albans (1461), et la défection de Lovelace fit perdre la bataille au comte de Warwick. Le roi retomba encore entre les mains de son propre parti. Mais la reine ne tira pas un grand avantage de cette victoire. Le jeune Édouard, nouveau duc d'York, qui venait de battre le second corps des royalistes sous les ordres de Pembroke, s'avança contre elle, et rassemblant les débris de l'armée de Warwick, se présenta devant Londres avec des forces supérieures. Marguerite, au lieu de risquer la bataille, jugea plus prudent de se retirer dans le nord. Édouard entra dans Londres aux acclamations des citoyens. Brave et affable, il était si certain de la faveur populaire, qu'il résolut de ne pas se renfermer dans la circonspection qui avait perdu son père. Il rangea son armée en bataille dans la plaine de Saint-Jean, où se rassembla aussi un peuple innombrable. Warwick harangua cette multitude confuse, et lui demanda lequel des deux elle voulait pour roi, Henri de Lancastre ou Édouard d'York. Une acclamation générale salua le nom du duc d'York. Un grand nombre d'évêques, de lords, de magistrats, rassemblés alors au château de Baynard, ratifièrent cette élection populaire, et le nouveau

roi fut proclamé le lendemain à Londres, sous le nom d'Édouard IV.

Marguerite, en peu de jours, mit sur pied, dans l'Yorkshire, une armée de soixante mille hommes. Le roi et Warwick se hâtèrent d'aller arrêter ses progrès. Les deux armées se rencontrèrent à Towton, et en vinrent aux mains avec fureur. L'épée seule décida le combat, qui finit par la victoire complète du parti d'York. Édouard ordonna de ne pas faire de quartier. Plus de trente-six mille hommes périrent, tant dans l'action que dans la poursuite. Henri et Marguerite s'enfuirent précipitamment en Écosse. Édouard, au lieu de les poursuivre, revint à Londres et convoqua un parlement pour régler le gouvernement. Cette assemblée n'hésita plus entre les deux maisons rivales. Elle reconnut les titres héréditaires d'Édouard, et passa un acte de confiscation et de proscription contre Henri VI, Marguerite, Édouard leur jeune fils, et leurs principaux adhérens.

Cependant le roi de France, Louis XI, espérant tirer quelque avantage des troubles de l'Angleterre, envoya vingt mille hommes d'armes au secours de Henri VI. Marguerite reprit la campagne, et quoiqu'elle fût suivie d'un renfort nombreux de volontaires écossais et de partisans lancastriens, elle fut encore battue à Hexham, par lord Montague, frère du comte de Warwick (1464). Le sort de l'infortunée famille royale, après cette défaite, fut très-extraordinaire : Marguerite se sauva avec son fils dans une forêt, où des voleurs la dépouillèrent de tous ses diamans et la traitèrent avec la dernière indignité. Le partage du butin ayant excité une querelle entre eux, la malheureuse mère en profita pour s'échapper avec son fils, et s'enfonça dans le plus épais du bois. Dans cet état terrible, elle aperçut un voleur qui venait à elle l'épée à la main ; ne

voyant aucun moyen de l'éviter, elle s'avança vers lui, et lui présentant le jeune prince qu'elle tenait dans ses bras : « Venez, mon ami, s'écria-t-elle, je confie à vos soins le salut du fils de votre roi. » Cet homme, en qui le crime n'avait pas étouffé tout sentiment d'humanité, fut charmé de la confiance que Marguerite lui marquait, et se donna entièrement au soin de la défendre et de la sauver. Il la fit, pendant quelque temps, cacher dans la forêt, et la conduisit ensuite sur les côtes de la mer, d'où elle passa en Flandre et se réfugia à la cour de son père. Henri ne fut pas aussi heureux dans sa fuite : après avoir resté pendant un an dans le Lancashire, il fut enfin découvert, livré à Édouard, et renfermé dans la Tour.

L'emprisonnement de Henri, l'expulsion de Marguerite, et l'exécution des Lancastriens les plus influens, semblaient assurer désormais le règne d'Édouard. Au milieu d'une situation si florissante, il se livra sans contrainte à tous les genres de plaisirs, et surtout à l'amour, sa passion dominante. Tandis que Warwick négociait et concluait à Paris son mariage avec Bonne de Savoie, sœur de la reine de France, Édouard épousa Élisabeth de Woodville, célèbre par ses charmes aussi bien que par ses aimables qualités, et veuve de John Gray, tué à la seconde bataille de Saint-Albans. Le fier Warwick, se regardant comme outragé, repassa sur-le-champ en Angleterre, la rage dans le cœur. Les autres grands du royaume, blessés de l'élévation subite d'Élisabeth de Woodville et de sa famille, partagèrent le mécontentement de Warwick. Une conspiration presque générale se forma insensiblement contre Édouard et ses ministres. Warwick parvint même à entraîner dans son parti le duc de Clarence, frère puîné du roi. Une révolte éclata dans le Lincolnshire (1470), sous la direction de sir Robert Welles. L'armée des rebelles se montait à trente mille hommes; le roi leur livra bataille,

les défit, prit sir Robert Welles, et l'envoya immédiatement expier son crime sur un échafaud. Édouard se défiait si peu de Warwick et du comte de Clarence, qu'il leur avait fait expédier des commissions pour qu'ils levassent des troupes contre les révoltés. Mais ces deux chefs du parti des mécontents firent des levées en leur propre nom et publièrent un manifeste contre les abus du gouvernement. La défaite imprévue de Welles déconcerta leur plan; ils furent obligés de dissoudre leur armée et de s'embarquer pour Calais.

Le roi de France, mécontent de l'étroite liaison qui régnait entre Édouard et Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, reçut Warwick avec les plus grands égards, et se flatta de le rendre l'instrument du rétablissement de la maison de Lancastre. Après l'avoir réconcilié avec Marguerite d'Anjou, Louis équipa une flotte et mit à sa disposition des secours d'hommes et d'argent. Warwick mit à la voile, et débarqua à Darmouth avec le duc de Clarence, les comtes d'Oxford et de Pembroke. Sa popularité, le zèle du parti de la Rose rouge, l'esprit de mécontentement qui régnait partout, attirèrent une si grande multitude sous ses étendards, que son armée s'éleva en peu de jours à soixante mille hommes. Édouard, qui était occupé à réprimer une révolte dans le nord, se hâta de revenir pour le combattre, et les deux armées se trouvèrent en présence près de Nottingham. Mais le roi, averti par la désertion du comte de Montague, qu'il ne devait pas compter sur ses troupes, se déroba, par la fuite, au danger qui l'environnait et s'embarqua pour la Hollande. Ainsi, dans l'espace de onze jours, Warwick se trouva, sans coup-férir, entièrement maître du royaume.

Aussitôt après la fuite d'Édouard, Warwick, que l'histoire a surnommé le *faiseur de rois*, se rendit à Londres, et tirant Henri de la Tour, il le proclama roi

avec solennité. Le parlement, se laissant dicter ses résolutions par le parti dominant, déclara Édouard traître et usurpateur, et le proscrivit, lui et ses adhérens. Mais ce prince, ayant reçu quelques secours du duc de Bourgogne, son beau-frère, fit voile immédiatement après pour l'Angleterre, et débarqua dans l'Yorkshire (1471). Ses partisans accoururent grossir sa petite armée, et le mirent en état de soutenir ses prétentions avec espérance de succès. Il parut bientôt aux portes de Londres; ses nombreux amis lui facilitèrent l'entrée de cette ville riche et puissante, et Henri, destiné à être le jouet perpétuel de la fortune, retomba encore entre les mains de ses ennemis.

Cependant Warwick, uni à son gendre le duc de Clarence, et à son frère le marquis de Montague, vint prendre position à Barnet dans le voisinage de Londres. Il avait résolu de tenter une action décisive. Le duc de Clarence, quoique lié à lui par tous les devoirs de l'honneur et de la reconnaissance, passa du côté du roi pendant la nuit, et entraîna avec lui un corps de douze mille hommes. Warwick, trop avancé pour reculer, rejeta avec dédain toutes les propositions d'accommodement qui lui furent faites par Édouard. La bataille se soutint, de part et d'autre, avec un acharnement égal, et la victoire resta long-temps incertaine. Mais un accident décida la fortune en faveur des Yorkistes. Warwick, combattant à pied, fut tué dans le plus fort de l'action; son frère éprouva le même sort; et, comme Édouard avait ordonné de ne faire aucun quartier, les vainqueurs massacrèrent sans distinction tout ce qui s'offrit à leurs coups pendant la poursuite.

Le jour même que se livra cette bataille décisive, la reine Marguerite et son fils, alors âgé de dix-huit ans, débarquaient à Weymouth, escortés d'un petit corps de troupes françaises. Ils traversèrent les comtés de Devon,

de Somerset et de Gloucester, et virent tous les jours se grossir leur armée. L'impétueux Edouard les attaqua à Tewkesbury, sur les bords de la Severn. Les Lancastriens furent entièrement défaits. La reine et son fils furent faits prisonniers et conduits au roi, qui demanda au prince, d'une manière insultante, comment il avait osé envahir ses Etats. Le jeune Edouard répondit qu'il était venu pour réclamer son héritage. A cette réponse, Edouard, aussi peu généreux qu'insensible au malheur, lui donna un coup de son gantelet au visage. Les ducs de Clarence et de Gloucester, lord Hastings et sir Thomas, prenant ce mouvement pour le signal de la mort du prisonnier, l'entraînèrent aussitôt dans un appartement voisin et le poignardèrent. Marguerite fut renfermée dans la Tour, et le malheureux Henri mourut dans cette prison peu de jours après la défaite de Tewkesbury.

Toutes les espérances des Lancastriens parurent alors anéanties. Mais Edouard, si actif et si intrépide dans l'adversité, était incapable de résister aux séductions de la prospérité. Il s'abandonna de nouveau au plaisir et à la dissipation. L'idée d'une conquête étrangère vint cependant le tirer de sa léthargie. Il forma une ligue avec le duc de Bourgogne pour envahir la France. Après avoir obtenu des subsides du parlement, il se rendit à Calais avec une armée de quinze cents hommes d'armes et de quinze mille archers (1475). Ses espérances de conquête s'évanouirent bientôt, lorsqu'en entrant en France, il vit que le duc de Bourgogne ne lui amenait aucun renfort. Cette circonstance le refroidit pour son allié et le disposa à accueillir les propositions d'accommodement que ne cessait de lui faire Louis XI. Le roi de France s'engagea à payer sur-le-champ à Edouard 75,000 écus, à condition qu'il évacuerait le royaume, et lui promit une somme annuelle de 50,000 écus pendant la vie de l'un et de l'autre. Il fut aussi

convenu que lorsque le Dauphin serait parvenu à l'âge de se marier, il épouserait la fille aînée du roi d'Angleterre. Ce traité fut ratifié par les deux souverains dans une entrevue solennelle qu'ils eurent à Péquigny près d'Amiens. L'article le plus honorable fut celui qui stipula la liberté de la reine Marguerite qu'Edouard tenait toujours prisonnière dans la Tour de Londres. Louis XI paya 50,000 écus pour sa rançon; et cette princesse, qui avait joué un si grand rôle sur la scène du monde, et éprouvé tant de vicissitudes, coula tranquillement ses jours dans la vie privée, jusqu'à sa mort qui arriva en 1482.

Le duc de Clarence, malgré le service qu'il avait rendu à son frère en abandonnant Warwick, n'avait jamais pu regagner son amitié. Il s'était en outre aliéné la reine elle-même et son propre frère le duc de Gloucester, prince politique et ambitieux. Ces puissans adversaires, s'étant ligüés contre lui, commencèrent par attaquer ses amis, dont plusieurs furent victimes de la plus cruelle tyrannie. Clarence, au lieu d'observer le silence et la réserve qui pouvaient le garantir du danger, déclama sans ménagement contre ses persécuteurs. Le roi, offensé de cette liberté, l'envoya prisonnier à la Tour, convoqua un parlement et lui fit faire son procès devant la cour des pairs. La chambre haute le déclara coupable, et la chambre des communes ne se montra pas moins injuste en demandant qu'il fût exécuté. La seule faveur que le roi accorda à son frère, après sa condamnation, fut de lui laisser le choix du genre de sa mort : il fut noyé secrètement dans un tonneau de Malvoisie, choix bizarre qui fait supposer que le vin était sa passion dominante (1477).

Edouard sembla avoir épuisé toute son énergie dans les guerres civiles. Son esprit s'engourdit ensuite au sein de l'indolence et des plaisirs. Il songea cependant à porter de nouveau la guerre en France; mais tandis qu'il en faisait

les préparatifs, il fut attaqué d'une maladie dont il mourut dans la quarante-deuxième année de son âge, et la vingt-troisième de son règne (1482). Il laissa pour successeur Edouard, prince de Galles, alors dans sa treizième année, et confia la régence du royaume au duc de Gloucester.

Lorsque Gloucester fut investi de l'autorité souveraine, son ambition lui fit étendre ses vues jusqu'à la possession de la couronne même. La reine-mère avait ordonné à son frère, le comte de Rivers, de lever un corps de troupes pour escorter le jeune roi depuis Ludlow, où il résidait alors, jusqu'à Londres, et pour le protéger pendant son couronnement. Gloucester, redoublant ses protestations de zèle et d'attachement auprès de la princesse, parvint à faire révoquer cet ordre qu'il prétendit devoir être le signal de la guerre civile, et obtint que le jeune souverain ne fût amené qu'avec un cortège ordinaire. Aussitôt il partit d'York, suivi d'un grand nombre de gentilshommes, sous le prétexte d'aller recevoir le roi; il fut joint à Northampton par le duc de Buckingham, accompagné aussi d'une suite imposante. Le comte de Rivers, qui avait fait prendre les devans à son pupille en le faisant passer à Stony-Stratford, arriva ensuite et se mit en marche avec eux le lendemain pour rejoindre le roi; mais en entrant à Stony-Stratford, le comte fut arrêté par ordre de Gloucester, en même temps que sir Richard Gray, l'un des fils de la reine.

A la nouvelle de l'emprisonnement de son frère et de son fils, Elisabeth se retira dans l'asile sacré de Westminster avec ses cinq filles et le duc d'York encore enfant. Mais Gloucester désirait avoir le duc d'York en son pouvoir; selon lui, les craintes de la reine étaient mal fondées, et il était indispensable que le jeune prince assistât au



couronnement de son frère. Il s'adressa en conséquence aux archevêques de Cantorbery et d'York, qui, ne doutant nullement de la pureté de ses intentions, mirent tout en usage auprès de la reine pour l'amener à lui livrer son fils. Gloucester se fit ensuite conférer le titre de protecteur du royaume par le conseil privé, sans attendre le consentement du parlement. Dès-lors il ne balança plus à renverser tout ce qui se trouvait entre lui et le trône. Il fit trancher la tête au comte de Rivers, à sir Richard Gray et à plusieurs autres illustres proscrits détenus à Pomfret. Par les offres les plus séduisantes, il déterminasans peine le duc de Buckingham à lui donner sa parole de le seconder dans toutes ses entreprises. Connaissant l'importance de gagner lord Hastings, il le fit d'abord sonder; mais le trouvant inébranlable dans la fidélité qu'il devait aux enfans d'Edouard, il résolut sa perte. Dans une assemblée du conseil convoquée à la Tour, et où Hastings se rendit sans défiance, le protecteur demanda quel châtiment mériteraient ceux qui auraient comploté sa mort, lui qui était si proche parent du roi et chargé de l'administration du royaume. Hastings répondit qu'ils devraient être punis du châtiment réservé aux traîtres. « Eh bien ! s'écria Gloucester, ces traîtres sont les sorcières, la femme de mon frère et Jane Shore sa maîtresse, qui me poursuivent de leurs maléfices; et vous, Hastings, vous êtes leur complice. Vous n'êtes donc qu'un traître aussi, et je jure par saint Paul que je ne dînerai pas avant qu'on m'ait apporté votre tête. » Alors il frappa sur une table; des gens armés se précipitèrent à ce signal dans la salle du conseil, se saisirent de Hastings et l'entraînèrent dans la cour où il fut décapité aussitôt. Jane Shore, épouse d'un riche négociant de la Cité, qui avait cédé aux séductions d'Edouard, fut accusée de sorcellerie, d'adultère et de débauche, et condamnée à faire amende honorable devant

branche de Lancastre, comme sur l'unique personne capable de délivrer l'Angleterre d'un prince objet de l'exécution publique. Pour réunir les deux factions rivales, Buckingham et Morton, évêque d'Ely, zélé lancastrien, convinrent de marier le duc de Richmond à Elisabeth, fille aînée d'Edouard IV. La reine douairière, ardente à se venger du meurtrier de son frère et de ses trois fils, donna son consentement à cette union. Mais la conspiration ne fut pas tenue assez secrète pour qu'elle pût échapper à l'œil inquiet et vigilant de Richard ; il leva aussitôt des troupes, et ordonna à Buckingham de se rendre à la cour. Le duc ne répondit à cet ordre qu'en prenant les armes dans le pays de Galles. Malheureusement des pluies abondantes grossirent la Severn à tel point, que les Gallois ne purent la traverser et marcher vers le cœur de l'Angleterre pour se joindre aux autres conjurés. Découragés et pressés par la famine, ils retournèrent dans leurs foyers. Buckingham, ainsi abandonné, se déguisa et se cacha dans la maison d'un vieux serviteur de sa famille ; sa retraite fut découverte ; il fut pris et conduit au roi à Salisbury, où il eut la tête tranchée sur-le-champ.

Après cette vaine tentative, Richard, persuadé que le seul moyen de s'affermir sur le trône était de gagner la confiance des Yorkistes, fit sa cour à la reine douairière avec tant d'art et de souplesse, que cette princesse se hasarda à quitter son asile et à se remettre, elle et ses filles, entre les mains du tyran. Comme il savait que le comte de Richmond ne pouvait devenir à craindre qu'autant qu'il accomplirait son mariage avec Elisabeth, véritable héritière de la couronne, il imagina de solliciter une dispense du pape pour épouser lui-même cette princesse. La reine douairière consentit sans scrupule à cette alliance, et Richard, en attendant la dispense de la cour de Rome, n'envisagea plus que l'agréable perspective de régner avec

sécurité. Mais le débarquement du comte de Richmond dans le pays de Galles vint détruire ses rêves de bonheur (1484). Ce prince, échappé de sa retraite en Bretagne, s'était embarqué avec un corps de quatre mille Français que lui avait fourni le roi de France Charles VIII, et accompagné de tous les exilés anglais qui étaient venus le rejoindre. L'usurpateur marcha aussitôt contre lui. Les deux rivaux se trouvèrent en présence à Bosworth, près de Leicester, Henri à la tête de six mille hommes, et Richard avec le double de forces. Dès que le combat fut commencé, lord Stanley, qui commandait environ sept mille hommes, s'avança dans la plaine et se déclara pour le comte de Richmond. L'intrépide tyran, voyant sa perte certaine, jeta les yeux autour du champ de bataille, et, apercevant son rival à une assez petite distance, se précipita dans la mêlée avec furie pour le joindre; il s'était fait jour jusqu'à lui, lorsque sir William Stanley fondit de ce côté avec ses troupes, et environna Richard, qui combattant en désespéré dans ce dernier instant, fut accablé par ses ennemis et trouva une mort honorable. Son armée alors chercha de toutes parts son salut dans la fuite (1485).

La victoire de Bosworth fut décisive pour le comte de Richmond. Ses soldats le proclamèrent roi sur le champ de bataille même, sous le nom de Henri VII. Quoique l'honneur et l'intérêt lui conseillassent également de conclure son mariage avec la princesse Elisabeth, il résolut de le différer jusqu'à ce que la cérémonie de son couronnement fût faite et que son titre lui fût confirmé par le parlement. Cette assemblée, réunie à Westminster, le reconnut comme légitime, et déclara que la succession de la couronne appartiendrait à sa postérité. Malgré cette déclaration, Henri s'adressa à la cour de Rome pour lui demander la confirmation de son droit. Innocent VIII, flatté de cette

marque de déférence, lui accorda promptement une bulle dans les termes qu'il la désirait. Tranquille alors sur la possession du trône, le roi épousa Elisabeth. Son mariage fut célébré à Londres peu de temps après son couronnement et avec les démonstrations d'une joie non moins vive et non moins universelle de la part du peuple (1480). Il résolut ensuite de se transporter dans les provinces du nord, où les amis de la maison d'York et les partisans de Richard s'étaient réfugiés en grand nombre. Arrivé à Nottingham, il fut informé que les Stafford avaient levé une armée dans le comté de Worcester, qu'ils s'approchaient pour assiéger cette ville, et que le vicomte de Lovel, à la tête d'un corps de trois ou quatre mille hommes, marchait pour l'attaquer dans York. Henri ne fut point intimidé de cette nouvelle; il assembla un petit corps de troupes, dont il donna le commandement au duc de Bedford, avec ordre de ne point risquer de bataille, mais de tâcher de dissiper les ennemis en les harcelant sans cesse. Bedford publia aussitôt la promesse d'un pardon général aux rebelles qui mettraient bas les armes. Lovel, qui avait conçu une entreprise au-dessus de son courage et de sa capacité, prévint avec tant de frayeur la désertion de ses troupes, qu'il se retira tout-à-coup lui-même et se réfugia en Flandre. Son armée se soumit à la clémence du roi. Les autres révoltés abandonnèrent aussi le siège de Worcester. Les deux Stafford furent arrêtés, et l'aîné eut la tête tranchée à Tyburn.

Cependant le peuple ne tarda pas à recevoir impatiemment les lois de Henri. Ce mécontentement prit sa source dans les préventions qu'il montra contre la maison d'York chérie de toute la nation, et dans la sévérité exercée contre le jeune Warwick, fils du feu duc de Clarence, qu'il avait fait emprisonner dans la Tour. Un prêtre du comté d'Oxford, appelé Simon, conçut le secret dessein de troubler

le gouvernement de Henri en lui suscitant tout-à-coup un prétendant à la couronne. Il jeta les yeux à cet effet sur Lambert Simnel, jeune homme de quinze ans, fils d'un boulanger, doué d'un esprit au-dessus de son âge et d'une figure au-dessus de son état, et le forma à jouer le rôle du jeune duc de Warwick. L'Irlande fut choisie pour le premier théâtre où devait s'ouvrir la scène. Simnel ne fut pas plus tôt présenté au comte de Kildare, en réclamant son appui sous le nom de l'infortuné Warwick, que ce seigneur crédule l'accueillit comme le vrai Plantagenet. Le peuple de Dublin lui prêta serment de fidélité, et l'île entière suivit l'exemple de la capitale.

A cette nouvelle, Henri fit arrêter la reine douairière qu'il soupçonnait de tremper dans la conspiration, et la fit enfermer dans un couvent de religieuses où elle termina ses jours dans la pauvreté. Il ordonna ensuite que le comte de Warwick fût tiré de la Tour, et promené par les rues de Londres. L'expédient eut son effet en Angleterre. Mais l'Irlande n'en persista pas moins dans sa révolte. John, comte de Lincoln, fils du duc de Suffolk et d'Elisabeth sœur aînée d'Edouard IV, s'engagea dans la conspiration. Ce seigneur, ambitieux et capable des plus grandes entreprises, partit pour la Flandre où Lovel était arrivé quelque temps avant lui, et se rendit à la cour de la duchesse de Bourgogne sa tante et veuve de Charles le Téméraire. Cette princesse soudoya un corps de deux mille hommes de vieilles troupes allemandes et les envoya avec ces deux seigneurs mécontents rejoindre Simnel en Irlande. Un pareil secours augmenta les forces et releva le courage des Irlandais. Le roi apprit bientôt que Simnel et ses partisans étaient débarqués à Fondrey en Lancashire; il rassembla ses troupes et s'avança contre eux. Les armées se trouvèrent en présence à Stoke, dans le comté de Nottingham, et en vinrent aux mains avec une ardeur égale (1487). Le roi

défit complètement les rebelles. Lincoln et quatre mille hommes de ses troupes restèrent sur la place. Simnel et Simon son maître furent pris. Comme Simon était prêtre, on se contenta de le faire étroitement enfermer. Simnel, devenu trop méprisable pour être craint, obtint sa grâce du roi qui le fit entrer comme marmiteux dans sa cuisine.

La France était alors au comble de la gloire. La belle province de Bretagne venait d'être réunie à ce puissant royaume par le mariage du jeune roi Charles VIII avec la princesse Anne, fille du dernier duc. Le roi d'Angleterre, qui n'avait pu empêcher cet événement important, résolut de s'en venger en déclarant la guerre à la France. Il se fit accorder par le parlement un subside sous le nom d'*impôt de bienveillance* ou don gratuit, passa la mer et débarqua à Calais avec une armée de vingt-cinq mille hommes (1492). Il assiégea Boulogne; mais des négociations s'ouvrirent promptement pour la paix. Les demandes de Henri se réduisirent à de l'argent. Charles ne crut point acheter trop cher à ce prix la paisible possession de la Bretagne, et s'engagea à payer à l'Angleterre une rente annuelle de 25,000 écus.

Cependant la duchesse douairière de Bourgogne, plus irritée que découragée par le mauvais succès de l'entreprise de Simnel, ne pouvait pardonner à Henri l'abaissement de la maison d'York. Elle suscita contre lui un imposteur, nommé Perkin. Ce jeune homme, fils d'un juif renégat de Tournay, parut à la duchesse propre à jouer le rôle de son neveu Richard Plantagenet, duc d'York, qu'elle annonça s'être évadé de la Tour, où son frère aîné avait été assassiné. Perkin se rendit à Cork en Irlande; et, prenant immédiatement le nom de Richard Plantagenet, il parut entouré de ses partisans aux yeux d'un peuple crédule. Charles VIII, entraîné par les sollicitations de la duchesse de Bourgogne, invita Perkin à se réfugier à Paris, et le

reçut avec tous les égards dus au duc d'York. L'admiration et la crédulité passèrent bientôt de France en Angleterre : sir George Nevil, sir John Taylor et plusieurs autres gentilshommes vinrent à Paris, offrir leurs services à l'imposteur, qui se vit ainsi entouré d'une petite cour, et eut lieu de se flatter qu'il réussirait dans son entreprise.

Lorsque la paix fut conclue entre la France et l'Angleterre, Perkin retourna en Flandre, auprès de la duchesse de Bourgogne. Les seigneurs de la plus haute noblesse, mécontents du gouvernement de Henri, qui abaissait les grands, tournèrent leurs regards vers ce nouveau prétendant, et correspondirent secrètement avec lui, en lui promettant leur appui. Le roi, informé de ces particularités, commença par faire constater la mort du véritable duc d'York. Parvenu ensuite, par le moyen de ses espions, à connaître tout le plan de la conspiration, il fit exécuter sir William Stanley, son grand-chambellan, qui, après avoir montré tant de zèle pour l'élever au trône, fut convaincu de trahison (1495). Cette mort frappa les partisans de Perkin d'une terreur profonde. Le prétendu Richard tenta alors une entreprise des plus audacieuses. Il rassembla une troupe de proscrits, de pirates et de gens sans aveu, au nombre de six cents, et s'embarqua avec eux, décidé à faire une descente en Angleterre. Ayant jeté l'ancre sur le littoral du comté de Kent, il envoya quelques-uns de ses agens pour inviter les habitans à se joindre à lui ; mais ceux-ci, loin de répondre à son invitation, se jetèrent sur tous ceux de ses partisans qui étaient descendus de leur vaisseau, et les forcèrent à se rembarquer après en avoir tué un grand nombre.

Ainsi repoussé de la côte de Kent, Perkin se retira en Irlande ; mais bientôt dégoûté de la vie sauvage qu'il fut obligé de mener au milieu des montagnes de cette île, il dirigea sa course vers l'Écosse. Le roi Jacques IV, à l'insti-

gation de la France, lui fit l'accueil le plus favorable, et lui donna même en mariage lady Gordon, une de ses proches parentes. La jalousie qui régnait entre les cours d'Angleterre et d'Écosse porta Jacques à embrasser la cause de l'imposteur et à faire une incursion en Angleterre; mais les prétentions de Perkin, tant de fois échouées, avaient déjà vieilli, même aux yeux de la populace, et Jacques, s'apercevant qu'il ne parviendrait pas à faire une paix solide avec l'Angleterre, tant que cet aventurier resterait en Écosse, l'engagea à sortir de son royaume. Après avoir quitté l'Écosse, Perkin essaya d'entraîner dans son parti les habitans de Cornouailles, toujours disposés à la révolte, à cause des taxes qui leur étaient imposées. Il ne se montra pas plus tôt à Bodmin, que la populace, au nombre de trois mille hommes, accourut sous ses étendards (1497). Il se présenta devant Exeter, et invita cette ville, par les plus belles promesses, à se déclarer pour lui. Les habitans, insensibles à ses offres, lui fermèrent leurs portes, et Perkin se décida à faire le siège de la place. Lorsque Henri sut qu'il était en Angleterre, il se prépara avec une extrême célérité à l'attaquer. A la nouvelle de sa marche, Perkin, désespérant de sa cause, abandonna le siège d'Exeter et se réfugia dans l'asile de Benley. Henri respecta les privilèges de l'Église, et chargea quelques personnes de négocier avec lui; il se laissa persuader de se livrer lui-même entre les mains du roi, sous la promesse qu'il obtiendrait son pardon. Sa vie fut en effet épargnée; mais il fut enfermé dans la Tour, où son goût et son habitude d'intriguer le suivirent. Il trouva le moyen d'entretenir une correspondance avec le comte de Warwick, confiné dans la même prison. Cet infortuné prince, qui depuis son enfance se trouvait séparé du commerce des hommes, restait plongé dans un état de simplicité qui le disposait à recevoir toutes les impressions. L'amour naturel de la liberté l'engagea à se prêter à un projet



de fuite, ca égorgeant le lieutenant de la Tour, et Perkin s'offrit à conduire l'entreprise; mais elle ne put échapper à la vigilance de Henri. Perkin, par cette tentative, se rendit tout-à-fait indigne de grâce : il fut, en conséquence, décrété, condamné et pendu à Tyburn. Warwick subit le même supplice peu de temps après (1499).

Il y avait une singulière ressemblance de caractère entre le roi d'Angleterre et Ferdinand d'Aragon; tous deux étaient également remplis de ruses, d'intrigues et de projets. Henri faisait le plus grand cas de l'alliance du roi d'Espagne; aussi fit-il tous ses efforts pour marier son fils Arthur, prince de Galles, avec l'infante Catherine. Mais les suites de ce mariage ne furent pas heureuses; le prince tomba malade six mois après, et mourut regretté de toute la nation. Henri, qui désirait continuer son alliance avec l'Espagne, et ne pas restituer la dot de Catherine, montant à 200,000 ducats, obligea son second fils Henri, devenu prince de Galles, à épouser la veuve de son frère (1501). Nous verrons quelles conséquences importantes entraîna plus tard cette alliance. Un autre mariage, destiné aussi à produire de grands événemens, fut encore conclu dans la même année. Marguerite, fille aînée de Henri, épousa Jacques, roi d'Ecosse.

Ainsi à l'abri des craintes et des contradictions, Henri donna l'essor à son penchant naturel : son avarice ne connut plus de bornes. Il avait trouvé deux ministres, Empson et Dudley, dignes instrumens de sa rapacité et de sa tyrannie : ces deux hommes étaient versés dans la connaissance des lois, et cette connaissance même n'était en eux qu'un moyen de plier la justice à l'oppression de l'innocent. En vain le peuple anglais tourna-t-il ses regards vers le parlement. Cette assemblée était si fort tenue en respect, que les communes choisirent constamment, pendant la tyrannie du roi, Dudley pour leur président (*speaker*),

et lui accordèrent tous les subsides qu'il demandait. Par les divers moyens dont il se servit pour accumuler, Henri remplit si prodigieusement ses coffres, qu'on assure qu'il possédait en argent comptant 2,750,000 livres sterling <sup>1</sup>.

Lorsque Henri sentit sa santé s'affaiblir, il s'effraya de la perspective dont le menaçaient dans l'autre monde les iniquités et les cruautés de son règne. Pour calmer ses terreurs, il tâcha d'expiar ses crimes en faisant des aumônes et des fondations religieuses. Les approches de la mort imprimèrent de plus en plus de nouvelles craintes dans son ame; il ordonna, par son testament, que l'on fit des restitutions à tous ceux qui avaient été victimes de ses exactions. Il mourut de consommation, dans son palais favori de Richmond, après un règne de vingt-trois ans et huit mois, et dans la cinquante-deuxième année de son âge (1509).

Le règne de Henri VII fut, au total, heureux pour son peuple au-dedans et honorable au-dehors. Ce prince aimait la paix sans craindre la guerre, et sut se concilier à la fois l'amitié et la considération des souverains étrangers. L'Angleterre lui doit plusieurs bonnes lois, dont la plus importante fut celle qui permettait à la haute noblesse et aux simples gentilhommes d'aliéner leurs terres en cassant les anciennes substitutions. Il fit aussi quelques lois pénales très-utiles.

Ce fut pendant ce règne que Christophe Colomb découvrit l'Amérique, et que Vasco de Gama, doublant le cap de Bonne-Espérance, ouvrit une nouvelle route vers les Indes-Orientales. Jaloux d'associer son nom à la découverte de terres inconnues, Henri fit partir, en 1498, le Vénitien Sébastien Cabot, qui découvrit la terre ferme de

<sup>1</sup> La livre sterling vaut à peu près 25 francs 50 centimes de notre monnaie.

l'Amérique, vers le 60<sup>e</sup> degré de latitude septentrionale, mais qui revint en Angleterre sans avoir fait ni conquête ni établissement. Elliot et d'autres marchands de Bristol firent la même tentative en 1502. Le roi dépensa 14,000 livres sterling à faire construire un vaisseau appelé le *Grand-Henri*, et qui fut, à proprement parler, le premier vaisseau de la marine anglaise ; car jusqu'alors, lorsque le prince avait besoin d'une flotte, il était obligé de louer des vaisseaux marchands. La découverte des Deux-Indes ne fut pas le seul événement important de ce siècle. L'invention de l'imprimerie vint faciliter les progrès de toutes les sciences. La poudre à canon changea l'art de la guerre ; et l'Europe entra, sous le rapport du commerce, des arts, des sciences, de la politique et du gouvernement, dans une voie où, à l'exception de quelques haltes temporaires, elle a constamment marché depuis.

---

## CHAPITRE X.

Henri VIII. — Ses diverses femmes. — Cominencement et progrès de la Réforme.

1509 — 1547.

L'avènement de Henri VIII au trône répandit une satisfaction générale en Angleterre. A la place d'un monarque soupçonneux, sévère et avare, on voyait un prince de dix-huit ans, doué de toutes les grâces de la jeunesse, et dont les qualités aimables faisaient concevoir les plus hautes espérances, surtout parmi le peuple, qui se laisse toujours séduire par la nouveauté. Les deux hommes qui se disputèrent principalement la faveur du nouveau roi furent le comte de Surrey, et Fox, évêque de Winchester.

Le premier, adroit courtisan, sut bientôt se plier à l'humeur du jeune monarque. Les immenses trésors amassés par le dernier roi furent peu à peu dissipés dans les folles dépenses de son fils. Les fêtes les plus brillantes se succédaient journellement à la cour; le roi n'en interrompait le cours que pour s'appliquer à la musique et à la littérature, qu'il aimait passionnément. Il avait l'esprit très-orné, et, malgré le goût qu'il montra pour les controverses scolastiques, qui étaient alors en grande faveur, il prouva qu'il eût été capable de cultiver avec succès des connaissances plus utiles et plus agréables.

Pour calmer l'indignation populaire contre les ministres de la tyrannie de son père, Henri envoya Empson et Dudley à la Tour, et fit aussitôt instruire leur procès. Ils furent condamnés, et leur exécution fut plutôt une satisfaction donnée au peuple qu'un acte de justice. Les guerres d'Italie embrasaient alors la plus grande partie de l'Europe, et la fortune se montrait de jour en jour plus contraire aux Français. Henri VIII ne pouvait rester neutre au milieu du bruit des armes; à l'instigation du pape, qui lui promit le titre de *roi très-chrétien*, jusqu'alors annexé à la couronne de France, il entra dans la ligue formée contre Louis XII. Il débarqua à Calais avec une armée nombreuse (1513), et marcha vers la Picardie. Arrivé au village de Guinegate, il rencontra la cavalerie française qui s'avancait au secours de la place de Téroüanne, assiégée par le comte de Shrewsbury; il donna aussitôt l'ordre de l'attaquer. Mais cette cavalerie, quoique composée de noblesse, fut saisie d'une terreur panique si violente, qu'elle prit la fuite et fut poursuivie par les Anglais. Le duc de Longueville, qui la commandait, et plusieurs autres officiers de distinction, furent faits prisonniers. Cette action fut surnommée la *bataille des éperons*, parce qu'en effet les Français se servirent, ce jour-là, de leurs éperons plus

que de leurs épées. Après la prise de Têrouanne et de Tournai, Henri s'en retourna en Angleterre et y ramena la plus grande partie de son armée. Le succès avait couronné toutes ses entreprises; son ame jeune et ardente s'enorgueillissait de cette apparence de prospérité; mais en comparant ses conquêtes aux sommes qu'elles lui avaient coûtées, les gens sensés restèrent convaincus que cette campagne si vantée était réellement ruineuse et sans gloire.

Les avantages que ses armes remportèrent cette même année dans le nord furent bien autrement importants. L'ancienne alliance qui subsistait entre la France et l'Écosse avait porté le roi Jacques, excité d'ailleurs par les invitations de la reine Anne, épouse de Louis XII, dont il avait toujours été le chevalier dans tous les tournois, à rassembler les forces de son royaume et à tenter une incursion sur la frontière anglaise. Il passa la Tweed à la tête de cinquante mille hommes, et ravagea la partie du Northumberland la plus voisine de cette rivière. Le comte de Surrey, ayant réuni un corps de vingt-six mille hommes, marcha à la défense du pays. Il s'approcha des Écossais qui étaient postés sur une éminence, près des montagnes de Cheviot. Il les attira dans la plaine de Flouden, en feignant de se diriger sur Berwick. Une action s'engagea et se prolongea avec fureur jusqu'à ce que la nuit séparât les combattans. La victoire paraissait encore douteuse; mais le jour révéla à qui appartenait l'avantage. Les Anglais n'avaient perdu aucun personnage de distinction, tandis que la fleur de la noblesse écossaise gisait sur la poussière; le roi lui-même perdit la vie et son corps ne put être retrouvé qu'après la plus minutieuse recherche. Henri aurait pu profiter de ce désastre pour étendre ses conquêtes en Écosse; mais il se montra vraiment généreux. Lorsque la reine Marguerite, qui avait

été nommée régente pendant la minorité de son fils, demanda la paix, il la lui accorda, et s'attendrit sur le sort de sa sœur et de son neveu, restés sans appui.

La paix avec l'Écosse mettait Henri à même de poursuivre son entreprise contre la France. Mais plusieurs évènements vinrent bientôt lui ouvrir les yeux sur la témérité de son projet. Ferdinand d'Aragon et l'empereur Maximilien s'étant détachés de l'alliance formée contre Louis XII, le roi d'Angleterre s'indigna contre ces monarques, qui avaient abusé de son inexpérience et de sa trop grande facilité. Le duc de Longueville, toujours prisonnier en Angleterre depuis la journée de Guinegate, fut prompt à saisir ses dispositions pour l'amener à la paix. Il lui représenta que le roi de France étant veuf et sans enfant mâle, aucun parti ne pouvait mieux lui convenir que la princesse Marie, sa sœur. Henri écouta favorablement la proposition, et les conditions de cette union furent promptement arrêtées. Le mariage se célébra à Abbeville (1514).

Henri VIII, dès le commencement de son règne, avait élevé au poste de premier ministre Thomas Wolsey, son aumônier. Cet homme, fils d'un boucher d'Ypswich, avait acquis, par une heureuse éducation, des connaissances et des lumières au-dessus de sa condition. La multitude d'ennemis que lui suscita sa subite élévation ne servit qu'à lui assurer davantage la confiance de son maître, dont il partageait tous les plaisirs malgré son état. Il obtint successivement les sièges d'York, de Durham et de Winchester. Le pape, voyant son grand crédit sur le roi, et désirant l'engager dans ses intérêts, le fit cardinal. La maison de Wolsey était composée de huit cents personnes attachées à son service. Tout ce qui se distinguait dans les sciences et dans les arts faisait la cour au cardinal, et ne la lui faisait pas en vain. Les lettres, qui étaient alors dans l'enfance, trouvaient en lui un protecteur généreux. Non content de

ces différentes sortes de libéralités, il voulut encore en imposer au peuple par la magnificence de ses équipages, par la riche broderie de ses livrées et par la pompe de son cortège. Le chancelier Warham s'étant démis de sa place, les sceaux furent aussitôt donnés au cardinal, qui développa à la tête de la magistrature son mérite personnel et l'étendue de ses talens. Son pouvoir s'accrut encore par la dignité de légat que le pape lui conféra. Une fois investi de ce nouveau titre, il ne se borna pas à une vaine ostentation : il créa un office, qu'il appela la *cour légatine*, et auquel il attribua l'examen de toutes les actions, même des laïcs, qui, échappant aux lois, paraîtraient cependant contraires à la saine morale. Enfin, en vertu de sa légation, il s'arrogea le droit de présenter ses créatures aux prieurés ou autres bénéfices vacans, sans égard au droit d'élection des moines, ni au patronage des seigneurs et de la noblesse.

Tandis que Henri, s'abandonnant aux plaisirs, confiait le gouvernement de son royaume à cet impérieux ministre, il arriva au dehors un événement qui attira son attention. La mort de l'empereur Maximilien ayant laissé vacant le premier trône de la chrétienté, les rois d'Espagne et de France se déclarèrent aussitôt concurrents à l'empire, et mirent en usage l'argent et l'intrigue pour le succès de leurs prétentions. François I<sup>er</sup> ne put dissimuler l'indignation qu'il ressentit, lorsqu'après une longue attente Charles-Quint lui fut préféré par les Électeurs à la face de toute l'Europe. Cette concurrence, autant que l'opposition de leurs intérêts, fit naître entre ces deux princes la jalousie qui occasiona tant de troubles dans leur siècle. Henri était assez heureux pour pouvoir, par la situation de son royaume, tenir la balance entre les deux rivaux ; mais il était indolent, inconsideré, capricieux et sans politique. François, bien informé du caractère de ce prince, sollicita une entrevue avec lui près de Calais, dans l'espoir de gagner son

amitié et sa confiance dans une conversation familière. Wolsey s'empressa de seconder l'intention de roi de France, et comme Henri aimait à étaler sa pompe et sa magnificence, il accepta avec joie l'entrevue demandée. Les deux monarques se rencontrèrent entre Guines et Ardres dans un champ qui fut surnommé le *Champ du Drap d'or*, à cause de la magnificence de la tente qui avait été dressée pour les recevoir. Mais, au lieu de s'occuper d'affaires sérieuses, ils passèrent tout le temps en tournois et en fêtes, et se séparèrent après s'être fait mutuellement de riches présents, en témoignage de l'estime qu'ils avaient l'un pour l'autre. Le roi d'Angleterre alla visiter ensuite Charles-Quint et Marguerite de Savoie à Gravelines. L'artificieux Charles détruisit toute l'amitié que le caractère franc et généreux de François venait d'inspirer à Henri. Il attacha Wolsey à ses intérêts en lui promettant de l'aider à se faire pape, et en le mettant dès-lors en possession des revenus des évêchés de Badajos et de Placencia en Castille. Plus tard, quand les hostilités éclatèrent entre les deux princes guerriers et ambitieux, Wolsey se rendit à Bruges et conclut, au nom de son maître, une ligue offensive avec le pape et l'empereur contre la France (1521).

Un événement de la plus haute importance vint alors fixer l'attention générale de l'Europe. Le pape Léon X, ayant épuisé son trésor par son caractère généreux et entreprenant, eut recours, pour soutenir ses libéralités, à la vente des indulgences. En Saxe et dans les pays situés sur les bords de la mer Baltique, cette récolte annuelle fut affermée à un marchand génois. Le scandale d'une pareille transaction enhardit Martin Luther, moine augustin et professeur en l'université de Wittenberg, non-seulement à prêcher contre le trafic des indulgences, mais même à décrier les indulgences. Entraîné par la chaleur de la dispute, il la poussa jusqu'à mettre en question l'autorité



du pape. Dès qu'il s'aperçut que ses opinions étaient avidement écoutées, il les promulgua par ses écrits et par ses discours; bientôt l'Europe entière retentit des cris de ce hardi novateur. Comme il existait encore beaucoup de lollards en Angleterre, la doctrine de Luther y fit secrètement plusieurs prosélytes. Mais Henri, qui avait été élevé dans un ferme attachement à l'Eglise romaine, s'opposa de tout son pouvoir aux progrès du luthéranisme. Il entreprit même de le combattre avec les armes du raisonnement : il écrivit un livre en latin et en adressa une copie au pape Léon. Le pontife la reçut avec de grands témoignages d'estime, et donna à l'auteur le titre de *défenseur de la foi*, que les rois d'Angleterre ont toujours conservé depuis.

En vertu de l'alliance conclue par Wolsey avec Charles-Quint, Henri déclara la guerre à la France. Ses troupes pénétrèrent en Picardie; mais elles furent bientôt obligées de se retirer parce qu'elles manquaient d'argent. Le roi convoqua alors le parlement pour lui demander un secours de 800,000 livres sterling. Quoique cette demande fût soutenue par le cardinal Wolsey lui-même, la chambre des communes eut assez de fermeté pour la rejeter. Henri fut si mécontent de ce refus qu'il resta sept ans sans convoquer le parlement. Sous prétexte de besoins pressans, il leva en une année, sur tous ceux qui possédaient quarante livres de rentes, l'impôt qui devait lui être payé dans quatre ans, ce qui fut une nouvelle atteinte portée aux privilèges de la nation.

Un nouveau traité fut conclu en 1524, entre Charles et Henri, pour envahir une seconde fois la France. François I<sup>er</sup>, après avoir repoussé du Dauphiné et de la Provence le connétable de Bourbon auquel Charles-Quint avait confié le commandement d'une armée contre sa patrie, passa les Alpes et alla mettre le siège devant Pavie.

Les troupes impériales s'avancèrent pour le forcer à se retirer. Après avoir canonné le camp français pendant plusieurs jours, les généraux ennemis ordonnèrent une attaque générale, et détruisirent ses retranchemens. L'armée de François fut mise en déroute; lui-même, environné d'ennemis, après avoir combattu avec la valeur la plus héroïque, fut obligé de se rendre prisonnier (1525).

A la nouvelle d'un événement aussi important, Henri fut effrayé et ne vit plus que son propre danger dans la perte du contre-poids nécessaire à la puissance de Charles-Quint; loin de profiter de la situation déplorable de la France, il résolut de la secourir dans ses malheurs. Il conclut une alliance avec la reine-mère nommée régente, et s'engagea à faire rendre la liberté à son fils à des conditions raisonnables. Charles se relâcha enfin de la rigueur de ses prétentions, et l'on signa à Madrid un traité dont la principale condition était la mise en liberté du roi captif (1526). Henri et François, pour cimenter leur union, conclurent quelque temps après un nouveau traité à Londres, par lequel le roi d'Angleterre se désistait pour toujours de ses prétentions sur la couronne de France. En reconnaissance de ce désistement, François s'engagea pour lui et ses successeurs à payer à perpétuité tous les ans 50,000 écus à l'Angleterre.

Henri avait eu plusieurs enfans de son mariage avec Catherine d'Aragon; mais tous étaient morts presque en naissant, excepté une seule fille qui lui restait encore. Il désirait vivement un fils. La succession de la couronne était un objet qui inquiétait tout le monde. On craignait que le droit d'hérédité ne fût contesté à la princesse Marie à cause de la faiblesse de son sexe, et on prévoyait avec chagrin que le roi d'Ecosse, se regardant alors comme le plus proche héritier, ferait valoir ses droits et replongerait le royaume dans le trouble et la confusion. Henri se trouva

done excité à la fois par ses sentimens particuliers et par l'intérêt du bien général, à solliciter son divorce avec Catherine d'Aragon. Il eut occasion de remarquer la beauté, la jeunesse et les grâces d'Anne de Boleyn, fille d'un simple gentilhomme, qui venait de paraître à la cour comme dame d'honneur de la reine. Il découvrit que les qualités de son ame n'étaient pas inférieures aux charmes de sa personne, et forma le dessein de l'élever au trône. Il envoya Knigh, son secrétaire, auprès du pape Clément pour y négocier la dissolution de son mariage avec Catherine, comme illégitime et contraire aux lois de l'Eglise. Clément, qui était alors prisonnier de l'empereur (1527), fit d'abord une réponse très-favorable. Mais lorsqu'il eut recouvré sa liberté, les menaces de Charles-Quint, dont Catherine d'Aragon était la tante, le forcèrent à temporiser et à tenir une conduite ambiguë. Henri, impatient de ces retards, soupçonna Wolsey d'encourager la résistance du souverain pontife. Il fut entraîné dès-lors par un mouvement aussi rapide à perdre son favori qu'il l'avait été à l'élever; il l'obligea à rendre le grand-sceau et en disposa en faveur de sir Thomas Morus. Ses meubles et sa vaisselle furent confisqués, et le cardinal reçut ordre de se retirer dans son évêché d'York. Mais il ne resta pas long-temps tranquille dans sa retraite. Ses ennemis, qui craignaient son rappel à la cour, ne cessèrent d'entretenir le roi de ses fautes. Henri, sans égard pour son caractère, ordonna qu'il fût arrêté pour être conduit et jugé à Londres. Le cardinal tomba malade en route et n'arriva qu'avec peine jusqu'à l'abbaye de Leicester. Il se mit au lit d'où il ne se releva plus (1530). Peu de temps avant d'expirer, il s'entretint longuement avec sir William Kingston, gouverneur de la Tour, à la garde duquel il était confié, et lui dit : « Si j'avais servi Dieu avec autant de zèle que j'ai servi le roi, il ne m'aurait pas abandonné dans ma

vieillesse. Je reçois la juste récompense que j'ai méritée. »

Clément différait toujours d'accorder la dispense qu'on lui demandait, lorsque Thomas Cranmer, docteur au collège des Jésuites de Cambridge, homme d'un grand savoir, proposa de consulter les universités de l'Europe sur la question du mariage du roi. Presque toutes n'hésitèrent point à donner leur avis en faveur de Henri. Clément, toujours dirigé par l'empereur, n'en persista pas moins à refuser son consentement, et somma le roi de comparaître à son tribunal de Rome. Henri refusa de comparaître, et ne voulut même pas recevoir la citation. On convoqua alors un parlement et une assemblée du clergé (1531). Henri se fit déclarer par cette dernière *protecteur et chef suprême de l'église d'Angleterre*. Dans la session suivante, on fit passer un bill contre la levée des annates, ou premiers fruits, et on décida que, quelques censures que ces réglemens attirassent de la cour de Rome sur l'Angleterre, elles seraient regardées comme nulles.

Résolu de braver les conséquences du parti qu'il allait prendre, Henri conclut secrètement son mariage avec Anne de Boleyn (1533). Le parlement, assemblé de nouveau, passa un acte contre tous les appels à Rome, en matière de divorces, et déclara nul, par une sentence formelle, le mariage du roi avec Catherine d'Aragon. La couronne fut substituée aux enfans nés ou à naître de sa nouvelle union, ou, à leur défaut, aux héritiers du roi jusqu'à la dernière génération. Fisher, évêque de Rochester, et sir Thomas Morus qui s'était démis précédemment de la place éminente de chancelier, plutôt que de consentir à l'altération de la foi qu'il professait, furent les seules personnes de distinction qui se firent scrupule de prêter le serment exigé au sujet du nouvel ordre de succession. Henri, irrité, les fit décréter et conduire à la Tour.

Quoique séparé de l'église catholique et du souverain pontife qui en était le chef, Henri n'en regardait pas moins l'idée d'hérésie comme détestable et redoutable, et se faisait un point d'honneur de maintenir la foi catholique. Mais ses ministres et ses courtisans différaient entre eux de conduite et de caractère, et, pendant tout son règne, ils parurent flotter entre l'ancienne et la nouvelle religion. La jeune reine soutenait la réforme. Cromwell, qui avait été nommé secrétaire d'Etat, avait adopté les mêmes vues. Cranmer, archevêque de Cantorbery, avait embrassé secrètement les opinions des protestans, et s'était acquis l'amitié de Henri par sa candeur et sa sincérité. D'un autre côté, le duc de Norfolk restait fidèle à l'ancienne foi, et son rang aussi bien que ses talens pour la guerre et la politique lui donnaient un grand poids dans les conseils du roi. Gardiner, récemment nommé évêque de Winchester, suivait le même parti que le duc de Norfolk.

Au milieu des fluctuations des courtisans de Henri, l'esprit d'innovation fit de rapides progrès parmi ses sujets. Les écrits composés par les luthériens pénétrèrent secrètement en Angleterre et y firent de nombreux prosélytes. Henri ne négligea pas de poursuivre le protestantisme, qu'il regardait comme l'hérésie la plus dangereuse pour ses intérêts; mais il reconnut bientôt que ses ennemis les plus redoutables étaient les moines, qui, dépendant immédiatement du souverain pontife, n'envisageaient qu'avec fureur l'abolition du catholicisme en Angleterre. On découvrit que plusieurs étaient entrés dans une conspiration; le roi voulut en tirer vengeance: il supprima d'abord trois monastères, et voyant que cet acte d'autorité excitait peu de clameurs, il s'enhardit à faire main-basse sur le reste. Le parlement avait déclaré crime d'Etat toute tentative pour dépouiller le roi de ses dignités et de ses titres; il venait même de lui déferer celui de chef

suprême de l'Eglise, en statuant que nier sa suprématie était une trahison, et cette nouvelle espèce de crime avait déjà coûté la vie à plusieurs prieurs et ecclésiastiques. Henri, emporté par la violence de son caractère et par le désir d'effrayer la nation entière, continua d'affermir sa tyrannie en faisant mettre à mort le cardinal Fisher et le savant et intègre Thomas Morus (1535).

A la nouvelle de l'exécution de Fisher et de Morus, Paul III, qui avait succédé à Clément VII sur le trône de saint Pierre, excommunia le roi et ses adhérens, le dépouilla de sa couronne, et livra son royaume au premier occupant. La mort de Catherine d'Aragon, arrivée en 1536, sembla cependant ouvrir une voie de réconciliation. Charles-Quint pensa que cette mort ayant éteint tout motif d'animosité entre lui et Henri, il ne serait peut-être plus impossible de le détacher de l'alliance avec la France. Mais Henri, qui connaissait ses artifices et sa duplicité, se montra indifférent à toutes ses avances.

Henri, sentant alors tous les avantages de sa situation, se détermina à supprimer les monastères de son royaume et à s'approprier leurs revenus immenses. Le secrétaire-d'Etat Cromwell, auquel il délégua l'exercice de la suprématie qu'il s'était attribuée sur l'Eglise, institua des commissaires pour faire les recherches les plus minutieuses sur les mœurs et la conduite des moines. Henri eut ensuite recours à l'instrument ordinaire de sa puissance, au parlement, pour préparer les esprits au coup d'autorité qu'il se proposait de frapper; il fit publier le rapport des commissaires, qui était loin d'être favorable au clergé. Un acte fut passé, par lequel trois cent soixante-seize maisons religieuses furent supprimées, et leurs revenus, s'élevant à 33,000 livres sterling par an, furent accordés au roi, sans compter leurs effets, leur mobilier, estimés plus de 100,000 livres.

Mais, pendant que les prosélytes de la nouvelle religion applaudissaient aux persécutions exercées contre leurs adversaires, un événement survint, qui sembla devoir détruire toutes leurs espérances. Anne de Boleyn, leur protectrice, perdit tout-à-coup les bonnes grâces du roi. Elle était accouchée d'un fils mort; Henri, qui souhaitait ardemment un successeur, se trouvant privé de cette satisfaction, s'éprit d'amour pour Jane, fille de sir John Seymour, et résolut de tout sacrifier pour satisfaire sa nouvelle passion. Dans un tournoi donné à Greenwich, Anne ayant laissé tomber son mouchoir, Henri, qui ne cherchait qu'un prétexte pour perdre cette infortunée reine, regarda cet accident, arrivé sans doute par hasard, comme une faveur qu'elle accordait à un amant. Le lendemain elle fut arrêtée et conduite à la Tour, où elle apprit son prétendu crime, dont elle ne se doutait nullement. Traduite devant la cour des pairs, quoiqu'elle ne fût assistée d'aucun conseil, elle repoussa avec beaucoup de force et de présence d'esprit l'accusation d'infidélité portée contre elle; mais l'odieux tribunal ne l'immola pas moins à la cruauté de Henri. Lorsqu'elle entendit prononcer son arrêt de mort, elle leva les mains au ciel et s'écria : « O mon père ! ô mon créateur ! vous qui êtes la voie, la vérité et la vie, vous savez que je ne mérite pas mon sort. » Elle fut décapitée ; et son corps, jeté dans un simple cercueil de bois, fut enterré dans la Tour. Le lendemain même de cette exécution, Henri épousa Jane Seymour. Dans cette circonstance, le parlement se montra aussi docile que flatteur. Il s'empressa d'applaudir au nouveau mariage du roi, et déclara illégitimes les enfans qu'il avait eus de ses deux premières femmes (1536).

L'assemblée du clergé ne se montra pas moins servile que le parlement. Pour complaire au roi, décidé plus que jamais à rompre avec la cour de Rome, elle adopta une

série d'articles de foi portant l'empreinte de la bigarrure qui régnait dans l'esprit de ses membres; elle conserva la présence réelle, la confession, le culte des images, et laissa subsister plusieurs des croyances et des cérémonies anciennes à côté des innovations du protestantisme. Cependant les moines expulsés erraient dans les campagnes, et excitaient à la fois la compassion et la pitié. Comme l'ancienne religion conservait son ascendant sur le peuple, elle alluma bientôt le zèle le plus ardent en sa faveur. La première révolte éclata en Lincolnshire; mais elle fut promptement réprimée par le duc de Suffolk, à la tête de quelques troupes. La sédition des provinces du nord prit un caractère bien plus formidable. Un gentilhomme nommé Aske se mit à la tête des rebelles qui déclarèrent qu'ils n'avaient d'autre intention que de rétablir l'Eglise et d'abolir l'hérésie. Le duc de Norfolk fut envoyé contre eux à la tête des troupes royales. Les révoltés furent dispersés; Aske fut mis à mort avec plusieurs autres chefs, et une amnistie générale fut accordée à ceux qui avaient pris les armes (1537). La joie qu'éprouva Henri de ses succès contre les rebelles fut couronnée par la naissance d'un fils qui fut baptisé sous le nom d'Edouard, et qui fut aussitôt créé prince de Galles, duc de Cornouailles et comte de Chester; mais le bonheur du roi ne fut pas complet : la reine mourut douze jours après ses couches.

La naissance d'un fils et la pacification des troubles du royaume ayant affermi l'autorité du roi, il ne s'occupa plus que de la destruction complète des monastères. Une nouvelle visite fut ordonnée (1538); quatre-vingt-dix collèges, deux mille trois cent soixante-quatorze chapelles libres, et cent dix hôpitaux furent démolis, et les revenus de ces divers établissemens, se montant à 161,000 livres sterling, furent ajoutés aux revenus de la couronne. De pareilles violences excitèrent de nouveaux murmures; mais



Henri, pour les apaiser, eut recours à un moyen efficace : il partagea les dépouilles des monastères avec la noblesse, soit en concédant les revenus de quelques maisons religieuses à ses courtisans, soit en les cédant à très-bas prix, soit en faisant des échanges de terre à son désavantage.

Quoique Henri se fût considérablement éloigné du système de religion dans lequel il avait été élevé, il tenait au petit nombre d'articles qu'il en conservait encore avec autant d'opiniâtreté que si jamais sa foi n'eût été ébranlée sur aucun. Un nommé Lambert, maître d'école à Londres, s'étant avisé de nier la présence réelle, dogme où le roi plaçait principalement son orthodoxie, fut cité devant les évêques Cranmer et Latimer. Ces prélats l'engagèrent à se rétracter ; mais au lieu d'y consentir, Lambert en appela au roi. Henri, flatté d'exercer sa suprématie et de déployer son savoir, accepta l'appel. La controverse eut lieu dans la salle du palais de Wesminster, où des échafauds avaient été dressés pour le public. Henri parut sur son trône avec tous les insignes de la royauté, ayant les prélats à sa droite, et les pairs du royaume à sa gauche ; il pressa son adversaire avec quelques argumens tirés des Écritures et des Scolastiques, et toute l'assemblée applaudit à son érudition. La dispute fut prolongée pendant six heures. Enfin, comme argument conluant, le roi proposa à Lambert de reconnaître la présence réelle ou d'être brûlé vif. Lambert, qui avait le courage forcené que donne l'obstination, répondit qu'il s'abandonnait à la clémence de Sa Majesté, mais qu'il ne se rétracterait jamais. Cromwell, comme vice-régent, lui lut aussitôt sa sentence de mort. Il expira sur le bûcher, en s'écriant plusieurs fois : « Nul autre que le Christ ! Nul autre que le Christ ! »

Après la mort de Jane Seymour, Henri pensa à contracter une nouvelle alliance. Cromwell lui proposa Anne de Clèves, dont le frère, duc de ce nom, avait beau-

coup de crédit parmi les princes luthériens d'Allemagne. Le portrait de la princesse peint par Holbein lui ayant été présenté, il la trouva ravissante, et le mariage fut conclu; mais lorsqu'il vit Anne, elle lui parut si dépourvue de grâces et de beauté, qu'il déclara qu'elle ne lui inspirerait jamais que du dégoût. Son aversion pour elle s'accrut tellement de jour en jour qu'il se détermina enfin à chercher à la fois le moyen de dissoudre une union si odieuse pour lui, et de perdre le ministre qui en était l'auteur; il espérait, en sacrifiant Cromwell, faire cesser les clameurs qui s'élevaient de toutes parts contre son gouvernement, et regagner l'affection de ses sujets. Devenu amoureux de Catherine Howard, nièce du comte de Norfolk, Henri ne trouva pas d'autre expédient que de répudier Anne de Clèves, pour épouser l'objet de sa nouvelle passion. L'oncle de Catherine, qui était depuis long-temps l'ennemi de Cromwell, obtint du roi une commission d'arrêter le ministre, sur l'accusation de haute-trahison portée au conseil, et de le renfermer dans la Tour. Un bill de proscription fut immédiatement expédié contre lui, et la chambre des pairs, sans instruire de procès, sans interrogatoire et sans preuves, eut la lâcheté de condamner à mort celui que, peu de jours auparavant, elle avait déclaré digne d'être *le vicaire-général de l'univers* (1540).

Le mariage du roi avec Catherine Howard et l'alliance qu'il contracta à cette époque avec l'empereur d'Allemagne furent regardés par les catholiques comme deux événemens favorables à leur cause. Norfolk et Gardiner se trouvant à la tête du conseil, une persécution violente fut exercée contre les protestans, et la loi des six articles, connue sous le nom de *statut de sang*, fut exécutée à la rigueur <sup>1</sup>. Henri n'épargna pas davantage les catholiques

<sup>1</sup> Ces six articles de foi, approuvés par le parlement, établissaient à présence réelle, la communion sous une seule espèce, l'obligation

qui niaient sa suprématie; et c'était avec raison qu'un étranger, qui se trouvait alors en Angleterre, disait que ceux qui prenaient parti pour le pape étaient brûlés, et que ceux qui se déclaraient contre lui étaient pendus.

Henri se trouvait heureux de son nouveau mariage : la beauté, la jeunesse et le caractère aimable de Catherine fixaient toute son affection. Cependant la reine méritait fort peu cet excès de tendresse; Cranmer fut informé des faiblesses qu'elle avait eues avant son mariage, et en instruisit le roi. Catherine, interrogée, nia d'abord son crime; mais lorsqu'elle sut qu'on en avait les preuves, elle avoua tout et se retrancha seulement sur ce qu'elle n'avait jamais trahi le roi. On ne la crut point. Henri assembla aussitôt le parlement, son vengeur ordinaire. Les deux chambres, après avoir reçu la confession de la reine, votèrent un bill de proscription. Elle eut la tête tranchée à Tower-Hill, et presque tous ses parens subirent le même sort pour n'avoir pas révélé ses déréglemens (1542).

Henri, prétendant avoir à se venger de la légèreté avec laquelle le roi d'Ecosse son neveu avait reçu ses avances d'amitié, se disposa à lui faire la guerre, et publia un manifeste pour justifier ses hostilités. Le duc de Norfolk entra en campagne à la tête de plus de vingt mille hommes, passa la Tweed à Berwick, et, côtoyant cette rivière, s'avança jusqu'à Kelso. Mais lorsqu'il apprit que le roi d'Ecosse avait trente mille hommes à lui opposer, il rétrograda. Jacques, enflammé d'un désir de gloire et de vengeance, donna l'ordre de poursuivre ses agresseurs et de porter la guerre en Angleterre même. La noblesse écossaise, qui ne pouvait lui pardonner ses préférences pour le

perpétuelle du vœu de chasteté, l'utilité de la messe particulière, le célibat du clergé, la nécessité de la confession auriculaire.

clergé, refusa d'obéir et de suivre son prince dans cette entreprise. Jacques n'en persista pas moins dans son projet; il envoya dix mille hommes sur les frontières occidentales; ils entrèrent en Angleterre à Solway Frith, et le roi les suivit lui-même à peu de distance. Mais à l'aspect d'un corps anglais de cinq cents hommes seulement, cette armée fut saisie d'une terreur panique et prit la fuite. Il y eut peu de morts, mais un grand nombre de prisonniers. Le roi d'Ecosse, naturellement fier et mélancolique, fut consterné lorsqu'il apprit ce désastre. Rejetant toute consolation et s'abandonnant au plus violent désespoir, il tomba malade, et sa vie parut bientôt en danger. Il n'avait alors aucun enfant vivant; on l'informa que la reine venait d'accoucher heureusement; il demanda si c'était d'un garçon ou d'une fille. Quand on lui eut répondu que c'était d'une fille: « La couronne d'Ecosse, s'écria-t-il, est venue par une femme, et s'en ira par une femme. Bien des maux attendent ce malheureux royaume. Henri s'en emparera ou par la force des armes ou par un mariage. » Peu de jours après, il expira à la fleur de l'âge, laissant pour lui succéder la petite princesse à laquelle la reine venait de donner le jour, et qui devint cette femme si malheureuse, connue sous le nom de Marie Stuart.

Henri ne fut pas plus tôt informé du succès de ses armes et de la mort de son neveu, qu'il projeta, comme Jacques l'avait prévu, de réunir l'Ecosse à ses États en mariant son fils à l'héritière de ce royaume. Il offrit en conséquence aux seigneurs écossais prisonniers de leur rendre la liberté sans rançon, pourvu qu'ils donnassent leur parole de favoriser cette union. Ceux-ci n'hésitèrent pas à accepter la proposition et repassèrent en Ecosse. Une négociation s'entama avec sir Ralph Salder, ambassadeur anglais, et des conditions assez équitables furent promptement arrêtées. Mais le primat Beaton, agissant comme pre-

mier ministre du roi Jacques, eut l'art de détruire cet arrangement; il n'eut besoin que de représenter à ceux qui étaient attachés à la foi catholique l'union avec l'Angleterre comme l'avant-coureur le plus certain de la ruine de l'ancienne religion. Comme à la suite de cet événement, la guerre était naturellement imminente, le cardinal primat sollicita l'appui de la France, cette ancienne alliée de l'Ecosse, qui promit des secours d'argent, et même d'hommes. Henri, irrité de cette protection accordée par la France, forma une ligue avec l'empereur, et la guerre fut déclarée à François I<sup>er</sup> (1543).

Henri convoqua une nouvelle assemblée du parlement qui lui accorda les subsides nécessaires aux frais de la guerre projetée. Vers le même temps, il épousa Catherine Parr, veuve de Nevil lord Latimer, femme vertueuse et qui penchait un peu pour les nouvelles croyances. Dès que le retour du printemps permit d'ouvrir la campagne, il fit partir une flotte et une armée pour envahir l'Écosse (1544). Les troupes débarquèrent près de Leith et marchèrent sur Edimbourg, dont les portes furent bientôt forcées. La ville fut pillée et incendiée. Le comte d'Arran, régent, et le cardinal Beaton, qui n'étaient pas préparés à faire tête à des forces aussi nombreuses, s'enfuirent à Stirling. Les Anglais marchèrent du côté de l'est, ravagèrent le pays, brûlèrent et saccagèrent Haddington et Dunbar, et rentrèrent sur leur territoire.

Cette incursion aigrit plutôt qu'elle ne dompta l'esprit des Ecosais. Henri ne rappela si promptement ses troupes que pour exécuter le traité qu'il avait conclu avec l'empereur, et par lequel ces deux princes étaient convenus d'entrer en France avec plus de cent mille hommes. La trahison livra Boulogne aux Anglais; mais l'empereur, après avoir pris plusieurs places, conclut la paix à Crépy avec François I<sup>er</sup>, sans même y faire mention de l'Angleterre.

Henri fut obligé de lever le siège de Montreuil et de retourner dans son royaume.

L'année suivante (1545), la guerre continua en Ecosse et en France avec des succès balancés et sans événements mémorables. Au printemps de 1546, Henri envoya le comte d'Hertford et l'amiral lord Lisle à Calais avec un corps de neuf mille hommes. Quelques escarmouches eurent lieu, sans qu'on pût espérer des progrès importants de part ou d'autre. Les deux rois, dont les motifs d'animosité n'étaient pas violens, se montrèrent bientôt disposés à terminer leurs différends. Les commissaires nommés à cet effet signèrent un traité dont le principal article était que Henri garderait Boulogne jusqu'à ce que François eût acquitté son ancienne dette envers l'Angleterre. Le roi de France eut soin de comprendre l'Ecosse son alliée dans le traité. Ainsi, tout ce qui revint à Henri d'une guerre qui lui avait coûté plus de 1,340,000 livres sterling, fut un nantissement pour sa créance, qui ne valait pas le tiers de cette somme.

Le roi, se trouvant débarrassé de toutes guerres étrangères, ramena son attention sur ses affaires domestiques. Son orgueil, encore irrité par l'affaiblissement de sa santé, le rendait plus implacable que jamais pour tous ceux qui osaient différer d'opinion avec lui. Jane Ascuë, jeune femme dont le mérite égalait la beauté, et qui était liée avec la reine, fut accusée de dogmatiser sur la présence réelle. Après avoir été appliquée à la question la plus rigoureuse, elle fut condamnée à être brûlée vive. Lorsqu'elle fut attachée au poteau, le chancelier lui fit offrir sa grâce, si elle consentait à se rétracter; elle s'y refusa, et vit avec tranquillité l'exécuteur allumer le feu qui allait la consumer.

Le sujet de conversation favori du roi était la théologie. La reine, assez éclairée pour être en état de parler sur

cette matière, s'y trouvait souvent engagée. Un jour, elle eut l'imprudence de déceler un peu trop son opinion en faveur de la doctrine des réformés. Henri, furieux qu'elle eût la présomption de penser autrement que lui, s'en plaignit à Gardiner et au chancelier, et d'après leurs conseils il ordonna de dresser un acte d'accusation contre sa propre épouse. Par bonheur cet acte étant tombé de la poche du chancelier, fut retrouvé par un des amis de la reine, qui s'empressa de le lui porter. Elle sentit toute l'étendue du danger; mais elle ne désespéra pas de le détourner par sa prudence et son adresse. Lorsque le roi se retrouva avec elle, il amena l'entretien sur le sujet qui lui était familier; mais la reine refusa doucement le défi, en répondant avec modestie que des discussions aussi profondes étaient au-dessus de la faiblesse de son sexe; qu'elle partageait tous les principes religieux de son époux, et qu'elle se faisait gloire d'être la femme du plus grand théologien du monde. Le roi, transporté de joie, s'écria : « Cela est-il vrai, mon cher cœur? Nous sommes donc toujours amis? » Il l'embrassa cordialement, et la congédia en l'assurant de sa protection et de sa tendresse.

La réputation que le duc de Norfolk s'était acquise comme homme de guerre, son rang élevé et son influence comme chef du parti catholique, faisaient ombrage à Henri, qui redoutait les entreprises d'un sujet aussi puissant pendant la minorité de son fils. Le comte de Surrey, fils de cet infortuné seigneur, jeune homme de la plus haute espérance, et qui possédait toutes les qualités et les connaissances qui conviennent à un savant, à un guerrier et à un courtisan, ayant refusé d'épouser la fille du comte d'Hertford, le roi s'imagina qu'il portait ses vues sur la main de la princesse Marie sa fille. Sur un ordre particulier qu'il donna, Norfolk et Surrey furent arrêtés et conduits à la Tour. Comme Surrey faisait partie de la cham-

bre des communes, son procès fut le plus tôt expédié. Il fut condamné comme convaincu de haute trahison, malgré sa défense, aussi éloquente que pleine de noblesse et de feu. La sentence fut exécutée presque aussitôt que rendue. L'innocence du duc de Norfolk était, s'il est possible, encore plus évidente que celle de son fils. La chambre des pairs, sans instruire son procès, sans aucun témoignage contre lui, l'envoya aux communes. Le roi, dont la santé déclinait depuis long-temps, sentant sa fin approcher, craignit que Norfolk ne lui échappât, et envoya dire aux communes de presser le bill. Ses intentions ne furent que trop bien suivies : Norfolk fut condamné, et l'exécution fut fixée, par ordre du roi, au matin du 29 janvier 1547. Mais on apprit ce jour-là, à la Tour, que le roi lui-même était mort dans la nuit, et le lieutenant crut devoir surseoir à l'exécution : le conseil ne jugea pas convenable de commencer un nouveau règne par la mort du plus grand seigneur du royaume.

Henri, parvenu à une corpulence qui l'empêchait de marcher, et atteint d'un ulcère à la cuisse, mourut dans les souffrances d'une longue agonie. Depuis quelques jours, il était devenu d'une humeur si fâcheuse, que personne n'osait l'instruire de son état. A la fin, sir Antony Denny se hasarda à lui révéler le fatal secret, et l'exhorta à se préparer à cet événement suprême. Il montra de la résignation, et désira que l'on fit venir Cranmer; mais avant que le prélat fût arrivé, il avait perdu l'usage de la parole, sans que sa présence d'esprit l'abandonnât. Cranmer lui demanda qu'il lui témoignât, par quelque signe, qu'il mourait dans la foi de Jésus-Christ. Le roi lui serra la main et expira aussitôt, dans la soixante-sixième année de son âge, après un règne de trente-sept ans et neuf mois.

Henri avait fait son testament un mois avant sa mort. Il laissait la couronne, d'abord au prince Édouard; à son



défaut, à la princesse Marie, et ensuite à la princesse Élisabeth, sa seconde fille. Il obligeait ces deux princesses, sous peine de perdre leurs droits à la couronne, à ne point se marier sans le consentement du conseil qu'il nommait pour gouverner pendant la minorité de son fils.

---

## CHAPITRE XI.

Règnes d'Edouard VI et de Marie. — Protectorat de Somerset. — Etablissement définitif de la Réforme. — Jane Gray. — Réaction catholique.

1547 — 1558.

Édouard, à son avènement, n'avait que neuf ans. Son père, qui avait fixé sa majorité à l'âge de dix-huit ans, avait institué seize exécuteurs testamentaires, dépositaires de l'autorité royale, auxquels il avait ajouté douze conseillers. Ce conseil de régence ne fut pas plus tôt assemblé, qu'il reconnut que le gouvernement perdrait de sa dignité si on ne lui donnait un chef qui pût représenter la majesté royale. On convint, en conséquence, de nommer un protecteur, et le choix tomba sur le comte de Hertford, oncle maternel du jeune roi, qui fut créé duc de Somerset, maréchal et grand-trésorier. L'ambition de Somerset ne se contenta pas de ces avantages. Sous prétexte que son autorité, comme protecteur, n'était pas assez bien définie, il se fit délivrer, par son neveu, une patente qui le nommait régent, avec le plein exercice de la puissance royale.

Somerset était regardé depuis long-temps comme le partisan secret des protestans. Il eut soin que toutes les personnes auxquelles il confia l'éducation du roi fussent dans les mêmes principes que lui. Il ne prit aucune me-

sure pour étendre la réforme, sans consulter Cranmer, homme prudent et modéré, et ennemi des mesures violentes. Gardiner, évêque de Winchester, était celui qui s'opposait avec le plus de force à ses vues. Quoique ce prélat ne fût pas membre du conseil de régence, il avait acquis par son âge, son expérience et sa capacité, toute la confiance du parti catholique. Il représenta le danger qu'il y avait à faire des innovations perpétuelles et la nécessité de s'arrêter à un système quelconque. Ces remontrances lui attirèrent l'indignation du conseil; il fut emprisonné et traité avec dureté.

En Ecosse, un gentilhomme nommé Wishart s'était laissé emporter par son zèle pour la réforme à prêcher contre le catholicisme. Beaton, cardinal-primat, résolu d'imprimer la terreur dans l'esprit des novateurs par le châtimement d'un prédicateur de haut rang, le fit arrêter. Wishart fut condamné au feu comme hérétique, et supporta la mort avec le courage ordinaire aux fanatiques. Ses disciples, furieux d'un pareil supplice, formèrent une conspiration contre le cardinal, qui fut assassiné peu de temps après. Les assassins, ayant été rejoints par leurs amis, se préparèrent à se défendre, et envoyèrent à Londres implorer le secours de Henri VIII qui promit de les protéger. Ce fut pour accomplir cette promesse, et pour réaliser le projet du feu roi d'unir les deux royaumes par un mariage, que le protecteur leva une armée de dix-huit mille hommes, avec laquelle il envahit l'Ecosse. Les Ecossais, plus nombreux du double que les Anglais, et excités d'ailleurs par leurs prêtres qui marchaient à leur tête, refusèrent toute espèce d'arrangement avec un peuple qu'ils regardaient comme hérétique. Une bataille se livra à quatre milles d'Edimbourg, où les troupes écossaises furent mises en pleine déroute. Peu de victoires furent aussi décisives que celle-ci. Les Anglais perdirent à peine deux cents hommes,

et tuèrent plus de dix mille ennemis. Cette action fut appelée la bataille de Penkey, du nom de la terre d'un seigneur, située dans le voisinage.

Au lieu de poursuivre ses avantages, Somerset retourna en Angleterre, où il savait que plusieurs membres du conseil de régence et l'amiral son propre frère conspiraient contre son autorité. A son arrivée, il convoqua un parlement. Dans cette session (1548), toutes les lois promulguées sous le dernier règne pour étendre le crime de haute trahison, toutes celles qui sévissaient contre la secte des lollards ou autres hérésies, et jusqu'au statut des six articles, furent abrogés. Mais plus la réforme étendait ses progrès en Angleterre, plus le protecteur se trouvait éloigné du but qu'il s'était proposé, la réunion des deux royaumes. Les diverses entreprises faites jusqu'à ce jour contre l'Ecosse n'avaient servi qu'à irriter la nation et à lui inspirer la plus forte antipathie pour un peuple qui s'écartait tant des anciens principes religieux. La reine douairière, profitant de cette disposition des esprits, convoqua le parlement, qui décida que la jeune reine serait envoyée en France. En conséquence, Marie fut confiée à Ville-Gaignon, qui commandait quatre galères françaises alors en station dans le golfe de Forth. Elle débarqua à Drest, d'où elle fut conduite à Paris, et peu de temps après fiancée au Dauphin.

Somerset, sans espoir de réussir dans ses projets sur l'Ecosse, n'était pas moins embarrassé des intrigues de la cour d'Angleterre. Son frère lord Seymour, homme de grande capacité et d'une ambition insatiable, avait épousé la veuve de Henri VIII. Cette princesse étant morte en couches, Seymour, loin de regarder cet événement comme un échec pour ses hautes prétentions, s'imagina au contraire qu'il devait être la base d'une élévation plus extraordinaire : il pensa à devenir l'époux de la princesse Eli-

sabeth, qui était alors dans sa seizième année. A force de promesses et d'éloquence, il attira plusieurs nobles dans son parti, et ne négligea même pas de se faire des créatures parmi le peuple, en sorte qu'à l'occasion il pouvait espérer de réunir dix mille hommes sous ses ordres. Il s'était déjà procuré des armes, et, pour que l'argent ne lui manquât pas, il s'était assuré l'appui de sir John Sherington, directeur de la monnaie à Bristol. Somerset, instruit de toutes ces menées, employa le langage de l'amitié et de la raison, et même la prière, pour ramener l'amiral à son devoir. Tous ses efforts ayant été inutiles, il se détermina enfin à le faire arrêter et à faire dresser un acte d'accusation contre lui. Les preuves de la trahison étant évidentes, le prisonnier fut condamné par le parlement et eut la tête tranchée à Tower-Hill. L'ordre d'exécution fut signé par Somerset lui-même, que l'opinion publique blâma hautement de cette rigueur (1549). Après le procès de l'amiral, le parlement s'occupa spécialement des affaires ecclésiastiques. Parmi les mesures qui furent adoptées, il faut placer la traduction de la liturgie, celle des Écritures et l'abolition du célibat des prêtres. Les principales opinions et la plupart des pratiques de la religion catholique furent anéanties, et la réforme, telle qu'elle est aujourd'hui, fut presque entièrement achevée.

La mort de lord Seymour ne tira pas le protecteur d'embarras. Les paysans de plusieurs comtés, regrettant la suppression des monastères et indignés de l'oppression qu'ils éprouvaient de la part des gentilshommes, se soulevèrent. La fermentation fut promptement apaisée par la douceur dans les provinces de Hampshire, de Kent et de Sussex; mais les troubles du Devonshire et de Norfolk furent plus graves, et les factieux s'organisèrent en armée régulière. Il fallut envoyer des troupes contre eux. Lord Russel défait les révoltés du Devonshire près d'Exeter, et ceux de Norfolk,

que commandait un tanneur nommé Ket, furent battus par le comte de Warwick. Deux mille hommes périrent tant dans le combat que dans la poursuite; Ket fut pendu à Norwich, et la révolte fut entièrement étouffée.

Ces levées de boucliers à l'intérieur enhardirent les ennemis du dehors. Les Ecossais ayant repris l'offensive, s'emparèrent de la forteresse de Brouhty et forcèrent les Anglais à évacuer Haddington. Les Français, alliés des Ecossais, recouvrèrent successivement toutes les conquêtes faites par Henri VIII sur le continent, à l'exception de Boulogne. Somerset, désespérant d'obtenir l'alliance de l'empereur, forma le dessein de conclure la paix avec la France et l'Ecosse. Mais il rencontra une résistance opiniâtre dans le conseil. Lord Saint-John, président, les comtes de Warwick, de Southampton et d'Arundel, avec cinq autres conseillers, résolurent alors sa perte; s'attribuant toute l'autorité, ils se mirent à agir sans la participation du protecteur, qu'ils accusèrent d'être l'auteur de toutes les calamités publiques. Ils écrivirent à tous les seigneurs et à tous les gentilshommes du royaume pour demander leur appui. Ils enjoignirent au maire de Londres et au lieutenant de la Tour de n'obéir qu'à leurs ordres, et, après avoir fait connaître au peuple par une proclamation les mesures qu'ils venaient de prendre, ils envoyèrent Somerset à la Tour et le décrétèrent d'accusation. Le prisonnier parut à genoux devant le conseil, et convint de tous ses torts; mais il les imputa à son imprudence et à sa témérité, se défendant de toute intention criminelle; il fut ensuite dépouillé, par un acte du parlement, de toutes ses charges, et condamné à une amende de deux cents livres. Lord Saint-John fut créé trésorier à sa place, et Warwick grand-maréchal. Les poursuites n'allèrent pas plus loin; le roi fit remise de l'amende à Somerset, et lui rendit sa liberté.

Warwick et le conseil de régence, à la tête du pouvoir, se trouvèrent aussi embarrassés que Somerset de la guerre avec la France et l'Écosse. Ils reconnurent comme lui qu'il était indispensable de faire la paix, et conclurent un traité par lequel la restitution de Boulogne fut fixée à quatre mille écus. L'Écosse fut comprise dans ce traité, et les Anglais s'engagèrent à démolir les forteresses de Roxburgh et d'Eymouth (1550).

Une fois que le conseil eut Warwick pour chef, il redoubla de zèle pour étendre la réforme et persécuter les catholiques. Plusieurs prélats qui étaient encore attachés à la communion romaine, Gardiner entre autres, furent dépouillés de leurs sièges sous le prétexte de désobéissance. La princesse Marie, ennemie de la nouvelle liturgie, répondit aux remontrances du conseil qu'elle endurerait plutôt la mort que de renoncer à sa religion. Le jeune roi, qui avait été élevé dans la haine de la messe et du rite catholique, plaignit l'obstination de sa sœur et déplora la nécessité où il se trouvait de la laisser persévérer dans un culte si abominable à ses yeux (1551).

Si le conseil de régence fut ardent à étendre les progrès du protestantisme, d'un autre côté il s'occupa avec zèle des intérêts temporels; on le vit favoriser par tous les moyens en son pouvoir l'industrie et le commerce de la nation, qui jusque-là avaient été négligés par le gouvernement et par le peuple. Mais l'ambition de Warwick paralysa ces bonnes intentions et prépara de nouveaux troubles. Le dernier comte de Northumberland étant mort sans postérité, Warwick se fit donner ses immenses terres, et prit le titre de duc de Northumberland. Comme Somerset était encore assez puissant et assez populaire pour inquiéter le nouveau duc, celui-ci résolut d'achever la perte d'un homme qu'il regardait comme le principal obstacle à ses projets d'élévation. Il gagna secrètement la plupart des ser-

viteurs de ce malheureux seigneur, et fut instruit par eux qu'il formait des projets de vengeance contre sa personne.

Somerset fut décrété d'accusation et traduit devant la chambre des pairs pour être jugé. Accablé par le témoignage de ceux mêmes auxquels il s'était ouvert sur ses projets, il ne put nier qu'il eût médité la perte de Northumberland et celle des autres membres du conseil; il fut en conséquence condamné à mort pour crime de félonie (1552). On le conduisit à l'échafaud à Tower-Hill, au milieu d'une foule de peuple qui faisait entendre le cri de grâce ! Mais Northumberland avait eu soin de perdre son adversaire dans l'esprit du jeune roi, et n'avait même laissé aucun accès auprès de lui à ses amis. Somerset reçut la mort avec calme et résignation; plusieurs spectateurs de cette scène horrible trempèrent leurs mouchoirs dans son sang, qu'ils gardèrent comme une relique précieuse, qui devait plus tard être offerte aux regards de Warwick quand il se trouva dans la même situation que sa victime.

Edouard VI, en raison de son âge et de ses infirmités, n'était que trop susceptible de recevoir toutes les impressions qu'on voulait lui donner. Warwick, prévoyant que sa fin prochaine lui permettrait d'exécuter ses projets ambitieux, entreprit de l'amener à exclure du trône ses sœurs Marie et Elisabeth. Il lui représenta qu'elles avaient été déclarées illégitimes par le parlement; que si Marie, surtout, succédait jamais au trône, il en résulterait certainement l'abolition de la religion protestante; que ces princesses se trouvant ainsi éloignées de la couronne, la succession était dévolue à Jane Gray, petite nièce de Henri VIII, femme accomplie, et très-éclairée sur les principes de la religion. Ces raisonnemens ébranlèrent le jeune prince, et son zèle pour la religion protestante acheva de le décider. Il signa les lettres-patentes qui prononçaient l'exclusion de ses

sœurs, et qui appelaient à leur place les héritiers de la duchesse de Suffolk. Warwick, pour achever la trame ourdie par son ambition, maria en même temps son fils lord Guilford Dudley avec Jane Gray (1553).

Cette disposition faite, Edouard, atteint de consomption, parut tirer vers sa fin et ne plus laisser d'espoir de le sauver. Pour comble d'imprudence, ses médecins, d'après l'avis de Northumberland, furent congédiés, et la vie de ce jeune prince fut confiée au charlatanisme d'une vieille femme qui promettait de le guérir. Il n'eut pas plus tôt fait usage de ses remèdes, que les symptômes devinrent de plus en plus alarmans; il expira à Greenwich dans la seizième année de son âge et la septième de son règne. Edouard possédait d'excellentes qualités qui avaient fait concevoir les plus grandes espérances et lui avaient gagné l'affection du peuple. Au caractère le plus doux, il joignait un goût prononcé pour l'étude et pour les affaires, un esprit très-juste et le plus grand amour pour l'équité.

Les droits que la princesse Marie, fille de Henri VIII et de Catherine d'Aragon, avait à la couronne après la mort de son frère, étaient incontestables, et malgré les craintes que sa religion inspirait aux protestans, pendant tout le règne d'Edouard elle avait été regardée comme devant lui succéder. Northumberland, qui n'ignorait pas les obstacles qu'allait rencontrer la mesure qu'il avait fait adopter au jeune roi, avait formé le projet de s'assurer de la personne des deux princesses; il les avait fait inviter par le conseil à se rendre auprès de leur frère mourant. Marie était déjà à Hoddesden lorsqu'elle apprit par un message du comte d'Arundel la mort d'Edouard et la conspiration formée contre elle. Aussitôt qu'elle en fut instruite, elle se retira dans le comté de Suffolk, d'où elle écrivit aux principaux nobles du royaume, pour leur ordonner de pren-



dre la défense de sa couronne et de sa personne. Elle dépêcha en même temps un courrier au conseil de régence, pour lui enjoindre de la faire proclamer reine à Londres.

Northumberland jugea qu'il ne devait plus différer. Il se rendit auprès de Jane Gray, qui ignorait, en grande partie, ce qui s'était passé en sa faveur, et, malgré sa répugnance, il la conduisit à la Tour où les souverains anglais avaient coutume de passer les premiers jours de leur avènement. Le conseil donna des ordres pour que Jane fût proclamée reine dans tout le royaume; mais ces ordres ne furent exécutés qu'à Londres et dans les environs. Pendant ce temps, le peuple du comté de Suffolk se déclarait pour Marie. La haute noblesse et tous les gentilshommes accouraient journellement grossir et fortifier son parti.

Northumberland, jusqu'alors aveuglé par l'ambition, s'aperçut enfin du danger dont il était environné. Il leva des troupes qu'il rassembla à Londres et partit à leur tête. Arrivé à Saint-Edmund'sbury, il jugea que son armée était trop faible pour tenir contre celle de Marie. Il écrivit au conseil pour demander du renfort. Les ministres saisirent cette occasion de sortir de l'espèce de servitude dans laquelle les tenait Northumberland et de se déclarer pour leur légitime souveraine. Le maire et les aldermen (échevins) de Londres proclamèrent Marie avec joie. Le peuple exprima son approbation par des cris d'applaudissement. Jane Gray, après avoir soutenu pendant dix jours la vaine pompe de la royauté, rentra dans la vie privée avec plus de satisfaction qu'elle n'en avait montré lorsqu'on lui avait offert le trône. Partout où la reine passa, en se rendant à Londres, elle reçut les plus éclatans témoignages de l'affection et de la fidélité publique. Elle donna l'ordre de s'assurer de la personne de Northumberland que ses partisans avaient déjà abandonné; elle fit enfermer ensuite dans la Tour Jane Gray et lord Guilford Dudley. Nor-

thumberland fut condamné à mort et exécuté. La même sentence fut prononcée contre Jane et Dudley ; mais l'innocence et la jeunesse des deux époux, qui étaient à peine âgés de dix-sept ans, firent ajourner leur exécution.

Le zèle de Marie pour la religion catholique ne fut pas long-temps sans se déployer. Gardiner et plusieurs autres évêques furent réinstallés dans leurs évêchés. Cranmer, malgré les nombreux services qu'ils avait rendus à la reine pendant le règne de Henri VIII, fut mis en prison comme coupable d'avoir favorisé le parti de Jane Gray. On le déclara criminel de haute trahison, mais la sentence ne reçut point son exécution, et le prélat fut réservé à des châtimens plus cruels. A l'ouverture du parlement, Marie fit célébrer, en présence des deux chambres, une messe au Saint-Esprit en langue latine; les statuts du roi Edouard à l'égard de la réforme furent cassés par une délibération, et dès-lors la religion nationale fut remise sur le même pied où elle était restée à la mort de Henri.

Le choix d'un époux pour la reine était un objet important à l'intérêt national; lorsqu'on apprit que son mariage se négociait avec Philippe, fils de l'empereur Charles-Quint, les communes s'alarmèrent de la voir résolue à contracter une alliance étrangère, et lui adressèrent des représentations sur les conséquences fâcheuses qu'elle pouvait avoir. Marie, impatientée de ces remontrances, prit le parti de dissoudre le parlement. Le mariage fut conclu. Pour apaiser les clameurs, on en dressa les articles de la manière la plus favorable aux intérêts et même à la grandeur de l'Angleterre; il fut convenu que malgré le titre de roi qui serait donné à Philippe, l'administration entière resterait entre les mains de la reine; qu'aucun étranger ne pourrait posséder d'emploi dans le royaume; que les lois, les coutumes et les privilèges de la nation ne subiraient aucune innovation; que les enfans mâles qui

naltraient de cette union hériteraient non-seulement de la couronne d'Angleterre, mais de la Bourgogne et des Pays-Bas.

La publication de ces articles ne satisfit pas la nation, et l'on se persuada généralement que l'Angleterre allait devenir une province de l'Espagne où le gouvernement exerçait l'autorité la plus despotique. Les murmures se répandirent parmi le peuple, et des complots se formèrent pour s'opposer par la force des armes au mariage de la reine. Sir Thomas Wyatt proposa de soulever le comté de Kent; sir Peter Carew promit d'agir de même dans le Devonshire, et tous deux engagèrent le duc de Suffolk, père de Jane Gray, à tenter de faire insurger les comtés situés au centre du royaume. Carew échoua dans sa tentative, et s'enfuit en France. Suffolk, poursuivi par le comte de Huntingdon, fut pris et conduit à Londres. Wyatt fut d'abord plus heureux dans son entreprise. Le peuple du comté de Kent, excité par un manifeste véhément, accourut en foule sous les drapeaux de ce rebelle. Il entra dans Westminster sans résistance; mais ses partisans, voyant qu'aucun personnage de distinction ne se joignait à lui, l'abandonnèrent insensiblement. Arrêté près de Temple-Bar, il fut condamné et exécuté avec environ soixante chefs subalternes.

La rébellion de Wyatt devint funeste à Jane Gray et à son époux, qui gémissaient dans la Tour. L'infortunée Jane fut avertie de se préparer à la mort. Dans ces tristes circonstances, elle conserva assez de présence d'esprit pour défendre sa religion contre les théologiens qu'on lui avait envoyés afin de la convertir; elle écrivit une lettre en grec à Marie, et l'exhorta à conserver une constance égale dans toutes les situations où la fortune pourrait la placer. Le jour de l'exécution, son époux ayant obtenu la permission de la voir une dernière fois,

elle eut le courage de refuser cette douloureuse entrevue, en disant que leur séparation durerait moins qu'un éclair, et qu'ils allaient se rejoindre bientôt dans un lieu où leurs cœurs seraient unis pour toujours. Guilford fut conduit le premier au supplice; Jane fut placée à une fenêtre d'où elle lui donna des marques d'affection, et peu d'instans après elle vit revenir son corps dans un char sanglant. Sir John Gage, gouverneur de la Tour, la supplia, en la conduisant au lieu de l'exécution, de lui donner quelque objet qu'il pût conserver toute sa vie en mémoire de ses hautes vertus; elle lui donna ses tablettes, où elle venait d'écrire trois maximes que l'aspect du cadavre de son époux lui avait inspirées, l'une en grec, l'autre en latin, la troisième en anglais. Lorsqu'elle fut sur l'échafaud, elle adressa aux spectateurs un discours où la douceur de son caractère se peignait d'une manière attendrissante. Elle se fit ensuite déshabiller par ses femmes et tendit le cou au bourreau avec une contenance ferme et assurée. Le duc de Suffolk fut jugé, condamné et exécuté immédiatement après elle. La princesse Elisabeth, convaincue d'avoir eu connaissance du complot formé contre sa sœur, fut d'abord renfermée dans la Tour, où elle s'attendait à subir le sort de sa mère, Anne de Boleyn; mais elle sortit de sa prison et fut transférée au château de Woodstock, où elle fut gardée avec la plus grande rigueur.

Le parlement fut convoqué (1554); le chancelier Gardiner, croyant le trouver docile aux volontés de la reine, demanda, sous prétexte de prévenir toute espèce de collision entre les divers compétiteurs, que Marie fût autorisée à disposer de la couronne et à nommer son successeur. Lorsque le parlement vit qu'il s'agissait de compromettre à ce point l'indépendance et le bonheur de la nation, il résista aux sommations de Gardiner, et se contenta de ra-

tifier les articles du mariage. La reine prit le parti de dissoudre une assemblée qui ne voulait pas seconder ses desseins.

Marie ne pensait alors qu'à la réception de Philippe, dont elle attendait impatiemment l'arrivée d'heure en heure; il débarqua enfin à Southampton. Peu de jours après, les fiancés furent mariés à Westminster, et après avoir fait une entrée brillante à Londres, la reine conduisit son époux au palais de Windsor, où ils fixèrent leur résidence. Le faste et la fierté de Philippe, loin de détruire les préventions du peuple anglais, ne firent qu'augmenter son aversion pour un prince étranger. Un nouveau parlement, élu sous l'influence de la cour, fut convoqué. Cette assemblée refusa, comme la précédente, de déclarer Philippe héritier présomptif de la couronne, mais elle marqua la plus grande indifférence pour la religion réformée; elle révoqua l'acte de proscription prononcé sous Henri VIII contre le cardinal de la Pole. Ce cardinal, revêtu du pouvoir de légat du pape, quitta la Flandre où il s'était retiré, et revint à Londres. Après avoir eu sa première audience du roi et de la reine, il invita le parlement à se réconcilier, lui et le royaume, avec le Saint-Siège, dont ils avaient si long-temps et si malheureusement été séparés. Cette invitation fut bien reçue. Les deux chambres présentèrent une adresse à Philippe et à Marie, contenant la ferme résolution d'abroger toutes les lois promulguées contre l'église de Rome, et la prière à Leurs Majestés de les protéger auprès du Saint-Père pour obtenir le pardon et l'oubli de leur infidélité. On leur accorda volontiers leur requête. Le légat, au nom du pape, donna l'absolution au parlement et au royaume, leva toutes les censures, et les reçut de nouveau dans le sein de l'Eglise.

Aussitôt après le rétablissement de la religion catholique,

les opinions ardentes de Gardiner l'emportèrent sur les principes de tolérance du cardinal de la Pole, et les lois contre la tolérance furent remises en vigueur. La reine ordonna qu'on fit le procès à plusieurs prédicateurs protestans qui avaient été arrêtés comme complices de Northumberland. Une cour, composée de treize évêques et de plusieurs seigneurs, fut instituée et présidée par Gardiner. Rogers, chanoine de Saint-Paul, Hooper, évêque de Gloccster, les recteurs Saunders et Taylor, ayant refusé la rétractation qu'on leur demandait, expirèrent sur le bûcher. Le nombre des exécutions s'accrut bientôt tellement que Gardiner s'en effraya, et transmit ses pouvoirs à Bonner, évêque de Londres, homme d'un caractère féroce. Nous ne retracerons pas ici toutes les cruautés qui se commirent en Angleterre pendant trois ans. Il suffit de dire que, dans cet espace de temps, deux cent soixante-dix-sept personnes, de tout âge et de toute condition, furent brûlées vives. Au nombre des plus illustres victimes, se distinguent, Ferrar, évêque de Saint-David; Ridley, ancien évêque de Londres, et Latimer, évêque de Worcester, qui périrent ensemble dans les flammes à Oxford, et s'encouragèrent l'un l'autre à la mort par leurs mutuelles exhortations; enfin Cranmer, qui était retenu en prison depuis long-temps. Lorsque le malheureux archevêque apprit que sa dernière heure allait sonner, l'amour de la vie triompha des résolutions de son courage. Il consentit à faire une profession de foi où il reconnut la présence réelle dans l'Eucharistie et la suprématie du pape. Cette rétractation ne satisfait point la cour; elle exigea qu'il fit un avcu authentique de ses erreurs, dans la cathédrale, en présence du peuple, et donna l'ordre de le conduire immédiatement après au supplice. Cranmer, secrètement instruit qu'il allait se déshonorer sans éviter la mort, surprit l'audience par une déclaration tout-à-fait contraire à celle qu'on attendait de

lui. Arrivé au lieu du supplice, il rassembla les forces de son ame et supporta ses tourmens avec une constance incroyable. Il étendit la main qu'il prétendait avoir souillée d'une signature criminelle, et la tint dans les flammes jusqu'à ce qu'elle fût consumée, en s'écriant à plusieurs reprises : « Cette main a péché ! » Tranquillisé par l'acte de pénitence qu'il venait de faire, il ne montra plus qu'un visage serein ; et, lorsque le feu attaqua son corps, on eût dit qu'il était insensible (1556).

Après la mort de Cranmer, le cardinal de la Pole fut élevé au siège de Cantorbéry, et se trouva, par cette nouvelle dignité, à la tête du clergé d'Angleterre. Quoiqu'il fût très-opposé au système sanguinaire adopté contre les hérétiques, son autorité était trop faible pour résister au fanatisme de la reine et de ses conseillers. Il s'agissait d'entraîner la nation dans la guerre allumée entre l'Espagne et la France. Le cardinal de la Pole s'éleva fortement contre cette résolution ; mais Philippe, que l'abdication volontaire de son père Charles-Quint venait de rendre maître de tous les trésors des Indes et des plus riches États de l'Europe, osa signifier à la reine que, si l'on refusait d'aquiescer à sa demande, il ne remettrait jamais les pieds en Angleterre. Les menaces et les artifices de Marie triomphèrent enfin de la résistance de ses ministres, et la guerre fut résolue. Après avoir obligé la cité de Londres à lui payer 60,000 livres pour la bienvenue de son époux, la reine parvint à mettre sur pied une armée de dix mille hommes, qu'elle envoya dans les Pays-Bas, sous le commandement du comte de Pembroke. Les forces du roi d'Espagne, s'élevant à plus de soixante mille hommes, envahirent la Picardie, sous les ordres du duc de Savoie, et vinrent mettre le siège devant Saint-Quentin. Le connétable de Montmorency, à la tête de vingt mille hommes, s'avança au secours de la place ; mais il fut écrasé par

l'armée espagnole et fait prisonnier. La France entière fut consternée de cet événement. Toutefois, l'indécision de Philippe la fit bientôt revenir de ses premières alarmes : le vainqueur se contenta de prendre Saint-Quentin, et mit ensuite ses troupes en quartier d'hiver (1557).

Pour venger la défaite de Saint-Quentin, le duc de Guise entra en campagne avec vingt-cinq mille hommes, et marcha sur Calais. Dans le cœur de l'hiver (1558), il parvint, en huit jours de temps, à recouvrer cette place importante, qui avait coûté onze mois de siège à Édouard III, et que les Anglais avaient possédée pendant deux siècles. La perte de Calais exaspéra la nation anglaise, qui murmura hautement contre l'imprudence de la reine et de son conseil. Les Écossais, excités par la France, recommencèrent leurs incursions sur les frontières d'Angleterre. Henri II, pour unir plus étroitement l'Écosse à son royaume, pensa qu'il était temps d'accomplir le mariage de la jeune reine avec le Dauphin. Le parlement écossais envoya une députation pour assister à la cérémonie et pour régler les articles du contrat.

Les nouveaux nœuds qui resserraient l'alliance de la France et de l'Écosse menaçaient de plus en plus le repos et la sûreté de Marie. Elle prévoyait que, malgré les factions qui agiteraient nécessairement l'Écosse pendant l'absence de sa souveraine, cette puissance n'aidait que trop la France à envahir l'Angleterre. Marie jugea donc nécessaire d'assembler le parlement et de lui demander des subsides pour remplir son trésor épuisé. La chambre des communes, sans faire aucune réflexion sur le passé, lui accorda tout ce qu'elle demanda. Une flotte de cent quarante voiles fut équipée. Les Flamands y joignirent trente vaisseaux ; on y fit monter six mille hommes de débarquement, et l'on envoya ces forces réunies faire quelques tentatives sur les côtes de Bretagne. Mais des négociations



pour la paix ne tardèrent pas à s'entamer entre les rois de France et d'Espagne. Tandis que les articles du traité se discutaient, on apprit tout-à-coup la mort de Marie. Sa santé était chancelante depuis long-temps ; le regret de la perte de Calais, l'inquiétude du mauvais état de ses affaires, et surtout le chagrin du départ prochain de son époux, qui allait se fixer pour toujours en Espagne, avaient brisé son ame et épuisé ses forces. Elle succomba à une fièvre lente, après un règne infortuné de cinq ans.

---

## CHAPITRE XII.

Règne d'Elisabeth. — Établissement du protestantisme. — Démêlés entre Elisabeth et Marie Stuart. — Réforme écossaise. — Gloire et puissance de l'Angleterre.

1558 — 1603.

Elisabeth avait montré dans sa conduite, pendant le règne de sa sœur, la prudence la plus consommée. Les périls qui l'avaient menacée l'avaient rendue si intéressante, qu'elle était en quelque sorte devenue l'idole de la nation. Le parlement avait été convoqué quelques jours avant la mort de Marie. Lorsqu'elle eut rendu le dernier soupir, les deux chambres retentirent aussitôt de ces acclamations : « Vive la reine Elisabeth ! Puisse son règne être long et heureux ! » Le peuple, s'élevant au-dessus des factions, fit éclater les transports de la joie la plus vive et la plus générale. Elisabeth eut la modestie d'ensevelir dans l'oubli les outrages dont elle avait été accablée. En notifiant à Philippe son élévation au trône, elle lui exprima toute sa reconnaissance pour la protection qu'il lui avait accordée autrefois contre les persécutions de sa sœur. Philippe, qui voyait avec peine l'Angleterre lui échapper,

fit demander la nouvelle reine en mariage ; mais Élisabeth n'hésita pas : elle répondit à ces propositions par un refus plein d'obligeance.

Les intérêts d'Élisabeth et l'éducation qu'elle avait reçue la faisaient pencher en faveur de la réforme. Elle ne délibéra donc pas long-temps sur le parti qu'elle devait prendre ; mais elle voulut marcher à pas sûrs et mesurés vers son but. Elle rappela de l'exil et fit sortir de prison tous ceux qu'on y retenait pour cause de religion ; elle ordonna que l'oraison dominicale, les litanies, le symbole des apôtres et les évangiles fussent récités en anglais, et enjoignit à toutes les églises de se conformer à la manière d'officier usitée dans sa chapelle. Après avoir rassuré les protestans par ces premières mesures, elle différa le changement qu'elle méditait dans la religion jusqu'à l'assemblée du parlement.

Le premier bill proposé aux deux chambres, fut pour ordonner la suppression des monastères récemment établis, et pour rendre les dîmes et les premiers fruits à la reine. Ce bill ayant passé sans beaucoup de difficultés, on en présenta un autre pour attribuer la suprématie spirituelle à la couronne ; il réunit également la pluralité des suffrages. Pendant la session de ce parlement, il y eut entre les théologiens protestans et catholiques une conférence publique, dans laquelle les défenseurs de la religion de la reine triomphèrent. Enhardis par ce succès, les protestans présentèrent un bill pour abolir la messe et rétablir généralement la liturgie du roi Édouard. Ainsi, dans une seule session, sans violence et sans tumulte, tout le système de la religion se trouva renversé. Avant de se séparer, le parlement présenta une adresse à la reine pour la supplier de choisir un époux. Élisabeth rejeta cette requête, en répondant qu'elle avait épousé l'Angleterre, et qu'elle regardait tous les Anglais comme ses enfans ; elle ajouta

qu'elle ne désirait pas d'autre gloire que de transmettre sa mémoire à la postérité, par cette simple inscription gravée sur son tombeau : « Ci-gît Élisabeth, qui vécut et mourut vierge et reine. »

Tandis qu'Élisabeth et le parlement travaillaient conjointement à fixer l'état de la religion dans le royaume, le roi de France, Henri II, à l'instigation des Guise, oncles de Marie Stuart, ne perdait pas de vue les prétentions de sa bru à la couronne d'Angleterre, comme petite-fille de Henri VIII. Il ordonna en conséquence au Dauphin et à la Dauphine de prendre les titres et les armes des monarques anglais. Lorsqu'Élisabeth en fut instruite, elle en conclut que l'intention du roi de France était de lui contester sa légitimité et ses droits au trône, à la première occasion. François II ayant succédé à son père, tué dans un tournoi, continua de porter les armes et le titre de roi d'Angleterre; dès ce moment, lui et la reine d'Écosse parurent à Élisabeth ses plus mortels ennemis, et ce fut l'origine de cette haine profonde qui poursuivit l'infortunée Marie jusqu'au tombeau.

Bientôt la réforme, qui était éminemment populaire en Écosse, occasiona dans ce pays des troubles dont Élisabeth résolut de tirer parti. Jean Knox arrivait de Genève, où il s'était imbu de tout le fanatisme de la secte de Calvin, avec lequel il s'était lié. Cet enthousiaste, profitant de la fermentation qu'il trouva dans les esprits, établit sa chaire à Perth, et déclama avec violence contre l'idolâtrie et toutes les abominations de la cour de Rome; il excita son auditoire à secouer le joug du pape. Ses prédications furent suivies des plus grands désordres, et bientôt la guerre civile désola tout le royaume. Les chefs de la réforme sollicitèrent alors le secours d'Élisabeth. Le conseil de cette princesse n'hésita point à saisir une occasion qui secondait si bien ses vues et ses intérêts. On équipa une

flotte, et on assembla une armée de huit mille hommes à Berwick (1559). L'apparition des Anglais mit promptement fin aux sanglans démêlés des Écossais. Les Français qui défendaient les catholiques furent obligés de capituler et de se rembarquer. Une amnistie générale fut publiée pour tout ce qui s'était passé. Peu de temps après, le parlement d'Edimbourg abolit la juridiction du pape en Écosse et établit le formulaire de la discipline presbytérienne, sans s'inquiéter de la résistance de la reine Marie, qui refusa sa sanction à ces réglemens.

La mort inopinée de François II (1561), et surtout la régence de Catherine de Médicis, rendirent à la reine d'Écosse le séjour de la France si insupportable, qu'elle songea sérieusement à retourner dans sa terre natale. Elle s'embarqua à Calais, évita la flotte anglaise à la faveur d'un brouillard, et arriva heureusement à Leith, où elle fut reçue au milieu des acclamations des habitans accourus en foule sur le rivage pour contempler leur jeune souveraine. Marie touchait alors à sa dix-neuvième année; sa beauté, son affabilité firent impression sur l'esprit de ses sujets, et son retour répandit une allégresse universelle. Son premier soin fut de s'efforcer de rétablir l'ordre dans un pays divisé par les factions et par les haines particulières; mais il existait un motif qui devait promptement priver Marie de l'affection générale que ses manières et sa conduite lui avaient d'abord conciliée : elle était catholique. Isolée au milieu de ministres et de sujets fanatiques, elle essuya bientôt, à chaque instant, de nouveaux affronts, qu'elle soutint avec autant de douceur que de patience. Jean Knox surtout, qui jouissait d'une autorité illimitée dans l'église d'Écosse, s'applaudissait des traitemens ignominieux qu'il faisait subir à sa souveraine, et ne l'appelait jamais que Jéshabel. Marie, privée de tout appui, crut que le seul moyen d'assurer sa tranquillité était d'entretenir

des relations d'amitié avec la reine d'Angleterre. Elle envoya à cet effet son secrétaire Ledington à Londres; Élisabeth, tout en rejetant la demande que lui faisait Marie, de la reconnaître pour son héritière, se montra cependant touchée des embarras que lui suscitait l'esprit turbulent des Écossais, et les souveraines gardèrent tous les dehors d'une réconciliation sincère.

Élisabeth portait principalement son attention sur tout ce qui pouvait augmenter la gloire et le bonheur de la nation anglaise. C'est ainsi que dans les premières années de son règne elle acquitta une partie des dettes immenses de la couronne; elle fit des réglemens sur la monnaie, que ses prédécesseurs avaient considérablement altérée; elle remplit ses arsenaux d'armes, fortifia ses frontières, et releva le commerce et la navigation; enfin elle augmenta tellement la marine de son royaume, qu'elle fut regardée, à juste titre, comme la restauratrice de la puissance maritime de l'Angleterre, et comme la souveraine des mers du Nord.

Malgré l'extrême économie de la reine, les efforts qu'elle faisait pour soutenir les protestans de France et de Hollande avaient épuisé ses finances. Elle se trouva dans la nécessité de convoquer un parlement pour obtenir des subsides (1563). Peu de temps avant l'assemblée de ce corps, elle tomba dangereusement malade de la petite vérole, et on craignit même pour ses jours. Dès l'ouverture de la session, la chambre des communes lui présenta une nouvelle requête, dans laquelle, après lui avoir représenté les malheurs qu'occasionait toujours une succession interrompue et douteuse, elle la suppliait de se choisir un époux; elle lui demandait en même temps que, dans le cas où elle conserverait de la répugnance pour le mariage, son successeur fût nommé ou du moins désigné par un acte du parlement. La reine, convaincue que tout héritier désigné deviendrait en quelque sorte un rival pour elle, fit une ré-

ponse équivoque aux communes; et, lorsqu'à la fin de la session cette chambre lui fit demander une décision formelle, elle dit seulement, contre ce qu'elle avait assuré au commencement de son règne, qu'elle n'était pas absolument déterminée à ne se point marier.

La paix continuait toujours avec l'Écosse. Marie, pour se conformer aux vœux de ses sujets et de son conseil, se décida à épouser Henri Stuart, lord Darnley, son cousin germain. Darnley se trouvait, après la reine d'Écosse, le plus proche héritier de la couronne d'Angleterre. Elisabeth, irritée de cette union, protesta et se plaignit comme si elle eût reçu le plus sanglant outrage : ce lui fut un nouveau prétexte de refuser de reconnaître les droits de Marie à sa succession et d'encourager les mécontentemens et l'esprit de révolte de la noblesse et du clergé d'Ecosse.

Le mariage de Marie avec lord Darnley fut si précipité, que, séduite par la jeunesse, la beauté et les agrémens extérieurs de ce seigneur, elle ne s'aperçut pas d'abord que les qualités de son cœur ne répondaient nullement aux charmes de sa personne. Il était violent, insolent et ingrat. Adonné aux plaisirs les plus grossiers, il était incapable d'un amour tendre et délicat. Marie, dans les premiers transports de sa passion, lui avait donné le titre de roi, et avait joint son nom au sien dans tous les actes publics; mais lorsqu'elle découvrit en lui tant de vices et de faiblesses, elle sentit l'imprudence de la profusion de ses bienfaits et résolut d'y mettre un terme. Darnley, indigné de ce changement de conduite, jura de s'en venger sur tous ceux qu'il soupçonnait d'en être la cause. Il y avait alors à la cour un Piémontais nommé David Rizzio à qui la reine avait donné la place de secrétaire pour les affaires de France, et qui possédait toute sa confiance. La faveur dont il jouissait lui avait inspiré tant d'insolence, qu'il s'était attiré la haine de toute la noblesse. Il ne fut pas difficile aux amis de Henri

Darnley de lui persuader que Rizzio était l'auteur de l'indifférence de la reine pour lui, et même de faire pénétrer la jalousie dans son ame. Darnley, égaré par de perfides conseils, autorisa l'assassinat du favori; les conjurés, au nombre desquels se trouvaient lord Ruthven et George Douglas, étant entrés précipitamment dans l'appartement de la reine, se jetèrent sur celui qu'ils appelaient traître et le percèrent de cinquante - six coups de poignard. Le sang du malheureux couvrit les vêtements de Marie, qui, indignée d'une action aussi déloyale, jura qu'elle n'oublierait jamais l'outrage qu'elle venait d'éprouver, et qu'elle en tirerait vengeance (1566).

Les conjurés, après avoir erré quelque temps en Angleterre dans l'indigence et dans l'opprobre, implorèrent la protection du comte de Bothwell, nouveau favori de la reine. Ce seigneur parvint à calmer le ressentiment de Marie, qui conserva contre son époux seul un désir implacable de vengeance; elle lui permit cependant d'avoir un appartement dans le château d'Edimbourg, où elle donna bientôt le jour à un fils. Sir James Melvil fut sur-le-champ dépêché pour porter cette heureuse nouvelle à Elisabeth. Lorsque Melvil eut notifié la naissance du jeune prince, la reine d'Angleterre tomba dans une profonde mélancolie, et dit à quelqu'un de sa suite : « La reine d'Ecosse est mère, et je ne suis qu'un arbre stérile ! »

Tandis que Marie et Darnley semblaient réconciliés, une horrible catastrophe se préparait. Darnley étant tombé malade à Glasgow, la reine se rendit auprès de lui, lui témoigna beaucoup de tendresse, et le ramena avec elle à Edimbourg. Sous le prétexte que la foule des gens qu'attire la cour occasionait un bruit qui pourrait nuire à sa convalescence, on le relégua loin du palais dans une maison isolée. Marie n'y démentit point les témoignages de son affection, et passa même plusieurs nuits dans un ap-

partement au-dessous de celui de son époux ; mais le 9 février 1567, elle lui dit qu'elle irait coucher au palais, parce qu'elle devait assister au mariage d'une de ses femmes. Sur les deux heures du matin environ, la ville d'Edimbourg fut alarmée par une commotion épouvantable, et l'on apprit que c'était une explosion de poudre qui avait fait sauter la maison où se trouvait Darnley, et que le cadavre de ce prince avait été trouvé dans un champ voisin. Le comte de Bothwell fut généralement regardé comme l'auteur de ce crime ; une accusation fut aussitôt intentée contre lui par le comte de Lenox, père de Darnley ; mais les juges rendirent dans ce procès un verdict tel qu'on les obligea de le rendre : ils déclarèrent l'accusé innocent. Peu de temps après, Marie étant allée voir son fils à Stirling, Bothwell rassembla un corps de huit mille chevaux sous le prétexte de donner la chasse à des brigands qui infestaient la campagne. Placé en embuscade, il attendit la reine à son retour, se saisit de sa personne et la conduisit à Dunbar. L'étonnement public fut grand lorsque Marie fit ensuite publier qu'aucune contrainte ne lui avait été faite et qu'elle consentait à accepter la main de Bothwell, quoiqu'il fût marié à une autre femme.

Tant de crimes et de désordres poussèrent les Ecossais à la révolte. Lord Hume, avec huit cents chevaux, investit la reine et Bothwell dans le château de Boetwick. Bothwell trouva le moyen de s'échapper et de passer en Danemarck, où il mourut misérablement dix ans après. Mais la reine n'eut d'autre ressource que de se livrer elle-même entre les mains des lords confédérés. On la conduisit à Edimbourg au milieu des insultes de la populace. Le lendemain, elle fut envoyée, sous bonne escorte, au château de Lochleven, où elle fut abreuvée de douleurs et d'humiliations. En même temps, le comte de Murray, son frère, chef du parti protestant, fut déclaré régent, et l'infortunée



princesse, craignant pour ses jours, signa un acte d'abdication en faveur de son fils. En vertu de cette abdication, le jeune prince fut sacré et couronné sous le nom de Jacques VI, et le comte de Morton prêta le serment en son nom (1568).

Cependant Marie ayant trouvé le moyen de s'évader du château de Lochleven, un grand nombre de seigneurs s'associèrent pour sa défense, et une armée de six mille hommes se rangea en peu de jours sous ses étendards. Le régent rassembla des troupes à la hâte et se mit en campagne. On en vint aux mains à Langside, près de Glasgow, et, après un combat sanglant, les défenseurs de la reine furent mis en pleine déroute. Marie s'enfuit précipitamment du champ de bataille avec une suite peu nombreuse, et arriva sur les frontières d'Angleterre. Dans son désespoir, elle résolut, malgré les représentations de ses plus fidèles amis, de chercher un asile auprès de la reine Elisabeth. Elle lui dépêcha en conséquence un courrier pour lui annoncer son arrivée et implorer sa protection.

Elisabeth, voyant sa rivale en son pouvoir, écouta plutôt les conseils de la politique que ceux de la générosité. Elle chargea lord Scrope et sir Francis Knolles d'aller déclarer à Marie qu'elle ne pourrait la recevoir en sa présence que lorsqu'elle se serait justifiée du meurtre de son époux, qu'on lui imputait. A cette nouvelle, la reine d'Ecosse versa des larmes abondantes, et cédant à la nécessité de sa situation, elle répondit qu'elle soumettrait volontiers sa cause à l'arbitrage de *sa bonne sœur*. Des commissaires furent nommés de part et d'autre pour examiner cette importante affaire, et Murray, avec plusieurs autres seigneurs écossais, se porta l'accusateur de sa sœur. Les pièces dont il fit usage pour la perdre se composaient de quelques lettres d'amour et de sonnets adressés à Bothwell avant le meurtre de Darnley, et d'une promesse de

mariage. Les commissaires de Marie refusèrent de répondre à ces accusations, et déclarèrent en son nom qu'elle ne se défendrait qu'en présence de la reine d'Angleterre. Mais Elisabeth ayant refusé de consentir à sa demande, les conférences furent interrompues, et l'affaire parut assoupie.

Marie n'en demeura pas moins prisonnière. Elle fut transférée de Bolton à Tutbury, dans le comté de Stafford, et placée sous la garde du comte de Shrewsbury. Le duc de Norfolk était alors le pair le plus illustre de la noblesse d'Angleterre. L'éclat de son nom, l'immensité de sa fortune, en faisaient sans contredit le premier sujet de l'Etat. Comme il était veuf, et de l'âge à peu près de Marie Stuart, ses amis et ceux de cette princesse lui suggérèrent l'idée de l'épouser. Norfolk, prévoyant qu'Elisabeth n'accorderait jamais son consentement à ce mariage, voulut auparavant se fortifier de l'approbation de la haute noblesse. La réponse favorable que fit Marie à ses propositions redoubla son ardeur pour l'exécution de son projet. Les rois de France et d'Espagne, tous deux dans les intérêts de la reine d'Ecosse, furent consultés secrètement et approuvèrent l'entreprise. Une conspiration aussi étendue ne put échapper à l'active surveillance des agents d'Elisabeth; cette découverte alarma la cour d'Angleterre. Norfolk et plusieurs de ses amis furent arrêtés. On transféra la reine d'Ecosse à Coventry, et tout accès auprès d'elle fut rigoureusement interdit pendant quelque temps. Les partisans de Norfolk, parmi lesquels se trouvaient les comtes de Northumberland et de Westmoreland, coururent aussitôt aux armes, et rassemblèrent bientôt autour d'eux une foule de gens du peuple entraînés par leur zèle pour la religion catholique. Mais Norfolk, du fond de sa prison, les engagea à mettre bas les armes. La rébellion se trouvant bientôt apaisée, la reine fut si touchée de la conduite

du duc dans cette occasion, qu'elle le fit sortir de la Tour et n'exigea de lui que sa parole qu'il renoncerait à son projet de mariage avec la reine d'Ecosse.

Après un intervalle de cinq ans, on assembla un parlement (1571), pendant lequel commença à se manifester cet esprit de liberté et d'indépendance qui devait plus tard s'emparer de la nation entière. Les puritains, classe de religieux exaltés par les ministres protestans, s'efforçaient de perfectionner l'œuvre de la réforme religieuse. Strickland, membre de la chambre des communes, présenta un bill pour rectifier la liturgie. Elisabeth, non moins jalouse de son autorité en matières de religion qu'en matières d'Etat, s'indigna de cette requête audacieuse; elle manda Strickland et lui défendit de reparaitre désormais à la chambre des communes. Cet acte d'autorité provoqua les murmures du parlement, qui se montra peu disposé à le souffrir. La reine, persuadée alors que la tentative qu'elle venait de faire ne manquerait pas d'exciter une grande fermentation dans les esprits, voulut au moins céder avec honneur; elle fit surseoir à toute délibération et permit à Strickland de reprendre sa place à la chambre des communes; mais elle ne put entièrement dissimuler son ressentiment. Lorsque son garde-des-sceaux congédia le parlement, il se plaignit hautement de l'audace qu'avaient montrée plusieurs de ses membres, et les blâma d'avoir voulu s'occuper de choses qui n'étaient pas de leur compétence.

Le duc d'Albe, instrument du despotisme de Philippe II dans les Pays-Bas, irrité de ce qu'Elisabeth prenait sous sa protection tous les Flamands qui fuyaient sa tyrannie, entretenait des relations secrètes avec Marie Stuart. Animé du désir de faire dominer la religion catholique, il envoya en Angleterre plusieurs agens chargés de s'entendre avec les mécontents de ce royaume pour renverser le gouver-

nement d'Elisabeth. Mais il fallait un grand seigneur pour se mettre à la tête de l'entreprise, et personne ne parut plus convenable aux conspirateurs que le duc de Norfolk, puissant par lui-même et chéri du peuple. Le duc, piqué qu'on ne lui eût rendu qu'une liberté fort restreinte, ne se fit pas scrupule de rompre son engagement, et rentra en correspondance avec la princesse prisonnière; ils renouvelèrent même entre eux une promesse de mariage. Cette nouvelle conspiration échappa quelque temps à la vigilance de la reine Elisabeth et à celle du secrétaire-d'État Cecil. Mais Norfolk fut trahi par un de ses domestiques, et l'aveu de l'évêque de Ross mit sa culpabilité dans toute son évidence. Un jury, composé de vingt-six pairs, le condamna à mort d'une voix unanime; il subit son arrêt avec beaucoup de calme et de fermeté (1572).

La même politique qui avait engagé Elisabeth à secourir les huguenots de France la porta aussi à secourir les protestans des Pays-Bas. Le peuple de ces contrées, poussé à bout par le système d'oppression et de barbarie dont il était victime, courut aux armes. Presque toutes les provinces de Hollande et de Zélande se soulevèrent, et formèrent, sous la conduite de Guillaume, prince d'Orange, une ligue formidable contre l'Espagne. Les révoltés envoyèrent à Londres une ambassade solennelle pour offrir à Elisabeth la souveraineté de leur pays, si elle voulait consacrer ses forces à leur défense. Elisabeth, quoique née avec un génie vaste, n'avait pas l'ambition des conquêtes : elle refusa donc l'offre des Flamands et des Hollandais; mais elle leur envoya une somme de 20,000 livres sterling, et conclut avec eux un traité par lequel elle s'engagea à leur fournir un secours de cinq mille hommes d'infanterie et de mille chevaux (1578). Pour se venger de cette protection accordée à ceux qu'il regardait comme des sujets révoltés, Philippe fit passer en Irlande un corps

de sept cents Espagnols et Italiens; les Irlandais, naturellement turbulens, et détestant le gouvernement anglais par principe de religion, étaient toujours prêts à se joindre à quiconque voulait envahir le royaume d'Elisabeth. Le général espagnol, bientôt attaqué par le comte d'Ormond, se défendit mal et fut obligé de se rendre à discrétion. Lorsque l'ambassadeur anglais se plaignit de ces hostilités à la cour d'Espagne, on lui répondit par de semblables plaintes sur les pirateries de Francis Drake. En effet, ce brave marin, parti de Plymouth en 1577, avec quatre vaisseaux et une pinasse, à bord desquels se trouvaient cent soixante-quatre matelots déterminés, avait franchi le détroit de Magellan, attaqué les Espagnols dans l'Amérique méridionale et fait sur eux d'importantes prises. Drake fut le premier Anglais qui accomplit la circumnavigation du globe. Il revint sans accident dans sa patrie, après un voyage de plus de trois ans. A son retour, on essaya de persuader à la reine de le désavouer pour éviter le ressentiment de l'Espagne. Mais Elisabeth, admirant son courage, ne voulut point sacrifier l'intrépide navigateur; elle le fit chevalier, et accepta même une fête qu'il lui donna à bord d'un des vaisseaux qui avaient accompli un si mémorable voyage.

Elisabeth, pour se précautionner contre les entreprises d'un monarque aussi puissant que Philippe II, songea à s'allier avec la France. Le duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou par l'avènement de Henri III, quoiqu'il eût près de vingt-cinq ans de moins que cette souveraine, s'éprit d'amour pour elle et aspira à l'honneur de devenir son époux. Elisabeth écouta favorablement ses propositions. Le jeune duc vint en Angleterre où il fut reçu avec les démonstrations du plus vif attachement. A la fête de l'anniversaire de son couronnement, on vit la reine tirer de son doigt un anneau qu'elle mit à celui du prince, et tous les

spectateurs conclurent qu'elle venait de lui promettre sa main. Mais les éloquentes et énergiques représentations de sir Philippe Sidney parvinrent à la détourner de cette imprudente union. Il lui retraça le mécontentement de ses sujets, la tache qu'elle allait imprimer à sa gloire en épousant un papiste, et la crainte qu'elle devait avoir que l'Angleterre ne devînt une province française, si jamais les deux couronnes étaient réunies. Ces raisons firent une telle impression sur l'esprit d'Élisabeth, que le lendemain elle rompit tout-à-fait ses engagements. Le duc d'Anjou marqua un dépit violent, jeta l'anneau qu'il avait reçu de la reine et quitta immédiatement l'Angleterre (1582).

Les affaires d'Écosse fixèrent de nouveau l'attention de la reine. La noblesse mécontente forma le complot, sans doute d'intelligence avec l'Angleterre, de s'emparer de la personne du jeune roi, et y réussit. Jacques comprit qu'il était nécessaire de se soumettre. Il affecta même de donner son approbation à l'entreprise, et réunit l'assemblée du clergé et la convention des États pour ratifier ce qui s'était fait. La reine d'Écosse avait souvent fait des propositions d'accommodement à Élisabeth, qui les avait constamment négligées; mais lorsqu'elle apprit la détention de son fils, elle adressa à cette princesse la lettre la plus pathétique, pour la prier de les tirer, elle et son enfant chéri, de la position douloureuse où ils gémissaient, et de les rétablir dans l'état de liberté et d'autorité auquel ils avaient droit. Les supplications de l'infortunée captive ne produisirent aucune impression sur l'âme d'Élisabeth. Le jeune roi, impatient de la contrainte où il était retenu, trompa la vigilance de ses gardes et se sauva à Saint-Andrews, d'où il invita ses amis et ses partisans à le venir joindre. Le parti qui lui était contraire ne se trouva pas assez fort pour lui résister. On offrit le pardon aux seigneurs rebelles, à condition qu'ils se soumettraient; quelques-uns ac-

ceptèrent ; mais le plus grand nombre aima mieux se retirer en Angleterre ou en Irlande, sous la protection d'Élisabeth.

Plusieurs complots contre Élisabeth, imputés, avec assez de vraisemblance, aux intrigues de la reine d'Écosse, furent successivement découverts. Le fanatique Parry, entre autres, à l'instigation des jésuites, forma le projet de l'assassiner ; mais sa criminelle tentative ayant été révélée, il fut condamné à mort et exécuté. Ces diverses conspirations furent la cause de mesures rigoureuses adoptées contre les catholiques en général. Environ dans le même temps, le prince d'Orange, fondateur de la liberté des Provinces-Unies, périt, à Delft (1584), par la main d'un assassin. La fin déplorable d'un citoyen si généreux pénétra les Flamands de la plus vive douleur. Les états-généraux envoyèrent une ambassade solennelle à Londres, et offrirent de nouveau à Élisabeth de la reconnaître pour leur souveraine, à condition qu'elle leur accorderait des secours et sa protection. La reine persista dans son refus ; mais elle conclut une ligue avec les États, et envoya le comte de Leicester, son favori, dans les Pays-Bas avec une armée.

En s'engageant dans une lutte avec un ennemi aussi puissant que le roi d'Espagne, Élisabeth ne négligea pas de se mettre en sûreté du côté de l'Écosse. Elle conclut avec le roi Jacques un traité pour la défense mutuelle de leurs États et de leur religion, que menaçait alors la ligue de toutes les puissances catholiques de l'Europe (1586). Mais elle ne se relâcha en rien du système de rigueur qu'elle avait adopté à l'égard de Marie. Cette malheureuse princesse, impatiente de briser ses fers et emportée par son zèle pour la religion, se laissa entraîner à des démarches qui fournirent enfin à ses ennemis un prétexte de consommer sa perte. Ballard, prêtre catholique du séminaire de Reims, encouragé par le roi d'Espagne et le duc

de Guise, vint en Angleterre, déguisé en soldat, et réunit tous ses efforts pour réaliser à la fois un projet d'assassinat, de soulèvement et d'invasion. La première personne à laquelle il s'adressa fut Antony Babington, jeune gentilhomme du comté de Derby, d'un naturel ardent, entièrement dévoué à la cause de la reine d'Écosse et à la communion catholique. Babington travailla aussitôt à se faire des complices, et fit part du complot à Marie, qui l'approuva, en faisant observer, toutefois, que la mort d'Élisabeth devait précéder toute autre entreprise. Mais Gifford, un des conjurés, dévoila la conspiration au secrétaire-d'État Walsingham, et lui communiqua même les lettres écrites par Marie à Babington. Ballard fut arrêté; cet événement jeta les conjurés dans l'inquiétude et leur fit prendre la fuite. Découverts dans leurs retraites, ils furent condamnés et exécutés.

Après s'être défait des conspirateurs les moins importants, on prit des mesures pour faire le procès à Marie, qui fut transférée au château de Fotheringay, dans le comté de Northampton. On nomma, pour l'interroger et la juger, quarante commissaires tirés du corps de la noblesse et du conseil privé. Dans cette circonstance solennelle, Marie se conduisit avec la plus grande dignité. Elle protesta de son innocence, déclara qu'elle était princesse indépendante et qu'elle ne reconnaissait pas à Élisabeth le droit de la faire juger par un tribunal anglais. Mais toutes ses protestations et ses dénégations furent inutiles; on lui opposa ses lettres et les aveux des conjurés, et une sentence de mort fut prononcée contre elle. Les deux chambres du parlement ratifièrent unanimement cet arrêt, et présentèrent une requête à Élisabeth, pour obtenir qu'elle consentît à sa publication et à son exécution.

La reine montra d'abord des scrupules et de l'incertitude, et demanda s'il n'existait pas un expédient qui pût

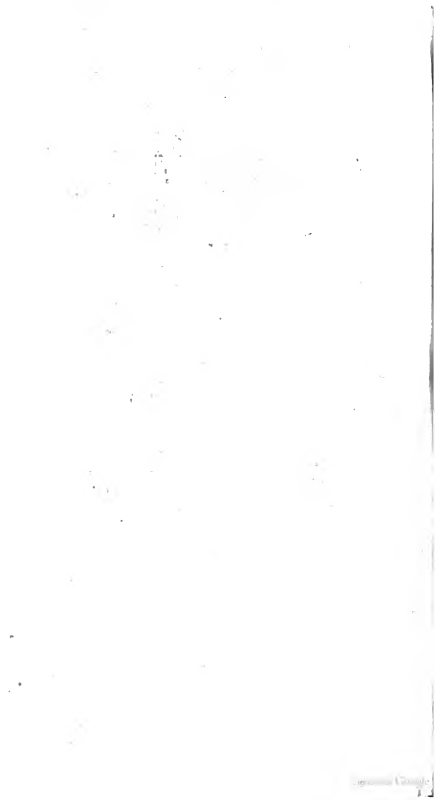


assurer la tranquillité publique et lui épargner la douleur de signer l'arrêt de mort de sa parente. Mais lorsque les puissances étrangères voulurent lui faire des représentations par leurs ambassadeurs, sa fierté s'indigna, et elle se détermina enfin à ordonner l'exécution de la fatale sentence. Les sollicitations du roi d'Écosse, qui lui écrivit dans les termes les plus énergiques en faveur de sa malheureuse mère, n'obtinrent pas un meilleur résultat. Élisabeth signa l'ordre et le remit au secrétaire d'État Davison, qui, après l'avoir fait revêtir du sceau royal, le confia aux comtes de Kent et de Shrewsbury, qui se transportèrent à la forteresse de Fotheringay.

Lorsque les deux comtes instruisirent Marie de leur commission, elle fut surprise, mais non effrayée. La nuit qui précéda son exécution, elle fit venir tous ses gens, but à leur santé et leur fit un solennel adieu. Dès la pointe du jour, elle se revêtit d'une magnifique robe de soie et de velours, parce qu'il était convenable, dit-elle, que, dans une telle solennité, une reine parût en habit décent. Vers huit heures, le sheriff de la province vint lui annoncer qu'on l'attendait. Elle lui répondit qu'elle était prête, prit un crucifix dans la main droite, et s'avança avec calme et majesté. Arrivée dans la salle d'exécution, qui était tendue de noir ainsi que l'échafaud, elle en soutint la vue sans faiblesse. Après avoir déclaré qu'elle persistait dans la religion catholique et romaine, elle se fit couvrir les yeux d'un mouchoir par une de ses femmes; et, lorsque le bourreau l'avertit de s'agenouiller, elle le fit en s'écriant : « O mon Dieu, je remets mon âme entre tes mains ! » Deux coups de hache suffirent pour séparer sa tête de son corps (1587). Ainsi mourut, dans la quarante-sixième année de son âge et la dix-neuvième de sa détention en Angleterre, Marie Stuart, reine d'Écosse, qui unissait aux perfections du corps tout ce que la culture peut ajouter



*Mort de Marie Stuart.*



à l'esprit naturel, et dont la vie infortunée fait en quelque sorte oublier les fautes et les égaremens.

En apprenant la fin tragique de sa mère, Jacques montra le ressentiment le plus vif, et ne parut respirer que la guerre et la vengeance. Mais il se rappela bientôt qu'il était maintenant l'unique héritier de la couronne d'Angleterre, et que ce serait compromettre ce magnifique héritage, que de se mettre en hostilité ouverte avec celle qui pouvait l'en priver. Les conseils de la prudence firent donc taire son indignation. Celle du roi d'Espagne ne s'apaisa pas aussi facilement. Élisabeth apprit bientôt les préparatifs formidables de ce monarque pour faire une descente en Angleterre et pour conquérir son royaume. Dans tous les ports de Sicile, de Naples, d'Espagne et de Portugal, Philippe avait fait construire des vaisseaux d'une forme et d'une force extraordinaires. La plus haute noblesse d'Italie et d'Espagne avait brigué l'honneur de s'associer à cette grande entreprise; et les Espagnols, enorgueillis de leurs forces, enivrés de leurs espérances, avaient déjà donné à la flotte le nom d'*Invincible Armada*.

Dès qu'Élisabeth vit qu'il s'agissait de défendre sa couronne contre toutes les forces réunies de l'Espagne, elle fit ses préparatifs en conséquence. Toutes les villes commerçantes du royaume furent sommées de fournir des vaisseaux pour grossir la flotte peu nombreuse de la reine; dans cette occasion, elles rivalisèrent de zèle et d'activité pour défendre leur religion et leur liberté, si dangereusement menacées. Lord Howard d'Effingham, homme d'une valeur et d'une capacité reconnues, fut fait grand-amiral et prit le commandement de la flotte; Drake, Hawkins et Frobisher, les premiers marins de l'Europe, servirent sous ses ordres. Supérieure aux dangers qui la menaçaient, Élisabeth donna partout ses ordres avec tranquillité, et encouragea son peuple à la plus ferme résistance. Pour

échauffer encore davantage le génie belliqueux de la nation, elle parut à cheval au camp de Tilbury; et, parcourant tous les rangs, elle déclara aux soldats que, quoique femme, elle les conduirait elle-même à l'ennemi, et périrait plutôt dans le combat que de survivre à la ruine et à l'esclavage de son peuple.

L'Armada, après avoir quitté l'embouchure du Tage (1588), pleine d'espérance et de joie, fut assaillie par une tempête qui dispersa ou submergea plusieurs de ses vaisseaux. Elle se répara promptement et reprit la mer. Elle était composée de cent trente bâtimens énormes, et portait à bord trente mille hommes et deux mille six cent trente gros canons de cuivre. L'amiral espagnol, le duc de Medina Sidonia, avait ordre de faire voile jusqu'aux côtes de Flandre, de se réunir au duc de Parme, et de se rendre dans la Tamise pour opérer le débarquement de toute l'armée. Mais à peine fut-il entré dans la Manche, qu'Effingham, sortant du port de Plymouth avec ses vaisseaux, se mit à sa poursuite et ne cessa de l'inquiéter par des escarmouches continuelles. L'Armada fit route alors vers Calais, et jeta l'ancre devant ce port, espérant que le duc de Parme, qui était instruit de son approche, se mettrait à la mer et le joindrait avec ses forces. Mais l'amiral anglais eut recours dans cette occasion à un stratagème qui lui réussit : il prit huit de ses plus petits vaisseaux, les remplit de matières combustibles, et les fit avancer l'un après l'autre, pendant une nuit obscure, au milieu de la flotte ennemie. Les Espagnols n'eurent d'autre ressource, pour échapper à l'incendie, que de couper leurs câbles et de gagner la haute mer dans le plus grand désordre. Le lendemain matin, les Anglais, profitant de leur terreur, tombèrent sur eux, et leur prirent ou détruisirent douze navires. L'amiral espagnol, las de combattre avec tant de désavantage, prit la résolution de retourner

en Espagne en contournant le nord de l'Ecosse et de l'Irlande. Mais une violente tempête assaillit l'Armada lorsqu'elle eut dépassé les Orcades; plusieurs vaisseaux furent jetés sur les côtes occidentales de l'Ecosse et sur les plages inhospitalières de l'Irlande. Il n'y eut pas la moitié de cette flotte formidable qui revint en Espagne.

Un tel succès inspira une passion presque enthousiaste à toute la nation anglaise, pour former à son tour des entreprises contre l'Espagne. Le peuple, mais non la cour, conçut le projet de conquérir le royaume de Portugal; sir Francis Drake et sir John Norris furent les chefs de cette expédition romanesque, à laquelle s'associèrent plus de vingt mille volontaires; mais l'entreprise échoua par la trop grande précipitation avec laquelle elle fut conduite et le défaut d'ensemble dans les opérations.

Après un repos de plusieurs années, que signala seulement l'envoi d'un corps auxiliaire au roi de France Henri IV, combattant contre la Ligue, Elisabeth, instruite que l'Espagne faisait de grands préparatifs pour risquer une nouvelle invasion en Angleterre, se détermina à tourner toutes ses forces contre cette ennemie si acharnée et à prévenir son attaque. Une flotte considérable fit voile de Plymouth le 1<sup>er</sup> juin 1596, et, profitant d'un vent favorable, se dirigea vers le midi de l'Espagne. Après une tentative infructueuse pour débarquer sur l'île Saint-Sébastien, à l'ouest de Cadix, il fut résolu d'attaquer les vaisseaux et les galères qui étaient en rade. Cette détermination paraissait hardie, et le prudent amiral Effingham hésita même long-temps avant de s'y rendre; mais le comte d'Essex, qui commandait l'armée de terre, appuya l'entreprise avec toute l'ardeur d'un courage jeune et bouillant et l'emporta. Il descendit au fort de Puntal avec ses troupes, et marcha droit sur Cadix dont il s'empara après un combat de six heures. La générosité d'Essex, qui ne le cédait pas à sa va-

leur, empêcha le massacre des habitans. Les Anglais firent un butin considérable, mais beaucoup moins riche que si l'amiral espagnol n'eût pas mis volontairement le feu à ses vaisseaux. La perte des Espagnols fut évaluée à vingt millions de ducats.

Malgré la paix conclue à Yervins entre Henri IV et Philippe II, Elisabeth continua la guerre contre l'Espagne pour soutenir les Hollandais. Elle était surtout fortifiée dans sa résolution par le comte d'Essex qu'animait le désir d'acquiescer de la gloire et d'exercer ses talens militaires. La personne du favori était aussi agréable à la reine que ses conseils, et tous les jours son crédit semblait s'augmenter. Si d'Essex avait eu de la circonspection et de la prudence, il se serait certainement emparé de toute la confiance de la reine; mais son esprit altier ne savait pas se plier à une aveugle déférence. Un jour qu'il disputait avec elle sur le choix d'un gouverneur pour l'Irlande, il oublia tellement les convenances qu'il s'emporta et lui tourna le dos. Elisabeth, naturellement violente, lui donna aussitôt un soufflet. Au lieu de l'apaiser par la soumission due à son sexe et à son rang, Essex porta la main sur la garde de son épée, et, transporté de fureur, se retira sur-le-champ de la cour. Mais la prévention d'Elisabeth pour le comte lui fit bientôt oublier son audace, et, après une disgrâce de deux mois, elle lui rendit sa première faveur.

La domination de l'Angleterre sur l'Irlande, quoiqu'établie depuis plus de quatre siècles, était plutôt nominale que réelle. Au lieu d'associer les Irlandais aux avantages des lois anglaises, les conquérans les avaient constamment traités en étrangers et en ennemis. L'ardeur de la vengeance, jointe à leur naturel encore sauvage, poussa plus d'une fois ces malheureux habitans à la révolte; et, à force de mauvais traitemens, ils devinrent chaque jour plus intraitables et plus dangereux. A l'époque où nous som-

mes arrivés, Hugh O'Neale, qu'Élisabeth avait élevé au rang de comte de Tyrone, ayant formé la résolution d'en venir à une révolte ouverte pour rendre l'indépendance à sa patrie, entra en négociations avec l'Espagne, et tira d'elle un secours d'hommes et de munitions (1599). Les ministres anglais sentirent alors que les troubles d'Irlande étaient parvenus à un point qui nécessitait des mesures vigoureuses. Essex, nommé gouverneur du pays insurgé, avec des privilèges dont n'avaient jamais joui ses prédécesseurs, partit à la tête de vingt mille hommes d'infanterie et de deux mille chevaux. Dès qu'il fut débarqué, il commit, dans le plan de ses opérations, une faute qui causa la ruine de son entreprise. Au lieu de marcher immédiatement dans la province d'Ulster contre Tyrone, l'ennemi principal, il perdit son temps à réduire les rebelles de Munster. Dans ces entrefaites, les maladies, causées par des marches pénibles et par l'intempérie du climat, se répandirent dans son armée et la diminuèrent considérablement. Lorsqu'il se mit en route pour l'expédition d'Ulster, il lui restait à peine quatre mille hommes. Il sentit bientôt qu'il lui serait impossible de rien faire d'important avec cette poignée de soldats, et consentit à une conférence que Tyrone lui fit proposer. Après une heure d'entretien, une suspension d'armes fut conclue jusqu'au printemps suivant; Essex écouta même quelques propositions de paix que lui fit le chef rebelle, et qui renfermaient les conditions les plus exorbitantes; ce qui fit supposer plus tard que le lord gouverneur avait lié une correspondance suspecte avec l'ennemi.

L'issue singulière d'une entreprise aussi dispendieuse provoqua la colère d'Élisabeth. Dès qu'Essex en fut instruit, il partit immédiatement pour l'Angleterre, et arriva à la cour avant même que personne s'y doutât de son intention. Encore tout couvert de sueur et de poussière,



il alla se jeter aux genoux d'Élisabeth, et eut avec elle une conversation de quelques instans, qui le combla de satisfaction. Mais cette indulgence d'Élisabeth n'avait été que le premier effet de la surprise; lorsqu'elle se fut un peu recueilli, toutes les fautes de son favori se retracèrent à sa mémoire. Décidée à dompter cet esprit orgueilleux par un châtiment sévère, elle lui ordonna de garder les arrêts dans son appartement, et de rendre compte de sa conduite devant le conseil privé. Essex montra une soumission sans réserve aux volontés de la reine; mais son ame hautaine s'indigna tellement de sa disgrâce, qu'il tomba dangereusement malade. La reine, alarmée quand elle apprit son état, lui envoya les plus habiles médecins du royaume; mais, dès qu'il fut hors de danger, elle reprit sa première rigueur avec lui. La patience d'Essex finit par s'épuiser; il pensait qu'Élisabeth ne s'apaiserait jamais. Plein de cette idée, il franchit bientôt toutes les bornes de la contrainte et de la soumission; il rechercha la confiance des catholiques, et caressa ouvertement les puritains; il se concilia la faveur du roi d'Écosse; et, après avoir réuni environ deux cents mécontents, il forma le projet d'enlever la reine et de créer un nouveau gouvernement; mais le jour où eut lieu la levée de boucliers, il exhorta vainement les habitans de Londres à prendre les armes; pas un ne parut disposé à se joindre à lui. Essex, remarquant cette froideur, et apprenant qu'il venait d'être proclamé traître par le comte de Cumberland et lord Burleigh, regagna sa maison avec un petit nombre de ses partisans, résolu de se défendre jusqu'à la dernière extrémité; cependant, après quelques pourparlers, il se rendit à discrétion.

Essex et ses complices les plus considérables furent traduits devant un jury composé de vingt-cinq pairs. Le crime des prisonniers était trop évident pour que le

moindre doute entrât dans l'esprit des juges. Lorsque la sentence fut prononcée, Essex parla comme un homme déterminé à la mort. La reine, touchée de sa situation, et se rappelant ses tendres sentimens pour lui, signa et révoqua plusieurs fois de suite l'ordre de l'exécuter ; mais lorsqu'elle vit l'obstination du comte à ne pas implorer sa clémence, démarche qu'elle attendait à chaque instant de lui, elle signa enfin irrévocablement l'ordre fatal. Essex n'avait que trente-quatre ans, lorsque son caractère fougueux et son imprudence le conduisirent à une fin si déplorable (1601).

Mountjoy, qui avait succédé à Essex dans le gouvernement de l'Irlande, défit Tyrone en plusieurs rencontres, et chassa les Espagnols qui avaient prêté leur appui aux insurgés. La plupart des chefs irlandais, après s'être longtemps cachés dans les bois et les marais, se soumirent enfin, et subirent les conditions qu'on voulut leur imposer. Mais Élisabeth n'était plus alors capable de goûter la joie d'aucun événement heureux. Depuis la mort d'Essex, elle était tombée dans une mélancolie profonde, que l'éclat et la gloire de son règne ne pouvaient guérir. Elle finit par s'abandonner au plus sombre désespoir, et, refusant de prendre des alimens, elle passa les jours et les nuits étendue sur un tapis et appuyée sur des coussins. De si longs tourmens, en déchirant son ame, épuisèrent son faible corps, et bientôt sa fin parut prochaine. Le conseil s'assembla, et députa auprès de la reine le lord garde des sceaux, le lord amiral et le secrétaire d'État pour connaître son intention au sujet de son successeur. Elle répondit, d'une voix presque éteinte, qu'elle avait porté le sceptre d'un roi, et qu'elle ne voulait pas d'autre successeur qu'un roi. Le secrétaire d'État Cecil l'ayant prié de s'expliquer d'une manière plus précise, elle ajouta que le roi dont elle entendait parler était le roi d'Écosse, son plus proche pa-

rent. Peu de temps après, sa voix s'éteignit tout-à-fait, ses sens s'affaiblirent, et elle tomba dans un assoupissement léthargique; elle expira, sans agonie, dans la soixantedixième année de son âge et la quarante-cinquième de son règne (1603).

Le règne d'Elisabeth doit être regardé comme un des plus glorieux et des plus prospères de l'histoire d'Angleterre. Le grand art de gouverner qu'elle possédait si supérieurement appartenait à la fois en elle à son caractère et à son habileté. Peu de monarques anglais sont montés sur le trône dans des circonstances plus difficiles, et aucun n'a gouverné avec un succès aussi soutenu. Si l'on excepte certains actes de violence que lui firent commettre son caractère impérieux et le désir de maintenir les prérogatives que lui avaient transmises ses prédécesseurs, ses sujets n'eurent qu'à se louer de son autorité absolue. La découverte de terres lointaines et inconnues, et la longue paix dont elle fit jouir son royaume, développèrent le génie commercial et maritime de l'Angleterre, et l'élevèrent au rang des premières puissances de l'Europe. Les nombreuses familles protestantes, que les persécutions chassèrent de France et des Pays-Bas, apportèrent leur industrie dans les Etats d'Elisabeth, et procurèrent aux fabriques et au commerce une extension considérable. Ce fut sous son règne que s'éleva la Bourse (*Royal-Exchange*), dont elle encouragea la construction, et la Compagnie des Indes-Occidentales lui dut ses premières lettres-patentes.

## CHAPITRE XIII.

Règne de Jacques I<sup>er</sup>, premier des Suarts. — Commencement de la lutte entre la couronne et le Parlement.

1603 — 1625.

La couronne d'Angleterre passa de la maison de Tudor dans celle de Stuart sans la moindre opposition. Dans son voyage d'Edimbourg à Londres, Jacques fut partout accueilli par les témoignages de la joie la plus vive et par les acclamations les plus bruyantes. Quoiqu'il eût amené d'Ecosse un grand nombre de courtisans, il laissa presque tous les principaux emplois entre les mains des ministres d'Elisabeth, et se reposa de la conduite des affaires intérieures et extérieures sur ses sujets anglais. Dans ce nombre, Cecil fut toujours regardé comme son premier ministre et son principal conseiller.

Les premiers soins qui occupèrent le roi se ressentirent de l'éducation qu'il avait reçue et de son penchant à argumenter en matière de religion. Il convoqua une assemblée du clergé à Hamptoncourt, dans le but de faire cesser les disputes théologiques entre l'Eglise anglicane et les puritains. Jacques lui-même prit part à ces conférences. Mais elles n'eurent pas de résultat important : les puritains, qui étaient venus à l'assemblée avec leur fier esprit d'indépendance et l'intention de demander la réforme complète des hommes et des choses, n'obtinrent que la publication d'un catéchisme national et une nouvelle traduction des saintes Ecritures.

Les catholiques romains s'étaient attendus à la protection du nouveau roi. Leur ressentiment fut donc égal à leur surprise lorsqu'ils le virent décidé à faire exécuter

rigoureusement les lois publiées contre eux. Catesby, homme d'une ancienne noblesse, fut le premier qui forma le dessein d'une vengeance extraordinaire. Il résolut de détruire d'un seul coup le roi, la famille royale, les lords et les communes, en conduisant une mine sous la salle des séances et en choisissant, pour y mettre le feu, le moment où le roi haranguerait les deux chambres. Il fit part de eet infernal projet à Percy, issu de l'illustre maison de Northumberland, qui l'approuva. Les conjurés, successivement enrôlés dans le complot, s'engagèrent par serment, en recevant la communion des mains d'un P. jésuite, à ne pas se trahir les uns les autres. Ils louèrent, au nom de Percy, une maison attenante à l'édifice du parlement, et placèrent trente-six barils de poudre dans une cave. Mais quelques jours avant l'assemblée, une lettre anonyme avertit lord Mounteagle du coup terrible qui menaçait le parlement et la famille royale. Mounteagle remit cette lettre à lord Salisbury, secrétaire-d'État, qui, sans la croire digne d'attention, la communiqua cependant au roi. Jacques y attacha plus d'importance, et les expressions *un coup terrible* semblant indiquer quelque effet de la poudre, on fit visiter toutes les voûtes qui étaient sous les chambres du parlement. On trouva dans un caveau un des conspirateurs, nommé Fawkes, porteur des mèches et de tout ce qui était nécessaire pour mettre le feu aux barils de poudre qu'on découvrit sous des fagots. Fawkes, amené devant le roi et son conseil, montra d'abord beaucoup d'intrépidité et refusa de révéler ses complices; mais ayant été renfermé dans la Tour, et abandonné à ses réflexions, la menace de la torture abattit enfin son courage et triompha de sa résistance : il fit connaître les conspirateurs, dont le nombre n'allait pas au-delà de quatre-vingts. Les uns, et de ce nombre Catesby et Percy, furent tués en résistant avec courage à ceux qui furent envoyés à leur

poursuite; les autres, faits prisonniers, périrent sur l'échafaud (1605). L'histoire a enregistré cet événement sous le nom de *Conspiration des Poudres*.

A cette époque, Jacques semblait posséder l'affection de ses sujets anglais et du parlement. Son savoir, qui n'était pas sans mérite, lui avait même fait décerner par la voix publique le titre de second Salomon. Mais lorsqu'il voulut opérer la réunion de l'Angleterre et de l'Ecosse, cette entreprise éprouva de la part des deux royaumes la résistance la plus opiniâtre. L'antipathie nationale ne put être vaincue, et tous les efforts du roi n'aboutirent qu'à l'abolition des lois hostiles entre les deux nations (1606).

On doit remarquer dès cette époque la tendance des communes à résister à l'exorbitante prérogative royale. Jacques avait besoin d'argent pour l'entretien de la marine et pour apaiser une révolte de l'Irlande. Dans la session de 1610, son grand-trésorier vint exposer la nécessité d'un prompt et ample subsidé. Mais ses raisons ne firent aucune impression sur les communes, et Jacques eut la mortification d'avoir découvert inutilement ses besoins. Au milieu d'attaques continuelles dirigées contre ses privilèges, Jacques ne laissa pas de faire éclater, quelquefois même avec violence, les idées qu'il avait conçues de la monarchie et de l'autorité souveraine; mais sa résistance ne fit que donner de la force aux principes de liberté qui commençaient à germer dans la nation, et qui devaient bientôt faire explosion en renversant le trône.

Jacques se présente sous un jour plus favorable lorsqu'on l'envisage comme législateur de l'Irlande; il suivit à l'égard de cette île un plan ferme et régulier, et y abolit les anciens usages qui tenaient lieu de lois. Après avoir substitué à ces coutumes sauvages la juridiction anglaise, il prit les naturels sous sa protection, et les déclara citoyens libres. De cette manière, il introduisit l'humanité

et la justice chez un peuple qui jusqu'alors n'était jamais sorti de la barbarie.

La mort soudaine de Henri, prince de Galles, répandit une douleur universelle dans la nation (1612). Le jeune prince, à peine âgé de dix-huit ans, était doué des plus brillantes qualités, et par la dignité de sa conduite imposait déjà plus de respect que son père par son savoir et son expérience. La même année, la princesse Elisabeth, fille du roi, épousa Frédéric, comte palatin du Rhin; mais ce mariage eut les plus fâcheuses conséquences pour Jacques et pour son gendre. L'Electeur, se fiant sur cette alliance, s'engagea dans des entreprises au-dessus de ses forces; et le roi, refusant de le soutenir, acheva de perdre, vers la fin de sa vie, ce qui restait d'affection pour lui dans le cœur de ses sujets.

Jacques, comme tous les rois adonnés aux plaisirs, se laissa gouverner par ses favoris. Après Robert Carr, qui fut successivement créé comte de Somerset et lord chambellan, et qui vit ses complaisances payées de la plus éclatante disgrâce, ce fut le tour de George Villiers, qui joignait aux avantages d'une belle figure la politesse exquise qu'il avait puisée à la cour de France. Ce jeune seigneur monta tout d'un coup au faite des honneurs et des richesses; dans l'espace de peu d'années, il devint duc de Buckingham, chevalier de l'ordre de la Jarretière, grand-écuyer et grand-amiral du royaume.

Sir Walter Raleigh, impliqué dans la conspiration qui avait eu pour but de placer sur le trône Arabella Stuart, proche parente du roi, gémissait depuis treize ans dans la Tour de Londres, lorsque tout-à-coup la nation, réfléchissant à la dureté, pour ne pas dire à l'injustice de la sentence qui l'avait condamné, prit en pitié cet esprit actif et entreprenant, et conçut de l'admiration pour la grandeur et l'inébranlable fermeté de son ame. Pour aug-

menter ces dispositions favorables, sur lesquelles il fondait l'espoir de sa liberté, Raleigh fit répandre le bruit d'une mine d'or qu'il avait découverte dans la Guyane. Le roi, sans ajouter foi à ce qu'il regardait comme une fable, fit cependant ouvrir les portes de la Tour à l'infortuné captif, et lui permit de tenter l'aventure, mais avec défense expresse de nuire en rien aux établissemens espagnols dans le Nouveau-Monde. Raleigh partit avec quatorze voiles. A peine était-il arrivé aux bouches de l'Orénoque, qu'oubliant les prescriptions royales, il fit attaquer Saint-Thomas par le capitaine Keymis, qui lui était dévoué. Keymis s'empara de la ville à laquelle il mit le feu, mais il n'y trouva rien d'une valeur considérable, ni qui justifiait les brillantes promesses de Raleigh. Les autres aventuriers conclurent alors qu'ils avaient été trompés; ils se décidèrent à retourner promptement en Angleterre, et forcèrent leur chef à les suivre pour se justifier de sa conduite. L'Espagne faisant retentir hautement ses plaintes, le conseil privé, pour lui donner satisfaction, prononça que Raleigh avait abusé de la confiance du roi, et le condamna comme coupable de haute trahison. Jacques fit usage du droit qu'il s'était réservé, et signa l'ordre de son exécution. Raleigh, voyant son destin inévitable, recueillit tout son courage. Il harangua le peuple avec calme et éloquence, et reçut le coup fatal avec la plus grande indifférence (1618).

Ce sacrifice, à l'ennemi secret de l'Angleterre, du seul homme qui eût une réputation de valeur et d'expérience militaire, fut une lâcheté aux yeux de la nation, et cette complaisance devint encore plus odieuse lorsqu'on vit Jacques entretenir une étroite liaison avec l'Espagne. L'ambassadeur Godemar, en effet, pour détourner l'attention de Jacques des événemens qui se passaient alors en Allemagne, venait d'offrir en mariage au prince Charles la



seconde princesse d'Espagne. Jacques entra en négociation, et quoique les Etats de Bohême, entraînés par le fanatisme religieux du siècle, eussent pris les armes contre l'empereur Ferdinand, et qu'ils offrissent la couronne à Frédéric, électeur palatin, probablement à cause de son alliance avec l'Angleterre, Jacques refusa opiniâtrément d'accorder des secours à son gendre. Frédéric ayant été défait dans la grande et décisive bataille de Prague, fut chassé du Palatinat, et contraint de se réfugier en Hollande avec sa famille. La neutralité et l'inaction de Jacques excitèrent les plaintes et les murmures de l'Angleterre entière.

Le grand sceau était alors entre les mains du célèbre Francis Bacon, créé lord Verulam, personnage universellement admiré pour la grandeur extraordinaire de son génie. Son défaut d'économie et sa libéralité envers les gens de sa maison le jetèrent dans une grande gêne pécuniaire, et pour subvenir à ses profusions, il se laissa aller à recevoir des présents de ses solliciteurs à la chancellerie. Des plaintes parvinrent à la chambre des communes qui porta un acte d'accusation à la chambre des pairs. Le chancelier fut condamné à payer une amende de 40,000 livres sterling, à rester prisonnier dans la Tour tout le temps qu'il plairait au roi, et à ne posséder aucune sorte d'office, de place ou d'emploi (1621). Toutefois sa captivité ne fut pas de longue durée; le roi, en considération de son rare mérite, lui fit remise de l'amende et lui accorda même une pension annuelle de 1,800 livres sterling. Les immortelles productions littéraires de Bacon lui ont valu auprès de la postérité l'oubli de ses fautes et de ses faiblesses.

Les communes, pleines de l'idée qu'elles étaient les protectrices naturelles des droits du peuple, et que la réparation des torts leur appartenait, adressèrent vers cette époque (1621) des remontrances au roi. Elles le supplièrent en conséquence de prendre immédiatement la défense

du Palatinat, de tourner ses armes contre l'Espagne, et de ne marier son fils qu'à une princesse protestante. Jacques regarda une démarche aussi hardie comme une atteinte portée à ses prérogatives ; il écrivit aussitôt au président pour se plaindre amèrement de ce que la chambre était entrée dans des discussions au-dessus de ses connaissances et de sa compétence, et pour lui défendre de se mêler de rien qui concernât le gouvernement. Cette lettre violente irrita les communes au lieu de les effrayer. Certaines de l'affection du peuple, elles soutinrent qu'elles avaient droit d'entrer, par leurs conseils, dans toutes les affaires d'Etat, et que les libertés, franchises, privilèges et juridictions du parlement étaient l'héritage incontestable de tous les Anglais. Le roi, furieux, se fit apporter le registre de la chambre, déchira la protestation de sa propre main et congédia le parlement par une proclamation dans laquelle il fit l'apologie de sa conduite.

Pour parvenir à la conclusion définitive du mariage du prince de Galles avec l'infante d'Espagne, Jacques envoya le comte de Bristol à Philippe IV en qualité d'ambassadeur (1622). Toutes les conventions étaient réglées entre les deux parties ; il ne manquait plus que la dispense de Rome, lorsque les flatteuses espérances dont se berçait le roi furent tout-à-coup détruites par la témérité de Buckingham. Ce ministre imprudent persuada au prince Charles qu'un voyage à Madrid serait une galanterie imprévue, qui le présenterait à l'infante sous le double titre d'amant dévoué et d'aventurier courageux. L'ame candide du jeune prince se laissa facilement séduire par cette idée romanesque : ils partirent accompagnés de deux officiers seulement, traversèrent la France, déguisés, sans y être reconnus, et se hasardèrent même à paraître à un bal de la cour, où Charles vit la princesse Henriette qu'il épousa dans la suite, et qui était alors à la fleur de sa jeunesse et

de sa beauté. Les deux aventuriers arrivèrent à Madrid onze jours après leur départ de Londres. Dès que le prince de Galles fut reconnu, le roi d'Espagne l'accueillit avec des honneurs inaccoutumés. Cependant l'infante ne fut montrée qu'en public à son amant, parce que l'étiquette espagnole n'admettait pas d'entrevue particulière avant l'arrivée des bulles de dispense. Mais le pape en différa l'expédition, dans l'espoir que pendant le séjour du prince en Espagne on pourrait parvenir à le convertir à la foi catholique. Charles s'impatienta de ces retards, et repassa en Angleterre, laissant au peuple espagnol la plus favorable idée de son caractère. Il n'en fut pas de même de Buckingham qui, par ses indécentes libertés, ses dissolutions et son arrogance, s'attira l'aversion générale. Le favori de Jacques, redoutant l'influence que l'Espagne acquerrait dans les affaires de l'Angleterre après l'arrivée de l'infante, employa tout son crédit à faire avorter le mariage résolu. Jacques renonça tout-à-coup à un projet qui, depuis plusieurs années, était l'objet de tous ses desirs, et rompit tout-à-fait avec l'Espagne.

Après cette rupture, Jacques tourna ses vues du côté de la France, et un traité de mariage fut conclu entre le prince de Galles et la princesse Henriette, sœur de Louis XIII. Mais autant cette alliance causa de plaisir au roi, autant les expéditions militaires qu'il fut obligé d'entreprendre lui furent désagréables, à cause de sa répugnance invincible pour le tumulte des armes. Il fallait cependant satisfaire à l'entraînement de la nation qui demandait à grands cris le recouvrement du Palatinat. Une armée de douze mille hommes d'infanterie et de deux mille chevaux, placée sous le commandement du comte de Mansfeld, s'embarqua à Douvres. Cette expédition fut si mal combinée, les mesures furent si mal prises, que la moitié des troupes mourut à bord d'une maladie pestilentielle, et le reste, affaibli par

la maladie, se crut en trop petit nombre pour marcher jusqu'au Palatinat.

Jacques, qui aimait si passionnément la paix, ne vécut pas long-temps après les hostilités commencées. Au printemps de 1625, il fut saisi d'une fièvre tierce; il fit alors venir son fils, auquel il recommanda de chérir tendrement sa femme, de persévérer dans sa religion, de protéger l'Église anglicane, et d'étendre ses soins sur la malheureuse famille de l'électeur palatin. Puis il attendit sa fin avec courage et résignation. Il mourut dans la cinquante-neuvième année de son âge, après avoir régné vingt-deux ans sur l'Angleterre.

Sous le règne de ce monarque, tous les avantages qui distinguent une nation florissante reçurent des accroissements sensibles. Non-seulement la paix qu'il cultiva avec tant de bonheur favorisa l'industrie et le commerce qui sortaient à peine de l'enfance, mais son goût naturel lui fit protéger les arts pacifiques. C'est à dater de Jacques I<sup>er</sup> que les lettres commencèrent à revivre en Angleterre. L'illustre Shakspeare composa ses immortels chefs-d'œuvre dramatiques; Johnson et Fairfax traduisirent, l'un les beaux passages des auteurs grecs et latins, l'autre la Jérusalem délivrée du Tasse. L'infortuné Raleigh écrivit une histoire grecque et romaine, et Bacon, l'honneur de la littérature d'alors, traça de loin la route de la vraie philosophie. Mais ce qui distingue plus particulièrement le règne de Jacques, c'est la fondation des colonies anglaises dans l'Amérique du Nord. Tous les Anglais que mécontentait le gouvernement ou l'église établie dans leur patrie allèrent chercher la liberté dans ces sauvages déserts, et les lumières de ces exilés volontaires, jointes à leur amour du travail, répandirent le germe de la civilisation dans des terres où les mœurs féroces des habitans primitifs avaient entretenu jusqu'alors la désolation.

## CHAPITRE XIV.

Règne de Charles I<sup>er</sup>. — Lutte entre le parlement et la cour. — Insurrection en Ecosse. — Covenant. — Strafford. — Long parlement. — Guerre civile. — Cromwell.

1625 — 1649.

A peine Charles eut-il pris les rênes du gouvernement, qu'il convoqua un parlement à Westminster. Dans une harangue pleine de simplicité et de franchise, il exposa le besoin qu'il avait d'un subside pour la guerre d'Espagne, et n'obtint qu'un secours de 112,000 livres sterling. Les communes renouvelèrent leurs plaintes sur les progrès du papisme, et demandèrent la rigoureuse exécution des lois pénales contre les catholiques. Charles répondit d'abord avec douceur à ces remontrances; mais quand il vit que le parlement était résolu à ne pas lui accorder tous les subsides qu'il demandait, et qu'il n'en devait attendre que des représentations désagréables, il prit occasion de la peste qui ravageait Oxford pour congédier l'assemblée.

Le jeune roi emprunta alors de l'argent à ses sujets par des lettres du sceau royal. Une flotte, composée de quatre-vingts navires et portant dix mille hommes de débarquement, fit voile pour Cadix, sous le commandement du chevalier Édouard Cecil : la peste qui se répandit parmi les matelots et les troupes fit échouer l'expédition. Charles se vit encore obligé de recourir à l'assistance du parlement (1626). Les communes accordèrent des subsides; mais elles dirigèrent leurs attaques contre Buckingham, par lequel le roi se laissait gouverner comme son père, et l'accusèrent de haute trahison. Défense fut faite à la chambre de s'occuper du duc, ministre de Sa Majesté, et deux de ses membres qu'elle avait chargés de poursuivre l'accusation

furent emprisonnés. Aussitôt les communes déclarèrent que toutes les affaires seraient suspendues jusqu'à la reconnaissance de leurs privilèges. Charles fut obligé d'élargir les prisonniers, et cette circonstance ne servit qu'à aigrir davantage les communes, qui préparèrent une remontrance contre la levée des droits de tonnage et de pondage. Le roi, irrité de tant d'usurpations dont il ne prévoyait pas la fin, cassa une seconde fois le parlement.

Charles, dans le but de remplir son trésor, établit alors ouvertement une commission pour composer avec les catholiques et pour les dispenser, à prix d'argent, des lois pénales portées contre eux. Il exigea de la noblesse et de la ville de Londres un prêt de 100,000 livres sterling. Un grand nombre de citoyens refusèrent leur argent, et engagèrent même leurs voisins à soutenir leurs droits communs. Un ordre du conseil fit jeter les plus ardents en prison.

Au milieu de ces conjonctures, Charles, malheureux dans toutes ses entreprises contre la maison d'Autriche, en lutte avec ses propres sujets, sans autres trésors que ceux qu'il arrachait par les moyens les plus violents, commit encore la faute de rompre avec la France. Cette rupture fut l'ouvrage de son ministre Buckingham, qui avait à se venger du cardinal de Richelieu. Lorsque Charles avait épousé la princesse Henriette par procuration, Buckingham était venu en France pour représenter son maître à la cérémonie du mariage. Les caresses de la cour lui inspirèrent l'audace d'adresser ses vœux à la reine Anne d'Autriche, mère de Louis XIII. Après son départ, il retourna secrètement à Paris, et, s'étant présenté chez la reine, il fut congédié avec un reproche qui tenait plutôt de la tendresse que de la colère. Richelieu fut bientôt informé de cette passion extravagante, et pendant que le duc faisait les préparatifs d'une nouvelle ambassade à Paris, Louis lui dépêcha un courrier pour lui interdire le voyage.

Dans le transport d'un amour romanesque, Buckingham jura qu'il verrait la reine en dépit de toute la puissance du roi de France, et, dès ce moment, la guerre contre ce monarque fut résolue.

En conséquence, le duc, qui ignorait la guerre comme la marine, se fit donner le commandement d'une flotte de cent navires, portant sept mille hommes de débarquement, et fit voile vers La Rochelle, pour soutenir les huguenots de France. Quand il se présenta devant cette place assiégée par Louis XIII, les habitans refusèrent de recevoir des alliés qui ne les avaient même pas prévenus de leur arrivée. Buckingham fit alors route vers l'île de Ré, où il débarqua ses troupes. Mais, à l'approche des vaisseaux français, il pensa prudemment à la retraite, et retourna en Angleterre, déshonoré en sa double qualité de général et d'amiral, et ne ramenant que le tiers de ses troupes (1627).

Un troisième parlement fut convoqué. Charles et son ministre se flattèrent que la nécessité indispensable d'un subside ferait oublier toutes les injures passées. Mais lorsque les communes furent assemblées, les membres montrèrent le même esprit d'indépendance que leurs prédécesseurs. On passa un bill contre les emprisonnements arbitraires et contre les emprunts forcés, et l'esprit de liberté ayant obtenu quelque satisfaction, on accorda au roi cinq subsides dont il se déclara content. Les orateurs populaires parvinrent ensuite à faire dresser un acte nommé *Pétition* ou *Requête de droit*, renfermant une confirmation ou une explication de la *grande Charte*. Charles ne s'attendait pas à des empiètemens de cette nature sur ce qu'il considérait comme ses prérogatives. Aussi ne fut-ce qu'après avoir employé mille ruses et mille moyens évasifs qu'il accorda sa sanction à une mesure qui répandit une allégresse générale parmi la nation.

Rien ne justifiait mieux, en quelque sorte, l'extrême

rigueur des communes à l'égard de Charles, que la faveur ouverte qu'il accordait aux principes incompatibles avec une monarchie tempérée. Le docteur Manwaring avait prêché et fait imprimer un sermon subversif de toute liberté civile. Les communes, indignées, condamnèrent le prédicateur à garder la prison tant qu'il plairait à la chambre, à payer une amende de 1,000 livres sterling, et à reconnaître humblement sa faute. Mais à peine la session fut-elle close que le roi lui accorda son pardon, et le pourvut d'un bénéfice considérable ; il fut même, quelques années après, élevé à l'évêché de Saint-Asaph.

Charles, après avoir prorogé le parlement, pour prévenir la présentation d'une remontrance au sujet de la levée des droits de tonnage et de pondage, porta son attention vers les guerres étrangères. Une flotte et une armée considérables avaient été préparées pour aller secourir La Rochelle dont le siège continuait toujours. Buckingham se rendit à Portsmouth pour prendre le commandement de l'expédition. Arrivé dans cette ville, il eut un entretien avec Soubise, chef des huguenots de France ; mais au sortir de la conférence, un enthousiaste désespéré, nommé Felton, le frappa brusquement d'un coup de couteau dans la poitrine, pour venger, disait-il, sa religion et son pays. Le duc, arrachant le couteau de sa blessure, n'eut que le temps de s'écrier qu'il était assassiné et rendit aussitôt le dernier soupir.

Pendant que la mort de Buckingham occupait les esprits, la nouvelle de la prise de La Rochelle parvint en Angleterre. Les désastres d'une ville pour laquelle la sympathie de religion avait inspiré tant d'intérêt à la nation, ne pouvaient manquer d'affaiblir l'autorité de Charles au parlement dans la prochaine session. Aussi les communes ne furent pas plus tôt assemblées, qu'elles reproduisirent la question du tonnage et du pondage, et voulurent enlever ce droit à la couronne qui en jouissait depuis plus d'un siècle.



cle (1629). Charles congédia encore une fois le parlement, et résolu à ne plus convoquer cette assemblée redoutable, il fit la paix avec la France et l'Espagne, contre lesquelles il soutenait une guerre peu nécessaire et peu glorieuse à la nation (1630).

Dans toutes les affaires ecclésiastiques, Laud, évêque de Londres, exerçait un grand empire sur le roi. C'était un homme savant et vertueux, mais sans prudence et sans flexibilité dans le caractère. Son zèle était infatigable pour la cause de la religion, c'est-à-dire pour faire adopter, par les moyens les plus rigoureux, les cérémonies et les observances de son invention. Les puritains mécontents proclamèrent dès-lors que l'Eglise anglicane allait retomber sous le joug du papisme. Charles, qui était lui-même un zélé canoniste, éleva Laud à l'archevêché de Cantorbery, dont le siège était vacant. Cette élévation fut regardée comme une nouvelle tentative pour ramener le catholicisme.

Charles, débarrassé du parlement, ne se contenta pas de faire lever le tonnage et le pondage en son nom et d'exiger les anciennes impositions arbitraires; il en créa même de nouvelles sur diverses espèces de marchandises, sous le prétexte d'entretenir la marine. Les mêmes motifs qui avaient porté le peuple à refuser au roi des subsides volontaires, le disposèrent, mais avec beaucoup plus de raison, à murmurer contre les taxes irrégulières. Tous ceux qui firent résistance à la volonté royale furent condamnés par la *chambre étoilée* <sup>1</sup> à l'amende ou à la prison. Ce fut dans cette circonstance que John Hampden rendit son nom à jamais célèbre par la fermeté avec laquelle il soutint les libertés et la constitution de son pays (1637). Quoique sa taxe ne montât qu'à vingt schelings (vingt-cinq francs),

<sup>1</sup> Tribunal en dernier ressort et dépendant de la cour, institué par Elisabeth.

ce grand citoyen, plutôt que de ratifier par son silence une imposition contraire aux lois, aima mieux essayer les poursuites de la justice. La cause fut plaidée, dans la chambre de l'Echiquier, devant tous les juges d'Angleterre, et la nation suivit, avec la plus inquiète sollicitude, chaque circonstance de cet important procès. L'issue n'en était point douteuse ; les juges, à l'exception de quatre, rendirent une sentence en faveur de la couronne. Mais Hampden atteignit le but pour lequel il avait si généreusement sacrifié sa sûreté et son repos. Le peuple fut réveillé de sa léthargie, et comprit enfin quels dangers menaçaient ses libertés.

Au milieu de ce mécontentement général, Charles entreprit d'introduire la liturgie anglicane en Ecosse. Cette tentative lui aliéna le cœur de ses sujets écossais et mit en feu ses deux royaumes. Aux violens désordres que commirent les Ecossais pour repousser le culte qu'on voulait leur imposer, Charles ne put opposer qu'une proclamation qui produisit bientôt une protestation publique. L'insurrection, qui s'était préparée par degrés, éclata tout d'un coup. Les quatre ordres, réunis à Edimbourg, se mirent en possession de l'autorité du royaume, formèrent une ligue ou *covenant*, et s'engagèrent par serment à rejeter toutes les innovations religieuses et à se défendre mutuellement contre toutes sortes d'oppressions. Une foule immense d'Ecossais de tout rang, de tout âge et de tout sexe, donnèrent leur adhésion au covenant. Plus de soixante mille hommes se réunirent aux environs d'Edimbourg. La Hollande et la France, non-seulement fomentèrent les troubles, mais fournirent secrètement aux covenantaires des armes et de l'argent. Le comte d'Argyle devint chef du parti, et le commandement des troupes fut confié à Leslie, soldat d'expérience et de mérite. Charles marcha contre les insurgés à la tête d'une armée formidable (1639). Dès le premier enga-

gement partiel, les Anglais lâchèrent pied. Charles, effrayé, proposa un accommodement. Les chefs covenantaires l'acceptèrent, et les deux armées furent dissoutes.

Fidèle à ses principes, l'assemblée du covenant ne se contenta pas de déclarer l'épiscopat illégitime dans l'église d'Ecosse. Elle nota d'infamie la liturgie, les canons et le papisme, contrairement au vœu du roi qui désirait seulement qu'ils fussent abolis. Le parlement qui succéda à l'assemblée se montra disposé à ratifier tous ses actes, mais Charles le fit proroger par son commissaire. La guerre était donc de nouveau déclarée. Les covenantaires, que leurs chefs avaient avertis de ne pas se croire délivrés de l'invasion anglaise et de se tenir prêts au premier appel, eurent bientôt repris les armes (1640). Mais les ressources de Charles étaient épuisées, et après douze ans d'interruption, Charles, pressé par la plus impérieuse nécessité, se vit contraint d'assembler pour la quatrième fois ce parlement anglais, autrefois si dur et si intraitable. Les communes, au lieu de prêter l'oreille aux plaintes du roi sur ses sujets d'Ecosse, ou à la demande d'un subside, recommencèrent leurs récriminations sur les malheurs publics. Charles, voyant que le nombre de ses adversaires dans la chambre l'emportait sur celui de ses partisans, que les mêmes principes qui avaient produit tant d'oppositions et de troubles étaient toujours dominans; informé d'ailleurs qu'on était résolu de porter un bill par lequel son revenu de la taxe des vaisseaux devait être anéanti, prit brusquement la résolution de casser le parlement et de recourir à son expédient ordinaire, les emprunts forcés. Pendant ce temps, les covenantaires étaient entrés en Angleterre, tenant le langage le plus pacifique; ils déclaraient n'avoir d'autre but que de mettre leurs très-humbles requêtes aux pieds du roi. A Newburn sur la Tyne, ils rencontrèrent un corps anglais sous les ordres de lord Conway, qui voulut leur dis-

puter le passage de la rivière. Ils l'attaquèrent avec valeur, lui tuèrent beaucoup de monde et le mirent en fuite. Ils s'avancèrent de là sur Newcastle dont ils s'emparèrent. Pour arrêter leur marche, le roi consentit à la proposition d'un traité, et nomma seize seigneurs anglais, qui devaient s'assembler à Rippon avec onze commissaires écossais. Dans l'intervalle, une adresse fut rédigée par les habitans de Londres, pour demander la convocation d'un parlement. Charles, perdant tout espoir de résister au torrent, se décida enfin à y céder. Il assembla donc le dernier parlement de son règne, que l'histoire a surnommé le *long parlement*, à cause de la longueur de sa durée. Les difficultés qui s'élevèrent dans la négociation avec les covenantaires firent ensuite proposer de transférer les conférences de Rippon à Londres; proposition qu'embrassèrent les Écossais avec ardeur, parce qu'ils prévoyaient qu'ils obtiendraient de meilleures conditions dans une ville où le roi serait entouré de ses plus implacables ennemis.

Les sujets de plainte, qui depuis plus de trente ans s'étaient multipliés chaque jour en Angleterre, étaient parvenus au comble, et une grande révolution était imminente. A peine les communes, qui n'avaient jamais été si nombreuses, furent-elles assemblées, qu'elles apportèrent dans la discussion des affaires le même esprit d'hostilité que précédemment. Elles s'attaquèrent d'abord aux catholiques, et forcèrent le roi à les chasser de la cour et de l'armée; ensuite elles cassèrent les jugemens de la chambre étoilée, rappelèrent de leur exil les citoyens qui avaient refusé le paiement des taxes arbitraires, et mirent en accusation Wentworth, que Charles avait fait son premier ministre après l'avoir détaché du parti presbytérien et qu'il avait créé comte de Strafford (1641). Les chefs d'accusation contre ce grand homme d'Etat étaient au nombre de vingt-huit, et concernaient sa conduite en qualité de

gouverneur d'Irlande, de conseiller et de commandant des troupes en Angleterre. Après quatre mois de débats, durant lesquels Strafford déploya dans sa défense beaucoup de présence d'esprit, d'éloquence et de modération, un bill d'*attainder* ou de proscription fut adopté contre lui; il fut condamné à mort. La chambre des lords, obéissant à la peur que lui inspirait chaque jour l'émeute populaire grondant autour de son enceinte, approuva cette sentence inique. Le roi, qui avait donné l'assurance au malheureux comte qu'aucune violence ne pourrait le forcer à sacrifier la vie d'un ministre qui l'avait servi si fidèlement, se refusa d'abord à signer l'arrêt de mort; mais la populace furieuse ayant assiégé les portes du palais de White-Hall en demandant justice contre celui qu'elle appelait traître et apostat, le monarque se vit contraint de désigner quatre lords pour donner au bill, en son nom, la sanction qui lui était si impérieusement demandée. Strafford, supérieur à son sort, marcha à l'échafaud la tête haute et avec une dignité fière : son ame élevée conserva toute sa fermeté contre les terreurs de la mort et le triomphe insultant de ses ennemis. En passant au pied de la Tour où l'archevêque Laud, accusé comme lui, était renfermé, il appela le prélat pour lui demander de le bénir. Le vieillard parut à la fenêtre, et, passant ses mains à travers les barreaux, il commença une bénédiction que l'émotion lui empêcha d'achever. Strafford continua sa route, et ses paroles, avant de poser la tête sur le billot, furent d'un sage et d'un chrétien. Telle fut la destinée d'un des plus grands hommes que l'Angleterre ait jamais produits.

Après l'exécution de Strafford, les communes continuèrent vigoureusement leurs empiètemens sur la prérogative royale, désormais sans défense. Elles arrêtèrent que le parlement se réunirait à l'avenir tous les trois ans, sans être convoqué par le roi, et qu'il ne pourrait être

dissous ou prorogé que de son consentement préalable. Les covenantaires furent déclarés bons et loyaux sujets, et furent pendant un an entretenus aux frais du parlement. L'Ecosse, satisfaite après plusieurs concessions de la part de Charles, qui abdiqua presque entièrement la faible portion d'autorité qu'il conservait dans ce royaume, se prêta à un accommodement, et un traité de paix fut signé.

Tandis que Charles s'efforçait de pacifier l'Ecosse, il reçut tout-à-coup la nouvelle d'un soulèvement général en Irlande, accompagné du plus affreux carnage. Les indigènes de cette contrée, toujours impatiens du joug de leurs conquérans, avaient, à l'exemple des Ecossais, résolu de recouvrer leur indépendance. Au jour et au signal convenus, ils s'étaient rués en furieux sur les colons anglais, et en avaient massacré plus de quarante mille sans distinction d'âge ni de sexe. Les chefs des rebelles, pour justifier aux yeux du monde les actes horribles qu'ils avaient encouragés, avaient eu recours à l'imposture; ils avaient publié un manifeste où ils déclaraient qu'ils étaient autorisés à prendre les armes par le roi et la reine, et le prétexte qu'ils donnaient à l'insurrection était la défense des prérogatives royales, usurpées par un parlement puritain. Charles, indigné, désavoua toute participation au mouvement insurrectionnel, et, dans l'impuissance où il était de subjuguier les révoltés, il abandonna à la prudence et aux soins des communes une guerre qui, dans l'intérêt du royaume et de la religion, ne pouvait être commencée trop tôt ni poussée avec trop de vigueur (1641).

Les communes se hâtèrent d'accepter la direction que leur abandonnait le monarque; les chefs populaires levèrent de l'argent sous le prétexte d'une expédition en Irlande, mais ils le réservèrent pour des vues qui les tou-

chaient de plus près; ils prirent des armes dans les arsenaux du roi, mais ils les gardèrent dans l'intention secrète de les employer contre lui. Enfin, pour régulariser leurs attaques contre le pouvoir royal, les communes prirent le parti de former une remontrance générale sur l'état du royaume. Cette remontrance, qui est devenue si célèbre, et qui produisit bientôt des effets d'une si haute importance, n'était point adressée au roi : c'était un véritable appel au peuple, et la dureté du sujet était soutenue par la rudesse du style. Aussitôt qu'elle fut publiée, Charles y fit une réponse, dans laquelle il protesta de son attachement à la religion réformée, rappela ses concessions à la liberté civile, et blâma les infâmes libelles distribués chaque jour contre sa personne et son gouvernement.

Les nombreuses usurpations des communes finirent cependant par rencontrer de l'opposition dans la chambre haute; la plus grande partie des lords, prévoyant l'abaissement de la noblesse, se déclarèrent pour le roi; il n'y en eut que quelques-uns qui se hasardèrent à favoriser les désordres populaires, dont ils se flattèrent vainement de régler ou de suspendre le cours. L'abandon des principes démocratiques par les lords ne fit qu'augmenter l'audace des communes; elles proclamèrent qu'à elles seules appartenait le droit de sauver l'Angleterre, puisqu'elles étaient la vraie représentation nationale. Dès-lors l'effervescence fut au comble. Les chaires retentirent du danger qui menaçait la religion. La populace s'approcha de White-Hall et se permit d'insolentes menaces contre le roi. Dans cette confusion, plusieurs gentilshommes offrirent leurs services à Charles. Il y eut entre eux et les gens du peuple de fréquentes escarmouches qui ne se terminèrent pas sans effusion de sang. Les partisans de la cour donnèrent à la multitude séditieuse le nom de *Têtes-Rondes*, par allusion aux cheveux courts qu'elle portait alors; et le

peuple appela ironiquement ses adversaires *Cavaliers*. Le cri qu'on ne cessait pas d'entendre était contre les évêques *au cœur pourri*. Comme ils étaient un objet de haine pour tous les sectaires, ils furent exposés aux plus dangereuses insultes. Personne dans les deux chambres n'osa prendre la parole en leur faveur, et ils furent forcés de se retirer du parlement. Quelques jours après, le roi commit une imprudence à laquelle doivent être justement attribués tous les désordres qui suivirent. Il envoya au parlement le procureur-général Herbert, avec ordre d'accuser de haute trahison, en son nom, lord Kimbolton et cinq membres des communes, Hollis, Haselrig, Hampden, Pym et Strode. L'accusation portait qu'ils s'étaient traitreusement efforcés de détruire les lois fondamentales du royaume, et qu'ils avaient tenté, par les plus noires imputations contre Sa Majesté, de lui aliéner l'affection de ses sujets (1642). Un sergent d'armes vint demander à la chambre les cinq accusés, et fut renvoyé sans aucune réponse positive. Le roi, irrité, résolut d'aller lui-même aux communes le jour suivant pour faire exécuter ses ordres. Mais les cinq membres, avertis secrètement, eurent le temps de s'échapper avant l'arrivée du monarque. Charles laissa son escorte à la porte, s'avança seul à travers la salle d'assemblée et prit possession du fauteuil d'Etat. Lorsqu'il demanda si les accusés n'étaient pas présents, le président de la chambre lui répondit qu'il n'avait des yeux pour voir, une langue pour parler, que suivant la volonté de la chambre dont il était le serviteur. Le roi se leva pour se retirer, et entendit partout autour de lui murmurer : *Privilège! privilège!*

Ainsi le gant était jeté. Les cinq accusés s'étaient retirés dans la Cité dont les habitans prirent les armes pour les protéger. Peu de jours après, ils furent ramenés en triomphe à la chambre par Skippon, que le parlement, de sa



propre autorité, avait nommé major-général de la milice de Londres. Lorsque sa tumultueuse armée défila devant White-Hall, elle demanda avec des cris insultans : « Ce qu'étaient devenus le roi et ses Cavaliers, et de quel côté ils avaient pris la fuite ? » Charles en effet, ne se trouvant plus en sûreté à Londres, s'était retiré à York, accablé de chagrin, de confusion et de remords. Le parlement l'invita à revenir : il s'y refusa. Dès-lors l'autorité royale cessa tout-à-fait d'exister. Les communes changèrent tous les gouverneurs des comtés et ordonnèrent la levée des milices. Elles firent ensuite un appel au patriotisme de leurs pieux partisans, qui leur apportèrent en moins de dix jours une immense quantité de vaisselle d'argent ; les femmes elles-mêmes se dépouillèrent de tous leurs bijoux. Le commandement des troupes levées au nom du parlement fut confié au comte d'Essex. De son côté, Charles, voyant que sa situation n'admettait plus de délai, s'occupa des préparatifs de sa défense ; il pressa ses adhérens de se réunir en armes sous sa bannière. Les parlementaires, pour ôter à leur souverain tout espoir d'arrangement, lui envoyèrent les conditions auxquelles ils consentaient à traiter. Ces conditions contenaient dix-neuf articles qui renfermaient l'abolition totale de l'autorité monarchique. Le roi préféra la guerre à une paix ignominieuse, et désormais la querelle ne pouvait plus se vider que par les armes.

La haute noblesse et une partie de la bourgeoisie, craignant un bouleversement de tous les rangs et de toutes les conditions, embrassèrent la défense du monarque. La reine Henriette, qui était passée en Hollande, envoya à son époux des armes et des munitions. Londres et la plupart des grandes villes prirent parti pour le parlement, et embrassèrent avec chaleur les principes démocratiques sur lesquels ses prétentions étaient fondées. Chaque parti

était en outre animé par l'enthousiasme religieux. Les Cavaliers se faisaient honneur de défendre les droits de la monarchie, et les Têtes-Rondes étaient de zélés partisans du presbytérianisme.

Charles, qui n'était pas dépourvu de bravoure, déploya enfin l'étendard royal; il partit de Shrewsbury à la tête de dix mille hommes, et s'avança, après s'être emparé de Banbury et du château de Warwick, jusqu'à Oxford, où il fut reçu avec des transports de joie. Les chambres, effrayées de ce premier succès, firent proposer un arrangement; mais Charles, à son tour, fit des conditions si dures, que la fierté parlementaire s'en indigna et les rejeta. Pendant le temps des négociations, Essex, général des Têtes-Rondes, rassembla vingt-quatre mille hommes, et les hostilités recommencèrent avec fureur. Un engagement eut lieu à Chalgrove, dans lequel le célèbre John Hampden fut blessé mortellement (1643). William Waller, qui commençait à se distinguer parmi les généraux parlementaires, battit d'abord les royalistes en plusieurs rencontres; mais ses premiers avantages furent suivis de deux défaites consécutives. Après ces succès multipliés, Charles n'ayant pu déterminer toute son armée à marcher immédiatement sur Londres où tout était en confusion, et où l'on pouvait espérer qu'une victoire terminerait promptement la guerre civile, entreprit le siège de Gloucester, qui lui offrait une conquête plus aisée; cette résolution fut fatale à sa cause. Gloucester était défendue par une garnison et un général décidés à s'ensevelir sous les ruines de la place plutôt que de se rendre. Elle était à la dernière extrémité, lorsqu'Essex, à la tête d'une armée de quatorze mille hommes, s'en approcha et força le roi à se retirer. Essex, n'osant pas risquer une bataille contre les troupes royales, supérieures aux siennes en cavalerie, retourna sur ses pas après avoir délivré la ville assiégée, et hâta sa marche vers

**Londres.** En arrivant à Newbury, il y rencontra le prince Rupert, neveu du roi, qui l'avait devancé avec une partie de l'armée royale. Un engagement était inévitable; des deux côtés, on se battit avec un courage désespéré; mais la nuit vint terminer l'action et laissa la victoire indécise,

Dans le nord, le comte de Newcastle était parvenu à rassembler pour le roi des forces considérables; mais il eut bientôt affaire à deux adversaires qui commençaient alors à se distinguer par leur valeur et leur conduite militaire : c'étaient le chevalier Thomas Fairfax et Olivier Cromwell. Dans cette partie du royaume, la fortune balança aussi ses faveurs, et le succès de la lutte engagée devenant plus douteux de jour en jour, les deux partis cherchèrent des secours. Le parlement eut recours à l'Ecosse, et Charles à l'Irlande. Bientôt une armée de plus de vingt mille covenantaires, sous les ordres du comte de Leven, se trouva prête à entrer en Angleterre. De son côté, le roi conclut une suspension d'hostilités avec le conseil de Kilkenny, par lequel l'Irlande était gouvernée; il rappela ses troupes, et un grand nombre d'Irlandais catholiques se joignirent à l'armée royale.

Charles, pour faciliter les préparatifs de la campagne suivante, imagina l'expédient de convoquer à Oxford tous les membres de l'une et de l'autre chambre qui s'étaient déclarés pour sa cause (1644). Il y vint un grand nombre de pairs, mais la moitié à peine des membres des communes. Ce parlement, pour procurer au roi le moyen de recruter son armée, lui accorda une somme de 100,000 livres sterling, qui devait être levée à titre d'emprunt. Les troupes venues d'Irlande, sous le commandement de lord Byron, obtinrent d'abord de grands avantages dans le Cheshire, et formèrent le siège de Nantwich. Mais elles furent promptement dissipées par le chevalier Fairfax. Le comte de Manchester, s'étant emparé de Lincoln, joignit

ses troupes à celles de Fairfax et de Leven. Leurs forces réunies investirent York, et, quoique cette ville fût vigoureusement défendue par le comte de Newcastle, elle était réduite aux plus pressantes extrémités, lorsque l'approche du prince Rupert, à la tête de vingt mille hommes, répandit l'alarme parmi les assiégeans. Les généraux parlementaires levèrent le siège et prirent position dans les marais de Marston. Le vaillant Rupert donna immédiatement l'ordre du combat. Cinquante mille Anglais, condamnés à s'entr'égorger, se ruèrent les uns contre les autres. La victoire parut long-temps incertaine; mais, après de merveilleux efforts de valeur dans les deux partis, elle se déclara pour le parlement; le prince Rupert perdit le champ de bataille et toute son artillerie. Cet engagement, dans lequel Cromwell déploya un rare talent militaire et une résolution extraordinaire, fut excessivement funeste à la cause royale.

Peu de temps après, la ville de Newbury fut pour la seconde fois le théâtre des sanglantes animosités de la nation anglaise. Les soldats parlementaires, s'exhortant mutuellement à réparer une défaite qu'ils venaient d'essuyer, fondirent avec impétuosité sur les royalistes; ces derniers, malgré leur intrépide résistance, furent accablés par le nombre, et la nuit, qui survint heureusement, les garantit seule d'une ruine complète. Charles se retira à Oxford, après avoir abandonné son artillerie et son bagage. Le succès de cette journée fut encore en grande partie l'œuvre de Cromwell. Cet homme extraordinaire était cousin-germain de Hampden et représentant de Cambridge au parlement, qu'il étonnait par l'énergie de son éloquence. Chef des *Indépendans*<sup>1</sup>, secte presbytérienne qui devait

\* Le fanatisme des indépendans n'admettait aucun gouvernement ecclésiastique, dédaignait les formules et les systèmes de foi, rejetait

bientôt occuper seule la scène de l'action, il était parvenu, par sa sagacité et ses insinuations, à acquérir une très-grande influence dans l'armée. Dès-lors son esprit entreprenant rêva les projets les plus hardis et les plus dangereux. Son naturel le portait à la magnanimité et à la grandeur; mais il possédait à fond l'art de cacher ses vues ambitieuses sous les dehors de la simplicité et de la modération. Ami de la justice, quoique sa conduite en fût une violation constante; dévoué à la religion, quoiqu'il en fit l'instrument de son ambition, ses crimes prirent leur source dans la soif du pouvoir suprême; si quelque chose peut un instant faire oublier l'horreur qu'inspirent ses attentats, ce n'est que le bon usage qu'il sut faire d'une autorité à laquelle il parvint par la fraude et la violence.

Charles, pour satisfaire son parti qui commençait à se lasser de la guerre, consentit à entamer des négociations avec le parlement (1645). Mais les commissaires presbytériens vinrent à la conférence avec des propositions si dures et si honteuses, qu'il eût été impossible au roi, même prisonnier et dans les chaînes, de les accepter. Après vingt jours d'inutiles contestations, les pourpalers furent rompus, et les hostilités recommencèrent. Une action décisive et vaillamment disputée s'engagea à Naseby. Charles déploya dans cette journée toute la conduite d'un prudent général et toute la valeur d'un brave soldat.

toute espèce de cérémonies et confondait tous les rangs et tous les ordres. Le soldat, le négociant, l'artisan, se livrant chacun aux transports de son zèle, et guidé par l'émanation de l'Esprit-Saint, s'abandonnait à sa direction intérieure. Le système politique des indépendans allait de pair avec leurs principes religieux; ils aspiraient à l'abolition totale, non-seulement de la monarchie, mais de l'aristocratie même. Leur maxime était : « Que celui qui tire une fois l'épée contre son souverain, doit en même temps jeter le fourreau. »

Fairfax, Cromwell et Skippon justifièrent la réputation qu'ils s'étaient acquise. L'infanterie royale ayant été mise en déroute, Charles se vit forcé de céder à l'ennemi le champ de bataille et la victoire.

Le parlement, après avoir fait conduire à l'échafaud Land, archevêque de Cantorbery, le plus favorisé des ministres de Charles et retenu dans la tour dès avant l'exécution de Strafford, établit enfin le gouvernement presbytérien dans l'Eglise, à la place de l'autorité épiscopale. Les habitans de chaque paroisse eurent ordre de s'assembler pour élire des Anciens, qui partagèrent avec les ministres de la religion la direction entière de tous les intérêts spirituels. Charles, retiré dans sa chère ville d'Oxford, s'était quelque temps flatté que les contestations ardentes des indépendans et des presbytériens lui fourniraient un moyen de salut ; mais lorsqu'il apprit que Fairfax s'approchait avec une armée puissante et victorieuse, il prit la résolution de se réfugier dans le camp écossais, espérant que ses sujets primitifs, zélés partisans du presbytérianisme, le défendraient contre les indépendans (1646). Les généraux écossais montrèrent une extrême surprise à son apparition. Le parlement anglais, instruit d'un événement si peu prévu, demanda aussitôt que le roi lui fût livré. Les Écossais, profitant de cette occasion pour réclamer une somme considérable qu'ils prétendaient leur être due par la nation anglaise, déclarèrent qu'ils garderaient Charles pour caution de cette somme. Après bien des discussions, le parlement consentit à leur accorder 400,000 livres sterling, et l'infortuné monarque fut remis entre les mains de ses plus implacables ennemis. C'est ainsi que la nation écossaise se couvrit de la tache indélébile d'avoir marchandé et vendu son roi pour une somme d'argent. Lorsque Charles reçut la nouvelle de cette résolution, il était à jouer aux échecs ; son empire fut si grand

sur lui-même, qu'il n'interrompit pas son jeu. Quelques jours après, des commissaires anglais étant venus pour le recevoir des mains des Écossais, il fut conduit à Holdenby, dans le comté de Northampton. Ses anciens serviteurs furent congédiés, et toute communication avec ses amis et sa famille lui fut interdite.

La puissance du parlement dura peu. Les presbytériens conservaient encore la supériorité du nombre à la chambre des communes, mais les indépendans prédominaient dans l'armée. Des symptômes de mutinerie s'étant manifestés parmi les troupes, le parlement envoya Cromwell, Ireton et Fletwood, pour s'informer des causes de leur mécontentement. Ces officiers étaient eux-mêmes les instigateurs secrets des désordres qu'on les chargeait d'apaiser. Aussi leurs insinuations aggravèrent-elles le mal au lieu de le guérir. On opposa un parlement militaire à celui de Westminster (1647). On établit un conseil des principaux officiers, sur le modèle de la chambre haute ; et pour représentans de l'armée, on élut, dans chaque compagnie, deux soldats ou deux sous-officiers sous le titre d'*agitateurs*. Cette terrible cour frappa bientôt un coup qui décida la victoire en sa faveur.

Un corps de cinq cents chevaux se rendit à Holdenby, sous la conduite du cornette Joyce. Cet officier se présenta devant le roi, armé de pistolets, et lui déclara qu'il fallait partir à l'heure même. « Pour aller où ? dit Sa Majesté. — A l'armée, répliqua Joyce. — Par quel ordre ? » demanda le roi. Joyce montra d'un signe quelques-uns de ses cavaliers, grands, bien faits et bien équipés. « Votre ordre, dit Charles en souriant, est écrit en beaux caractères, qui se font lire sans épeler. » La résistance étant inutile, le roi prit le parti de monter en voiture et fut conduit à l'armée, qui était en mouvement pour se rendre à Triplo-Heath, près de Cambridge. Son arrivée étonna tout

le monde, excepté Cromwell, par le conseil de qui l'entreprise avait été dirigée.

Le parlement, qui avait déjà perdu toute sa popularité, vit alors son autorité disputée pied à pied par une faction redoutable. L'armée, dans cette circonstance, suivit exactement la route que les chambres législatives lui avaient tracée dans leurs usurpations récentes sur la couronne. Chaque jour les demandes augmentaient. Une prétention n'était pas plus tôt satisfaite qu'elle était suivie d'une autre plus exorbitante encore. Bientôt des séditeux de Londres, poussés par les presbytériens, se présentèrent à Westminster, et par leurs menaces et leurs violences forcèrent la chambre des communes à rapporter plusieurs ordonnances qu'elle avait rendues relativement à la milice et aux impôts. A cette nouvelle, toute l'armée quitta Reading et se dirigea sur la capitale, sous le prétexte de rendre au parlement la liberté dans ses délibérations; mais à peine eût-elle fait son entrée triomphante dans la ville, que la servitude des deux chambres fut tout-à-fait consommée. Onze membres presbytériens des communes furent chassés sans retour comme fauteurs de la sédition, et sept pairs mis en accusation. Le maire de Londres, un sheriff et quatre aldermen furent conduits à la Tour, et tous les actes du parlement, depuis le jour du tumulte jusqu'à l'entrée des troupes, furent annulés.

Les chefs de l'armée ayant établi leur empire sur le parlement et la capitale, firent conduire le roi au château de Hamptoncourt; ce prince, informé des menaces qui échappaient sans cesse aux agitateurs contre sa personne, prit subitement la résolution de s'évader. Il quitta secrètement sa nouvelle résidence, et arriva sans obstacle au château de Tichfield. Mais ne pouvant espérer d'y être longtemps caché, il se remit imprudemment entre les mains de Hammond, gouverneur de l'île de Wight et fougueux



partisan de Cromwell; il se laissa conduire au château de Carisbroke, où, malgré les marques de respect dont il fut entouré, il ne fut pas moins prisonnier.

Cromwell, maître du parlement et libre de toutes inquiétudes à l'égard du roi, songea à réprimer l'esprit séditieux de l'armée qu'il avait lui-même excité avec tant d'adresse. Il publia des ordres pour faire cesser les assemblées des agitateurs. Mais les *levellers* (niveleurs), nom qui fut donné à cette faction, répondirent à son injonction par des remontrances et des pétitions. Cromwell choisit l'occasion d'une revue pour répandre la terreur parmi cette sodatesque séditeuse; il fit saisir les chefs des mutins aux yeux de leurs compagnons, en fit exécuter un sur-le-champ, et tous les autres revinrent à l'obéissance.

Cependant le roi, jaloux de dissiper les craintes qu'on alléguait perpétuellement pour justifier la violation des lois à son égard, offrit, de sa prison de Carisbroke, de se démettre pendant sa vie de plusieurs prérogatives, à condition qu'après sa mort elles retourneraient à son successeur. Mais le parlement, prenant le ton du vainqueur, ne respecta plus, dans ses négociations avec lui, ni justice ni raison. A l'instigation des indépendans et de l'armée, les deux chambres dressèrent quatre propositions qu'elles lui envoyèrent sous le titre de *préliminaires*, en exigeant, avant de traiter avec lui, son approbation positive pour ces quatre articles. Charles rejeta cette condition humiliante et extraordinaire. A cette nouvelle, la portion démocratique de la chambre basse prit feu (1648). Cromwell, après avoir exalté, par de grands éloges, la valeur et la piété de l'armée, s'écria : « Prenez garde qu'en négligeant la sûreté du royaume, les soldats ne se croient trahis. Gardez-vous — à ces mots il porta fièrement la main sur la garde de son épée — gardez-vous de les réduire au désespoir, et de leur faire chercher leur salut

par quelque autre voie que leur attachement pour vous. » Quatre-vingt-dix membres eurent encore le courage de repousser les menaces de Cromwell; mais la majorité décida qu'on ne recevrait plus ni messages ni lettres du roi, et que quiconque entretiendrait des relations avec lui, sans l'aveu des deux chambres, serait déclaré coupable de haute trahison. Un tel acte détrônait réellement le monarque.

Ce fut alors que les Écossais, qui avaient porté le premier coup fatal à l'autorité royale, se déclarèrent subitement en sa faveur (1648). Croyant voir le presbytérianisme, qui leur était si cher, menacé d'une ruine certaine par la faction des indépendans, ils levèrent une armée de quarante mille hommes et s'unirent avec les royalistes du nord de l'Angleterre. Cromwell et le conseil militaire firent aussitôt leurs préparatifs de défense avec autant de vigueur que d'habileté. Les confédérés furent attaqués à Preston, dans le Lancashire, et taillés en pièces, malgré leur courageuse résistance. Cromwell poussa vivement ses avantages et pénétra jusqu'en Écosse, où il exerça la plus sévère vengeance sur ceux qui avaient pris les armes pour la défense de leur légitime souverain.

Ces succès multipliés ayant réduit tout ce qui s'opposait aux indépendans, Cromwell fit dresser par le conseil des officiers une remontrance qui fut envoyée aux deux chambres, et par laquelle ils demandaient la punition du roi pour le sang répandu pendant la guerre, et la dissolution du long parlement. En même temps, ils firent avancer l'armée jusqu'à Windsor, enlevèrent le roi et le firent transférer au château de Hunt, situé sur un roc solitaire de la côte du Hampshire, où il fut plus étroitement resserré que jamais.

Dans un danger si pressant, les deux chambres, résolues de s'opposer de tous leurs efforts aux vues sanguinaires

de l'armée, qui n'étaient que trop évidentes, envoyèrent aux généraux l'ordre de suspendre leur marche sur la capitale; mais elles avaient affaire à des hommes qui n'étaient guère susceptibles de se laisser intimider par des paroles. Les généraux entrèrent dans Londres, et le parlement fut entouré de troupes. Lorsque les communes voulurent s'assembler, le colonel Pride, à la tête de deux régimens, arrêta au passage quarante-un membres du parti presbytérien. Plus de cent seize autres membres furent exclus, et l'entrée ne fut permise qu'aux indépendans les plus fougueux. Cette atroce violation de la représentation nationale fut appelée la *purgation du colonel Pride*, et le petit nombre d'indépendans et de puritains qui composèrent désormais le parlement reçut, par mépris, le nom de *Rump* (croupion), qui lui est resté.

Le conseil des officiers, pour rendre le calme aux esprits, prit en considération un nouveau projet, appelé la *Convention du peuple*, et qui n'était autre chose qu'un plan de république. Ils résolurent ensuite le procès et l'exécution publique de leur souverain; mais ils voulurent associer le parlement à cette inique et criminelle entreprise. Sur le rapport des commissaires de la chambre basse, Charles fut déclaré coupable de haute trahison, comme ayant fait la guerre au peuple et au parlement. Le bill fut présenté à la chambre des pairs qui eut le courage de le rejeter. Un si faible obstacle n'arrêta pas les communes; elles décidèrent qu'étant assemblées en parlement par le peuple, de qui, après Dieu, émane tout pouvoir, elles avaient le droit de faire des lois sans le consentement du roi ou de la chambre des pairs. L'ordonnance pour le procès de Charles Stuart fut relue et généralement approuvée.

Le colonel Harrison, fils d'un boucher, et le plus furieux enthousiaste de l'armée, eut ordre d'aller chercher le roi avec un corps de troupes et de l'amener à Londres.

Charles, dépouillé de tous les signes extérieurs de la souveraineté, comparut devant une haute cour de justice, composée de cent trente-trois personnes nommées par la chambre des communes. Quoiqu'affaibli par une longue captivité, il n'oublia pas sa qualité d'homme et de prince, et déclara, avec calme et dignité, que, ne reconnaissant point l'autorité de la cour, il ne pouvait se soumettre à sa juridiction. Amené trois fois devant ses juges, il renouvela trois fois sa protestation. Enfin, dans une quatrième séance, plusieurs témoignages ayant établi que le roi s'était montré, les armes à la main, contre les troupes du parlement, son arrêt de mort fut prononcé. L'unique grâce qu'il obtint de ses ennemis, fut un intervalle de trois jours entre sa sentence et son exécution. Il consacra ce temps à des lectures, à des exercices de piété et à des entretiens avec ses fils et sa fille, les jeunes ducs de Gloucester et d'York, et la princesse Élisabeth, les seuls membres de sa famille restés en Angleterre.

L'échafaud fut dressé sous les fenêtres même du palais de White-Hall. Le matin du jour fatal (30 janvier 1649), Charles se leva de bonne heure et s'habilla avec autant de recherche que pour une grande solennité. Il avait demandé l'assistance de Juxon, évêque de Londres, des mains duquel il reçut la communion. Il sortit à pied du palais de Saint-James, et traversa le parc entre deux haies de soldats. Lorsqu'il fut prêt à coucher sa tête sur le billot, le vertueux prélat lui rappela avec tendresse qu'il allait passer de la terre au ciel, et que là il trouverait la vraie couronne de gloire. « Oui, répondit le roi, je passe d'une couronne corruptible à celle qu'aucune corruption ne peut atteindre et que je suis sûr de posséder sans trouble. » D'un seul coup, sa tête fut séparée du corps par un homme masqué. Un autre, sous le même déguisement, prit la tête sanglante et la montra au peuple, en s'écriant : « Voici la tête d'un traître ! »

Il est impossible de décrire la douleur, l'indignation et l'étonnement qui s'emparèrent de la nation entière à la nouvelle de cette horrible exécution. Chacun se reprocha avec amertume d'avoir abandonné le roi ou d'avoir servi sa cause avec trop d'indolence. Le généreux Fairfax surtout, qui avait refusé d'être au nombre des juges, éprouva le plus violent remords. Il avait résolu d'arracher Charles à l'échafaud avec le secours de son régiment. Mais il fut la dupe des artifices de Cromwell qui, ayant eu connaissance de son projet, persuada au crédule général que le Seigneur avait rejeté Charles, et l'engagea à joindre ses prières à celles de l'hypocrite Harrison pour obtenir quelques lumières du ciel dans cette importante occasion. Pendant ce temps, la tête du monarque tombait.

Peu de jours après l'accomplissement de ce terrible drame, le *Rump* abolit la chambre des pairs comme inutile et dangereuse; la monarchie éprouva le même sort, et un nouveau grand-sceau fut gravé, avec cette inscription : « L'an premier du rétablissement de la liberté, par la bénédiction du ciel. 1649. »

---

## CHAPITRE XV.

République. — Protectorat de Cromwell. — Anarchie. —  
Monk. — Restauration.

1649 — 1660.

Après l'abolition de la royauté, la confusion fut grande en Angleterre. Chaque citoyen, pour ainsi dire, avait formé son plan de république et témoignait la même ardeur à le faire prévaloir ou même à l'imposer par la force. Au milieu de ces prétentions rivales, la chambre des com-

munes, reprenant un air d'autorité légale, institua un conseil d'État de trente-huit membres, auquel fut dévolu le pouvoir exécutif. Le premier soin de ce conseil fut d'examiner la conduite des parlementaires qui s'étaient abstenus de siéger pour le procès de Charles; plusieurs royalistes, le duc d'Hamilton, le comte de Holland et lord Capell entre autres, payèrent de leur tête la fidélité à leurs principes et au malheur.

Cependant le jeune prince de Galles, héritier de la couronne, avait pris le titre de Charles II. Après avoir erré en France et en Hollande, pauvre et négligé, il se fit un parti puissant en Ecosse et en Irlande. Ormond, gouverneur de cette dernière contrée pour le roi, reprit, à la tête de seize mille hommes, plusieurs places occupées par les parlementaires, et menaça Dublin. Cromwell se fit donner le commandement civil et militaire de l'île révoltée. Il passa la mer avec dix-sept mille hommes de vieilles troupes et se dirigea immédiatement sur Tredah, ville bien fortifiée et renfermant une garnison de trois mille hommes. A peine arrivé, il ordonna un assaut général, et monta lui-même à la brèche. La place fut emportée et l'ordre de ne faire aucun quartier fut cruellement exécuté. Cromwell prétendit venger, par cet acte de rigueur, le massacre commis par les Irlandais sous le règne de Charles I<sup>er</sup>; mais il n'ignorait pas que presque toute la garnison de Tredah était anglaise, et sa justice ne fut qu'une barbare politique pour forcer par la terreur les autres places à se rendre. Il atteignit bientôt le but qu'il s'était proposé. Wexford, Cork et Kingsale ouvrirent leurs portes au vainqueur, et partout l'extermination signala son passage. En moins de neuf mois, toute l'Irlande fut soumise, et quarante mille de ses habitans, réduits au désespoir, passèrent dans les pays étrangers.

Cromwell quitta l'Irlande pour aller remporter de nou-

velles victoires en Ecosse (1650). Quoique les Ecossois eussent précédemment pendu le chef royaliste Montrose<sup>1</sup> parce qu'il avait rejeté le covenant, ils s'étaient lassés du joug des indépendans anglais et avaient proclamé Charles II. Le jeune prince, privé de ressources, s'était rendu à Edimbourg où il avait accepté toutes les conditions des covenantaires. Après avoir signé l'abolition de l'épiscopat, il lui avait fallu se soumettre à entendre chaque jour les sermons et les lectures des presbytériens, et livré à ces rudes zélateurs, il n'avait guère que l'ombre de l'autorité. Cromwell, s'étant fait nommer à la place de Fairfax qui ne voulait pas combattre les puritains dont il partageait les opinions, marcha contre les Ecossois, à la tête de dix-huit mille hommes. Il les attaqua à Dunbar, et, après les avoir mis en pleine déroute, il se dirigea sur Edimbourg dont il s'empara. L'année suivante (1651), il obtint de nouveaux avantages, et une grande partie de l'Ecosse était déjà conquise, lorsque le désespoir fit prendre à Charles une résolution digne d'un jeune prince qui combat pour une couronne : il entra brusquement en Angleterre suivi de quatorze mille enthousiastes écossois. L'infatigable Cromwell, laissant Monk avec sept mille hommes pour achever la réduction de l'Ecosse, marcha sur les traces de l'armée royale avec une incroyable rapidité. Il l'atteignit à Wor-

<sup>1</sup> Montrose, après avoir défendu vaillamment la cause royale en Ecosse, fut pris dans un combat et livré à ses ennemis acharnés. Condamné à mort par le parlement écossois, il demanda en mourant que son corps fût mis en autant de morceaux qu'il y avait de villes dans les trois royaumes, afin qu'on rencontrât partout des témoignages de sa fidélité. Un de ses bras fut exposé sur un gibet à Aberdeen. Les habitans l'enlevèrent secrètement et le cachèrent. Après la restauration, ils le placèrent dans une cassette recouverte de velours brodé d'or, qu'ils promènèrent en triomphe dans leur ville.

cester, et attaqua aussitôt cette ville de tous les côtés. Les rues furent couvertes de morts. Hamilton, enflammé d'un courage et d'une fidélité à toute épreuve, fut mortellement blessé. Deux mille royalistes furent tués, et huit mille faits prisonniers. Le jeune roi lui-même, après avoir fait éclater sa valeur, se vit obligé de fuir. Il fit environ vingt-six milles sans s'arrêter, sous la conduite du comte de Derby, et se rendit sur les confins du Staffordshire, à Boscobel, métairie écartée dont le fermier lui fit prendre des vêtemens de bûcheron. Pour mieux se cacher, il monta au haut d'un chêne dont les branches touffues lui servirent de retraite pendant vingt-quatre heures. Là, il vit passer sous ses pieds plusieurs soldats occupés à sa recherche, et qui exprimaient énergiquement le désir qu'ils avaient de se saisir de sa personne. Cet arbre reçut depuis le nom de *chêne royal*. Enfin, après avoir pris divers déguisemens, après avoir couru mille aventures romanesques, Charles trouva dans le petit port de Shoreham, en Essex, un vaisseau qui le transporta sur la côte de Normandie.

Après la victoire de Worcester, Cromwell revint triompher à Londres. La puissance anglaise n'avait jamais été si redoutable aux Etats voisins, qu'elle le parut alors entre les mains de la république. Le célèbre Robert Blake, devenu amiral de colonel qu'il était, avait porté la gloire navale à son apogée et assurait la liberté des mers autour des Iles-Britanniques. En Amérique, les Bermudes, Antigoa, la Virginie et les Barbades avaient été réduites à l'obéissance. Les Iles de Jersey, de Guernesey, de Scilly et de Man avaient été également soumises, et lorsqu'Ireton et Monk, lieutenans de Cromwell, eurent dompté, le premier l'Irlande, le second l'Ecosse, le parlement porta son attention au-dehors. Il publia le fameux *acte de navigation* (1652), qui défendait aux nations étrangères d'apporter dans les ports anglais aucune marchandise qui ne fût une produc-



tion de leur pays ou qui ne sortit de leurs manufactures. Cet acte fit éclater la guerre entre la Grande-Bretagne et la Hollande qu'il blessait particulièrement. Blake, Monk et Dean soutinrent dans plusieurs combats l'honneur du pavillon anglais contre les amiraux Tromp et Ruyter, et forcèrent la puissance néerlandaise à demander merci. Après ces triomphes, toutes les cours de l'Europe reconnurent la république anglaise.

Cromwell, s'apercevant que le pouvoir qu'il avait acquis commençait à exciter la jalousie du parlement, pensa que le moment de donner carrière à son ambition était enfin arrivé (1652). Il convoqua une assemblée générale des officiers et les engagea à demander le paiement des arrérages de l'armée et la nomination immédiate d'un nouveau parlement. Les communes firent une réponse pleine d'aigreur au conseil des officiers, et déclarèrent que quiconque se permettrait à l'avenir de pareilles remontrances serait déclaré coupable de haute trahison. Cromwell, furieux de cette réponse, court à Westminster, accompagné de trois cents soldats. Il en place quelques-uns à la porte, d'autres sous le portique et d'autres sur les degrés. Il pénètre ensuite seul dans la chambre et écoute un moment la délibération. Puis, se levant tout-à-coup, il se met à accabler le parlement d'outrages, à lui reprocher sa tyrannie, sa cruauté et son injustice; ensuite il frappe du pied; à ce signal, ses soldats entrent et font évacuer la salle; il sort lui-même le dernier, fait fermer les portes, met les clefs dans sa poche, et se retire à White-Hall. Le lendemain on voyait au-dessus de la porte des communes un écriteau ainsi conçu : « Chambre à louer, non meublée. » Ainsi fut chassé, par un de ses complices, ce long parlement qui avait fait tomber la tête d'un roi, prétendant qu'il avait violé les droits de la nation. Cromwell était bien autrement coupable envers les libertés publiques.

Après un coup d'Etat si audacieux, le conseil des officiers, toujours poussé par Cromwell, choisit parmi les sectaires des trois royaumes, les anabaptistes, les antinomiens et les indépendans, cent quarante-quatre personnages, qu'il revêtit du pouvoir souverain. Cette assemblée de fanatiques ignorans commença par chercher Dieu dans la prière ; elle songea ensuite à supprimer les études et les sciences, et à établir les lois de Moïse. Mais, de tant de plans extraordinaires, elle n'eut le temps que d'achever celui qui établissait la célébration légale du mariage par la seule autorité civile, sans aucune intervention du clergé. Cinq mois s'étaient à peine écoulés depuis son installation, que ce parlement, objet de la risée publique, qui l'avait surnommé le *parlement Barebone*, du nom d'un corroyeur qui en était le chef, se vit contraint de remettre l'autorité entre les mains de ceux qui la lui avaient conférée. Le conseil des officiers rédigea alors une constitution qui plaçait la puissance législative dans un parlement et un protecteur. Il y était statué que les membres de ce parlement devaient être choisis par le peuple ; qu'ils siègeraient tous les cinq ans selon le bon plaisir du protecteur ; que celui-ci, investi du *veto* suspensif, nommerait à tous les emplois civils et militaires, et gouvernerait la nation dans l'intervalle des sessions. Cromwell fut pressé par ses collègues d'accepter le protectorat, et fut solennellement installé dans ces importantes fonctions.

Cromwell convoqua le nouveau parlement pour le 3 septembre 1654, anniversaire des batailles de Dunbar et de Worcester. Il se manifesta, dans cette assemblée, un esprit de liberté que la tyrannie militaire n'avait pu étouffer. Immédiatement après son installation, la chambre des communes se mit à examiner la constitution et l'origine du pouvoir que le protecteur avait accepté. Cromwell, se voyant en péril, n'hésita pas ; il se rendit à Westminster,

se répandit en outrages et traita les députés de parri-cidés pour lui avoir contesté son autorité; puis il cassa le parlement (1655). L'année suivante, il en assembla un nouveau; mais il mit tout en œuvre pour le remplir de ses créatures. Cette assemblée commença par prononcer la 'déchéance de Charles Stuart et de sa famille. Deux députés, le colonel Jephson et l'alderman Pack, proposèrent alors formellement de revêtir le protecteur de la dignité royale. Cette proposition excita d'abord le plus grand tumulte; mais les partisans de Cromwell la soutinrent avec tant de chaleur, qu'ils parvinrent à faire nommer un comité chargé de s'entendre avec le protecteur et de vaincre ses scrupules. La conférence dura plusieurs jours. L'opposition que Cromwell redoutait n'était pas celle des officiers, à la tête desquels se distinguait Lambert; c'était celle qu'il trouvait dans sa famille. Son gendre Fletwood et son beau-frère Desborough lui déclarèrent que, s'il acceptait la couronne, ils se démettraient de leurs charges, pour s'interdire à jamais le pouvoir de le servir. Ils l'avertirent même qu'un soulèvement général de l'armée suivrait son acceptation. Après les perplexités d'un long doute, Cromwell se vit donc obligé de refuser la couronne (1657). Le parlement lui laissa néanmoins le droit de nommer son successeur; il lui assigna en outre un revenu perpétuel pour l'entretien de l'armée et de la flotte, et pour l'administration civile. Plus tard, le parti défenseur des libertés publiques ayant obtenu la majorité dans la chambre basse, le protecteur, alarmé du rapprochement qui s'était opéré entre ce parti et les mécontents de l'armée, renvoya encore le parlement (1658).

L'administration de Cromwell fut ferme et vigoureuse, et les embarras domestiques ne diminuèrent en rien son attention pour les affaires étrangères. Sous son protectorat

la Hollande fut de nouveau humiliée, et les Espagnols, battus aux Dunes par les troupes réunies de la France et de l'Angleterre, abandonnèrent Dunkerque qui fut par Mazarin livré à Cromwell. La Jamaïque fut conquise par Pen et Venables. Mais les troubles intérieurs détruisirent en partie la satisfaction que le protecteur recueillit du succès extérieur de ses armes. Il lui fallait sans cesse prévenir des menaces d'assassinat et lutter contre les royalistes et les diverses sectes, qu'il avait comprimés, mais non domptés. Menacé ainsi à chaque instant, ne voyant autour de lui que de faux amis, ou des ennemis irréconciliables, la mort qu'il avait bravée tant de fois sur les champs de bataille était continuellement présente à son imagination. Chaque action de sa vie semblait trahir ses frayeurs; il ne faisait jamais un pas sans être accompagné de gardes: il portait une cuirasse sous ses habits, et dormait rarement plus de trois nuits dans la même chambre. Les inquiétudes de l'ame affaiblirent bientôt son corps, et sa santé parut décliner. Il fut saisi d'une fièvre lente qui se changea en fièvre tierce. Les symptômes ayant pris un aspect dangereux, il tourna ses pensées vers l'existence future. Il fit venir Godwin, un de ses prédicateurs, et lui demanda s'il était vrai que l'élu ne pouvait jamais tomber ni encourir la réprobation finale. « Rien de plus certain, répondit le prédicateur. — En ce cas, je suis sauvé, reprit le protecteur, car je suis sûr d'avoir été autrefois en état de grâce. » Il expira le 3 septembre, jour qu'il avait toujours regardé comme le plus fortuné pour lui. Il était âgé de cinquante-neuf ans. Son fils Richard lui fit de magnifiques funérailles, et son cercueil fut placé dans la chapelle de Henri VII, à Westminster. Deux ans après, ses restes furent exhumés des sépultures royales, et trainés à Tyburn où ils furent pendus à un gibet.

A l'époque où Cromwell mourut, il était entouré de tant

de difficultés qu'on jugeait qu'il n'aurait pu maintenir beaucoup plus long-temps son administration usurpée. Mais lorsqu'on vit disparaître cette main puissante, qui conduisait le gouvernement, tout le monde s'attendit à la prompte dissolution d'un édifice aussi mal affermi. Richard était jeune, sans expérience, et ne possédait que les vertus de la vie privée. Le conseil ne le reconnut pas moins comme successeur de son père. Le nouveau protecteur s'empressa d'assembler un parlement, et toutes les communes d'Angleterre signèrent sans hésiter l'engagement de ne rien changer au gouvernement. Mais le danger devait venir d'un autre côté. Les principaux officiers de l'armée, l'ambitieux Lambert et le dévot Fletwood à leur tête, voulurent s'emparer de la puissance. Ils dressèrent une remontrance dans laquelle ils se plaignirent que la *bonne vieille cause*, comme ils l'appelaient, la cause qui leur avait fait prendre parti contre le roi, fût entièrement négligée. Les communes, alarmées de ces cabales militaires, voulurent empêcher les réunions d'officiers. Une prompte rupture s'ensuivit. Les officiers se rendirent tumultueusement chez Richard, et lui demandèrent la dissolution du parlement. Richard manquait de résolution et de fermeté pour refuser : il cassa le parlement. Peu de temps après, il abdiqua lui-même le protectorat (1659).

La suprême autorité demeurant au conseil des officiers, ils convinrent de rappeler le parlement *croupion*. Quarante députés seulement se présentèrent. Cette ombre d'assemblée se crut puissante parce qu'elle avait fait mourir un roi. Son premier soin fut de chercher à réfréner la puissance militaire qui lui avait rendu la vie. Mais l'anarchiste Lambert, qui venait de remporter une victoire sur les royalistes réunis aux presbytériens dans les environs de Chester, tourna ses armes contre le parlement indocile. Il plaça ses troupes dans les passages qui condui-

saient à Westminster, et quand les députés se présentèrent, l'entrée leur fut refusée. Le président, le républicain Lenthall, fut même civilement reconduit chez lui par une escorte. Les officiers se trouvèrent encore une fois revêtus de l'autorité suprême. Les trois royaumes furent alors en proie aux plus tristes craintes. La noblesse redouta une extermination générale, et le peuple un perpétuel esclavage.

Au moment où l'avenir apparaissait sous des couleurs aussi noires, la fortune, par une révolution surprenante, ouvrit tout-à-coup au jeune roi un chemin pour remonter sur le trône de ses ancêtres. George Monk, dont la sagesse et la loyauté devaient rétablir la monarchie, gouvernait l'Ecosse depuis sa réduction sous Cromwell. Par sa douceur et sa justice, il était parvenu à calmer une nation remuante et à se concilier l'affection de l'armée. Sans s'ouvrir de son projet à qui que ce fût, il entra en Angleterre à la tête de douze mille vieux soldats et marcha sur Londres. Instruit que Lambert s'avancait à sa rencontre avec ses troupes, Monk envoya des commissaires pour traiter avec le conseil des officiers. Son but était de temporiser et d'arrêter les préparatifs de ses adversaires. La nation était tombée dans une véritable anarchie. Pendant que les forces de Lambert s'assemblaient à Newcastle, Haselrig et Morley s'emparaient de Portsmouth pour le parlement. L'amiral Lawson entra dans la Tamise avec son escadre, et se déclara pour la même cause. La ville de Londres établit un espèce de gouvernement séparé; et la faible main de Fletwood, investi du commandement suprême de l'armée, ne pouvait long-temps soutenir un édifice qui commençait à crouler de toutes parts.

Monk, informé de la restauration du parlement, passa la Tweed et continua de s'avancer. Dans tous les cantons qu'il traversa, il vit les populations accourir à sa rencontre pour le supplier de se dévouer au rappel de la paix

et de la tranquillité publiques. Monk affecta de ne pas écouter ces instances. Arrivé près de Londres, il se déclara d'abord pour le parlement croupion contre le comité des officiers. Mais dès qu'il fut entré dans la ville, il ne crut plus à propos de dissimuler ses vues : il força le parlement tyrannique à prononcer lui-même sa dissolution et à ordonner des élections générales. Il serait impossible de représenter les transports d'allégresse qui éclatèrent dans Londres à la nouvelle de l'heureuse résolution du général. Le peuple, toujours tumultueux dans sa joie, brûla sur toutes les places publiques des monceaux de croupions de divers animaux, en signe de réjouissance. Les royalistes et les presbytériens, oubliant leurs animosités mutuelles, se rapprochèrent; les républicains fougueux, Lambert et Vane entre autres, prirent la fuite.

Lorsque le nouveau parlement fut assemblé, il choisit pour président le chevalier Harbottle Grimstone, connu pour son attachement à la cause royale. Monk, se croyant alors assuré des dispositions des députés, avertit les communes qu'un officier de la maison du roi, le chevalier John Granville, demandait à présenter des lettres de Sa Majesté. Cette nouvelle excita les plus vives acclamations. Granville fut appelé, et la lettre aux communes, accompagnée d'une déclaration, fut lue avec avidité. Cette déclaration renfermait une amnistie générale; une promesse formelle de la liberté de conscience, et l'assurance pour les troupes d'être payées de l'arriéré de leur solde et de jouir à l'avenir de la même paie.

Les pairs, ne pouvant plus douter de quel esprit le peuple et les communes étaient animés, se hâtèrent de reprendre leur ancienne autorité. Les deux chambres assistèrent à la proclamation du roi, qui se fit avec la plus grande solennité dans la cour du palais, devant White-Hall et devant Temple-Bar. Des commissaires furent envoyés

auprès de Charles, à Breda en Hollande, pour l'inviter à revenir prendre possession du trône. Le roi monta sur un vaisseau de la flotte anglaise, à La Haye, et débarqua à Douvres, où il fut reçu par Monk qu'il embrassa cordialement. Il fit son entrée dans Londres le 29 mai 1660, anniversaire de sa naissance, aux cris d'allégresse de ce même peuple qui avait applaudi précédemment à la chute de la royauté.

Ainsi se termina la première révolution d'Angleterre. Retraçons en peu de mots l'état des mœurs, de l'industrie, des arts et des sciences pendant cette période si agitée. Tout commerce de société avait disparu entre les partis; il n'était plus question de mariages ni d'alliances. Tous les divertissemens de la vie étaient suspendus par la rigoureuse austérité des presbytériens et des indépendans. Quoique la nation anglaise soit naturellement sincère, elle fut infectée d'hypocrisie. Parmi les nombreuses sectes que cette époque vit surgir, il faut principalement remarquer celle des *quakers* ou *trembleurs*, qui ne s'occupait que du bonheur des hommes et qui rejetait jusqu'aux formules de la civilité ordinaire. Le nom d'*ami* était l'unique salutation dont ils se servissent à l'égard des étrangers<sup>1</sup>. Le commerce et l'industrie prirent un très-grand essor. Les Indes-Orientales et la Guinée procurèrent d'immenses avantages à la métropole, et la noblesse, cédant au torrent des idées démocratiques, ne rougit plus de se livrer elle-même aux entreprises commerciales : ce qui mit dès-lors le commerce plus en honneur en Angleterre que dans au-

<sup>1</sup> Les quakers ne se découvraient point la tête; ils ne donnaient aucun signe de respect, ni de considération. Cette secte ne se distinguait pas moins par l'habillement. Elle rejetait avec horreur toute superfluité et tout ornement. Point de plis, point de boutons aux habits, point de dentelles, de manchettes, de galons ni de broderie.



cun autre État de l'Europe. Cromwell, quoique sans culture d'esprit, n'était pas insensible au mérite littéraire. Waller, son parent, auquel la poésie anglaise est redevable de son premier perfectionnement, fut comblé des largesses du protecteur. Après avoir célébré l'usurpation, Waller se fit plus tard l'apologiste de la légitimité restaurée. Le plus grand génie dont la Grande-Bretagne eut à se glorifier dans ce temps, John Milton, l'auteur du *Paradis perdu*, eut d'étroites liaisons avec les indépendans; et prostitua même sa plume dans les controverses théologiques et dans la polémique des partis. Outre plusieurs autres poètes, en tête desquels il faut placer le fidèle et courageux Butler, auteur d'*Hudibras*, satire pleine de verve contre les personnages révolutionnaires, ce siècle vit encore naître le philosophe Hobbes, dont la politique n'est propre qu'à favoriser la tyrannie, et la morale qu'à nourrir la licence; Harvey, qui, dans son *Traité de la circulation du sang*, répandit cette chaleur de style et cette noblesse de pensées qui accompagnent toujours les productions du génie; enfin, l'historien Clarendon, qui passera toujours pour un auteur agréable, indépendamment de la curiosité qu'il inspire par les faits qu'il raconte.

---

## CHAPITRE XVI.

Règne de Charles II. — Le comte de Clarendon. — Réaction catholique. — Acte du test. — Réaction protestante. — Bill de l'*Habeas corpus*. — Les Whigs et les Tories. — Nouvelle réaction catholique. — Mort de Russel et de Sidney.

1660 — 1685.

Charles II était âgé de trente ans lorsqu'il monta sur le

---

trône. Il admit à son conseil diverses personnes d'un mérite reconnu, sans égard pour les distinctions de parti. Le chevalier Édouard Hyde, créé comte de Clarendon, fut à la fois chancelier et premier ministre; le duc d'Ormond fut grand-maître de la maison du roi; le comte de Southampton, grand-trésorier; le chevalier Édouard Nicholas, secrétaire d'État. Monk, en récompense de ses services signalés, fut créé chevalier de l'ordre de la Jarretière et duc d'Albemarle.

Les fêtes de la restauration passées, les vengeances commencèrent. Les régicides qui n'avaient pas quitté le royaume, trompés par la proclamation royale, se présentèrent pour profiter de l'amnistie. Cinquante-un furent en effet amnistiés; mais vingt-neuf furent mis en jugement, et, dans ce nombre, dix furent condamnés au supplice, qu'ils subirent en se proclamant martyrs. On se hâta ensuite de licencier l'armée dont on redoutait le génie enthousiaste et l'esprit d'insubordination. On rétablit l'épiscopat, tout en ayant l'air de ménager les presbytériens. Une tentative de soulèvement, faite par les *millenaires*, fanatiques qui pensaient que Jésus devait régner seul sur la terre pendant mille ans, servit de prétexte pour persécuter les diverses sectes. En Écosse, le covenant fut aboli, et les évêques reprirent leurs sièges (1661).

Un nouveau parlement osa encore davantage contre la liberté religieuse. Un *bill d'uniformité* mit le comble au triomphe de l'épiscopat sur le presbytérianisme (1662). Ce bill portait : « que tout ministre qui n'aurait pas reçu l'ordination épiscopale, serait obligé de la recevoir; qu'il approuverait tout ce que contient le livre des prières ordinaires; qu'il prêterait le serment d'obéissance canonique; qu'il abjurerait le covenant et la ligue solennelle, et qu'il renoncerait au principe qui autorisait à prendre les armes contre le roi. » Ainsi se trouvaient anéanties les promesses

de Charles en faveur de la liberté de conscience. Dans un seul jour, plus de deux mille ministres presbytériens abandonnèrent leurs bénéfices, et sacrifièrent leur fortune à leurs principes.

Les subsides que lui accordait le parlement ne suffisant pas à ses dépenses et à ses prodigalités, Charles, pour se procurer de l'argent, eut recours à une mesure qui commença à dépopulariser son gouvernement : il vendit Dunkerque aux Français, moyennant la somme de 400,000 livres sterling. Il publia ensuite une déclaration de tolérance, sous le prétexte avoué d'apporter quelque adoucissement aux rigueurs du bill d'uniformité, mais dans le but réel de procurer aux catholiques le libre exercice de leur culte, pour lequel il avait toujours eu du penchant. Cette démarche, désapprouvée par le parlement, indisposa la nation dont la majorité était protestante.

Dans une nouvelle session du parlement (1664), le roi demanda et obtint la révocation du bill des convocations triennales. La rivalité commerciale força bientôt l'Angleterre à se livrer aux chances incertaines d'une guerre avec la Hollande. La flotte, consistant en cent quatorze vaisseaux, sans y comprendre les brûlots et les caïques, fut commandée par le duc d'York, frère du roi, qui s'était signalé en France sous les drapeaux de Turenne et de Condé (1665). Opdam, amiral de la flotte hollandaise, n'évita point le combat. Dans la plus grande chaleur de l'action, son vaisseau, engagé de fort près avec celui du duc d'York, sauta en l'air. Cet accident effraya les Hollandais et leur fit tourner leurs voiles vers leurs côtes. Tromp seul, fils du fameux amiral de ce nom, soutint avec son escadre l'effort des Anglais, et protégea l'arrière-garde. Il en coûta aux vaincus dix-neuf vaisseaux pris ou coulés à fond.

Le grand pensionnaire Jean de Witt, avec des conseils de la république hollandaise, déploya toute sa capacité

militaire pour ranimer le courage de ses compatriotes. En vertu d'un traité d'alliance conclu avec la France en 1662, il réclama l'appui de Louis XIV. Ce monarque ordonna au duc de Beaufort, son amiral, de faire voile de Toulon, et de se diriger vers la Manche. La flotte hollandaise, sous le commandement de Ruyter et de Tromp, eut ordre de se joindre aux Français. Le duc d'Albemarle et le prince Rupert commandaient la flotte anglaise, qui n'était que de soixante-quatorze voiles. Albemarle, accoutumé à mépriser le nombre de ses ennemis, détacha le prince Rupert pour s'opposer au duc de Beaufort, et attaqua lui-même les Hollandais à la hauteur de North-Foreland (1666). La bataille qui s'engagea aussitôt est une des plus mémorables des annales maritimes, soit par sa durée, soit par l'opiniâtre acharnement des deux partis. Après une lutte de quatre jours, avec alternative de succès, les Anglais furent obligés de se retirer dans leurs ports, et Ruyter alla se poster à l'embouchure de la Tamise. Là, le combat recommença avec un nouvel acharnement. Dès le premier choc, trois amiraux hollandais furent tués. L'intrépide Ruyter soutint le combat jusqu'à la nuit, qui vint terminer l'engagement. Mais le lendemain, voyant sa flotte dispersée et découragée, son ame fière fut obligée de céder à la nécessité d'une retraite. Dans son indignation, on l'entendit plusieurs fois s'écrier : « Pourquoi de tant de boulets n'y en a-t-il pas un qui ait mis fin à ma misérable existence ? » Il opéra sa retraite avec la plus grande habileté, et emmena sa flotte dans les ports de sa patrie. Les Anglais furent dès-lors maîtres de la mer.

Au milieu du fracas de la guerre, Londres fut frappée d'une calamité qui répandit la plus grande consternation parmi ses habitants. Un incendie éclata dans la Cité, et, se propageant en dépit de tous les efforts humains, réduisit en cendres six cents rues et treize mille maisons (sep-

tembre 1666). Les progrès du feu ne cessèrent point pendant trois jours et trois nuits, et ce ne fut qu'à force d'abattre des maisons qu'on parvint à l'éteindre. Le peuple accusa de ce terrible fléau les catholiques qu'il détestait, et quoiqu'il n'y eût aucune apparence de preuve ni de vraisemblance qui pût autoriser cette imputation, on grava sur le monument commémoratif du désastre une inscription qui vouait tout un culte à l'exécration publique.

Cependant la Hollande faisait de nouveaux préparatifs militaires. Charles, qui n'était ni passionné pour la gloire, ni tourmenté par l'ambition, voulut, avant de recommencer une guerre à la fois infructueuse et nuisible, faire des propositions de paix à son adversaire. Des conférences s'ouvrirent à Breda. Après de longues discussions, durant lesquelles Ruyter pénétra dans la Tamise et menaça Londres, un traité fut enfin conclu. Chacune des deux nations conserva ses possessions récemment acquises dans l'un ou l'autre hémisphère (1667).

Cette conclusion peu honorable de la guerre indisposa le peuple anglais. Il accusa le chancelier Clarendon, auquel il reprochait déjà la vente de Dunkerque à la France, d'en être l'auteur. Bientôt le ministre fut en butte à la haine la plus acharnée. Le roi lui-même, dont les sentimens pour le chancelier tenaient plutôt du respect que de l'amitié, n'eut plus que de l'éloignement pour lui; il supportait impatiemment, au milieu des mœurs dissolues de sa cour, l'austère vertu et l'inflexible dignité de son ministre. Ainsi la politique et le penchant du roi concoururent à préparer la chute de Clarendon; le souvenir même de ses longs services ne put la retarder. Le grand-sceau lui fut retiré, et donné au chevalier Orlando Bridgeman. En vain le duc d'York employa tout son crédit en faveur de son beau-père. Les communes votèrent sa mise en accusation. Clarendon, prévoyant que son innocence et ses

services ne produiraient aucune impression sur des juges prévenus, prit le parti de se retirer en France, où il survécut six ans à l'arrêt de bannissement prononcé contre lui par le parlement. Il employa ses loisirs à terminer l'histoire des guerres civiles de sa patrie, ouvrage qui fait le plus grand honneur à sa mémoire.

Dès ce moment, le roi éloigna de son conseil les hommes dont l'honneur et l'intégrité inspiraient la confiance. Tout le secret des affaires fut confié à cinq personnes : Clifford, Ashley, Buckingham, Arlington et Lauderdale. Ce nouveau conseil reçut le nom de *cabale*, parce que les lettres initiales des cinq noms composaient le mot anglais *cabal*. Ces ministres dangereux excitèrent la défiance du monarque contre le parlement ; ils l'engagèrent à ressaisir cette autorité dont ses prédécesseurs avaient joui sans contradiction pendant une si longue suite de siècles ; ils lui persuadèrent en outre de se détacher de la triple alliance protestante, récemment conclue entre l'Angleterre, la Suède et la Hollande, et à s'unir d'intérêts avec la France, qui pourrait au besoin l'aider à agrandir son autorité intérieure. La duchesse d'Orléans, sœur du monarque, acheva, par ses flatteries et ses artifices, de lui faire oublier toutes les maximes de l'honneur et de la politique ; elle lui fit signer l'engagement de s'allier à Louis XIV pour la ruine de la Hollande (1670).

La guerre fut donc déclarée de nouveau à la république batave, et jamais agression ne fut justifiée par des raisons plus frivoles. Entre autres griefs, le manifeste de Charles se plaignait de torts causés à la compagnie anglaise des Indes-Orientales, quoique cette compagnie les eût désavoués. Cette déclaration fut suivie de celle de la France, qui fut plus digne, en ce que Louis XIV eut au moins la franchise de ne pas donner d'autres motifs de sa résolution, que son mécontentement de la conduite des États. De Witt, jus-

tement alarmé de cette funeste confédération, se mit en devoir de conjurer l'orage près de fondre sur sa patrie. Il hâta l'équipement de la flotte, qui fut encore une fois placée sous le commandement de Ruyter. Cet armement formidable ne contenait pas moins de quatre-vingt-onze vaisseaux de guerre et de quarante-quatre brûlots. Ruyter surprit les flottes anglaise et française dans la rade de Solebay. La première était commandée par le duc d'York, la seconde par le comte d'Estrées. Pendant plus de deux heures, on combattit si furieusement, que l'amiral hollandais, qui avait assisté à trente-deux actions navales, déclara qu'il n'en avait jamais vu où la victoire eût été disputée avec plus d'acharnement. L'engagement dura jusqu'à l'entrée de la nuit. Les Hollandais se retirèrent alors et ne furent pas suivis par les Anglais. La perte fut à peu près égale de part et d'autre (1672).

Louis XIV entra en Hollande à la tête de ses troupes et prit possession du pays sans rencontrer de résistance. La seule ville d'Amsterdam essaya de se défendre; elle ouvrit ses écluses et inonda toute la contrée environnante pour arrêter les progrès du vainqueur. Les États de Hollande, dans un tel état d'infortune et d'humiliation, envoyèrent des ambassadeurs aux deux monarques pour implorer leur pitié. Mais le pensionnaire de Witt, trop obstiné à défendre son système de liberté, combattit toute espèce d'accommodement. Sa résistance excita la fureur de la populace hollandaise. Bientôt les séditieux ne connurent plus de frein, et dans leur rage ils se disputèrent l'honneur de tremper les premiers leurs mains dans le sang de celui dont les vertus et les talens excitaient depuis long-temps l'envie des factions. Après le massacre de Witt, les souverains alliés employèrent tous leurs efforts à séduire le jeune prince d'Orange, auquel la république venait de confier ses destinées, à cause du sang héroïque

dont il était sorti. Ils lui offrirent la souveraineté de la Hollande, avec la protection de la France et de l'Angleterre. Leurs propositions furent généreusement rejetées, et lorsque Buckingham demanda au prince ce qu'il espérait faire, dans la situation désespérée où se trouvait sa patrie : « Défendre mes concitoyens jusqu'au dernier soupir, répondit-il, et mourir, s'il le faut, dans le dernier retranchement. »

La guerre continua donc entre l'Angleterre et la Hollande. Le roi, après avoir obtenu du parlement un subside de 60,000 livres sterling, équipa une flotte de quatre-vingt-dix vaisseaux (1673). Le duc d'York s'étant démis de tous ses emplois, parce qu'il n'avait pas voulu prêter le serment du *test*, qui annulait la déclaration d'indulgence en faveur des catholiques dont il était le zélé protecteur, le commandement fut confié au prince Rupert. Un armement aussi formidable n'amena cependant aucun résultat. Après trois combats contre Ruyter, dans lesquels les succès furent balancés, l'escadre rentra dans les ports de l'Angleterre. Le parlement fit éclater son mécontentement. Il fut dès lors évident pour Charles qu'il ne devait plus attendre aucun subside pour la continuation d'une guerre qui était devenue impopulaire dans ses États. Il résolut aussitôt de faire une paix séparée avec la Hollande par l'entremise de l'ambassadeur d'Espagne. Cette paix fut en effet signée à des conditions honorables pour l'Angleterre, et publiée à Londres avec de grandes acclamations de la part du peuple (1674). Charles n'en conserva pas moins des liaisons secrètes avec la France qui continua de faire la guerre à la république batave. Les communes conçurent alors de nouvelles défiances contre la cour. Le ministre Shaftesbury, précédemment ardent promoteur de la guerre contre la Hollande et dévoué aux volontés du monarque, rentra dans le parti de la nation. L'opinion publique se prononça forte-



ment contre la continuation des hostilités entre Louis XIV et la Hollande, et pressa Charles de se déclarer arbitre dans cette grande lutte. Le roi, persuadé que l'impatience de ses sujets ne lui laisserait aucun repos, demanda aux communes une somme de 600,000 livres sterling pour entreprendre ce qu'on exigeait de lui. Ce riche subside allait être voté et la rupture avec la France allait avoir lieu lorsqu'on apprit la conclusion de la paix de Nimègue (1678). Par ce traité Louis acquit la Franche-Comté et plusieurs places importantes de la Flandre. La Hollande humiliée se reposa de ses longues guerres sous le stathouderat du prince d'Orange, récemment marié à Marie d'Angleterre, fille du duc d'York.

Les mesures adoptées par Charles augmentaient chaque jour les préventions et les défiances de ses sujets. Le rétablissement du papisme et de la royauté absolue semblait être le but constant de ses efforts. Tandis que le peuple était dans ces dispositions hostiles, le bruit d'un complot tramé par les catholiques se répandit tout-à-coup. Un nommé Titus Oates, le plus infâme de tous les hommes, qui s'était fait chasser du collège des jésuites de Saint-Omer pour sa conduite déréglée, se fit le révélateur ou plutôt l'inventeur d'une conspiration qui avait pour but de tuer le roi et de placer la couronne sur la tête du duc d'York, à condition qu'il la recevrait comme un don du pape, et qu'il consentirait à l'extirpation entière de la religion protestante. Cette conspiration devint bientôt le sujet de toutes les conversations et de la terreur publique. Le grand-trésorier Danby, ennemi de la France et des catholiques, encouragea les révélations d'Oates, et fit arrêter Colman, secrétaire de la duchesse d'York. Parmi les papiers de cet homme se trouva sa correspondance avec le P. La Chaise, confesseur de Louis XIV, avec le nonce du pape à Bruxelles, et d'autres catholiques étran-

gers. Ces lettres renfermaient plusieurs passages relatifs aux sentimens personnels de Charles en faveur du papisme et de l'alliance avec la France. Leur publication mit le comble aux frayeurs que le complot avait déjà répandues dans la nation. Le meurtre du sheriff Geoffrey qui avait reçu la déclaration d'Oates vint encore augmenter l'effroi général et fut regardé comme l'œuvre des papistes. Au milieu de cette fermentation des esprits, le parlement s'assembla; le cri du complot retentit d'une chambre à l'autre. Une adresse fut présentée pour l'indication d'un jeûne public, et pour demander que les papistes récusans fussent éloignés de Londres. Le roi, qui ne croyait nullement à la réalité du complot et qui le couvrait même de ridicule dans l'intimité, jugea cependant nécessaire d'adopter l'opinion populaire en présence des deux chambres. On introduisit un nouveau *test* où la religion catholique fut traitée d'idolâtrie, et tous les membres qui firent difficulté de le recevoir furent exclus du parlement. Les délateurs se présentèrent en foule, et des personnes d'un rang distingué ne rougirent pas de remplir cet odieux office. Montague, qui avait été ambassadeur de la cour d'Angleterre à Paris, produisit devant la chambre des communes une lettre du grand-trésorier Danby, contre-signée par le roi, et contenant des preuves irrécusables des intrigues de Charles avec la cour de France. Danby fut immédiatement décrété d'accusation par les communes; mais la chambre des pairs refusa de le faire arrêter : les communes insistèrent, et l'on s'attendait à un conflit orageux entre les deux assemblées, lorsque Charles prit le parti de proroger le parlement. Cette prorogation fut bientôt suivie d'une dissolution.

Cependant le besoin d'argent força le roi à convoquer un nouveau parlement (1679). La nouvelle chambre des communes ne se montra pas moins opposée à la cour que

la précédente. Charles, alarmé de l'orage qui se formait contre lui, crut devoir, pour apaiser le peuple et ses représentans, obliger le duc d'York à passer la mer, afin qu'il ne restât aucun soupçon de l'influence des papistes sur les affaires publiques. Le duc ne refusa pas d'obéir; mais il exigea un ordre signé de son frère, pour que son absence ne fût pas regardée comme une preuve de culpabilité ou de frayeur. Il demanda en outre que Charles déclarât publiquement l'illégitimité du duc de Monmouth, un de ses fils naturels, qui, secondé par les intrigues de l'audacieux Shaftesbury, se flattait de l'espoir de succéder à la couronne. Charles, autant pour faire évanouir les espérances du jeune duc que pour dissiper les alarmes de son frère, fit en plein conseil la déclaration qui lui était demandée, et le duc d'York satisfait se retira à Bruxelles.

Malgré cette précaution, Charles ne put obtenir la confiance du parlement. Dès le commencement de la session, les communes firent revivre l'accusation formée contre Danby. En vain le roi voulut-il accorder d'avance un entier pardon à son ministre. La chambre basse prétendit qu'un pardon de la couronne ne pouvait suspendre une procédure commencée par elle, et elle soutint ses prétentions avec tant de fermeté, que Danby fut envoyé à la Tour.

Shaftesbury ayant été créé président d'un nouveau ministère, les communes, animées par les cabales de cet homme dangereux, dressèrent un bill pour exclure entièrement le duc d'York de la couronne. Ce bill portait qu'après la mort ou par l'abdication du roi sa succession passerait à son héritier le plus proche; que si le duc d'York paraissait dans l'un ou l'autre des trois royaumes, il serait déclaré coupable de trahison, et que ceux qui soutiendraient son titre seraient punis comme traîtres et rebelles. Après ce bill de bannissement et d'exclusion, qui

passa à la majorité de soixante-dix-neuf voix, les communes s'occupèrent des libertés de la nation. Elles exclurent de leur sein tous les membres qui recevaient des pensions ou un salaire de la cour; elles déclarèrent illégales les troupes permanentes et la garde royale, et votèrent la fameuse loi de l'*Habeas corpus*, cette inappréciable garantie de la liberté individuelle dont se glorifie l'Angleterre. Par cette loi, aucun sujet du royaume ne pouvait être déporté; le geôlier était forcé de produire l'accusé devant ses juges toutes les fois qu'il en était requis; le motif de l'emprisonnement devait être certifié, et si un prévenu était acquitté par une cour, il ne pouvait être remis en prison pour la même cause. Les communes poussèrent ensuite avec vigueur l'accusation contre Danby; mais un débat s'étant élevé entre elles et la chambre des pairs, au sujet de l'admission des évêques au procès, Charles en profita pour casser le parlement.

Une mesure si vigoureuse déconcerta les mécontents; cependant, malgré l'absence du parlement, les procédures contre les catholiques accusés du complot ne souffrirent aucune interruption. Le roi se vit obligé de céder à la fureur populaire. Colman, Whitebread, provincial des jésuites, et plusieurs religieux de cet ordre, furent condamnés à mort et exécutés en persistant jusqu'au dernier souffle dans leurs protestations d'innocence. Oates fut applaudi, caressé et nommé le sauveur de la nation. On récompensa son infamie d'une pension annuelle de 1200 livres sterling.

Les mécontentemens de la nation anglaise excitèrent les espérances des puritains écossais, qui ne cherchaient qu'une occasion de sortir de l'oppression sous laquelle ils gémissaient depuis si long-temps. Ils se soulevèrent et assassinèrent le primat Sharp, qu'ils regardaient comme un apostat et comme l'auteur de leurs longues persécutions.

Charles, redoutant les suites de cette insurrection, fit partir immédiatement le duc de Monmouth avec un corps de cavalerie anglaise. Monmouth attaqua les rebelles au pont de Bothwell, entre Hamilton et Glasgow, où ils avaient pris position sous la conduite de leurs prédicateurs. Leur nombre n'excédait pas huit mille. L'artillerie anglaise les mit promptement en déroute. Plus de sept cents furent tués, et douze cents faits prisonniers. Monmouth les traita avec la plus grande douceur, dans l'intention de se faire des partisans, et obtint du roi une amnistie pour tous les covenantaires.

Charles étant tombé malade à Windsor, ses principaux conseillers l'engagèrent, à l'insu de Shaftesbury, à rappeler secrètement le duc d'York pour qu'il pût faire valoir ses droits contre les obstacles qui les menaçaient. A son arrivée, le prince trouva son frère hors de danger. Toutefois son voyage ne fut pas perdu. Durant son court séjour à Windsor, il parvint à enlever la faveur du roi au duc de Monmouth qui ne dissimulait plus ses projets, et à lui faire ôter le commandement des troupes. Il obtint ensuite la permission de se retirer en Écosse, sous prétexte de calmer les craintes de la nation anglaise, mais dans le but réel d'attacher ce royaume à ses intérêts.

Les mécontents eurent recours aux pétitions tumultueuses pour amener le roi à convoquer un parlement (1680). Les partis, dans leur ardeur à s'injurier, inventèrent cette année les célèbres épithètes de *Whig* et de *Tory*, qui ont divisé si long-temps et qui divisent même encore l'Angleterre. Le parti de la cour reprochait à ses antagonistes leur ressemblance avec les fanatiques d'Ecosse connus sous le nom de *Whigs* (perruques). Le parti populaire prétendait trouver du rapport entre les royalistes et les rebelles papistes d'Irlande, auxquels on avait donné le nom de *Tories* (brigands). Le roi, après avoir long-temps

résisté, se décida enfin à une convocation. Le discours flatteur qu'il prononça à l'ouverture du parlement fut sans effet sur les communes. A peine étaient-elles constituées, qu'elles reproduisirent le bill d'exclusion contre le duc d'York. Les débats dans les deux chambres furent très-violens. Le bill rencontra une forte opposition dans la chambre haute, et fut rejeté à une majorité considérable. Les communes firent éclater beaucoup de mauvaise humeur en voyant renverser leurs espérances. Elles reprirent immédiatement leur accusation contre les lords catholiques renfermés dans la Tour. Le vicomte de Stafford, que son âge et ses infirmités rendaient incapable de se défendre, fut la première victime. Il fut mis en jugement et condamné. La populace, qui avait d'abord applaudi à sa condamnation, fondit en larmes à la vue de la douce constance qui brilla jusque sur l'échafaud dans les traits et la contenance du noble vieillard. Ce fut le dernier sang versé à l'occasion du complot papiste. Les communes passèrent encore plusieurs autres bills qui témoignaient hautement de leurs dispositions peu bienveillantes pour la cour; elles laissèrent même entrevoir dans leurs dernières déclarations l'intention de former une association contre le monarque. Charles, voyant la guerre civile imminente, se hâta de casser le parlement et d'en convoquer un nouveau.

Pour prévenir les désordres qui accompagnaient les séances des deux chambres à Westminster, dans le voisinage d'une factieuse et puissante cité, il voulut que le parlement siégeât à Oxford. Cette mesure ne servit qu'à enflammer la nation. Les représentans populaires se rendirent à Oxford, escortés non-seulement de leurs serviteurs, mais de leurs amis et de leurs partisans, et bientôt l'assemblée ressembla plutôt à une diète polonaise qu'à un parlement régulier (1681). Les communes, presque entièrement composées des mêmes membres, en revinrent à leurs anciennes

vues, c'est-à-dire l'accusation de Danby, la recherche du complot papiste, et surtout le bill d'exclusion. Elles poussèrent si loin la violence sur ce dernier article, qu'elles ne voulurent entendre aucune proposition. Charles, perdant tout espoir de les ramener à la modération sans sacrifier son frère, cassa encore un fois le parlement. Il était résolu à ne pas confier de si tôt au peuple une nouvelle élection, et à faire régner la plus grande économie dans son administration pour ne pas demander de subsides.

Dès que Charles se vit maître du royaume et ne redouta plus les clameurs des communes, il rappela le duc d'York auprès de lui (1682). L'autorité absolue du monarque ne laissa cependant pas de rencontrer de puissans obstacles, surtout de la part de Londres, qui était entre les mains des mécontents. Un ordre de *quo-warranto* fut porté contre la capitale, c'est-à-dire un ordre du roi pour lui faire rendre compte de la validité de ses chartes. La cause de Londres fut plaidée par deux avocats contre le procureur et le solliciteur général. Après une sentence tout-à-fait favorable à la cour, les citoyens se virent obligés d'adresser les plus humbles supplications au roi pour obtenir le rétablissement de leurs chartes; mais cette faveur leur fut vendue cher : on exigea que le lord maire, les sheriffs et les aldermen ne fussent plus admis à exercer leurs fonctions sans l'approbation du roi, et que ces fonctionnaires eussent le droit de choisir tous les autres magistrats de la cité.

Les autres villes du royaume jugèrent, par l'exemple de la capitale, combien il leur serait inutile de vouloir lutter contre la cour; la plupart consentirent à livrer leurs franchises municipales entre les mains du roi. On leur fit payer de fortes sommes pour en obtenir la restitution, et tous les offices demeurèrent à la disposition du roi. Mais il existait un parti de mécontents qui, même avant la naissance de ces injustices, avait formé un plan d'opposition

contre la couronne. Le duc de Monmouth, lord Gray, lord Russel, poussés par l'inquiet Shaftesbury, virent avec une espèce de satisfaction les entreprises audacieuses de la couronne. Outre leurs sollicitations dans Londres, ils s'efforcèrent d'engager la noblesse et la bourgeoisie de plusieurs comtés à prendre les armes pour reconquérir leurs privilèges. Le complot allait éclater lorsque la circonspection de Russel fit consentir les autres conjurés à en ajourner l'explosion. L'impatient Shaftesbury, irrité de ce retard, abandonna la partie et passa en Hollande, où il mourut bientôt sans causer ni chagrin à ses amis, ni joie à ses ennemis.

Après le départ de Shaftesbury, les conspirateurs recommencèrent un projet régulier de soulèvement (1683). Les principaux chefs étaient Monmouth, Russel, Essex, Howard, Algernon Sidney et John Hampden, petit-fils du fameux chef parlementaire sous Charles I<sup>er</sup>. Ils se mirent en relation avec le comte d'Argyle et les mécontents écossais, qui s'engagèrent à soulever les covenantaires. Ces divers chefs populaires différaient essentiellement d'opinion et de principes. Sidney et Essex étaient passionnés pour la république; Monmouth nourrissait l'espoir de s'ouvrir le chemin du trône; Russel et Hampden, également attachés à l'ancienne constitution, ne se proposaient que l'exclusion du frère du roi et la répression des abus. Des caractères si opposés n'étaient d'accord que sur un point, la haine contre le duc d'York et contre le gouvernement.

Parmi les conjurés se trouvait un nommé Keiling, qui, placé sous le coup d'une accusation capitale, révéla le complot au secrétaire-général Jenkins, dans le but d'obtenir son pardon. Sur sa dénonciation, l'ordre fut donné d'arrêter les seigneurs engagés dans la conspiration. Monmouth se cacha. Russel fut envoyé à la Tour. Howard, homme sans honneur, se voyant découvert, n'hésita pas à acheter



sa grâce en vendant ses complices. Essex, Sidney et Hampden furent arrêtés sur son témoignage. Les procédures de la justice commencèrent par lord Russel, aussi distingué par ses éminentes qualités que par sa grande popularité. Sa défense fut très-faible. Il se borna à protester qu'il n'avait jamais pensé à attenter aux jours du roi. Sa probité ne lui permit pas de désavouer qu'il fût entré dans un complot de soulèvement. Les jurés, après une courte délibération, prononcèrent un verdict de culpabilité. Les instances furent vives pour obtenir sa grâce du roi. Le vieux comte de Bedford, son père, alla jusqu'à offrir cent mille livres sterling. Charles fut inexorable. La noble compagne de Russel, femme d'un mérite distingué, se jeta aux genoux du monarque et les arrosa de larmes, en demandant grâce pour les égaremens de son mari. Lorsqu'elle vit l'inutilité de ses prières, elle rappela son courage, et s'efforça d'affermir par son exemple la constance de l'infortuné lord. Le jour de l'exécution, quand il se fut séparé de cette admirable épouse, il s'écria : « Maintenant l'amertume de la mort est passée. » Arrivé à l'échafaud, sa fermeté ne l'abandonna point; il prononça quelques paroles, et livra sa tête au glaive de l'exécuteur.

Après Russel, ce fut le tour de Sidney, cet apôtre de la liberté. Sidney, fils du comte de Leicester, avait pris une part très-active aux guerres civiles du dernier règne; mais il s'était constamment opposé à l'usurpation de Cromwell; après la restauration, il avait mieux aimé se condamner au bannissement que de se soumettre au gouvernement d'une famille qu'il détestait. La cour avait donc un très-grand intérêt à se débarrasser d'un adversaire aussi prononcé. Le sanguinaire Jeffries était alors chef de la justice; par ses inspirations, le jury fut aisément disposé à prononcer contre l'accusé. Sidney se plaignit de l'injustice de sa sentence, mais il se fit gloire de mourir pour cette vieille

cause dans laquelle il s'était enrôlé dès l'enfance. Quant à Essex, aussi distingué par ses vertus que par ses talens, il fut trouvé étranglé dans sa prison. Les officiers chargés de vérifier cet accident déclarèrent qu'il s'était tué de sa propre main. Hampden, déchargé de l'accusation de haute trahison, en fut quitte pour une amende considérable.

Toutes ces rigueurs ne s'accordant guère avec la douceur bien connue du caractère de Charles, la nation les rejeta sur le duc d'York, entre les mains de qui le roi, par indolence, semblait avoir résigné les rênes de l'administration. On rapporte même que l'imprudente violence du duc lui causait de l'inquiétude, et qu'un jour que celui-ci s'efforçait de le pousser à de périlleuses entreprises, il lui dit : « Mon frère, je suis trop vieux maintenant pour recommencer mes courses. Vous le ferez, vous, si cela vous est agréable. » Ces paroles annonçaient évidemment qu'il regrettait le système qui avait été suivi, et qu'il méditait un nouveau plan d'administration; en effet, il était décidé à renvoyer le duc d'York en Ecosse, à rappeler Monmouth, à convoquer un parlement et à se défaire des ministres que la nation repoussait. Mais au milieu de ces sages projets, il eut subitement une violente attaque d'apoplexie, suite de l'intempérance à laquelle il s'était livré. Après quelques jours de langueur, il expira dans la cinquante-cinquième année de sa vie, et la vingt-cinquième de son règne (1685). Sa mort excita les regrets de l'Angleterre, qui ne pouvait haïr un roi plutôt frivole que méchant, dont elle redoutait le successeur.

## CHAPITRE XVII.

Règne de Jacques II. — Triomphe et chute du parti catholique. —  
Fin de la maison de Stuart.

1685 — 1688.

Le premier acte de Jacques II fut d'assembler le conseil privé, et de déclarer sa résolution de maintenir le gouvernement établi dans l'Église et dans l'État. Mais il ne tarda pas à montrer qu'il n'était pas sincère dans ses protestations d'attachement aux lois, en levant des taxes sans l'aveu du parlement, et en allant publiquement à la messe avec les insignes de la royauté. C'était déployer imprudemment ses dispositions à l'arbitraire et son zèle pour le papisme. Malgré sa répugnance personnelle, il se décida cependant à convoquer la représentation nationale. Son discours aux deux chambres ne fut pas ambigu; il leur déclara ouvertement qu'au moindre mécontentement, il saurait user de sa prérogative et se dispenser d'une mesure qu'il regardait comme libre et volontaire. Les communes, presque entièrement composées de zélés tories, accordèrent au roi, pour sa vie, tout le revenu dont Charles II jouissait à sa mort. La chambre des pairs ne se montra pas moins complaisante. Elle s'attacha particulièrement à faire disparaître toutes les traces du fameux complot papiste. Oates fut condamné, comme parjure, à une amende, au fouet et à une prison perpétuelle. Les seigneurs papistes, au nombre desquels figurait le grand-trésorier Danby, furent déchargés de l'accusation portée contre eux.

Le cours des travaux parlementaires fut interrompu par la nouvelle subitement répandue que le duc de Monmouth avait quitté la Hollande avec trois vaisseaux, et qu'il était débarqué sur la côte occidentale de l'Angleterre. Ce prince,

cédant à l'impatience de ses partisans et à celle du comte d'Argyle, qui était parti avant lui pour soulever l'Écosse, avait commencé sa folle entreprise avec moins de cent hommes; mais son nom était si populaire, que dans l'espace de quatre jours il en comptait plus de deux mille. A Tauton il prit le titre de roi, et fut proclamé à Bridgewater, Wells et Frounce. Oubliant que le succès des entreprises désespérées dépend de la seule audace, il hésita d'abord à attaquer les troupes royales, et leur laissa le temps de se concentrer. Pressé enfin par les instances de ses adhérens, qui jurèrent de défendre sa cause jusqu'à la dernière extrémité, il tomba sur le général Feversham, dans le camp de Sedgemoor, près de Bridgewater. Après trois heures d'une vigoureuse résistance, les rebelles furent mis en déroute : il en périt près de quinze cents. Monmouth put s'enfuir; mais, après avoir couru plus de vingt milles, son cheval tomba sous lui. Il changea d'habits avec un paysan, dans l'espérance de se cacher plus facilement; mais il finit par être trouvé au fond d'une fosse, couvert de fange, le corps épuisé de fatigue et de faim. Il écrivit à Jacques dans les termes les plus humbles, et le conjura d'épargner le sang d'un frère. Le roi, lui voyant tant d'abattement, le fit amener devant lui, et se flatta de lui faire avouer le nom de tous ses complices. Mais quelle que fût la passion du malheureux prince pour la vie, il ne voulut point l'acheter par une pareille lâcheté. Voyant tous ses efforts inutiles, il ne pensa plus qu'à se disposer à la mort avec des sentimens dignes de son rang et de son caractère. Les témoignages de l'affection populaire l'accompagnèrent jusque sur l'échafaud.

A la suite de l'invasion de Monmouth, le féroce colonel Kirk et l'implacable juge Jeffries, ministres de la vengeance de Jacques, firent exécuter, dans l'ouest de l'Angleterre, plus de deux cent cinquante personnes. En

Écosse, le comte d'Argyle ayant, comme Monmouth, échoué dans sa tentative, fut pris et conduit à Édimbourg. Après avoir enduré avec courage toutes sortes d'indignités, il monta sur l'échafaud, et le parlement de son pays fut assez pusillanime pour adopter les maximes du gouvernement absolu que lui dicta la cour d'Angleterre.

Plein de sécurité et poussé par son zèle religieux, Jacques proposa au parlement de dispenser les catholiques du *test* protestant; les chambres retrouvèrent leur indépendance : elles résistèrent, et le monarque les cassa (1686). En déclarant ouvertement son penchant pour la religion romaine, il répandit l'alarme dans toute la nation, jeta la terreur dans l'Église anglicane, et dégoûta l'armée. L'ancienne horreur contre le papisme se réveilla plus vive que jamais, et fut encore excitée par la révocation que fit Louis XIV, à cette époque, du célèbre édit de Nantes, accordé par Henri IV pour protéger les protestans de France. Jacques, décidé à ne pas abandonner son projet, qu'il n'avait pu faire adopter au parlement, fit une tentative plus heureuse pour l'établissement du pouvoir dispensatif par l'autorité des juges. Quatre lords catholiques furent ensuite admis au conseil privé, et les protestans des trois royaumes virent bientôt le pouvoir civil et l'autorité militaire entre les mains de leurs plus redoutables ennemis.

Tous les esprits sensés appartenant à la communion catholique blâmèrent hautement un système dont il était facile de prévoir l'issue. Mais Jacques était entièrement gouverné par les imprudens conseils de la reine et du jésuite Peters, son confesseur; non content d'accorder des dispenses aux particuliers, il s'attribua le pouvoir de suspendre, par une déclaration d'indulgence générale, tous les statuts qui exigeaient la soumission à la religion établie. Il envoya même le comte de Castlemaine à Rome, avec la qualité d'ambassadeur extraordinaire (1687), pour rendre

au pape le tribut d'obéissance, et réconcilier l'Angleterre avec le Saint-Siège. Le pape, au lieu d'approuver cette démarche précipitée, conclut qu'un projet, conduit avec tant d'indiscrétion, ne pouvait avoir une heureuse fin, et reçut l'ambassadeur anglais avec la plus grande indifférence. L'unique témoignage de complaisance que Jacques reçut de Sa Sainteté, fut l'envoi, à la cour d'Angleterre, d'un nonce, qui fit une entrée publique à Windsor, en habits pontificaux, contrairement au bill du parlement qui avait déclaré toute communication avec le pape haute trahison.

Le roi, pour parvenir plus promptement à son but, publia, de sa propre autorité, une déclaration de liberté de conscience. Six évêques gallicans refusèrent de la lire dans leurs églises après le service divin. Un ordre de Jacques les fit immédiatement conduire à la Tour. Mis en jugement, ils furent acquittés, et leur élargissement fut un triomphe pour toute la nation. L'armée elle-même se laissa aller à l'entraînement général et refusa d'admettre la liberté de conscience. Jacques n'en continua pas moins à marcher en avant : il chassa deux juges qui s'étaient montrés favorables aux évêques, et ordonna qu'on recherchât tous les ministres qui n'avaient pas lu sa déclaration, c'est-à-dire le clergé entier, moins deux cents de ses membres.

Quelques jours avant l'acquittement des évêques, la reine, à la grande satisfaction du roi et de tous les zélés catholiques, avait donné le jour à un fils (1688). Mais la haine contre la cour était si violente, que la calomnie alla jusqu'à prêter à Jacques l'intention d'avoir voulu en imposer au monde par un enfant supposé. Le jeune prince fut baptisé sous le nom de Jacques, et fut connu plus tard sous le titre de Prétendant.

Le prince d'Orange, gendre du roi, s'était renfermé, depuis son mariage, dans les bornes de la prudence, rela-

tivement aux affaires britanniques. Jacques ayant sollicité son concours pour la révocation des lois pénales, et du test, n'en obtint qu'une déclaration qui blâmait hautement ses entreprises contre l'Église anglicane. Cette déclaration inspira du courage aux protestans, et excita l'indignation du monarque, qui ne laissa échapper aucune occasion de faire éclater son mécontentement. Le prince, de son côté, décidé à pousser les choses avec vigueur, fit partir pour Londres un agent qui s'acquitta de sa mission avec tant de zèle, que tous les ordres de la nation anglaise, whigs, tories, protestans et non-conformistes, tournèrent les yeux vers la Hollande; puis, cédant aux instances des Anglais réfugiés auprès de lui, Guillaume ne fit pas difficulté d'embrasser la défense d'un peuple qui, dans ses alarmes, le regardait comme son seul protecteur. Il augmenta la flotte hollandaise, leva de nouvelles troupes, et mit en réserve de fortes sommes d'argent pour les frais d'une expédition, en apparence dirigée contre la France. En vain Louis XIV instruisit-il plusieurs fois Jacques des projets de son gendre; il ne voulut rien croire, et refusa même les offres généreuses que lui faisait le monarque français. Cependant, lorsque son ambassadeur à La Haye l'avertit qu'il n'avait pas un instant à perdre pour se défendre d'une puissante invasion, il se rendit enfin à l'évidence. Il ne vit d'autre moyen de salut que dans une prompte rétractation de toutes les funestes mesures qui lui avaient suscité tant d'ennemis intérieurs et extérieurs. Mais il n'était plus temps. Un manifeste du prince d'Orange était déjà répandu dans tout le royaume et n'y rencontrait que des applaudissemens: il renfermait une longue énumération des souffrances de la nation; et c'était, disait le prince, pour remédier à tant de maux qu'il se disposait à passer en Angleterre avec une armée.

Après une heureuse navigation, Guillaume débarqua

sans obstacle à Torbay, le 5 novembre 1688. Son armée se dirigea d'abord sur Exeter, où fut publiée solennellement la déclaration du prince. Toute l'Angleterre se trouva bientôt dans une vive commotion; chaque jour révéla les progrès de la conspiration universelle où la nation était entrée contre les mesures du souverain. Mais le plus dangereux de tous les symptômes fut la désaffection de l'armée. Tous les officiers parurent disposés à défendre la cause de leur patrie et de leur religion. Lord Conbury passa sous les drapeaux de Guillaume avec trois régimens. Faversham refusa de tirer l'épée, et lord Churchill <sup>1</sup> qui, du rang de page, était parvenu à un commandement supérieur dans l'armée; Churchill, qui devait toute sa fortune à l'affection du roi, ne craignit pas, dans cette fâcheuse extrémité, d'abandonner son protecteur.

Jacques ne put retenir ses larmes lorsqu'il apprit que le prince George de Danemark, son gendre, et Anne, sa fille chérie, étaient également allés rejoindre le camp de Guillaume. Dans le transport de sa douleur, il s'écria : « Grand Dieu ! prends pitié de moi, puisque mes propres enfans m'ont abandonné ! » Le dernier usage qu'il fit de l'autorité royale, fut d'expédier des ordres pour la convocation d'un parlement et d'envoyer trois commissaires pour traiter avec le prince d'Orange. Il prêta bientôt l'oreille au plus imprudent de tous les conseils, celui de quitter le trône. Alarmé d'une défection presque générale, pressé d'ailleurs par ses propres craintes et celles de ses partisans, il prit précipitamment la résolution de passer en France. Après avoir fait partir d'avance la reine et le jeune prince, sous la conduite du comte de Lauzun, favori de Louis XIV, il disparut pendant la nuit. Arrêté à Faversham, il fut ramené à Londres, où la popu-

<sup>1</sup> Devenu plus tard le célèbre duc de Marlborough.



lace, toujours inconstante, parut touchée de son sort et le salua des plus vives acclamations. Pendant le séjour qu'il fit à White-Hall, il sembla s'abandonner lui-même et ne montra pas la moindre intention de reprendre les rênes du gouvernement. Il se borna à demander humblement la permission, qui lui fut facilement accordée, de se retirer à Rochester, ville peu éloignée de la mer. De là, il gagna furtivement la côte, s'embarqua sur une frégate qui l'attendait, et qui le transporta heureusement au port d'Ambletuse en Picardie, d'où il se rendit à Saint-Germain. Dans cette résidence, il reçut du monarque français la généreuse hospitalité qu'une famille jacobite, propriétaire du château de Lullworth, devait rendre de nos jours à un petit-fils de Louis XIV, aussi proscrit par une insurrection victorieuse.

Une assemblée nationale, convoquée à Westminster sous le nom de *Convention*, vota d'abord des remerciemens au prince d'Orange, pour le service qu'il venait de rendre à la nation, et déclara ensuite (février 1689) : « que le roi Jacques s'étant efforcé de renverser la constitution du royaume, en rompant le contrat passé entre le roi et le peuple, ayant violé les lois fondamentales par le conseil des jésuites, et s'étant évadé du royaume, avait abdicqué le gouvernement, et qu'ainsi le trône était vacant. » Alors fut passé le bill qui donnait la couronne, au prince et à la princesse d'Orange, et l'administration au prince seul. Le trône devait appartenir après leur mort à la princesse Anne. La Convention joignit à ce règlement une déclaration des libertés légales du peuple anglais, où tous les points contestés entre le roi et la nation étaient enfin décidés, la prérogative de la couronne réduite à de justes bornes et plus exactement définie que jamais. Peu de temps après, une Convention écossaise ayant adopté une semblable déclaration, Guillaume et Marie furent proclamés dans les deux

royaumes, et jurèrent d'observer le *bill des droits*. Tel fut le dernier acte de la révolution de 1640.

---

## CHAPITRE XVIII.

Règne de Guillaume III et de Marie. — Jacques II en Irlande. — Guerre contre la France. — Traité de partage. — Règne d'Anne. — Marlborough. — Guerre de la succession d'Espagne. — Réunion des deux parlemens d'Angleterre et d'Ecosse.

1689 — 1714.

Si l'Angleterre et l'Ecosse s'étaient empressées de reconnaître Guillaume d'Orange, l'Irlande en revanche, travaillée par le parti catholique, ne se montra guère disposée à se soumettre à un prince protestant. Cette île, où commandait le comte de Tyrconnel, zélé *jacobite*, se déclara bientôt ouvertement pour le monarque fugitif. Jacques, instruit de ces dispositions favorables, obtint de Louis XIV des secours en hommes et en vaisseaux, et partit de Brest après avoir pris congé de son royal hôte, qui lui dit en l'embrassant que son vœu le plus sincère était de ne jamais le revoir. Débarqué le 22 mars 1689 à Kinsale, il fit son entrée solennelle à Dublin, aux acclamations de la multitude; il marcha ensuite sur Londonderry, ville protestante, qu'il assiégea et devant laquelle il perdit neuf mille hommes, sans pouvoir la réduire. Presque toute l'Irlande lui fut bientôt soumise, et il devint urgent pour l'Angleterre de s'opposer à ses progrès. Guillaume envoya contre lui le duc de Schomberg avec une armée de dix mille hommes. Les maladies qui se répandirent parmi ses troupes empêchèrent le général anglais de rien entreprendre d'important. Cette inaction excita le mécontentement

des communes; Guillaume se vit tellement obsédé par les whigs et les tories en même temps, qu'il songea un instant à abandonner l'administration du royaume à la reine et à se retirer en Hollande. Il fallut les instances de ses partisans les plus dévoués pour le faire renoncer à ce projet. Il se décida enfin à se rendre lui-même en Irlande pour terminer plus promptement la guerre. A peine débarqué, il se dirigea vers la rivière de Boyne, où Jacques occupait une position avantageuse. Le combat commença aussitôt, et la victoire se déclara pour l'armée anglaise. Les Irlandais et les Français auxiliaires furent mis en pleine déroute. Jacques n'eut que le temps de regagner Dublin, d'où il repartit pour la France (1690).

Les jacobites ne se tinrent pourtant pas pour vaincus. La nouvelle d'une victoire remportée par une escadre française sur la flotte anglo-hollandaise leur rendit l'espérance. La guerre continua; Guillaume s'empara de plusieurs forteresses, et, après avoir laissé le commandement de l'Irlande au général Ginckle avec de pleins pouvoirs pour finir de dompter les rebelles, il retourna en Angleterre. Ginckle s'acquitta avec bonheur de la mission qui lui fut confiée; il attaqua sur les bords de la petite rivière de Shannon les bandes irlandaises réunies à de nouveaux auxiliaires français et les força à mettre bas les armes (1691). Les hostilités cessèrent, des négociations s'ouvrirent à Limerick, et l'on signa une capitulation par laquelle il fut stipulé que les catholiques irlandais jouiraient de la même liberté que sous le roi Charles II; que nul ne serait attaqué en justice pour aucun délit antérieur, et que chaque individu aurait le droit de quitter l'Irlande et de se retirer où bon lui semblerait avec sa famille et sa fortune. En vertu de cette capitulation, douze mille Irlandais aimèrent mieux abandonner leur patrie et passer en France que de reconnaître Guillaume.

Après la réduction de l'Irlande, Guillaume passa en Hollande pour se concerter avec ses alliés. Il avait, dès le commencement de son règne, formé une alliance offensive et défensive contre la France avec l'Empereur, l'électeur de Brandebourg et les Etats-Généraux de Hollande. Cette ligue est connue dans l'histoire sous le nom de *ligue d'Augsbourg*. Louis profita de son absence pour entreprendre une descente en Angleterre. Un corps considérable de troupes françaises, auquel se joignirent un grand nombre d'Irlandais et d'Écossais fugitifs, se rassembla entre Cherbourg et La Hogue sous les ordres même du roi Jacques. L'amiral Tourville, à la tête de soixante-trois vaisseaux de ligne, avait ordre de protéger le débarquement. A la nouvelle de ces préparatifs formidables, l'amiral anglais Russel mit en mer avec toute la célérité possible et se réunit à l'escadre hollandaise. Il fit voile pour la France, et découvrit près de La Hogue l'ennemi qui se disposa aussitôt à lui livrer bataille (19 mai 1692). Après une lutte de douze heures, la victoire se rangea du côté du nombre. Les Français vaincus, perdirent quinze de leurs vaisseaux. Jacques, voyant ses espérances renversées, retourna à Saint-Germain. La reine Marie mourut peu de temps après ce nouveau désastre de son père.

La guerre continua sur le continent, pendant plusieurs années, avec des succès balancés; mais l'épuisement de la France, autant que celui des alliés, portait les peuples à désirer ardemment la fin des hostilités. La paix fut enfin signée à Ryswick le 20 septembre 1697. Par ce traité, la France reconnaissait le roi Guillaume sans restriction ni réserve, et la liberté de commerce entre les deux nations était rétablie.

Guillaume, de retour en Angleterre, essaya de donner plus de force à son autorité. Durant sa lutte avec la France, il avait été plus d'une fois obligé de faire des concessions

aux chambres, parce qu'il avait besoin d'argent : c'est ainsi qu'il avait consenti au bill triennal, en vertu duquel le parlement devait être convoqué au moins une fois en trois ans, et ne devait durer que trois ans au plus. Quoique délivré de la guerre étrangère, il ne pouvait se faire à l'idée d'être roi sans armée. Il voulut donc garder, durant la paix, les troupes qui ne lui avaient été accordées que pour repousser le danger. Mais les communes tinrent ferme : elles décidèrent que toutes les forces soldées par l'Angleterre, excédant sept mille hommes, seraient licenciées, et que celles mêmes qui resteraient sous les drapeaux ne seraient composées que de nationaux. Guillaume se montra vivement indigné de ce vote des communes, et refusa d'abord de le sanctionner. Mais ramené par ses ministres à de meilleurs sentimens, il se détermina enfin à congédier sa garde hollandaise (1698).

Ces altercations entre le roi et le parlement durèrent jusqu'à la fin de son règne. Elles éclatèrent surtout au sujet du traité de partage de la monarchie espagnole, conçu par Louis XIV et approuvé par Guillaume. Par ce traité, l'Espagne et les Indes-Orientales devaient appartenir au jeune fils de l'électeur de Bavière, que Charles II, n'ayant pas d'héritier direct, avait désigné pour son successeur; le Dauphin, fils de Louis XIV, devait posséder Naples et la Sicile; l'archiduc Charles obtenait le Milanais. Mais le prince de Bavière étant mort avant le roi d'Espagne, ces dispositions testamentaires furent modifiées. Charles choisit pour son héritier le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. Le monarque français accepta la succession et se retira du traité de partage. A cette nouvelle, Guillaume irrité convoqua les chambres et leur présenta la conduite du roi de France sous le jour le plus défavorable. Les communes désapprouvèrent hautement le traité de partage, et témoignèrent énergiquement

leur mécontentement de ce qu'il avait été conclu sans leur participation. Elles engagèrent cependant le roi à continuer les négociations, et promirent de l'aider à soutenir l'honneur de la nation anglaise. Une alliance offensive et défensive fut signée secrètement à La Haye entre l'Angleterre et les Provinces-Unies. L'Empereur, qui, de son côté, avait fait proclamer l'archiduc Charles roi d'Espagne, et avait déjà envoyé le prince Eugène de Savoie à la conquête du Milanais, ne tarda pas à se joindre à cette nouvelle ligue contre la France (1701).

Sur ces entrefaites, Jacques II mourut à Saint-Germain. Louis, qui n'ignorait pas les intrigues de Guillaume pour lui susciter des ennemis, s'empressa de reconnaître le jeune prince de Galles comme roi d'Angleterre. Dès que cette circonstance fut connue, un cri de guerre contre la France retentit dans toute l'Angleterre. La ville de Londres présenta au roi une adresse dans laquelle elle protestait de son attachement à sa personne et de sa ferme résolution de défendre ses droits à la couronne. Le parlement vota des subsides et porta un bill d'*attaîner* contre le prétendu Jacques III, qui fut déclaré coupable de haute trahison. Mais la mort vint mettre un terme aux projets et à l'ambition de Guillaume. Comme il se rendait de Kensington à Hamptoncourt, son cheval s'abattit sous lui ; le prince fut renversé avec tant de violence que l'os du cou fut fracturé. Pour une constitution robuste, ce n'eût été qu'un léger accident ; il fut fatal pour lui dont la santé était naturellement faible. La fièvre l'emporta le 8 mars 1702, dans la cinquante-deuxième année de son âge et la treizième de son règne.

Guillaume laissa la réputation d'un profond politique, quoiqu'il n'eût jamais été populaire, et celle d'un grand général, quoiqu'il eût rarement été victorieux. Son extérieur était sévère et sombre, et il ne montra jamais d'ar-

deur que sur le champ de bataille. Il détestait la flatterie, et cependant il aimait à dominer. Il épuisa l'Angleterre d'hommes et d'argent; mais les généreux efforts qu'il fit pour protéger la liberté de l'Europe contre les projets ambitieux de Louis XIV lui méritèrent la reconnaissance des peuples qu'il gouverna. Engagé dans des guerres continues, il ne put ni protéger les lettres, ni faire fleurir les arts pour lesquels il avait d'ailleurs peu de goût. Dryden, Newton et Locke furent les seuls génies remarquables de son règne. Ce fut sous Guillaume III que la liste civile commença d'être réglée, et l'Angleterre lui doit l'établissement de sa Banque.

Anne, seconde fille du roi Jacques, et mariée au prince George de Danemark, monta sur le trône, en vertu de l'acte de 1689, à la satisfaction général de tous les partis. Quoique sous le règne précédent elle eût essayé toutes sortes de mortifications, la douceur de son caractère l'empêcha cependant d'en marquer aucun ressentiment. Son premier soin fut de déclarer aux chambres qu'elle était décidée à maintenir la religion et les lois établies, et à poursuivre les préparatifs commencés par son prédécesseur. La guerre fut donc déclarée à la France par l'Angleterre, l'Allemagne et la Hollande à la fois. Marlborough, alors en grande faveur, vit sa passion pour la gloire militaire satisfaite par le titre de généralissime des troupes anglo-hollandaises. Peu d'hommes étaient plus dignes d'une telle distinction. Calme au milieu du danger, infatigable dans le conseil, Marlborough fut pour la France l'adversaire le plus redoutable que l'Angleterre lui eût suscité depuis les désastres de Crécy et d'Azincourt.

Le général anglais, à la tête d'une armée de soixante mille hommes, qui comptait dans ses rangs les meilleurs officiers du siècle, entra en campagne au mois de juillet

1702. Louis XIV lui opposa le duc de Bourgogne, son petit-fils, sous lequel commandait le maréchal de Boufflers, officier plein de courage et d'activité. Quelques jours suffirent aux alliés pour conquérir la Gueldre espagnole. Les Français, contraints de battre en retraite, regagnèrent le Brabant, où Marlborough n'avait pas envie de les suivre. Content de terminer la campagne par la prise de Liège, où il fit un butin immense, il retourna en Angleterre; la chambre des communes lui vota des remerciemens, et la reine le créa duc. Sur mer, les armes anglaises furent également couronnées de succès. Après une vaine tentative contre Cadix, le duc d'Ormond débarqua près de Vigo, tandis que la flotte, sous les ordres de l'amiral George Rook, pénétrant dans le port, forçait les Français qui s'y étaient réfugiés à brûler leurs vaisseaux : huit furent ainsi incendiés ou échoués, et dix bâtimens de guerre furent pris avec onze galions et plus d'un million d'argent monnayé.

En 1703, Marlborough commença la campagne par la prise de Bonn, de Huy, de Limbourg et de Gueldre. Il fut arrêté au milieu de ses succès par l'inaction des Hollandais, qui commençaient à se laisser influencer par le parti de Louvestein, toujours opposé à la guerre contre la France. Dès le commencement de la campagne suivante, le général anglais, déterminé à porter un coup décisif, vint au secours de l'Empereur; il prit avec lui environ quinze mille hommes d'excellentes troupes, arriva sur les bords du Danube, et défit un corps de Français et de Bavares qui l'attendait à Donawert. Bientôt réuni au prince Eugène, son rival en gloire et en science militaire, il attaqua le maréchal de Tallard et le duc de Bavière, postés sur une hauteur, près de la ville de Hochstædt. Jamais lutte ne fut plus acharnée. La victoire finit par se fixer sous les drapeaux des alliés. Douze mille Français et Bavares furent tués sur le champ



de bataille, ou noyés dans le Danube, et treize mille faits prisonniers. Le maréchal de Tallard fut pris. Landau se rendit à la suite de cette victoire. Pendant ce temps, l'amiral sir George Rooke, après avoir fait une tentative infructueuse sur Barcelone, enlevait aux Espagnols la ville de Gibraltar, qui, depuis cette époque, est restée au pouvoir des Anglais. La campagne de 1705 offrit peu d'événemens importants; les succès et les revers furent partagés.

Au printemps de 1706, Marlborough quitta de nouveau l'Angleterre, où le peuple l'avait accueilli avec une joie frénétique, et ouvrit la campagne avec une armée de quatre-vingt mille hommes. Il avait affaire cette fois au maréchal de Villeroy, favori de Louis XIV et compagnon de sa gloire. Les deux armées se rencontrèrent au village de Ramillies, près de Tirlemont. Les Français furent vaincus et perdirent près de huit mille hommes, tués ou blessés, et six mille prisonniers. Tout le Brabant fut le prix de cette victoire, presque aussi éclatante que celle de Hochstædt, et la France consternée sembla perdre courage. En Espagne, les affaires du nouveau roi Philippe V paraissaient aussi désespérées; ce prince avait vainement essayé de reprendre Barcelone sur son compétiteur, l'archiduc Charles, et le comte de Galway, envoyé par la reine d'Angleterre pour aider le fils de l'Empereur dans la conquête de la vaste monarchie espagnole, était entré triomphant à Madrid. De son côté, le prince Eugène, commandant une armée allemande en Italie, gagna la bataille de Turin, et força les Français à évacuer le Piémont. Marlborough fut reçu, en Angleterre, comme le libérateur de la nation. Le château de Woodstock lui fut conféré, par les deux chambres, comme une récompense de ses services; lorsqu'il se rendit à la chambre des pairs, le lord garde-des-sceaux prononça un discours en son honneur.

La réunion des royaumes d'Angleterre et d'Écosse, que la reine Anne eut le bonheur d'opérer vers cette époque, fut un événement bien plus important et bien plus glorieux que les triomphes les plus éclatans des armes anglaises. Le traité d'union, rédigé par des commissaires choisis dans les deux nations, fut enfin, après de longues discussions, signé et présenté aux parlemens des deux pays. Il y était principalement stipulé que l'Angleterre et l'Écosse ne formeraient plus qu'un seul royaume, sous le nom de royaume uni de la *Grande-Bretagne*, et jouissant des mêmes droits et privilèges; que la succession au trône serait dévolue à la princesse palatine Sophie, petite-fille de Jacques I<sup>er</sup>, et mariée à l'électeur de Hanovre; que l'Écosse serait représentée dans le parlement britannique par seize pairs et quarante-cinq membres de la chambre des communes, et que le reste des pairs conserveraient leurs titres et leurs privilèges. Cet acte si sage produisit la plus violente effervescence dans toute l'Écosse. Les puritains, unis aux jacobites, prirent les armes, et la populace d'Édimbourg se porta aux derniers excès. Dans les deux chambres, l'opposition ne fut pas moins ardente. Mais l'habileté des ministres anglais triompha de ces résistances, et le traité fut enfin approuvé par les parlemens des deux nations.

Après la bataille de Ramillies, le roi de France fit écrire en son nom à Marlborough, pour demander la paix (1708). Le duc, qui était résolu à suivre sa bonne fortune, rejeta ses propositions. A la tête d'une armée nombreuse, il s'avança jusqu'à Oudenarde, où les Français avaient pris position. Il y eut un engagement terrible; l'ennemi, mis en déroute, fut obligé de se retirer, laissant trois mille morts sur le champ de bataille et sept mille prisonniers. A la suite de cette victoire, Lille, la plus forte place de la Flandre française, fut prise après un siège opiniâtre. Louis XIV échoua également dans une tentative de descente

en Écosse. Pour faire diversion à la guerre des Pays-Bas, il rassembla une flotte à Dunkerque, et fit partir le Prétendant, qui se faisait appeler le chevalier de Saint-George, avec une armée. Arrivé au golfe d'Édimbourg, Forbin, qui commandait les vaisseaux français, rencontra une forte escadre anglaise. N'étant pas assez fort pour tenter un engagement, il remit à la voile pour se diriger sur Inverness; mais les mauvais temps l'obligèrent à ramener le Prétendant à Dunkerque.

Les victoires réitérées des alliés en Espagne et en Piémont engagèrent le roi de France à faire de nouvelles propositions de paix. Une conférence eut lieu. Les alliés, que le succès rendait arrogans, présentèrent des demandes si exagérées, que la France, malgré son épuisement, se prépara à un dernier effort. Le maréchal de Villars, l'espoir de sa patrie, fut renvoyé en Flandre. Tournay fut le premier objet des opérations de l'armée alliée. Malgré son héroïque résistance, cette importante place fut obligée de se rendre. Peu de temps après, se livra la sanglante bataille de Malplaquet (1<sup>er</sup> septembre 1709), où les Français cédèrent le champ de bataille, mais non sans avoir vendu chèrement la victoire. Villars fut dangereusement blessé, et l'armée opéra une brillante retraite sous la conduite de Boufflers. Les vainqueurs perdirent plus de vingt mille de leurs meilleurs soldats. La ville de Mons fut le prix de cette victoire.

Cependant le crédit de Marlborough touchait à sa fin. Les tories, ennemis des whigs dont ce général était le chef, ayant ressaisi la majorité au parlement, les écrivains de ce parti attaquèrent l'avarice du duc, son orgueil, ses intrigues et son pouvoir toujours croissant. Une partie de leurs plaintes était vraie, une partie exagérée. La reine, profitant de l'occasion, retira sa confiance à Sarah Jennings, épouse de Marlborough, dont la conduite altière lui était

devenue insupportable. Bientôt elle secoua tout-à-fait le joug des whigs en renvoyant ses ministres et en donnant tous les hauts emplois aux tories les plus prononcés. Tant que la guerre continuerait, il était impossible de dépouiller Marlborough de son commandement. On résolut donc de faire la paix. Des négociations furent secrètement entamées avec la France (1711). Un événement important permit bientôt de les continuer ouvertement. L'empereur Joseph I<sup>er</sup> étant mort, l'archiduc Charles son frère, que les alliés voulaient placer sur le trône d'Espagne, lui succéda. Les ministres Harley et Saint-John représentèrent au parlement combien il serait dangereux pour l'équilibre européen que la maison d'Autriche réunît à sa puissance d'aussi vastes possessions que celles de la monarchie espagnole. Les chambres les autorisèrent à signer les préliminaires d'un traité de paix, malgré l'opposition de l'empereur et des États de Hollande. Les récriminations contre Marlborough recommencèrent. La reine, cédant aux clameurs du peuple qui demandait avec instance la chute de celui qui avait été précédemment son idole, enleva le commandement de l'armée à l'illustre général; et celui-ci clôtura sa carrière de gloire en forçant les lignes de Valenciennes.

Après l'éloignement de Marlborough, une suspension d'armes fut conclue entre la France et l'Angleterre (1712). Les alliés, quoique privés de l'assistance des Anglais, continuèrent à pousser la guerre avec vigueur. Une victoire signalée, remportée à Dénain par le maréchal de Villars, sauva la France et servit à hâter la paix qui fut enfin signée à Utrecht entre la France, l'Angleterre et la Hollande (1713). Par ce traité fameux, auquel l'empereur n'accéda qu'un an après, Philippe V, reconnu roi d'Espagne, renonçait à tous ses droits à la couronne de France; Louis XIV cédait à l'Angleterre l'Acadie, la baie d'Hudson et Terre-Neuve; il abandonnait la cause du Prétendant, et recon-

naissait la succession constitutionnelle de la maison de Hanovre; l'Espagne était dépossédée de Gibraltar et de Minorque, et l'empereur obtenait le royaume de Naples, le duché de Milan et les Pays-Bas espagnols. La plus grande part fut faite à la gloire et aux intérêts de l'Angleterre; ses plénipotentiaires obtinrent encore que les fortifications de Dunkerque fussent démolies et le port comblé.

Les Anglais, ainsi délivrés de leurs ennemis extérieurs, eurent tout le loisir de recommencer leurs disputes de partis. Les ministres Harley et Saint-John, en récompense de leurs éminens services, venaient d'être créés, le premier comte d'Oxford, le second vicomte de Bolingbroke. Ces deux hommes d'État, étroitement unis tant qu'il ne s'était agi que de disputer le pouvoir aux whigs, devinrent rivaux dès qu'ils furent vainqueurs de leurs adversaires. Oxford, plus circonspect, était pour la modération et la succession hanovrienne; Bolingbroke, au contraire, ardent et impétueux, tenait pour les mesures de rigueur à l'égard des whigs et avait quelque espérance de porter le Prétendant au trône. Leur animosité fut bientôt au comble, et les altercations les plus violentes éclatèrent chaque jour dans le conseil privé. La reine, influencée par lady Masham, se déclara pour Bolingbroke, qui flattait d'ailleurs son penchant pour son frère et son aversion pour la maison de Hanovre. Oxford fut dépouillé de son emploi de trésorier.

Anne, dont la santé déclinait depuis long-temps, fut tellement affligée des intrigues des partis pour s'emparer du pouvoir, qu'elle tomba subitement dans un état d'insensibilité léthargique. Malgré tous les secours que lui prodiguèrent ses médecins, la maladie fit de si rapides progrès que bientôt ils désespérèrent de ses jours. Elle expira le 1<sup>er</sup> août 1714, dans la quarante-neuvième année de son âge, après avoir régné treize ans sur un peuple qui s'était

élevé au plus haut degré de civilisation. Son époux, le prince George de Danemark, homme de mœurs paisibles, qui n'avait été que son premier sujet, l'avait précédée de quelques années dans la tombe. Anne avait plus d'amabilité que de grandeur, plus d'agrément que de beauté; son esprit et son instruction n'étaient point remarquables. Sa bonté et la douceur de son administration lui firent donner par son peuple le nom de *Bonne Reine*. Elle finit la ligne des Stuarts, famille dont les fautes et les infortunes n'ont rien de comparable dans l'histoire. Newton, Locke, Pope, Swift, Addison, Prior, Bolingbroke et Congrève firent briller son règne du plus vif éclat.

---

## CHAPITRE XIX.

Règnes de George I<sup>er</sup> et de George II. — Révolte en Écosse. — Le parlement déclaré septennal. — Guerres continentales. — Robert Walpole. — Charles-Édouard en Écosse. — Guerre de Hanovre. — Conquête du Canada.

1714 — 1760.

Conformément à l'acte de succession, George, fils d'Ernest-Auguste, électeur de Hanovre, et de la princesse Sophie, petite-fille de Jacques I<sup>er</sup>, fut proclamé roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, sous le nom de George I<sup>er</sup>. Son âge mûr — il avait alors cinquante-quatre ans — son expérience, ses alliances nombreuses, la tranquillité de l'Europe, tout concourait à lui promettre un règne heureux et paisible. Arrivé à Londres, il s'empressa d'exclure les tories de toute l'administration, et fit le plus grand accueil au duc de Marlborough qui reprit le commandement de l'armée. Oubliant que le roi d'un parti n'est que

le souverain de la moitié de ses sujets, il n'admit dans les emplois que les chefs du parti whig. Ceux-ci dominèrent bientôt à la cour et au parlement. Une telle partialité souleva des mécontentemens parmi le peuple. Les tories se rendirent populaires en contrôlant les dépenses et en défendant les intérêts de la nation. Il y eut de graves désordres à Birmingham, à Bristol, à Norwich et à Reading; le cri de ralliement était : « A bas les whigs! Vive Sacheverel ! » Les prédicateurs, dans leurs sermons, proclamaient que l'impiété et l'hérésie allaient reparaitre sous une administration whig. Le ministère imposa silence au clergé, en lui interdisant toute espèce d'allusion politique dans ses sermons. Le roi convoqua un nouveau parlement, où les whigs continuèrent à l'emporter. A peine constituées, les communes, sur un rapport de Walpole, mirent en accusation les ministres tories, Oxford, Bolingbroke et Ormond. Le premier fut acquitté après avoir languì deux ans dans la Tour; les deux autres se dérobèrent par la fuite aux poursuites dirigées contre eux.

La violence des communes fut imitée au dehors par une violence égale. Les troubles devinrent de jour en jour plus fréquens, et chaque émeute ne servit qu'à augmenter la sévérité de la législation, qui alla jusqu'à suspendre le bill de l'*habeas corpus*. Le feu de la rébellion s'alluma bientôt en Écosse. Les tories de ce pays s'associèrent avec les jacobites. Le comte de Mar, rassemblant trois cents de ses vassaux dans les montagnes, proclama le Prétendant à Castletown, et prit le titre de lieutenant-gé-

« Sacheverel était un docteur qui avait prêché l'intolérance et l'obéissance passive sous la reine Anne. Ses sermons, dénoncés au parlement où les whigs étaient alors en majorité, le firent condamner; mais, quand les tories ressaisirent le pouvoir, il fut réhabilité et comblé d'honneurs.

néral de Sa Majesté (1715). Plusieurs chefs de clans jacobites se réunirent à lui, et il se vit bientôt à la tête de dix mille hommes bien armés et bien approvisionnés. Le duc d'Argyle, animé d'une haine héréditaire contre les Stuarts, s'avança contre les rebelles, à la tête des forces anglaises qui se trouvaient dans le nord de la Grande-Bretagne. Quoique ses troupes fussent de moitié inférieures à celles de l'ennemi, il le battit à Dumblaine. Les clans découragés se dispersèrent. La révolte fut encore moins heureuse en Angleterre. Le général Willis, à la tête de sept mille hommes, attaqua les insurgés qui, sous le commandement de Forster, nommé général en vertu d'une commission délivrée par le Prétendant, s'étaient emparés de Preston. Après avoir investi la place de tous côtés, le général anglais les força à se rendre à discrétion. Plusieurs chefs furent jugés par une cour martiale et passés par les armes; d'autres furent envoyés à Londres, et conduits à travers les rues, enchaînés par le bras les uns aux autres, afin d'effrayer leur parti.

Dans cette situation désespérée, le Prétendant résolut de hasarder sa personne au milieu de ses partisans. Traversant la France sous un déguisement, il s'embarqua à Dunkerque et arriva sur la côte d'Écosse. Le 5 janvier 1716, il fit son entrée solennelle à Dundee, et, deux jours après, à Scone, où il avait l'intention de se faire couronner. Toutefois cette vaine parade ne dura pas long-temps. Instruit que le duc d'Argyle allait recevoir des renforts considérables d'Angleterre, le chevalier de Saint-George réunit ses principaux partisans, et leur apprit que le défaut d'argent, d'armes et de munitions, le mettait dans la nécessité de les quitter. Il se rembarqua sur un vaisseau français, et son départ mit fin à la rébellion. Quoique l'ennemi eût disparu, la fureur des vainqueurs ne parut point diminuée par le succès. Les lois furent exécutées



dans toute leur rigueur : Les communes décrétèrent d'accusation tous les nobles qui avaient pris part à la révolte. Le comte de Derwentwater et lord Kenmuir furent condamnés à mort et exécutés. Mille malheureux prisonniers, coupables seulement de s'être laissé égarer, implorèrent la clémence du roi et furent transportés dans l'Amérique du Nord. Dans ces circonstances, les ministres, profitant de l'empressement du parlement à seconder leurs vues, et voulant s'assurer plus long-temps la majorité, firent passer, après de vifs débats, un bill qui étendait le terme de la durée de la chambre élective à sept années, et révoquait celui qui ordonnait de la renouveler tous les trois ans.

Le roi d'Espagne, Philippe V, s'étant emparé de la Sardaigne, George, qui ne voyait pas sans jalousie le développement que prenait la marine espagnole, conclut avec l'empereur, la France et la Hollande, le traité qu'on appela la *quadruple alliance*. L'amiral sir George Byng reçut l'ordre de faire voile pour Naples, alors menacée par l'armée espagnole (1718). Près du cap Faro il découvrit la flotte ennemie, forte de vingt-sept voiles. Un engagement eut lieu, dans lequel les vaisseaux espagnols furent presque tous détruits ou pris. La fortune se montra également contraire à Philippe dans une autre entreprise qu'il tenta en faveur du Prétendant. Le réfugié d'Ormond fut chargé d'opérer une descente en Écosse avec une flotte de dix vaisseaux; mais il fut assailli par une tempête, et ses bâtimens furent dispersés. Ces divers échecs engagèrent Philippe à faire la paix et à signer la *quadruple alliance* (1717).

A la même époque où l'Écossais Law plongeait la France dans la plus grande détresse, en formant une compagnie, sous le nom de Banque du Mississipi, le peuple anglais se laissait prendre à un projet entièrement semblable, désigné sous le nom de Compagnie de la mer du Sud, projet

qui fit des milliers de malheureux, et dont le contre-coup se fit long-temps sentir (1721). Cette compagnie obtint du gouvernement l'autorisation d'acquérir, par achat ou par souscription, toutes les dettes rachetables ou non rachetables de la nation. Pour attirer les actionnaires, elle répandit le bruit que la plus riche partie du Pérou allait lui être concédée. Aussitôt, chacun voulut échanger son argent contre du papier; toutes les classes et toutes les professions furent possédées de la fureur de l'agiotage, qui ne se calma que lorsqu'on reconnut que les avantages qu'on s'était promis étaient purement imaginaires. Le monarque et le parlement partagèrent l'indignation générale. Les directeurs de la compagnie furent chassés des sièges qu'ils occupaient dans les deux chambres; pour rétablir le crédit public et pour indemniser les victimes de ces spoliateurs habiles, on confisqua tous les biens et domaines qu'ils avaient acquis pendant la durée de la fièvre populaire.

Les mécontentemens occasionés par ces calamités publiques donnèrent au parti tory quelque espoir de succès. Le duc d'Orléans, régent de France, informa le roi d'une conspiration tramée contre sa personne et son gouvernement (1722). Plusieurs personnes de distinction furent arrêtées, et de ce nombre était Francis Atterbury, évêque de Rochester, qui, sans autres preuves que ses lettres interceptées et écrites en chiffres, fut privé de sa dignité et banni du royaume à perpétuité. Ce procès fut suivi de celui du chancelier Maclesfield, qui fut traduit à la barre de la chambre des pairs, comme coupable de crimes au premier chef et de malversations. Il fut condamné à une amende de trente mille livres sterling et à l'emprisonnement jusqu'à l'entier paiement de cette somme.

Le traité conclu avec l'Espagne ne tarda pas à se rompre; l'esprit de commerce était si ardent, qu'aucune res-

triction ne pouvait l'enchaîner. Une flotte fut envoyée dans l'Amérique du Sud, pour intercepter les galions espagnols; mais la plupart des matelots périrent de l'intempérie du climat et de la longueur du voyage (1726). Pour se venger de ces hostilités, les Espagnols entreprirent le siège de Gibraltar, mais sans aucun succès. Dans cette conjoncture, la France offrit sa médiation, et réussit à opérer une réconciliation entre les deux parties.

En 1727, George voulut aller visiter son électorat de Hanovre, qu'il n'avait pas vu depuis deux ans. Arrivé à Osnabruck, il fut subitement frappé de paralysie, et mourut à l'âge de soixante-huit ans, après en avoir régné treize. Son corps fut transporté à Hanovre et déposé parmi ceux de ses ancêtres.

Aussitôt après la mort de George I<sup>er</sup>, son fils George II monta sur le trône. L'administration n'éprouva que de légers changemens, et le système politique fut le même que celui du précédent règne. Le soin du gouvernement fut particulièrement confié à sir Robert Walpole, zélé partisan de la maison de Hanovre. Nommé chef de la trésorerie, cet homme d'Etat essaya d'abord de servir son pays; mais bientôt, rencontrant une forte opposition, il employa ses efforts à garder sa position plutôt qu'à la rendre honorable. En corrompant la chambre des communes, il en augmenta les richesses et le pouvoir; elles votèrent volontiers les millions qu'elles devaient partager avec le ministre.

Pendant les premières années de l'administration de Walpole, l'Europe jouit d'une paix si profonde, qu'il ne se passa aucun événement que l'histoire doive rapporter. En 1732, un plan formé par le ministre rappela l'attention publique. Il proposa une taxe (*excise*) sur le tabac. Cette proposition excita une violente fermentation dans

la chambre et au dehors. Le ministre, effrayé de ces démonstrations, retira son projet. L'opposition acquit, par cette victoire, une telle popularité, qu'elle résolut d'essayer ses forces en demandant la révocation du bill de la septennalité; mais la motion fut repoussée par la majorité. Dans un nouveau parlement (1734), on proposa un bill pour fixer à 100,000 livres sterling la maison du prince de Galles, qui se montrait le chef du parti populaire; le parti de la cour parvint encore à faire rejeter le bill, et obtint même la disgrâce du prince, autour duquel se rallièrent désormais tous les mécontents. Les Anglais, pour se venger, se servirent des seules armes qui leur restaient, la satire et le ridicule; chaque soir le ministère fut traduit sur la scène et fut exposé à la risée publique. Walpole, pour réprimer ce qu'il appelait la licence du théâtre, proposa et fit adopter, par sa majorité, un bill qui soumettait tous les ouvrages dramatiques à la censure du lord chambellan (1737).

Depuis le traité d'Utrecht, les Espagnols n'avaient cessé d'insulter et de troubler le commerce de la Grande-Bretagne dans l'Amérique du Sud. Les plaintes des marchands anglais s'élevèrent enfin assez haut pour que la chambre des communes y fit attention. Le ministère, afin de répondre au désir général, accorda d'abord des lettres de représailles contre les Espagnols. Bientôt une rupture ouverte éclata entre les deux nations. L'amiral Vernon, nommé commandant de la flotte envoyée aux Indes-Occidentales, attaqua et détruisit toutes les fortifications de Porto-Cabello (1739). Cet heureux début donna aux communes le désir de poursuivre la guerre avec toute la vigueur possible. Une escadre fut équipée et placée sous les ordres du commodore Anson (1740). L'intrépide marin doubla le cap Horn, attaqua les établissemens espagnols dans la mer du Sud, s'empara du galion d'Acapulco, et

revint en Angleterre chargé d'un riche butin, après avoir triomphé de mille dangers et avoir fait le tour du globe dans l'espace de trois ans et neuf mois. Dans le même temps, une flotte de plus de soixante-dix voiles fut envoyée, sous la conduite de sir Chaloner Ogle, pour rejoindre l'amiral Vernon à la Jamaïque. Les escadres combinées se dirigèrent sur Carthagène, dans la Nouvelle-Espagne. On s'empara promptement de cette opulente cité. Mais les pluies qui survinrent, et la division qui s'éleva entre l'amiral et le commandant des troupes de débarquement, forcèrent bientôt les Anglais à se rembarquer. Dès que le mauvais succès de cette expédition fut connu en Angleterre, des cris d'indignation s'élevèrent contre le ministre Walpole. Dans cette situation, sir Robert, voyant la chambre des communes soulevée contre lui, se détermina à céder à l'orage. Il se démit de toutes ses charges, et peu de jours après le roi le créa comte d'Oxford (1741). Lord Carteret lui succéda dans la confiance du roi.

La guerre se ralluma bientôt sur le continent par la mort de l'empereur Charles VI. Marie-Thérèse, fille de ce monarque, et descendante de tant d'illustres empereurs, se vit attaquer à la fois par la France, la Prusse et la Bavière, et perdit en peu de temps la plus grande partie de son héritage. Mais l'Angleterre, la Hollande, la Russie et le Piémont se déclarèrent en sa faveur. Stair, général expérimenté, battit les Français au village de Dettingen, en Bavière (1743). Pour faire diversion, la France résolut une descente en Angleterre. Elle appela à cet effet, de Rome où il vivait obscurément, le jeune Charles-Edouard, fils du vieux Prétendant. Les troupes destinées à cette expédition devaient s'embarquer à Dunkerque, sous le commandement du fameux comte de Saxe, fils naturel du dernier roi de Pologne. Mais l'entreprise échoua par l'apparition de sir John Norris, qui, avec une flotte supérieure, vint attaquer

la flotte française, et la força de retourner en arrière. Une tempête affreuse endommagea les transports, qui ne purent être réparés. L'année suivante (1744), les flottes combinées de France et d'Espagne prirent leur revanche en attaquant avec succès la flotte anglaise à la hauteur de Toulon.

Sur le continent, les armes anglaises n'étaient pas plus heureuses. Les Français avaient rassemblé, dans les Pays-Bas, une armée de cent vingt mille hommes, sous les ordres du comte de Saxe; au printemps de 1745, ils investirent la forte ville de Tournay. Les alliés, commandés par le duc de Cumberland, résolurent de sauver cette ville en hasardant une bataille. Ils marchèrent contre l'ennemi et l'attaquèrent au village de Fontenoy. Pendant près d'une heure, les Anglais, renversant tout ce qui leur résistait, furent victorieux; mais exposés, de trois côtés, au feu continu de l'artillerie française, ils furent obligés de faire retraite. Les alliés laissèrent douze mille hommes sur le champ de bataille, et la victoire coûta presque aussi cher aux Français, qui s'emparèrent de Tournay et conservèrent leur supériorité tout le reste de la guerre.

Ce fut en ce moment, où la fortune se montrait contraire aux Anglais, que le jeune Charles-Édouard résolut de tenter un dernier effort pour conquérir la couronne de ses ancêtres. Emportant avec lui quelque agent, des armes pour deux mille hommes, et les promesses de la France qui encourageait son ambition, il s'embarqua pour l'Écosse, accompagné du marquis de Tullibardine et de quelques autres réfugiés dévoués à sa cause. Il alla aborder sur la côte de Lochaber, à l'ouest de l'Écosse; en peu de temps il fut joint par quelques chefs des clans de montagnards (*highlanders*); et répandant des proclamations dans tout le royaume, il se vit bientôt à la tête de quinze mille hommes. Le jeune aventurier s'empara d'abord de Perth,

où son père fut proclamé roi de la Grande-Bretagne. De là, descendant des montagnes, il marcha sur Édimbourg et y entra sans résistance. Sir John Cope, avec un petit corps de troupes anglaises, voulut arrêter ses progrès; mais il fut complètement défait à Preston-Pans, à douze milles d'Édimbourg, par les montagnards. Si le Prétendant eût profité de cette victoire, s'il se fût immédiatement porté en avant, les conséquences eussent pu être fatales à l'Angleterre; mais il se laissa amuser par des promesses de secours qui ne vinrent point, et resta à Édimbourg pour s'y faire traiter en roi. Pendant ce temps, le ministère anglais fit ses préparatifs et fut bientôt en état de lui résister avec succès. Après plusieurs conférences avec ses officiers, Charles-Édouard résolut cependant de faire une irruption en Angleterre. Il y entra par l'ouest, et investit Carlisle, qui se rendit en moins de trois jours. De là il se porta sur Penrith, marchant à pied et portant le costume de highlander; il ne s'arrêta qu'à Derby, où il ne se trouvait plus qu'à cent milles de Londres; s'il avait toujours marché avec la même célérité, il se fût certainement emparé de cette capitale, où régnaient la terreur et l'inquiétude; mais il temporisa. Le roi résolut alors de se mettre en campagne. A cette nouvelle, les chefs des clans de montagnards voulurent retourner dans leur pays, où il leur était plus facile de faire la guerre. Ils battirent, à Falkirk, le général Hawley, qui était à la tête d'un corps considérable de troupes régulières (1746). Mais les succès de Charles-Édouard approchaient de leur fin. Le duc de Cumberland, rappelé de Flandre, prit le commandement des forces anglaises réunies à Édimbourg, se mit à la poursuite des insurgés, qui se retirèrent à son approche, et les atteignit dans la plaine de Culloden, à neuf milles d'Inverness. En moins de quelques heures les montagnards furent mis dans une déroute complète par la cavalerie

anglaise, et le champ de bataille fut couvert de leurs morts et de leurs blessés, au nombre de plus de trois mille. Ainsi s'évanouirent les espérances de l'infortuné Charles-Édouard. Blessé lui-même, le jeune prince, immédiatement après le combat, s'enfuit avec un Irlandais, qui partagea tous ses malheurs. Il erra pendant plusieurs mois au milieu des déserts affreux de Glengary, n'ayant d'autre abri que des cavernes et des chaumières, et poursuivi sans relâche par les troupes du vainqueur, qui avait promis une récompense de 30,000 sterling à celui qui le prendrait mort ou vif. Réduit à l'état le plus déplorable, sans linge, sans autre vêtement qu'un plaid de highlander, et la santé altérée par la faim et la fatigue, il trouva enfin le moyen de s'embarquer à bord d'un corsaire de Saint-Malo, qui fit voile pour la France et le transporta à Morlaix. Après avoir coulé sur le champ de bataille, le sang de ses partisans coula sur les échafauds. Dix-sept officiers de l'armée rebelle furent pendus, leurs entrailles arrachées et leurs membres écartelés dans la commune de Kennington, près de Londres. Neuf autres furent exécutés de la même manière à Carlisle, et onze à York. Le comte de Kilmarnock, lord Balmerino et lord Lovat furent décapités à Tower-Hill. Pour les insurgés appartenant aux classes inférieures, un très-grand nombre furent déportés dans les colonies de l'Amérique du Nord, et les autres obtinrent leur grâce. Tel fut le résultat de la dernière tentative des Stuarts pour remonter sur le trône.

Tandis que les Français obtenaient des avantages signalés dans les Pays-Bas, deux flottes, qu'ils destinaient, l'une à faire une descente dans les colonies anglaises d'Amérique, l'autre à agir dans les Indes-Orientales, furent attaquées par Anson et Warren, qui leur prirent neuf vaisseaux. Bientôt après, le commodore Fox prit plusieurs bâtimens français richement chargés et partis de Saint-



Domingue (1747). Après ces victoires et ces défaites successives, les puissances belligérantes commencèrent à voir qu'elles s'étaient affaiblies et n'avaient obtenu aucun avantage. Elles ouvrirent un congrès à Aix-la-Chapelle, et conclurent un traité de paix, qui eut pour conditions préliminaires de rendre toutes les conquêtes faites durant la guerre; il y fut stipulé que la démolition des fortifications de Dunkerque, prescrite par la paix d'Utrecht, serait enfin effectuée (1748).

Cependant la guerre ne tarda pas à se rallumer entre l'Angleterre et la France, au sujet de la Nouvelle-Écosse, contrée stérile de l'Amérique du Nord, sur laquelle les Français, qui l'avaient les premiers cultivée, faisaient valoir leurs droits. Les Indiens s'allièrent naturellement avec ceux-ci, qui sympathisaient davantage avec leur caractère, car ils étaient hardis, entreprenans et pauvres. Les colons anglais, riches et laborieux, furent attaqués sur plusieurs points. Le ministère anglais songea alors sérieusement à protéger ses colonies. Quatre expéditions à la fois furent entreprises en faveur de l'Amérique, mais sans aucun succès. L'ennemi s'empara de plusieurs forts situés sur le Niagara. Des ordres furent alors donnés pour courir sus aux vaisseaux français partout où on les trouverait; et bientôt les ports anglais furent remplis de bâtimens capturés. Après de tels actes d'hostilités, la guerre fut formellement déclarée des deux côtés (1756). La flotte française attaqua Minorque, que les Anglais avaient prise aux Espagnols sous la reine Anne, et s'en empara, à la face de l'amiral Byng, accouru en toute hâte avec dix vaisseaux pour sauver la forteresse assiégée. Le peuple anglais poussa un cri de fureur contre l'amiral. A son arrivée dans sa patrie, l'infortuné marin fut jugé à Porstmouth par une cour martiale. Déclaré coupable de n'avoir pas fait tous ses efforts pour éloigner l'ennemi, il fut condamné à

mort et exécuté. Ses amis implorèrent en vain, en sa faveur, la clémence du roi; Voltaire, en France, fit entendre pour sa défense le langage de la raison et de l'humanité.

La guerre n'étendait pas seulement ses ravages en Amérique et dans l'Inde, où les Anglais s'emparaient de Chandernagor, établissement prospère appartenant à la France; elle était encore allumée sur le continent, où le roi de Prusse venait de s'allier avec l'Angleterre contre l'Autriche, la France et la Russie. Une armée française, sous les ordres du maréchal d'Estrées, envahit le Hanovre et battit, à Hastenbeck, le duc de Cumberland. Le général anglais, cerné dans les environs de Staldes, n'eut bientôt que l'alternative de se battre ou de mourir de faim; il sollicita la médiation du Danemark, et obtint la fameuse capitulation de Closter-Seven, par laquelle son corps d'armée posa les armes. Tout le Hanovre se soumit à la France, qui dirigea ses troupes victorieuses contre le roi de Prusse (1757).

Le ministère anglais pensa alors à opérer une diversion en faveur des armées d'Allemagne. Deux escadres formidables, destinées à faire une tentative sur Cherbourg et Saint-Malo, furent équipées; mais elles échouèrent dans leur entreprise. En Amérique, la fortune se montra plus favorable à la Grande-Bretagne; le général Abercromby s'empara de Louisbourg, et le colonel Forbes força la garnison française à abandonner le fort Duquesne. L'année suivante, le général Wolf, chargé de la conquête du Canada, attaqua les Français sur les hauteurs qui commandaient Quebec. Wolf fut vainqueur, mais il perdit la vie dans le combat, ainsi que le général Montcalm son adversaire. Quebec se rendit néanmoins; et dès ce moment le Canada appartint à l'Angleterre (1760). Dans l'Inde, la Grande-Bretagne ne fut pas moins heureuse. Le général Lally, après une vigoureuse défense, se vit forcé de ren-

dre la place de Pondichéry, et le commerce de la France sur la côte de Coromandel fut anéanti. Maîtresse de la mer, la marine anglaise attaqua toutes les possessions françaises; elle s'empara successivement du fort Louis au Sénégal, de la Guadeloupe et des Antilles.

En Europe, la victoire ne se montrait pas aussi constante sous les drapeaux de l'Angleterre et de ses alliés : les campagnes de 1759 et de 1760 furent une suite incertaine de succès et de défaites; mais au moment où la guerre était dans toute sa vigueur, un événement imprévu frappa la nation anglaise. Le roi George II mourut subitement d'un épanchement sanguin au cœur (25 octobre 1760). Il était âgé de soixante-dix-sept ans et en avait régné trente-trois. Ce prince n'avait point de qualités brillantes, et, pour avoir le temps de gouverner ses domaines allemands, il abandonna l'administration de la Grande-Bretagne à ses ministres. Sous son règne, qui fut une ère remarquable de prospérité matérielle et de puissance maritime pour l'Angleterre, les chambres instituèrent la milice, réglèrent le commerce des grains, les exportations et les importations du royaume, réprimèrent la piraterie et améliorèrent le système électoral. Quoique George II n'encourageât pas les lettres parce qu'il était lui-même doué de peu d'instruction, son époque vit cependant fleurir les poètes Pope, Young, Thompson et Gray, les romanciers Fielding et Richardson, et les historiens Hume et Robertson.

## CHAPITRE XX.

Règne de George III. — Lord Chatham. — Émancipation des colonies anglaises de l'Amérique du Nord. — Fox. — William Pitt. — Réunion parlementaire de l'Irlande à l'Angleterre. — Tippou-Saëb. — Lutte entre l'Angleterre et Napoléon. — Régence du prince de Galles. — Sainte-Alliance.

1760 — 1820.

George III, petit-fils de George II et fils de Frédéric, prince de Galles, et d'Augusta, princesse de Saxe-Gotha, n'était âgé que de vingt-deux ans quand il fut appelé à prendre le sceptre de la Grande-Bretagne. Doué d'un caractère aimable et des manières les plus franches, il devint bientôt populaire, et lorsque, dans son premier discours au parlement, il eut dit qu'il se glorifiait d'être Breton, on conçut de son règne les plus hautes espérances. L'ame de l'administration, à cette époque, était William Pitt, depuis comte de Chatham, qui avait l'office de secrétaire de la guerre. Malgré les nouveaux sacrifices qu'il fallait demander à la nation, le ministre résolut de poursuivre avec vigueur la guerre continentale dont il avait été le plus ardent promoteur sous le règne précédent. La France, qui avait besoin de repos pour recréer sa marine et ses armées, proposa la paix, et des négociations furent ouvertes (1761). Pitt apprit que le duc de Choiseul, principal ministre de Louis XV, concluait en même temps avec l'Espagne le traité connu sous le nom de *Pacte de famille*. Il eut assez d'influence dans le conseil pour faire rejeter les demandes de la France; mais lorsqu'il proposa de déclarer la guerre à l'Espagne, pour humilier, disait-il, toute la maison de Bourbon, dont la puissance combinée pouvait devenir la cause de la ruine de l'Angleterre, il rencontra une telle opposition dans ses

collègues, qu'il fut obligé de se démettre de son office. Le comte d'Egremont, opposé à la rupture avec l'Espagne, lui succéda; mais, avant la fin de l'année, le nouveau ministère se trouva dans la nécessité d'adopter l'opinion qu'il avait combattue. Le roi Charles III ayant refusé avec hauteur de faire connaître les dispositions du traité qui le liait avec la France, la guerre lui fut déclarée. Cette lutte, qui ne fut qu'une suite de revers pour l'Espagne, ne dura toutefois qu'une année (1762). Victorieuse sur terre et sur mer, l'Angleterre n'avait plus qu'une seule chose à obtenir : c'était de terminer heureusement la guerre d'Allemagne et de jouir enfin de ses conquêtes. Les puissances, ses rivales, se montrèrent bientôt favorables à son vœu. Les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et de la France, se réunirent à Paris où les préliminaires de la paix furent signés. Par ce traité, la France perdit l'Acadie, le Canada, la Dominique, Tabago et le Sénégal; mais elle recouvra la Guadeloupe, la Martinique et ses possessions dans l'Inde. L'Angleterre se fit encore céder Minorque, les Florides et Pensacola. Cette paix, qui fut suivie d'un traité entre le roi de Prusse et Marie-Thérèse, procura à la Grande-Bretagne un tel accroissement de puissance commerciale, qu'elle put dès-lors être justement appelée la reine des mers.

Tant que le peuple anglais avait été ébloui par une suite de brillantes victoires, il avait satisfait, sans se plaindre, à toutes les exigences ministérielles; mais lorsqu'il lui fallut supporter le poids des taxes sans être indemnisé par la gloire, il manifesta son mécontentement par des murmures. Dans la chambre des communes, l'opposition, dont sir William Pitt s'était fait le chef, sut habilement profiter de cette disposition des esprits, et blâma toutes les mesures financières proposées par les ministres pour éteindre les dettes occasionées par la guerre. Dans ces conjonctures, lord Bute,

qui remplissait les fonctions de premier lord de la trésorerie, donna sa démission et fut remplacé par sir George Grenville. A peine le nouveau ministre était-il à la tête de l'administration, qu'il se trouva engagé dans une affaire qui excita l'attention générale. John Wilkes, Esq., membre du parlement pour Aylesbury, avait attaqué insolemment, dans un numéro du *Breton du Nord* dont il était le rédacteur, le roi et ses ministres (1763). Dans le but de réprimer la licence de cette feuille, un *warrant* général ordonna l'arrestation de Wilkes et la saisie de ses papiers. Enfermé dans la Tour, il fut bientôt relâché à cause de son privilège de membre du parlement : une poursuite fut néanmoins commencée contre lui. Le numéro inculpé, déféré à la chambre des communes, fut déclaré libelle séditieux, et condamné à être brûlé par l'exécuteur public. La populace de Londres empêcha les sheriffs d'exécuter la sentence. Une émeute s'en suivit, et Wilkes fut regardé comme l'apôtre de la liberté. Sa cause ne fut pas seulement embrassée par la populace ; le conseil commun de la Cité blâma les sheriffs d'avoir voulu exécuter l'ordre du parlement. Wilkes intenta une action légale contre le sous-secrétaire d'État pour avoir saisi ses papiers. La cause fut plaidée devant lord Pratt, chef de la justice, et devant un jury spécial. Il obtint un verdict en sa faveur, avec 10,000 livres sterling de dommages et intérêts, et lord Pratt, dans son discours, protesta hautement contre la légalité des *general warrants* (ordres généraux d'arrestation). Dans la session suivante (1764), le parlement s'occupa de nouveau de cette malheureuse affaire. Wilkes n'ayant pu comparaître, parce qu'il s'était retiré en France à la suite d'un duel qu'il avait eu avec un ex-ministre, les communes maintinrent leur première déclaration relativement au numéro du *Breton du Nord*. En conséquence, Wilkes fut chassé de la chambre et renvoyé devant la cour.

du Banc du Roi, sous la double accusation de libelle et de blasphème. Déclaré coupable sur ces deux chefs, pour avoir publié le *Breton du Nord* et l'*Essai sur la femme*, ouvrage dans lequel il avait outragé la religion et la décence, il fut condamné par contumace <sup>1</sup>.

Cependant il devenait urgent pour le ministère de réparer le désordre des finances. Afin de diminuer les charges de la métropole, lord Grenville résolut d'en faire peser une partie sur les colonies de l'Amérique. Il fit, en conséquence, passer un bill qui établissait l'impôt du timbre dans ces provinces lointaines (1765). Aussitôt que cette mesure y fut connue, un système d'opposition s'organisa partout. De nombreuses publications sortirent de la presse pour enflammer l'esprit public et exciter à la résistance. A Boston, les agens anglais virent leurs maisons brûlées et leurs propriétés détruites. Des assemblées provinciales se formèrent et envoyèrent chacune un député à New-York, afin d'aviser en commun sur les mesures à prendre. Ce congrès, qu'on peut regarder comme

1 En 1768, Wilkes qui était presque tombé dans l'oubli, à cause de sa résidence sur le continent, revint en Angleterre et s'offrit comme candidat aux électeurs de Middlesex, qui le renvoyèrent à la chambre des communes. Après son élection, il se présenta au Banc du Roi pour purger sa contumace; il fut condamné à un emprisonnement de deux ans et à une amende de 1,000 livressterling. Lorsque la session s'ouvrit, la populace s'assembla en tumulte et résolut de le porter en triomphe au parlement; mais les soldats reçurent ordre de faire feu sur l'attroupement, et un homme fut tué. Wilkes s'indigna de cette violence dans un pamphlet qui lui valut une nouvelle exclusion. Loin de se décourager, les électeurs réélurent encore deux fois leur candidat; mais le ministère ne montra pas moins de persévérance, en faisant prononcer son exclusion une troisième et une quatrième fois.

la base de la confédération américaine, déclara que les colonies se passeraient de timbre, et que les marchandises anglaises ne seraient plus admises dans les ports américains. La cessation des relations commerciales entre les deux contrées força le ministère à révoquer l'acte du timbre (1766).

En 1767, William Pitt, qui était animé des meilleures dispositions en faveur des colonies, rentra au ministère comme lord du sceau privé. Sir Charles Townsend, chancelier de l'échiquier, toujours préoccupé de l'idée de secourir le trésor, profita d'une indisposition de son collègue, pour faire passer un bill qui établissait un impôt sur le thé en Amérique. Pitt, voyant son influence tout-à-fait perdue, rentra dans la vie privée, et lord North, qui succéda à Grafton, comme lord de la trésorerie, commença dès-lors sa longue et despotique carrière de premier ministre (1770). C'est à cette époque que furent écrites les fameuses lettres du pseudonyme Junius, qui excitèrent si fortement l'attention publique. Ces lettres ingénieuses, devenues un ouvrage classique en Angleterre, attaquaient avec une grande liberté tous les vices du gouvernement, et contenaient l'exposé de tous les principes constitutionnels qui ont prévalu depuis.

Le bill qui établissait l'impôt du thé en Amérique y fut accueilli comme l'acte du timbre. Le peuple prit la patriotique résolution de s'abstenir de cette boisson dont l'usage était pourtant universel. En 1773, l'arrivée dans le port de Boston de trois vaisseaux chargés de thé, que la compagnie des Indes-Orientales avait eu la permission d'exporter libre de droits, augmenta la fermentation à un tel point, que, sur le refus des capitaines de remporter leurs cargaisons, une troupe armée se précipita sur les vaisseaux, saisit les caisses et jeta ce qu'elles contenaient à la mer. Pour châtier la conduite insurrectionnelle des habi-



tans de Boston, le parlement, sur la demande de lord North, ordonna la fermeture du port, retira la charte de la province, et remit la couronne en possession de ses anciens droits, malgré la vive opposition du jeune Charles James Fox, qui apparut pour la première fois, dans cette occasion importante, à la tête de la phalange anti-ministérielle, et devint dès-lors l'antagoniste déclaré de la cour. L'attaque dirigée contre la province de Massachussets, dont Boston était la capitale, fut regardée comme générale. Un nouveau congrès fut convoqué à Philadelphie (septembre 1774). Cinquante-un représentans des treize provinces se rendirent à cette assemblée mémorable, qui publia en se séparant une déclaration de droits, dans laquelle l'autorité du roi était encore reconnue. Un descendant du célèbre Guillaume Penn et le sage Benjamin Franklin vinrent en Angleterre, pour présenter à George III une pétition qui demandait paix, liberté et sûreté. En vain, dans la chambre des lords, lord Chatham prêta-t-il à cette pétition le secours de son éloquence et de sa raison. Les deux délégués furent congédiés comme les envoyés d'un peuple révolté. Tout lien entre la métropole et les colonies se trouva alors rompu. La province de Massachussets, dont l'existence était menacée, institua un corps de milice et des compagnies prêtes à marcher au premier signal, qu'on appela *hommes à la minute*. On avait établi à Concord un magasin d'armes et de munitions; le général Gage, qui commandait à Boston, envoya un corps de mille hommes pour le détruire (1775). Les Anglais y réussirent; mais, à leur retour, ils furent attaqués, près de Lexington, par les hommes à la minute, et ils auraient tous péri, sans l'arrivée d'un renfort nombreux. Trois cents d'entre eux restèrent sur la place, et ce combat fut le signal de la guerre. Bientôt une armée de trente mille hommes entreprit le blocus de Boston, tandis que d'autres

corps de volontaires s'emparèrent de Crown-Point et de Ticonderago. L'arrivée à Boston des généraux anglais Howe, Burgoyne et Clinton, avec un renfort de troupes, permit au général Gage d'étendre ses opérations. Après deux attaques meurtrières, il parvint à déloger les milices américaines de la position de Bunker's-Hill, dominant la ville, sur laquelle elles s'étaient retranchées. Ce succès lui coûta plus de seize cents hommes et dix-huit officiers. Le blocus n'en continua pas moins; mais il fallait imprimer à ces milices une direction uniforme et leur donner un chef. Le choix du congrès réuni à Philadelphie, et qui avait pris le titre de *Représentans de l'Amérique du Nord*, tomba sur George Washington, de la Virginie, qui avait combattu avec distinction contre les Français dans le Canada. Washington, animé du patriotisme le plus désintéressé, n'hésita point à se charger de l'immense responsabilité qu'on lui offrait; il vint se mettre à la tête des troupes qui assiégeaient Boston, et força bientôt les Anglais à évacuer cette place (1776).

Le congrès de Philadelphie résolut alors de proclamer l'indépendance de l'Amérique septentrionale, et chargea une commission de rédiger une déclaration. Ce comité, composé de Jefferson, John Adams, Franklin, Sherman et Livingston, présenta son travail, et, le 4 juillet 1776, le congrès adopta à l'unanimité le célèbre manifeste qui constituait en nation et en république les treize colonies anglaises, sous le nom de République des États-Unis d'Amérique.

Aussitôt après cette déclaration, qui produisit un enthousiasme universel, les Anglais firent une tentative infructueuse sur Charlestown, d'où ils furent repoussés avec une perte considérable; mais un corps de vingt mille Hanovriens et Hessois étant arrivé d'Angleterre, le général Howe reprit l'offensive et entra bientôt dans New-York,

tandis que le général Clinton s'empara de Rhode-Island. Dans la campagne suivante, les indépendans furent battus par le général Howe à Brandywine, et les Anglais entrèrent en triomphe à Philadelphie. La cause de la nouvelle république paraissait perdue, lorsque l'Anglais Burgoyne, parti de Quebec avec une armée de dix mille hommes, fut enveloppé par le général Gates à Saratoga, et forcé de mettre bas les armes. Ce succès releva le courage des Américains et permit à l'armée du nord de se joindre à celle de Washington.

Cependant la France, à la suite d'une négociation habilement conduite par le docteur Franklin, se déclara pour la république naissante, et conclut avec elle un traité d'alliance (1778). Ce fut alors que le jeune Lafayette, suivi de plusieurs autres officiers de distinction, vint offrir aux indépendans son épée, sa fortune et sa vie. Dès que le traité entre la France et les Etats-Unis fut connu en Angleterre, tous les esprits, même ceux qui blâmaient la guerre d'Amérique, se rapprochèrent. Lord Chatham lui-même, atteint d'une maladie mortelle, surmonta sa douleur pour se faire porter à la chambre des lords, et pour déclarer que tant qu'il lui resterait un souffle de vie, il ne souffrirait pas que sa patrie fût humiliée par la maison de Bourbon <sup>1</sup>. La guerre fut donc déclarée à la France. Les hostilités entre les deux nations commencèrent par la bataille navale d'Ouessant, où, après un combat meurtrier, les deux escadres furent obligées de rentrer dans leurs ports respectifs. Les Anglais s'emparèrent ensuite de Pondichéry et de Sainte-Lucie, et les Français de Saint-Vincent et de Grenade (1779). Bientôt l'Espagne reconnut aussi l'indépendance des Etats-Unis, et ses vaisseaux, réunis à

<sup>1</sup> Lord Chatham mourut peu de jours après cette séance mémorable, et fut enterré à Westminster aux frais de l'Etat.

ceux de la France, bloquèrent Gibraltar et menacèrent l'Angleterre d'une invasion. L'amiral sir George Rodney attaqua et défit la flotte espagnole à la hauteur du cap Saint-Vincent; après avoir ravitaillé Gibraltar, il se dirigea vers les Indes-Occidentales, où il livra trois combats à l'amiral français; mais ces engagements n'amenèrent aucun résultat.

Suspendons un instant le récit des luttes sanglantes enfantées par l'ambition et l'animosité politique, pour constater les progrès des découvertes maritimes pendant les vingt premières années du règne de George III. La mort du capitaine Cook, le plus populaire des navigateurs après Colomb, dont la nouvelle parvint à cette époque en Angleterre, nous amène naturellement à cette esquisse rapide. En 1764, le commodore Byron, chargé d'un voyage de circumnavigation, et spécialement de reconnaître le détroit de Magellan, rectifia, par ses observations, les erreurs des premières cartes, et découvrit plusieurs îles dans l'Océan-Pacifique. Peu de temps après, le capitaine Wallis immortalisa son nom en découvrant, dans la mer du Sud, la riante et fertile Taïti, qu'il appela Ile du Roi-George<sup>1</sup>. Carteret traversa aussi l'Océan-Pacifique et accomplit un voyage de découvertes. Chacun de ces navigateurs fit faire de grands pas à la science géographique. Mais au célèbre James Cook était réservée la gloire d'achever l'exploration de la cinquième partie du monde : ses travaux furent immenses, et leurs résultats du plus haut intérêt scientifique. Dans son premier voyage, en 1770, il

<sup>1</sup> Quoique notre cadre nous prescrive de ne mentionner ici que les grands navigateurs de l'Angleterre, nous ne pouvons omettre de rapporter que notre immortel Bougainville visita Taïti peu de temps après Wallis, et qu'il fut le premier Français qui, en faisant le tour du monde, ait enrichi la science d'importantes découvertes.

découvrit les îles de la Société, fit connaître la Nouvelle-Zélande sous son véritable aspect, et visita avec soin la plus grande partie des côtes orientales de la Nouvelle-Hollande. Son second voyage, entrepris pour vérifier l'existence des prétendues terres australes, résolut à peu près cette grande question controversée depuis deux siècles. Dans cette mémorable expédition (1773), Cook fit la reconnaissance de plusieurs parties de la Nouvelle-Zélande et de l'archipel du Saint-Esprit de Quiros; il revit avec soin les îles de la Société et des Amis, et découvrit la Nouvelle-Calédonie. Enfin, en 1776, le grand navigateur entreprit son troisième et dernier voyage, dans le but de savoir s'il se trouvait dans le nord de l'Amérique une communication entre les deux Océans. Sans les glaces qui l'arrêtèrent à 74° 44' de latitude, et qui l'empêchèrent de s'ouvrir une route vers le nord, il eût exploré la mer polaire, et déterminé le mouvement de la côte septentrionale du Nouveau-Monde. Dans ce voyage, il reprit l'exploration de la Nouvelle-Zélande, des îles de la Société et des Amis; il fit mieux connaître la partie méridionale de la presqu'île d'Alaska et celle des îles Aléoutiennes. Il découvrit la partie occidentale de l'archipel Hawaii (îles Sandwich). Mais ce fut précisément sur une de ces îles, dont il se plaisait à vanter la beauté dans son journal, qu'il reçut la mort de ces mêmes naturels qui le regardaient comme un dieu. Le monde entier pleura sa fin tragique.

Dans la campagne de 1779, les indépendans américains avaient éprouvé une suite de revers qui commençaient à répandre le découragement parmi les soldats, lorsque le général Rochambeau leur amena le secours de six mille Français. Washington put alors reprendre l'offensivé. En même temps, un nouvel ennemi s'associait à la ligue contre l'Angleterre : c'était la Hollande, qui depuis long-temps fournissait aux Américains des armes et des

munition<sup>s</sup>. La guerre recommença donc avec vigueur dans les colonies du Sud. L'anglais Cornwallis, forcé de rétrograder, se jeta dans la Virginie et se fortifia à York-Town. Washington, Rochambeau et Lafayette, se dirigèrent rapidement sur ses traces, et, après une marche de trois cents lieues, ils investirent York-Town. Cornwallis se vit bientôt forcé de capituler; son corps d'armée mit bas les armes (1781).

Tout espoir de recouvrer l'Amérique fut dès-lors perdu pour l'Angleterre. Lord North, ce partisan opiniâtre de la guerre, donna sa démission, et le ministère fut entièrement reconstitué. Le marquis de Rockingham, le comte de Shelburne, et le jeune Charles Fox, qui joignait de vastes vues philanthropiques à une ambition sans bornes, furent les principaux membres du nouveau cabinet. La paix étant généralement désirée, lord Grenville fut envoyé à Paris, muni de pleins pouvoirs pour traiter avec la France et l'Amérique. Malgré ces négociations, les hostilités continuèrent. Les Français s'emparèrent de Saint-Christophe et de Montserrat dans l'Amérique anglaise; les îles de Bahama se rendirent aux Espagnols, et la Jamaïque fut menacée par la flotte franco-espagnole, portant à bord vingt mille hommes de débarquement. Dans cette circonstance, le brave amiral Rodney soutint dignement l'honneur des armes anglaises; il battit complètement, près de la Dominique, les Français commandés par le comte de Grasse qui fut lui-même fait prisonnier. Rodney retourna en Angleterre, où il reçut les remerciemens des chambres et fut élevé à la pairie (1782). Pendant ce temps, l'amiral Howe et l'intrépide général Elliot forçaient les Français et les Espagnols à abandonner le blocus de Gibraltar, en incendiant les batteries flottantes de l'ingénieur d'Arçon. Les Français étaient plus heureux dans l'Inde; le bailli de Suffren remporta plusieurs avantages sur la

flotte anglaise, et, secondé par le sultan Tippou-Saëb, il s'empara de plusieurs villes importantes.

Cependant Fox, rentré au ministère après une courte absence, reprit son projet favori, l'œuvre de la paix générale. Les négociations ouvertes à Paris arrivèrent à leur fin. Le 3 septembre 1783, un traité fut signé entre toutes les puissances belligérantes. L'indépendance des Etats-Unis fut reconnue; l'Espagne se fit rendre Minorque et les Florides; la Hollande céda à la Grande-Bretagne Negapatnam dans l'Inde. Quant à la France, ses succès lui valurent moins d'avantages qu'à ses alliés : Gorée et quelques-uns de ses établissemens dans l'Inde lui furent seulement rendus. Tel fut le résultat d'une guerre qui avait duré sept ans, coûté à l'Angleterre plus de quarante mille soldats, et augmenté sa dette publique de 150,000 livres sterling.

Après la conclusion de la paix américaine, le gouvernement anglais s'occupa de faire cesser les graves abus qu'on reprochait à la Compagnie des Indes dans la gestion de ses affaires. Déjà précédemment Fox avait présenté un bill à ce sujet; mais sa complication l'avait fait rejeter. En 1784, William Pitt, fils du grand Chatham, fut nommé premier lord de la trésorerie et chancelier de l'échiquier, quoiqu'il fût à peine âgé de vingt-quatre ans. Ce grand homme d'État, héritier des vues élevées de son père, après avoir échoué dans une tentative de réforme électorale, fit adopter trois bills qui soumettaient enfin les opérations de la Compagnie au contrôle du gouvernement. Sur une motion de Burke, la chambre des communes ordonna une enquête sur la conduite de lord Hastings, gouverneur général du Bengale. De cette enquête résulta une mise en accusation devant la chambre des lords. Le procès de Hastings, commencé en 1788, dura sept ans, et ce fut seulement en 1795 que l'accusé fut déclaré non coupable sur tous les points.

Dans la session de 1786, Pitt réussit encore à faire adopter un plan d'amortissement annuel de la dette publique. L'année suivante fut signalée par une intervention en Hollande. Le parti populaire de ce pays, secrètement favorisé par le cabinet de Versailles, se souleva contre l'autorité de la maison d'Orange, et s'empara même de la femme du stathouder, nièce du grand Frédéric. Vingt mille Prussiens, réunis à un corps d'Anglais, envahirent la Hollande et battirent les mécontents. Plusieurs républicains furent proscrits, et le stathoudérat fut rétabli.

Ce fut à cette époque que George III ressentit les premiers accès de cette maladie mentale qui affligea le reste de ses jours. Cet événement répandit la plus grande agitation parmi le peuple, et lorsqu'il fut question de pourvoir à la régence du royaume, les plus violents débats éclatèrent dans les deux chambres. Fox voulait qu'elle fût confiée au prince de Galles qui venait précisément de réformer sa conduite dissipée. Pitt, au contraire, soutenait qu'au parlement seul appartenait le droit de pourvoir à la vacance du trône. L'opinion de Fox l'emporta; mais avant que l'acte de régence fût voté, le roi recouvra la santé (1789).

L'Angleterre qui, depuis la guerre d'Amérique, jouissait d'une paix profonde, eut alors une lutte sanglante à soutenir dans l'Inde. En 1791, le fameux Tippou-Saëb, prince de Mysore, s'empara des États du rajah de Travankore, allié de l'Angleterre. Pendant deux ans il se défendit vaillamment contre les Anglais; mais lorsque lord Cornwallis eut pris le commandement de l'armée, il fut obligé de se soumettre, céda la moitié de ses États, et remit ses deux fils entre les mains du général anglais, comme garantie de sa bonne foi à exécuter le traité (1791).

La révolution française de 1789 eut d'abord un grand retentissement en Angleterre, où les feuilles publiques



exaltèrent pendant long-temps le courage du peuple français. L'opposition parlementaire embrassa avec chaleur la défense de ce grand mouvement national. Mais lorsqu'après la mort de l'infortuné Louis XVI, la France s'abandonna aux excès sanglans de la Terreur et proclama des maximes subversives de tout gouvernement monarchique, le ministère anglais s'effraya. Pitt fit fermer les sociétés populaires de Londres et des autres villes qui parodiaient les clubs des Jacobins français, et demanda la suspension de l'*habeas corpus*. Burke, dans un livre qui ne se fait pas toujours remarquer par la modération, prit la défense de la royauté. Thomas Payne, qui composa les *Droits de l'homme* pour le réfuter, fut traduit devant la cour du Banc du Roi, et condamné. Bientôt l'ambassadeur français, Chauvelin, reçut l'ordre de quitter la Grande-Bretagne. La Convention, regardant le renvoi de son chargé d'affaires comme un acte d'hostilité, déclara la guerre à George III et au stathouder, qui accédèrent aussitôt à la fameuse coalition de Pilnitz.

Une armée anglaise, commandée par le duc d'York, frère du roi, se réunit aux troupes de la Prusse et de l'Autriche dans les Pays-Bas. Les alliés s'emparèrent de Condé et de Valenciennes; mais le duc d'York échoua dans une tentative faite sur Dunkerque.

Les violences des Jacobins poussèrent bientôt plusieurs provinces de la France à l'insurrection. Les habitans de Toulon livrèrent leur ville et leur port à l'amiral Hood qui croisait dans la Méditerranée; cette place toutefois ne resta pas long-temps au pouvoir des étrangers; les volontaires républicains la reprirent avec intrépidité, et forcèrent les Anglais à se rembarquer après avoir incendié neuf vaisseaux de ligne français. En 1794, les armées coalisées essayèrent plusieurs échecs; le général Jourdan les battit complètement à Fleurus. Sur mer, les armes anglaises

maintenaient leur supériorité. Howe détruisit entièrement la flotte française sous les ordres de l'amiral Villaret-Joyeuse, partie de Brest pour escorter un convoi considérable. Ce fut dans ce combat que le vaisseau *le Vengeur* donna un admirable exemple de courage en se faisant sauter aux cris de *vive la République!* plutôt que d'amener pavillon. La plupart des colonies françaises dans l'Inde et en Amérique furent envahies; l'île de Corse se soumit aux Anglais, mais en 1796 elle rentra sous la domination de la France.

Sur le continent, le général Pichegru, profitant d'un hiver rigoureux (1795), traversa la Meuse sur la glace, et contraignit les Anglais à se rembarquer. Les Hollandais, dont la majorité ne supportait qu'avec peine le joug du stathouder, reçurent les Français comme des libérateurs et des frères et s'unirent à eux contre l'Angleterre. L'Espagne traita aussi avec la République, et la Prusse, retirée de la coalition, resta neutre. Mais Pitt était trop acharné dans sa haine contre la France et disposait de trop de ressources pour songer à la paix. La guerre civile, allumée dans la Vendée par les royalistes, s'était étendue jusqu'en Bretagne. Le gouvernement anglais prit à sa solde les régimens émigrés du prince de Condé, réunit en corps les gentils-hommes français réfugiés, et les embarqua sur une escadre portant quatre-vingt mille fusils, des canons et des munitions. Le débarquement eut lieu dans la baie de Quiberon. Les émigrés s'emparèrent d'abord du fort Penthièvre; mais l'intrépide général Hoche, accouru à marches forcées, triompha bientôt de leur courage. Il les attaqua avec tant d'impétuosité qu'en un instant leur déroute fut complète. Le plus grand nombre fut pris, et la capitulation consentie par le général républicain ne put les sauver du supplice décrété par la terrible Convention.

L'issue malheureuse de cette expédition rendit le mi-

ministère tout-à-fait impopulaire. Pitt, pressé par la volonté de la nation et par l'opposition parlementaire, à la tête de laquelle se trouvait Sheridan, se décida enfin à ouvrir des négociations pour la paix. Lord Malmesbury fut envoyé à Paris (1796). Ce diplomate avait ordre de ne consentir à la paix qu'à condition que les Pays-Bas seraient restitués à l'Autriche. Le Directoire étant peu disposé à abandonner une possession que la France regardait comme la principale de ses conquêtes, les conférences furent bientôt rompues. La guerre se continua. L'Espagne, alliée à la France, équipa une flotte de vingt-cinq vaisseaux; sir John Jervis attaqua les vaisseaux espagnols à la hauteur du cap Saint-Vincent, en prit quatre, et força les autres à se réfugier dans le port de Cadix (1797). La Hollande, autre alliée de la république française, essuya aussi de grandes pertes; elle se vit enlever le Cap de Bonne-Espérance et une partie de ses possessions dans l'archipel indien.

Malgré ses victoires, l'Angleterre était loin de jouir du calme intérieur. L'accroissement de la dette publique avait jeté l'alarme dans la nation. Une insurrection dans la marine vint encore aggraver la situation. Les équipages de la flotte de la Manche résolurent de cesser tout service jusqu'à ce que le ministère eût fait droit à leurs réclamations, l'augmentation de leur paie et l'abolition de *la presse* (recrutement des matelots). Pitt leur donna satisfaction sur le premier point; mais il fut inexorable sur le second. Un nommé Richard Parker, principal auteur de la révolte et créé amiral par ses camarades, fut arrêté et pendu à Londres. Cet acte de sévérité fit cesser l'insurrection.

L'Irlande à cette époque devint une source de nouveaux embarras pour le ministère. Depuis long-temps la fermentation était grande dans cette contrée où les catholiques ne supportaient qu'impatiemment l'état d'oppression dans lequel ils vivaient. A l'instigation de la république

française, plusieurs comtés se soulevèrent (1798). Les insurgés, réunis à un corps de troupes françaises débarqué sur leurs côtes, obtinrent d'abord de légers avantages; mais il leur fut impossible de tenir contre les nombreux renforts qu'amena avec lui lord Cornwallis, investi de la vice-royauté de leur île; ils furent obligés de mettre bas les armes, ainsi que leurs auxiliaires. Ce fut à la suite de la victoire de Cornwallis que Pitt résolut d'accomplir ce qu'il avait déjà tenté, d'unir le parlement de l'Irlande à celui de l'Angleterre. Cette mesure, qui enlevait au pays sa dernière liberté, fut énergiquement combattue par plusieurs membres du parlement de Dublin. Mais l'or et les promesses gagnèrent la majorité, et l'œuvre de la réunion législative des trois royaumes se trouva enfin achevée (1799).

Cependant le Directoire avait décrété la fameuse expédition d'Égypte. Le général Bonaparte, qui venait de forcer l'Autriche à signer la paix à Campo-Formio, avait été choisi pour diriger cette entreprise lointaine, et s'était embarqué à Toulon avec trente mille vétérans de l'armée d'Italie. A peine les soldats républicains eurent-ils mis le pied sur la terre égyptienne, que l'amiral Nelson attaqua la flotte française embossée dans la rade d'Aboukir. Après une lutte horrible où l'on se battit à portée de pistolet, et où l'amiral Brueys perdit la vie, onze vaisseaux et deux frégates ennemis restèrent au pouvoir des Anglais. Le brave Nelson, que le roi d'Angleterre créa baron du Nil pour prix de sa victoire, vint ensuite bloquer Malte dont Bonaparte s'était emparé dans sa traversée de France en Égypte. La ville capitula et la garnison fut transportée dans sa patrie. La république française prit sa revanche des succès des armes anglaises dans la Méditerranée sur une armée anglo-russe débarquée en Hollande. Le général Brune battit complètement le duc d'York à Berghen et le força à mettre bas les armes (1799). Pendant ce temps, Tippou-Saïb dans l'Inde,

cédant aux instigations du général Bonaparte qui, maître de presque toute l'Égypte, était venu mettre le siège devant Saint-Jean d'Acre, avait repris les armes contre la Grande Bretagne. Le général Harris, parti de Madras avec vingt mille hommes, pénétra dans les États du sultan et marcha sur Seringapatnam sa capitale. Dans un assaut terrible, où l'artillerie anglaise incendia le palais impérial, l'infortuné prince tomba glorieusement percé de coups. Sa mort termina la guerre, et le Mysore fut partagé entre la Compagnie des Indes et ses alliés.

Après tant de combats, la France et l'Angleterre sentirent le besoin de la paix. Les deux peuples étaient las de sacrifices. L'inflexible Pitt, dont l'orgueil ne pouvait se courber devant une nécessité qu'il reconnaissait lui-même, donna sa démission. Sa retraite amena une révolution dans le cabinet, et par suite dans la politique. Addington, qui lui succéda, se rangea du côté des partisans de la paix. Alors fut conclu le célèbre traité d'Amiens (mars 1802), par lequel l'Angleterre restituait à la France et à ses alliés toutes les conquêtes qu'elle avait faites pendant la guerre, à l'exception de l'île espagnole de la Trinité et de l'établissement hollandais à Ceylan. L'Égypte rentrait sous la suzeraineté du Grand-Seigneur; Malte était rendue à ses chevaliers; les Français évacuaient les États de l'Église et le royaume de Naples.

Toutefois, cette paix ne fut guère qu'une suspension d'armes. Bonaparte, dévoré d'une ambition gigantesque, s'était fait nommer premier consul à vie, et ne songeait qu'à étendre la puissance française. La réunion du Piémont à la république et l'atteinte portée à l'indépendance de la Suisse qui venait d'être envahie par une armée française sous le prétexte de rétablir la concorde entre les cantons, provoquèrent les réclamations de la Grande-Bretagne. Bonaparte reçut mal les remontrances de l'ambassadeur Wintworth.

L'Angleterre ne pouvant rester immobile spectatrice des envahissemens de sa rivale, mit l'embargo sur tous les vaisseaux portant pavillon français qui se trouvaient dans ses ports (1803). La France répondit à cette mesure en déclarant prisonniers tous les Anglais qui résidaient sur son territoire. En même temps, Bonaparte, réunissant une armée de cent cinquante mille hommes sur les côtes de la Manche, menaça l'Angleterre d'une invasion. La guerre étant ainsi imminente, Addington n'était pas le ministre qui convenait pour la soutenir avec énergie. Pitt fut rappelé (1804). Cet ennemi implacable de la France, après avoir augmenté les forces britanniques, soudoya avec l'or de son pays la ligue des puissances du nord de l'Europe contre Bonaparte, devenu empereur des Français sous le titre de Napoléon I<sup>er</sup>. L'Espagne ayant vainement demandé une satisfaction pour la perte de plusieurs de ses vaisseaux chargés de richesses, que le capitaine Moore avait saisis à leur retour de Rio de la Plata, déclara la guerre à la Grande-Bretagne. Les flottes combinées de France et d'Espagne furent attaquées à la hauteur du cap Trafalgar par l'amiral Nelson, et les Anglais remportèrent une victoire décisive qui anéantit les restes de la marine française (octobre 1805). Nelson paya de sa vie le triomphe qu'il procura à sa patrie; l'amiral espagnol Gravina fut aussi blessé mortellement.

Napoléon avait rassemblé une armée immense à Boulogne, toujours dans le but d'opérer une descente en Angleterre; mais au moment d'effectuer ce grand projet, il apprit la marche des Russes et des Autrichiens contre la France. Il courut aussitôt en Allemagne, et après avoir défait les empereurs d'Autriche et de Russie à Austerlitz (décembre 1805), il les força à demander la paix et à le reconnaître comme empereur. Pitt ressentit un tel chagrin de la rupture de cette coalition qui était son ouvrage, qu'il

tomba malade et mourut peu de temps après (janvier 1806), à l'âge de quarante-sept ans. Sa haute probité, la solidité de son jugement, ses vastes connaissances en finances, et surtout son admirable éloquence, en ont fait un des plus grands hommes d'État de l'Angleterre.

La mort de Pitt ouvrit l'entrée des affaires à un ministère de l'opposition; il se composa de lord Eskine, du comte Fitz-Williams, de lord Grenville, de lord Howik, et de l'illustre Fox, qui, à peine installé, fit adopter par les deux chambres un bill qui immortalisera à jamais son nom, le bill prononçant l'abolition de la traite des nègres; mais ce grand ami de l'humanité, ce Mirabeau de l'Angleterre devait bientôt cesser de faire entendre ses généreux accens; atteint d'une maladie de langueur, il expira à l'âge de cinquante-huit ans (septembre 1806). Sa mort occasiona un deuil public.

La Prusse était alors unie à l'Angleterre et à la Russie pour combattre la France. Napoléon défit successivement les Prussiens à Iéna, les Russes à Eylau et à Friedland (1807), et força l'empereur Alexandre à signer la paix de Tilsitt. De Berlin où il était entré en triomphateur, il lança ce fameux décret qui fermait tous les ports du continent aux navires de l'Angleterre. Tous les alliés de la France accédèrent de gré ou de force à cette mesure connue sous le nom de *blocus continental*. Le roi de Portugal n'ayant pas voulu renoncer à l'alliance anglaise, Napoléon fit envahir son royaume par une armée française. Pendant ce temps, une escadre anglaise forçait l'entrée des Dardanelles et détruisait la flotte ottomane, sans pouvoir détacher le sultan de son alliance avec la France. Une expédition entreprise pour enlever l'Égypte aux Turcs n'obtenait pas de meilleurs résultats, et le général Whitelocke, chargé de faire la conquête de Buenos-Ayres sur les Espagnols, était obligé d'abandonner cette ville après l'avoir prise.

Le ministère, animé des généreuses inspirations de Fox et voulant entrer dans la voie des améliorations qu'il lui avait ouverte, proposa un bill tendant à admettre les catholiques dans tous les emplois des armées de terre et de mer (mars 1807). Le roi, sous le prétexte de rester fidèle à son serment, désapprouva cette mesure. Les ministres donnèrent leur démission, et furent remplacés par le duc de Portland, l'éloquent Perceval, lord Eldon, lord Castlereagh, héritier des principes politiques de Pitt, et sir George Canning, publiciste de l'école de Burke. La première mesure adoptée par le nouveau ministère révéla la marche qu'il se proposait de suivre. En représailles du blocus continental décrété par Napoléon, il défendit à tous les vaisseaux de fréquenter les ports de la France et de ses alliés, et ordonna aux puissances maritimes d'opter entre les deux nations. Le roi de Danemark ayant hésité, une flotte anglaise partit aussitôt pour aller investir Copenhague. Sur le refus que fit le monarque de livrer ses vaisseaux de guerre, sa capitale fut bombardée pendant trois jours et vit ses plus beaux quartiers incendiés. Copenhague se rendit enfin, et ses vaisseaux, devenus la proie du vainqueur, furent amenés en triomphe dans la Tamise. Une telle violation du droit des gens excita l'indignation de l'Europe.

Cependant l'Angleterre, séquestrée, pour ainsi dire, du reste de l'Europe, commençait à ressentir les effets d'une mesure qui devait la frapper au cœur. Son commerce et son industrie périssaient faute de débouchés. Cet état de gêne ne pouvait se prolonger plus long-temps sans amener une crise intérieure. Les événemens de la Péninsule espagnole firent bientôt entrevoir au ministère un nouvel espoir de ruiner la puissance de la France. Le roi d'Espagne, Charles IV, était en querelle avec son fils Ferdinand. Ils choisirent Napoléon pour arbitre et se rendirent à Bayonne, où ils furent retenus prisonniers (1808).



Charles IV finit par abdiquer en faveur de l'empereur des Français, qui donna le trône d'Espagne à son frère Joseph. Les Espagnols indignés se déclarèrent en faveur de Ferdinand, et coururent aux armes. Partout des juntes insurrectionnelles s'organisèrent. Un corps français, sous les ordres du général Dupont, fut défait à Baylen. L'occasion parut favorable au ministère anglais. Dix mille hommes furent envoyés en Portugal, sous les ordres de sir Arthur Wellesley (depuis lord Wellington), général expérimenté, qui avait fait ses preuves aux Indes-Orientales, dans la guerre contre les Mahrattes. Le général Junot, qui avait contre lui la population portugaise, attaqua les Anglais à Vimiera. Il fut si complètement battu qu'il se vit contraint de signer la capitulation de Cintra, en vertu de laquelle son corps d'armée fut transporté en France.

Napoléon, pour venger les désastres de ses lieutenans, entra lui-même dans la Péninsule, à la tête d'une puissante armée. Les victoires de Tudela et de Somosierra lui ouvrirent la route de Madrid, où il ramena son frère Joseph (décembre 1808). A la nouvelle de ses succès, l'armée anglaise aux ordres de sir John Moore, qui marchait sur Madrid, battit en retraite. Dans sa marche rétrograde, elle fut attaquée par le maréchal Soult et perdit son général ; elle se rembarqua à la Corogne.

Tandis que Napoléon se trouvait ainsi engagé dans la Péninsule, l'Autriche reprit les armes contre lui. Aussi prompt que l'éclair, il vola en Allemagne (1809), défit l'ennemi à Ratisbonne, à Eckmühl, à Esling, se rendit maître de Vienne, et remporta la célèbre bataille de Wagram ; l'Autriche vaincue demanda et obtint la paix. Pour opérer une diversion favorable à l'Autriche, l'Angleterre avait embarqué cinquante mille hommes qui devaient s'emparer de l'île de Valcheren. Cette expédition bombardarda Flessingue qui se rendit. Elle fut moins heureuse

dans les eaux de l'Escaut. Anvers et tous les autres points qu'elle attaqua opposèrent une vigoureuse résistance. Des fièvres pestilentielles la contraignirent à retourner en Angleterre. A cette occasion, la mésintelligence éclata dans le ministère. Lord Castlereagh et Canning se battirent en duel et donnèrent leur démission. M. Perceval devint premier lord de la trésorerie à la place du duc de Portland. En compensation de la désastreuse expédition de Valcheren, les flottes anglaises s'emparèrent de la Martinique et de la Guadeloupe, des îles de France et de Bourbon, d'Amboine et de Banda.

Après le départ de Napoléon, les Anglais, réunis aux insurgés, avaient repris l'offensive dans la Péninsule. Sir Arthur Wellesley gagna sur le roi Joseph la sanglante bataille de Talavera. Cette victoire lui valut la pairie et le titre de vicomte de Wellington. Dans la campagne suivante (1810), les Français reçurent de nombreux renforts. Après avoir enlevé plusieurs places, ils envahirent l'Andalousie et vinrent mettre le siège devant Cadix, où les Cortès espagnoles, réunies en assemblée générale, travaillaient à doter leur pays d'une constitution. Cette ville héroïque arrêta la marche des conquérans. Le maréchal Masséna battit Wellington à Almeida; mais il fut à son tour vaincu à Busaco, et forcé d'abandonner le Portugal (1811). Le lieutenant-général Graham vainquit le maréchal Victor à Barrosa. Lord Beresford livra au maréchal Soult la bataille d'Albuéra, dont les deux partis s'attribuèrent l'avantage; Suchet battit l'Espagnol Blacke et s'empara de Valence.

Au commencement de 1811, George III retomba dans la funeste maladie dont il avait éprouvé les premiers symptômes vingt ans auparavant. La direction des affaires fut alors définitivement confiée au prince de Galles, qui prit le titre de régent. Il n'y eut rien de changé dans l'administration ni dans le cabinet, jusqu'à l'année suivante,

que lord Castlereagh fut rappelé au conseil, en même temps que les anciens amis du prince régent, les lords Grey et Grenville. Peu de jours après cette révolution ministérielle, M. Perceval ayant été assassiné par un négociant, en entrant dans la chambre des communes, le comte de Liverpool devint premier lord de la trésorerie (1812).

Les désastres des armées françaises en Russie rendirent le courage et l'espoir aux adversaires de Napoléon. Les Anglais et les Espagnols continuèrent leurs efforts pour expulser le roi Joseph de la péninsule ibérique. Wellington, après s'être emparé de Badajoz et de Ciudad-Rodrigo, après avoir gagné la bataille de Salamanque, entra dans Madrid; bientôt obligé d'abandonner cette capitale, il se retira sur le Portugal. Mais chaque jour les Français voyaient éclaircir leurs rangs par la résistance opiniâtre de l'Espagne entière soulevée contre eux; et Napoléon, occupé de sa guerre dans le Nord, ne pouvait envoyer de nouvelles armées à leur secours. Wellington, ayant reçu des renforts, reprit la campagne (1813). Il battit complètement le maréchal Jourdan à Vitoria. Cette journée enleva le trône d'Espagne au roi Joseph. Le maréchal Suchet fit bien encore essuyer un échec à sir John Murray devant Tarragone; mais ce succès n'arrêta pas la retraite des Français. Le général Graham s'empara de Saint-Sébastien; Pampelune capitula, et les troupes de Wellington se montrèrent bientôt sur le territoire français.

D'un autre côté, la ligue formidable de tous les souverains du Nord, que le ministère anglais était parvenu à réunir contre le maître de l'Europe, envahissait la France. Napoléon, abandonné de tous ses alliés, soutint, avec la seule bravoure des soldats nationaux, cette mémorable campagne où ses talens militaires brillèrent de tout leur éclat (1814). Il battit si complètement les alliés à Montmirail, à Champaubert et à Château-Thierry, que ceux-ci pensè-

rent un moment à faire la paix. Des négociations s'ouvrirent à Châtillon; mais les commissaires anglais ayant prononcé le nom de Bourbon dans les conférences, Napoléon rejeta leurs propositions avec dédain. Bientôt les alliés firent leur entrée dans la capitale de la France (31 mars), et déclarèrent ne plus vouloir traiter avec Napoléon Bonaparte. Le sénat prononça alors la déchéance de l'empereur et proclama Louis XVIII.

Pendant que ces événemens se passaient à Paris, un corps anglais, débarqué dans les Pays-Bas, assiégeait inutilement Anvers, défendue par le brave Carnot, et était repoussé vigoureusement par le général Maison. Dans le Midi, Wellington, appelé à Bordeaux par les royalistes, était obligé, pour rendre sa marche libre, de livrer au maréchal Soult la sanglante bataille de Toulouse, où la victoire lui coûta plus cher qu'une défaite. Enfin, le 30 mai, un traité fut signé à Paris entre les puissances alliées. Toutes les anciennes dynasties détrônées par Napoléon reprirent possession de leurs États. Malte, l'Île-de-France, Tabago et Sainte-Lucie furent abandonnées à l'Angleterre. La Hollande et la Belgique réunies formèrent un royaume destiné à servir de barrière contre la France, qui fut réduite aux limites qu'elle avait avant la révolution de 1789. Ainsi, la Grande-Bretagne voyait la puissance de sa rivale tout-à-fait anéantie, et cet abaissement était son ouvrage. Mais, pour arriver là, il lui avait fallu augmenter sa dette de 67,500,000 livres sterling, et sa misère intérieure était si grande que les classes ouvrières s'étaient déjà insurgées dans plusieurs villes manufacturières.

Cette année vit aussi cesser la guerre animée qui durait depuis 1811 entre l'Angleterre et les États-Unis. Cette guerre avait eu pour origine la gêne que les Américains ressentaient de l'interruption de leur commerce avec la France. Après avoir incendié Washington avec les redou-

tables fusées à la Congrève, le général anglais Ross avait attaqué Baltimore, devant laquelle il avait été tué. Lord Cochrane, à son tour, avait perdu l'élite de ses troupes en essayant inutilement un débarquement. Enfin les deux partis, fatigués d'une lutte désormais sans but, ouvrirent des négociations, et, le 24 décembre 1814, le traité de Gand fut signé.

Le 1<sup>er</sup> mars 1815, Napoléon quitta l'île d'Elbe qui lui avait été assignée pour retraite, et remonta sur le trône de France. Aussitôt les puissances alliées, réunies à Vienne où elles se partageaient les peuples, proclamèrent celui qu'elles croyaient avoir anéanti ennemi et perturbateur du genre humain, et déclarèrent qu'elles uniraient encore leurs efforts pour concourir à la paix générale. En moins de six semaines, le génie du grand homme improvisa une armée de cent vingt mille hommes, à la tête de laquelle il attaqua subitement les Prussiens et les Anglais à Ligny, et remporta un premier avantage; mais, le lendemain 18 juin, eut lieu la bataille de Waterloo, le plus grand désastre des temps modernes. La défection de quelques Français et les troupes fraîches de Wellington décidèrent la victoire en faveur des alliés. L'armée impériale fut écrasée après des prodiges de valeur. Napoléon quitta le champ de bataille, revint à Paris où il déposa une seconde fois la couronne. Décidé à s'embarquer pour l'Amérique, il partit pour Rochefort; mais il changea bientôt de résolution; confiant dans la loyauté britannique, il se rendit à bord du vaisseau anglais *le Bellérophon*, et écrivit au prince régent cette lettre devenue si célèbre, par laquelle il demandait à se placer sous la protection d'un ennemi généreux. La loyauté qu'il invoquait se démentit dans cette circonstance : le ministère anglais lui répondit qu'il était le prisonnier des puissances alliées, et le fit transporter à l'île Sainte-Hélène. Ce fut sur ce rocher, perdu dans l'im-

mensité de l'Océan-Atlantique, que, pendant six ans, il expia, sous la surveillance des agens anglais, sa gloire qui avait coûté tant de larmes aux peuples. Il mourut le 5 mai 1821. Après la bataille de Waterloo, les alliés signèrent un second traité de Paris, qui décidait l'occupation de la France pendant cinq ans par un contingent armé de chacune des puissances belligérantes. Quelque temps après, intervint, entre les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse, l'acte fameux qu'ils qualifièrent de traité de *Sainte-Alliance*, et auquel lord Castlereagh adhéra au nom du prince régent d'Angleterre.

Une horrible détresse éclata sur tous les points de l'Angleterre par suite des nombreux efforts qui avaient été faits pour soutenir la guerre continentale (1816). La récolte de blé, qui manqua dans presque toute l'Europe, aggrava encore la situation. Les classes ouvrières, réduites au désespoir par le défaut de travail, formèrent des réunions tumultueuses. Le gouvernement, pour faire cesser les troubles, eut recours à la suspension de l'*habeas corpus*. Il fit condamner et exécuter les trois principaux auteurs de la formidable émeute de Spafield. Ces mesures rétablirent l'ordre, mais ne remédièrent pas à la misère. Ce fut à cette époque que lord Exmouth fut envoyé avec une flotte pour faire cesser les déprédations que les pirates barbaresques ne cessaient d'exercer sur le commerce des puissances du second ordre. Le dey d'Alger ne répondit aux sommations de l'Angleterre qu'en faisant massacrer les pêcheurs de corail rassemblés au cap de Bone. Alors l'escadre de lord Exmouth, réunie aux vaisseaux hollandais de l'amiral Van-Capellen, bombarda Alger, incendia la plus grande partie de la ville, et détruisit la marine du dey qui fut forcé de signer la paix.

Au mois de novembre 1817, l'Angleterre fut plongée dans un deuil général par la mort de la princesse Charlotte,

héritière présomptive de la couronne, mariée depuis deux ans seulement au prince Léopold de Saxe-Cobourg (aujourd'hui roi des Belges). Le peuple avait placé toutes ses espérances dans les qualités de cette bonne princesse, et se flattait qu'elle aurait fait revivre pour lui le règne de la reine Anne.

La tranquillité publique était sans cesse menacée, dans les comtés manufacturiers, par les nombreuses réunions (*meetings*) des classes ouvrières, que des orateurs démagogues poussaient à réclamer le redressement des griefs et la réorganisation de la chambre des communes. Une de ces réunions fut convoquée à Manchester pour le 16 août 1819. Plus de cent mille radicaux s'y rendirent, ayant à leur tête le hardi réformateur Hunt. Placé à une tribune improvisée, l'orateur populaire commençait à peine à haranguer la multitude lorsqu'un régiment de hussards, réuni à la *yeomanry* (milice bourgeoise à cheval), fondit sur ces gens jusque-là inoffensifs, en tua un grand nombre, en blessa plus de quatre cents, dispersa les autres et se saisit de Hunt et de ceux qui s'étaient rangés autour de lui pour le défendre. Les principaux meneurs furent jugés aux assises d'York et condamnés à la prison. Hunt, relâché sous caution, rentra dans Londres où la multitude le porta presque en triomphe. Pour empêcher le retour de pareils désordres, un acte du parlement déclara illégale toute réunion non autorisée par l'autorité locale.

Le 29 janvier 1820, George III termina sa pénible existence au château de Windsor. Ce roi, qui possédait de grandes vertus privées, emporta en mourant les regrets de ses peuples. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans et en avait régné soixante. Le prince de Galles lui succéda sous le nom de George IV,

## CHAPITRE XXI.

Règnes de George IV et de Guillaume IV. — Procès de la reine Caroline. — George Canning. — Émancipation des catholiques. — Bill de Réforme.

1820 — 1832.

A peine George IV était-il proclamé, qu'on découvrit une conspiration aussi odieuse qu'insensée. Plusieurs individus obscurs, à la tête desquels se trouvait un nommé Thistlewood, autrefois officier dans un des régimens des Indes-Occidentales, avaient formé le projet d'assassiner les ministres dans un dîner qui devait leur être donné par lord Harrowby leur collègue, de prononcer la déchéance du roi, et de proclamer un gouvernement dirigé par les radicaux. Dénoncés par un espion de la police qui s'était introduit parmi eux, onze des conspirateurs furent arrêtés dans un cabaret, nantis des armes qui devaient servir à exécuter leur crime. Thistlewood et quatre de ses complices furent condamnés à mort et exécutés; les six autres furent déportés à vie.

L'attention publique fut bientôt vivement excitée par un autre événement non moins important. Depuis 1814, l'épouse du prince régent, à la suite de scandaleux démêlés qu'avait fait naître sa conduite plus que légère, avait quitté l'Angleterre et voyageait sur le continent; elle avait même visité l'Orient, accompagnée d'aventuriers italiens parmi lesquels se faisait remarquer l'ex-postillon Bergami. Dès qu'elle apprit l'avènement du prince, elle se disposa à revenir en Angleterre pour revendiquer ses droits. Le roi et ses ministres lui firent vainement proposer une pension annuelle de 50,000 livres sterling si elle consentait à ne pas prendre le titre de reine et à continuer son séjour sur



le continent. Elle mit pied à terre le 6 juin, et le lendemain elle entra dans Londres aux acclamations d'une foule immense qui la salua reine, quoique son nom fût exclu de la liturgie. Un message royal fut aussitôt porté aux chambres pour éclairer la représentation nationale sur la conduite de celle qui prétendait partager le trône, et pour demander la dissolution du mariage du roi. Un comité secret des lords décida que la chambre haute jugerait l'affaire. Caroline choisit M. Brougham pour son avocat. Après trois mois de scandaleux débats, la troisième lecture de l'acte d'accusation n'ayant obtenu qu'une majorité de neuf voix, les ministres ne crurent pas devoir le porter devant la chambre des communes où ils redoutaient une forte opposition, et abandonnèrent la mesure qu'ils poursuivaient avec tant d'acharnement. Aux yeux des nombreux partisans de la reine, ce retrait proclamait son innocence; pendant trois nuits ils illuminèrent la façade de leurs maisons; le peuple, toujours prompt à s'attacher à ce qui peut embarrasser un gouvernement, insulta les témoins qui avaient déposé contre Caroline dans le procès, et lui fit un cortège lorsqu'elle se rendit à la cathédrale de Saint-Paul pour remercier la Providence de la cessation des persécutions qui l'avaient accablée. Toutefois elle consentit peu de temps après à recevoir la pension qui lui avait été offerte, et les ministres obtinrent que son nom ne fût pas rétabli dans la liturgie (1821).

Dans le cours de l'année 1821, George IV visita l'Irlande et ses États de Hanovre où il fut accueilli avec le plus vif enthousiasme. Il se rendit ensuite en Écosse, où aucun prince de la maison de Brunswick ne s'était encore montré. Tandis qu'il recueillait les témoignages d'affection des montagnards se pressant partout sur son passage, il apprit la mort du marquis de Londonderry (lord Castle-reagh). Cet homme d'État, que la Sainte-Alliance avait

trouvé si docile à ses volontés, avait mis fin à ses jours en s'ouvrant l'artère carotide avec un canif. Le magistrat (*coroner*), chargé de constater sa mort, déclara que ce suicide était l'effet de la démence; mais on doit plutôt croire qu'il eut pour cause le découragement et l'embarras de la situation politique. George, cédant à l'opinion publique, choisit, pour remplacer un ministre aussi impopulaire, sir George Canning, dont il reconnaissait le mérite, quoiqu'il ne lui pardonnât pas de s'être montré hostile au bill d'accusation contre la reine. Canning, récemment nommé gouverneur-général de l'Inde, n'hésita pas à renoncer à une fortune certaine pour se charger de la direction des affaires de son pays (1822), auxquelles il imprima une marche tout-à-fait libérale. Le congrès de Vérone révéla le changement opéré dans la politique de l'Angleterre. Les puissances du Nord y décidèrent que cent mille Français iraient rétablir Ferdinand VII sur son trône ébranlé. Wellington, représentant de l'Angleterre, protesta, selon ses instructions, contre cette intervention (1824). En 1825, l'esclavage fut aboli dans les colonies anglaises. L'année suivante, des traités de commerce furent signés avec les nouvelles républiques de l'Amérique du Sud, et l'indépendance de la Colombie, du Mexique et des provinces de la Plata fut définitivement reconnue par la Grande-Bretagne.

Dès 1824, l'Irlande avait vu se former dans son sein l'*Association catholique*, à la tête de laquelle se trouvaient des avocats de Dublin et le fameux Daniel O'Connell. Cette association, qui exigeait une cotisation de chacun de ses membres, devint bientôt si puissante, qu'elle éveilla les craintes du gouvernement. Un bill fut proposé pour en demander l'abolition; le bill, vivement combattu par Brougham et défendu par Canning, fut adopté; mais la discussion fit connaître que le ministre était favorable à l'émancipation des catholiques, et que cette grande mesure

était le but de sa carrière politique. Alors intervint une motion de sir Francis Burdett, déclarant les catholiques éligibles à tous les emplois. Canning soutint le bill avec son éloquence ordinaire; les communes l'adoptèrent, mais il fut rejeté par les lords.

Le parlement ayant terminé sa sixième session, des élections générales eurent lieu sous l'influence des deux grandes questions à l'ordre du jour, la loi sur les céréales et l'émancipation (1826). A l'ouverture du nouveau parlement, le ministère mit sous les yeux des chambres les traités entre l'Angleterre et le Portugal; Don Miguel, soutenu par l'Espagne absolutiste, venait d'enlever la couronne à sa nièce Dona Maria da Gloria, en faveur de laquelle son père Don Pedro, empereur du Brésil, avait abdiqué. Le parlement déclara que l'appui prêté à Don Miguel par Ferdinand VII établissait le *casus fœderis*, et le ministère fit aussitôt partir pour le Tage un vaisseau portant des troupes de débarquement. La maladie et la retraite du vieux lord Liverpool amenèrent la dislocation du ministère. Canning, chargé de recomposer le cabinet, s'adressa aux whigs et aux tories modérés, et forma ce qu'il appela lui-même un ministère de coalition. Par suite de la défection d'un grand nombre de membres du parlement qui s'effrayèrent du système libéral du premier ministre, l'opposition tory devint la majorité. Les lords, d'après un amendement de Wellington, modifièrent la loi sur les céréales, qu'ils regardaient comme nuisible à la grande propriété foncière, et établirent une sorte d'impôt sur les grains étrangers. A la chambre des communes, le bill sur l'émancipation fut rejeté à une majorité de quatre voix. Ces échecs successifs achevèrent de ruiner la santé de Canning, déjà fortement ébranlée par les luttes précédentes; il mourut (1827), et sa mort fut une douleur publique, non-seulement pour l'Angleterre, mais pour

l'Europe entière. Le dernier service que ce grand homme rendit à la cause de l'humanité fut la conclusion d'un traité entre l'Angleterre, la France et la Russie, traité par lequel ces puissances reconnaissaient l'indépendance de la Grèce, et s'engageaient à faire cesser les hostilités entre les parties belligérantes. Le sultan, irrité de cette intervention favorable aux Hellènes, qu'il regardait comme des sujets révoltés, refusa de se soumettre à l'armistice que voulaient lui imposer les puissances alliées, et donna l'ordre à Ibrahim-Pascha de continuer la guerre d'extermination qu'il faisait depuis deux ans dans la Morée. Le 20 octobre 1827, les escadres française, anglaise et russe, entrèrent, sous le commandement de l'amiral Codrington, dans le port de Navarin où une flotte égyptienne avait jeté l'ancre. Il s'agissait de forcer Ibrahim à respecter l'armistice. Un brûlot turc ayant fait feu sur une chaloupe détachée de la flotte anglaise pour aller parlementer, cette agression fut le signal d'un combat général, qui ne dura pas moins de quatre heures, et qui se termina par la destruction complète de la flotte égyptienne. Ce hardi coup de main, qui amena une rupture éclatante entre la Porte et la Russie, assura la liberté de la Grèce <sup>1</sup>.

Lord Goderich, choisi par le roi pour continuer le système de Canning, se dégoûta bientôt des tracasseries que lui suscita l'opposition tory, et donna sa démission de premier lord de la trésorerie. Wellington fut chargé de recomposer un cabinet dont il serait le chef, et, reconnaissant l'empire des circonstances, il forma un ministère mixte, dans lequel restèrent les whigs Huskisson et Palmerston (janvier 1828). A l'ouverture de la

<sup>1</sup> Ce fut en aidant les Grecs à reconquérir leur indépendance que le célèbre poète Byron mourut en 1826 sous les murs de Missolonghi.

session, lord John Russel proposa un bill pour abolir l'acte du test et l'acte de corporation, qui assujettissaient tout fonctionnaire, avant d'exercer aucun emploi civil, à communier suivant les rites de l'Église anglicane. Ce bill passa dans les deux chambres. Il n'en fut pas de même de la motion de sir Francis Burdett en faveur de l'émancipation. Adoptée par les communes, elle fut encore rejetée par les lords.

Ce nouveau rejet porta l'exaspération des Irlandais au comble. L'association releva la tête en dépit de la loi qui l'avait dissoute. Cette insurrection disciplinée donna bientôt la mesure de sa puissance. Un député du comté de Clare ayant renoncé à son siège, le *grand agitateur* O'Connell fut élu à sa place. Le lord lieutenant d'Irlande, lord Anglesey, qui s'efforçait de calmer l'effervescence de l'association par des mesures conciliatrices, fut rappelé et remplacé par le duc de Northumberland. O'Connell cria à l'intolérance et à la tyrannie. Telle était son influence sur l'association que, s'il l'eût voulu alors, toute l'Irlande courait aux armes. Le ministère comprit enfin qu'il n'était plus temps de temporiser. Wellington et Peel, modifiant leurs opinions personnelles, engagèrent le roi à relever les catholiques de leur incapacité civile. En conséquence, dès l'ouverture de la session de 1829, le lord chancelier porta à la chambre des communes le bill d'émancipation, en même temps qu'il proposa des mesures pour dissoudre l'association irlandaise. Après des débats qui furent quelquefois orageux, le bill triompha de toutes les résistances qu'il avait rencontrées aux communes, et passa à une majorité de 320 voix contre 142. Porté à la chambre des lords, il fut vivement combattu par tous les représentants du torysme, de l'aristocratie et du clergé; mais les efforts de Wellington, à qui ses anciens amis reprochèrent amèrement, dans la discussion, d'avoir renié ses prin-

cipes, parvinrent à lui assurer une majorité de 104 voix ; il fut, quelques jours après, sanctionné par le roi.

Après l'adoption du bill, O'Connell se présenta à la chambre des communes pour y siéger comme député du comté de Clare. On exigea de lui qu'il prêtât les sermens de suprématie et d'abjuration prescrits par la loi sous l'empire de laquelle il avait été élu. Sur son refus, son élection fut cassée. Il retourna en Irlande, où il fut accueilli avec le même enthousiasme et récla à une grande majorité.

L'émancipation était loin d'avoir satisfait les exigences de l'opposition et le besoin de réforme qui tourmentait les trois royaumes. Dans la session de 1830, le ministère se vit forcé de présenter divers projets pour réduire les dépenses publiques, abolir le cumul et les sinécures, et diminuer les salaires des employés du gouvernement. Malgré ces concessions, la fermentation des esprits, surtout en Irlande, ne se calma point. La mort du roi vint encore compliquer la situation (20 juin 1830). George IV succomba à une ossification des vaisseaux du cœur ; il était âgé de soixante-huit ans, et en avait régné onze ; mais son règne datait réellement du jour où l'interdiction de son père l'avait fait placer à la tête du gouvernement. Modèle d'urbanité et des bonnes manières, ce prince aimait les lettres et les arts. Les hommes qui les cultivaient eurent souvent part à ses largesses<sup>1</sup>.

1 C'est ainsi que, dès la première année de son avènement, il avait décerné le titre de baronnet à sir Walter Scott, qui plus tard lui servit en quelque sorte de maître des cérémonies lorsqu'il visita l'Ecosse. Le grand poète et romancier voulut être auprès du monarque l'interprète des sentimens de sa patrie, et fit les honneurs de la fête qui lui fut offerte par la ville d'Edimbourg. Cet homme illustre, qui a exercé une si grande influence sur la littérature de l'Europe en général, mourut dans son château d'Abbotsford en 1832.

Henri-Guillaume, duc de Clarence, frère de George IV, lui succéda sous le nom de Guillaume IV. Les fonctions de grand-amiral qu'il avait remplies avec distinction, l'appui qu'il venait de prêter à la cause des catholiques, lui avaient acquis une certaine popularité. Toutefois, il conserva le ministère de son prédécesseur; et l'opposition, qui s'était d'abord flattée de trouver un soutien dans le nouveau roi, comprit qu'il lui fallait continuer ses attaques contre une administration qu'elle avait déjà si fortement ébranlée. Un message royal ayant annoncé la dissolution du parlement, les whigs se récrièrent contre cette mesure qu'ils qualifièrent d'inopportune, et lord Grey demanda que le parlement continuât à siéger jusqu'à ce qu'il eût été pourvu à la tutelle de la princesse Victoria, fille du duc de Kent, et seule héritière de la couronne après la mort du roi. Cette proposition souleva de violents débats; mais les ministres l'emportèrent, et le parlement fut dissous.

Tandis que l'Angleterre se préparait à la bataille électorale, la révolution de juillet éclata en France et ébranla l'Europe. Nulle part son contre-coup ne se fit plus violemment sentir qu'en Angleterre. Partout des *meetings* eurent lieu pour voter des adresses de félicitations au peuple de Paris; des souscriptions s'ouvrirent en faveur des blessés de la grande semaine. Les élections, faites sous l'influence de cet événement, furent entièrement favorables aux whigs. Le ministère eut cependant le bon esprit de reconnaître immédiatement le gouvernement français issu des barricades. Le roi, dans son discours d'ouverture au parlement, annonça sa bonne intelligence avec le roi des Français; mais Wellington déclara qu'il ne consentirait à aucune réforme électorale. Cette déclaration augmenta l'irritation du pays. L'Irlande, qui s'était appuyée sur l'exemple de la Belgique, fit entendre les mots de *réforme radicale* et même de *rappel de l'Union*. Il se forma une association

anti-unioniste qu'il fallut dissoudre par la force. En Angleterre, il y eut, dans plusieurs comtés, des émeutes d'ouvriers pour augmentation de salaires. Au milieu de cette fermentation, les ministres prétendirent avoir découvert un complot formé contre la vie du duc de Wellington, et saisirent cette occasion pour empêcher le roi et la reine d'assister au banquet de Guild-Hall, offert, à chaque avènement, par le corps municipal. L'opposition s'écria que le ministère avait l'intention de séparer le monarque de la nation. Elle eut bientôt l'occasion d'essayer ses forces dans un vote contre les pensions de la liste civile et les sinécures. La majorité échappa au ministère qui prit le parti de se retirer. Dès-lors la réforme électorale fut à l'ordre du jour. Le roi manda lord Grey et le chargea de composer un ministère qui pût conjurer l'orage dont l'Angleterre était menacée. Lord Grey, jaloux de faire triompher les principes qu'il soutenait depuis trente ans, choisit ses collègues parmi les whigs aristocrates et les tories modérés : M. Brougham devint lord chancelier, lord Althorp chancelier de l'échiquier, les lords Melbourne, Palmerston et Goderich secrétaires d'État, le marquis de Lansdown président du conseil ; lord Grey était premier ministre.

Le nouveau ministère s'occupa d'abord de faire passer un bill qui nomma la duchesse de Kent régente et tutrice pendant la minorité de sa fille. Il ajourna ensuite le parlement au 3 février (1831), déclarant que cet intervalle lui était indispensable pour préparer la grande mesure de la réforme parlementaire dont il avait fait son drapeau.

Lorsque le terme de l'ajournement fut expiré, lord John Russel soumit à la chambre des communes le bill proposé par le ministère. Les tories, prévoyant leur défaite prochaine, réunirent toutes leurs forces pour la reculer, et firent des efforts inouis d'éloquence. Malgré les efforts non moins grands des whigs, le bill fut rejeté par une majo-



rité de 299 voix contre 291. Après un pareil échec, le ministère n'avait pas d'autre alternative que de se retirer ou de dissoudre la chambre. Le roi, comprenant qu'il jouait sa couronne, s'il ne s'associait pas franchement à ses ministres, se rendit lui-même au parlement, s'assit sur le trône, et annonça que son intention était de consulter la nation sur une mesure législative aussi importante. En conséquence, la chambre fut dissoute et une autre fut convoquée pour le 14 juin. De brillantes illuminations dans Londres et les principales villes du royaume accueillirent cette décision royale.

La lutte engagée entre les tories qui s'appelaient *conservateurs*, et les whigs qui prenaient le titre de *réformistes*, rendit les élections tumultueuses. La victoire fut vivement disputée. Le parti populaire triompha cependant de ses adversaires, et les ministres obtinrent une chambre qui deux mois après vota le bill de lord John Russel ; mais il fut rejeté par la chambre des lords. Le roi prorogea le parlement, en annonçant que la mesure serait reproduite.

Les communes, irritées du rejet du bill, déclarèrent, pour empêcher les ministres de se retirer, qu'ils avaient bien mérité de la nation. Quant au peuple, il témoigna son mécontentement en attaquant les hôtels des lords qui avaient voté contre le bill. L'exaspération ne fut pas moins grande dans les provinces qu'à Londres ; à Derby, à Newcastle, la populace pilla et incendia plusieurs châteaux. Mais nulle part ses excès ne furent aussi effrayans qu'à Bristol ; elle chassa les autorités civiles et militaires, ouvrit les prisons et brûla tout un quartier. Il fallut déployer une force armée considérable pour faire rentrer dans le devoir ces hommes ivres et couverts de sang. Il y en eut plus de cent tués ou blessés.

Le parlement, prorogé au mois d'octobre, s'assembla au mois de décembre. Lord John Russel reproduisit le bill

auquel il avait fait subir plusieurs améliorations de détail <sup>1</sup>. La chambre des communes, après une discussion de deux mois (mars 1832), se prononça pour l'adoption à une majorité de 355 voix contre 239. La nouvelle constitution parlementaire fut immédiatement soumise à l'examen des lords. Dès la seconde lecture, il devint évident pour les ministres qu'ils n'obtiendraient pas la troisième sans une création de pairs, et le roi s'étant prononcé contre cette mesure, ils donnèrent leur démission. Cette retraite produisit une sensation fâcheuse dans la chambre des communes. Sur la proposition de l'un de ses membres, elle vota une adresse au roi pour le conjurer de ne choisir ses ministres que parmi les hommes favorables à la cause de la réforme. Les pétitions des meetings des provinces ne furent pas aussi respectueuses : elles exprimaient clairement la volonté d'abolir la pairie et de refuser l'impôt si la nation n'obtenait pas une prompte satisfaction. Guillaume, pensant qu'un ministère tory était seul capable de vaincre la résistance des lords, sonda d'abord les hommes de ce parti.

\* Les dispositions fondamentales du bill de sir John Russel répondaient enfin à toutes les pétitions qui, depuis un siècle, réclamaient la régénération de la représentation nationale par des élections libres et pures de toute corruption. Elles enlevaient aux bourgs n'ayant pas deux mille âmes de population le privilège d'être représentés au parlement, et faisaient disparaître le scandale des bourgs pourris (*rotten boroughs*), qui avaient le droit d'envoyer plusieurs députés, parce qu'ils étaient entre les mains d'un riche propriétaire. Un grand nombre de membres se trouvaient ainsi exclus de leurs sièges ; mais, en revanche, vingt-sept villes, qui jusqu'ici n'avaient point été représentées, obtenaient la franchise électorale. Le bill introduisait aussi de nombreuses améliorations dans le mode d'élection ; mais son principal bienfait était l'augmentation du chiffre des électeurs qui allait se trouver porté à plus de 1,500,000.

Mais les démonstrations de l'opinion populaire furent si énergiques que ni lord Wellington ni sir Robert Peel n'osèrent se charger du pouvoir, et que lord Grey fut rappelé avec la faculté de faire ce qu'il jugerait convenable pour assurer le succès du bill. Les lords se soumirent enfin à la nécessité ; plusieurs opposans se retirèrent pour laisser au ministère la majorité dont il avait besoin. Le 4 juin 1832, le bill fut enfin adopté après quelques légères modifications auxquelles les communes consentirent. Il reçut immédiatement la sanction royale et devint loi de l'État. Deux bills relatifs au système électif de l'Écosse et de l'Irlande furent encore adoptés.

Ce premier pas pour la destruction des abus de la vieille constitution anglaise est immense, sans doute ; mais il est loin de satisfaire les justes exigences de la nation britannique. Elle réclame encore à grands cris la suppression des dîmes de l'Irlande, l'abolition de la taxe des pauvres, la réforme des lois municipales, celle de l'immense temporel de l'Église anglicane, et par-dessus tout la diminution de cette énorme dette publique qui la ronge.

FIN DE L'HISTOIRE D'ANGLETERRE.

005801063

# TABLE

## DES CHAPITRES.

|                                                                                                                                                                            | Pages. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| CHAPITRE PREMIER. — Les Bretons. — Les Romains. — Les Saxons. — L'Heptarchie.                                                                                              | 1      |
| CHAP. II. — Depuis la réunion des royaumes de l'Heptarchie sous Egbert jusqu'à la conquête des Normands (827-1066).                                                        | 9      |
| CHAP. III. — Règnes de Guillaume le Conquérant, de Guillaume le Roux, de Henri I <sup>er</sup> et d'Étienne (1066-1154).                                                   | 28     |
| CHAP. IV. — Règnes de Henri II, premier des Plantagenets, de Richard Cœur de Lion et de Jean sans Terre. — Établissement de la grande Charte (1154-1216).                  | 38     |
| CHAP. V. — Règnes de Henri III, d'Édouard I <sup>er</sup> et d'Édouard II. — Admission des communes au Parlement. — Conquête du pays de Galles et de l'Écosse (1216-1327). | 56     |
| CHAP. VI. — Règne d'Édouard III. — Invasions en France (1327-1376).                                                                                                        | 72     |
| CHAP. VII. — Règnes de Richard II, de Henri IV, premier de la branche de Lancastre, et de Henri V (1376-1422).                                                             | 83     |
| CHAP. VIII. — Règnes de Henri VI, d'Édouard IV, premier de la branche d'York, et d'Édouard V. — Guerres de la Rose rouge et de la Rose blanche (1422-1482).                | 94     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                     | Pages. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| CHAP. IX. — Règnes de Richard III et de Henri VII, premier de la race des Tudors (1482-1509).                                                                                                                                                                       | 112    |
| CHAP. X. — Henri VIII. — Ses diverses femmes. — Commencement et progrès de la Réforme (1509-1547).                                                                                                                                                                  | 122    |
| CHAP. XI. — Règnes d'Edouard VI et de Marie. — Protectorat de Somerset. — Etablissement définitif de la Réforme. — Jane Gray. — Réaction catholique (1547-1558).                                                                                                    | 141    |
| CHAP. XII. — Règne d'Elisabeth. — Etablissement du protestantisme. — Démêlés entre Elisabeth et Marie Stuart. — Réforme écossaise. — Gloire et puissance de l'Angleterre (1558-1603).                                                                               | 160    |
| CHAP. XIII. — Règne de Jacques I <sup>er</sup> , premier des Stuarts. — Commencement de la lutte entre la couronne et le Parlement (1603-1625).                                                                                                                     | 185    |
| CHAP. XIV. — Règne de Charles I <sup>er</sup> . — Lutte entre le Parlement et la cour. — Insurrection en Ecosse. — Covenant. — Strafford. — Long Parlement. — Guerre civile. — Cromwell (1625-1649).                                                                | 194    |
| CHAP. XV. — République. — Protectorat de Cromwell. — Anarchie. — Monk. — Restauration (1649-1660).                                                                                                                                                                  | 218    |
| CHAP. XVI. — Règne de Charles II. — Le comte de Clarendon. — Réaction catholique. — Acte du test. — Réaction protestante. — Bill de l' <i>Habeas corpus</i> . — Les Whigs et les Tories. — Nouvelle réaction catholique. — Mort de Russel et de Sidney (1660-1685). | 230    |
| CHAP. XVII. — Règne de Jacques II. — Triomphe et chute du parti catholique. — Fin de la maison de Stuart (1685-1688).                                                                                                                                               | 243    |
| CHAP. XVIII. — Règne de Guillaume III et de Marie. — Jacques II en Irlande. — Guerre contre la France. — Traité de partage. — Règne d'Anne. — Marlborough. — Guerre de la succession d'Espagne. — Réunion des deux parlemens d'Angleterre et d'Ecosse (1689-1714).  | 255    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAP. XIX. — Règnes de George I <sup>er</sup> et de George II. — Révolte en Écosse. — Le parlement déclaré septennal. — Guerres continentales. — Robert Walpole. — Charles-Édouard en Écosse. — Guerre de Hanovre. — Conquête du Canada (1714-1760).                                                           | 267 |
| CHAP. XX. — Règne de George III. — Lord Chatham. — Émancipation des colonies anglaises de l'Amérique du Nord. — Fox. — William Pitt. — Réunion parlementaire de l'Irlande à l'Angleterre. — Tippou-Saëb. — Lutte entre l'Angleterre et Napoléon. — Régence du prince de Galles. — Sainte-Alliance (1760-1820). | 281 |
| CHAP. XXI. — Règnes de George IV et de Guillaume IV. — Procès de la reine Caroline. — George Canning. — Émancipation des catholiques. — Bill de Réforme (1820-1832).                                                                                                                                           | 509 |













